Les Temps Modernes

9e année REVUE MENSUELLE n° 100

DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE

Mars 1954



Rédaction, administration : 30, rue de l'Université, Paris

Les Temps Modernes

revue mensuelle
paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur :
JEAN-PAUL SARTRE

Comité de Rédaction :
JEAN CAU - CLAUDE LANZMANN - MARCEL PÉJU
Secrétaire général : MARCEL PÉJU

o

La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés.

La Revue n'accepte les manuscrits ni des condamnés à mort pour fait de collaboration ni des indignes nationaux.

La rédaction reçoit le mercredi après-midi sur rendez-vous.

o

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7e - Tél. BABylone 17-90

o

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 200 fr.

o

TARIF D'ABONNEMENT

	SIX MOIS	UN AN
France et Union Française	1.100 fr.	2.100 fr.
Étranger	1.300 fr.	2.500 fr.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 20 fr.

Les Temps Modernes

JOURNAL D'UNE DOUBLE LIBÉRATION

JUILLET-AOUT 1944
(*fragments*)

Un homme a tenu son journal tout au long de sa vie. Il en publie, sous forme d'un livre, un extrait qui s'étend sur deux mois à peine et qui se présente comme l'histoire d'une crise, privée de toute référence avec le passé et le monde extérieur. Les pages qui suivent sont des fragments de la seconde partie de ce récit.

Darthex, mardi 4 juillet 1944
soir.

J'entreprends de noter jour par jour la désintoxication que j'ai commencée depuis une quinzaine déjà, au lendemain de mon arrivée ici, à Darthex,. . . . .
. . . .

II

Mercredi 26 juillet 1944
9 h. 1/2 soir.

. . . .
. . . . L'exemple de Robert T., que j'ai connu à cette époque, fut contagieux : « Je prends 6 cg. d'un coup, me dit-il un jour, et tu sais, c'est rien. » Je savais Robert capable de tous les excès. Mais il me répondit avec son petit sourire canaille (il ne souriait qu'avec un côté de la bouche) : « Moi je connais des gens qui prennent 1 G. par jour ». — « On peut

donc monter sans crainte?... » Et je montai. Pour voir, je me mis à forcer les doses, mais je ne pus pas comme lui me détacher le jour suivant. Après 2 cg., j'en pris 3, ce qui me parut considérable. Puis j'osai 4... Les effets furent plus profonds et plus durables; j'en étais encore tout imprégné le lendemain et ne me dégageais des limbes que vers le milieu de l'après-midi... Cependant les 6 cg. de R. me fascinaient par leur danger même : il n'y a pas de limite à la hausse, pas de limite à l'intensité. Et puisqu'il les supporte... Je ne me rendais pas compte qu'il ne prenait ces fortes doses que rarement, tandis que les miennes, plus faibles, étaient déjà plus rapprochées.

Un peu plus tard, au cours d'un voyage par petites étapes, je me vois encore, dans une chambre d'hôtel, allongé seul dans un lit pour deux personnes, et me retournant dans les draps, épuisé par le voyage qui n'était pourtant pas fatigant et peut-être aussi à la suite de deux ou trois jours de drogue suivis d'abstinence. Les rideaux étaient restés presque fermés, et le soleil devait déjà éblouir dehors, mais dehors seulement. Une demi-nuit m'enveloppait encore agréablement, lourdement. J'avais la bouche pâteuse, les membres gourds : c'était pourtant le bien-être. La petite bouteille était à la portée de la main... A ma portée sans avoir à me lever! Me lever?... pas la force!... Mais je la trouverais dans la bouteille. Encore à demi ensommeillé, je la pris dans le tiroir de la table de nuit et la gardai longtemps dans la main en hésitant, pensant que j'allais entrer dans une vie nouvelle, dans un collage analogue à celui dont Alphonse Daudet, dans *Sapho*, a essayé de préserver ses fils en leur dédiant ce roman. Dans cette chambre d'hôtel étrangère, où je me sentais le passager d'un matin, je compris que j'allais faire un geste décisif (sans vouloir bien en prendre conscience), m'engager. J'avais déjà préparé la seringue... Il me semblait que j'allais commettre un crime irrémédiable, renoncer à mille choses, retrouver mille choses. Si fatigué, que je ne voulais pas réfléchir... Ah, déchéances exquises!... N'était-ce pas de tous temps un de mes rêves? Mourir en prison! Mourir fou! Mourir en faisant l'amour... Pas de regrets... Prolongeons jusqu'à la fin des temps les effets de la drogue... La p. était prise.

Le soir j'eus à nouveau une hésitation. Un débat, très assourdi, s'engagea en moi. Je songeai à ma famille dans la pièce voisine et à son jugement si elle avait su... Mais soudain je me suis cabré contre elle. L'intoxication, je la porterai avec fierté; elle me distinguera! Le surlendemain, en voulant supprimer la p. du matin, j'éprouvai un frisson; alors je passai outre aux derniers scrupules. Le matin suivant, comme il me reprenait : pourquoi résister? Je serai plus fort, plus agile, plus intelligent que les autres, supérieur à ceux qui m'entourent, à tous...

Est-ce par faiblesse que je me suis intoxiqué? Par exaspération d'avoir vu si longtemps mon père, chaque matin, sans difficulté, entrer dans ma chambre et me parler avec ironie de mes grasses matinées? Par révolte? Par besoin de fuite? Ennui ou désespoir, comme on se tue quand on est jeune? « Penses-tu, marchand, que ta bouteille m'a été douce? C'est la douleur que j'ai cherchée au fond de cette bouteille... » Ou plutôt par désir de supériorité, par défi? Mais il n'y a défi que pour compenser une déficience, cacher un manque d'assurance chez le timide, ou une absence d'équilibre. Quoi qu'il en soit, je crois que les raisons ont à peu près disparu qui m'ont alors entraîné. S'il y en a eu d'autres depuis, je sais qu'elles n'ont pu être satisfaites que par tromperie.

Bientôt, au début de mon intoxication, vinrent s'ajouter aux p. du matin (ou du soir, je ne sais plus) celles de la journée : une nuit que Robert et moi nous voyagions en auto sur les routes de France, tout à coup R. me dit : « Pourquoi ne pas prendre maintenant une p., puisque nous avons encore des heures à rouler? Maintenant, oui, immédiatement. » Nous nous arrêtâmes sur la route, en pleins champs, et malgré les autos qui passaient, nous sortîmes la seringue et sans précautions aseptiques... Et nous étions ravis d'avoir osé « faire cela », en plein air et de nous sentir ensuite très dispos pour conduire encore longtemps. (Ceci me rappelle un autre souvenir qui me paraît aujourd'hui une autre forme de provocation. A Paris, à une certaine époque, quand je roulais en taxi, impatient de prendre une p., je n'attendais pas d'être rentré chez moi : j'ouvrais mon pantalon, mon slip, — le moins possible — et

j'enfonçais la seringue sans la regarder parce que je surveillais les autres voitures ou les passants qui auraient pu me voir. Et il m'arrivait de tacher largement de sang mes sous-vêtements. Cela eut lieu un jour où je remontais les Champs-Élysées, et d'autres fois encore...)

Écarts auxquels j'ai renoncé après l'unique abcès de ma vie d'intoxiqué. Alors a commencé l'ère de l'asepsie et des précautions de plus en plus rigoureuses : lavage sans cesse plus minutieux des mains, des fioles, de la seringue; aiguilles uniquement en platine, qui pouvaient être sans inconvénient passées à la flamme; usage de petites compresses stérilisées pour nettoyer les boîtes, la peau à l'alcool, etc... Engrenage sans fin. Épuisantes recherches d'une asepsie symbolique, d'une vaine pureté, car il est impossible, en procédant au cours d'une vie active, à 6 ou 7 p. par jour, de prendre les précautions nécessaires, faute de temps, de patience, mise en outre à l'épreuve par des dérangements imprévus.

Si telle a été par conséquent mon entrée dans la drogue, je veux en sortir par analogie, et... Mais où en suis-je? Il est tard; plus de courage pour écrire. . . . .

. . . .

27 juillet 1944
11 h. 1/2 matin.

. . . .

Un froid aux chevilles et aux pieds, un froid remonte dans mes jambes comme la mort remontait dans les jambes de Socrate après qu'il eût bu le poison. A toute heure, ce sont les jambes qui ne supportent pas le poids de mon corps. Pourquoi toujours les jambes? Et jamais les bras? Pour me permettre d'écrire quand je suis assis?

Demain, je veux prendre — ironie poussée presque à l'absurde — ma p. d'1/4 de cg., non pas à 15 h. comme aujourd'hui, mais à 20 h., soit 5 h. plus tard; je serai resté 30 h. sans p. La p. suivante devra avoir lieu 36 h. plus tard; je resterai donc deux

nuits et une journée sans p. Je prie (mais qui prié-je? Quel dieu de l'Antidrogue?) pour que ce plan réussisse.

Je compte désormais en heures, puis ce sera en jours, puis en mois...

Et j'entrevois une sortie sur une immense étendue blanche, sur des steppes infinies recouvertes de neige, au milieu desquelles je suis obligé, déguenillé, presque nu, de me frayer un sentier, avec une toute petite pelle, dérisoire : je n'avance pas; le froid me saisit; je n'aperçois d'aucun côté nul être humain, pas une tache sombre jusqu'à l'horizon; je reste seul, grelottant, épuisé...

L'usage de la drogue avait fini par envahir non seulement de poison mon organisme, mais aussi ma vie quotidienne de mille objets qui encombrent à présent mon armoire à pharmacie et, comme elle est trop pleine, mon armoire à linge, mon armoire à vêtements, ma petite valise marron, etc... Je me sens le maître d'un laboratoire compliqué, plein de cornues et de toutes sortes d'ustensiles soudainement devenus inutiles. Sans doute ne me résignerai-je pas à l'abandonner immédiatement. Je veux faire bouillir les fioles, les seringues, mettre en place soigneusement mes entonnoirs, mes filtres, comme si je devais prochainement recommencer à m'en servir, ne serait-ce que pour ne pas souffrir de la perte d'une vieille habitude, pour continuer à meubler mon esprit de toutes ces occupations, ou plutôt pour chercher à l'en démeubler peu à peu. Avant de partir en voyage, le propriétaire range sa maison, la fait nettoyer, fait poser des housses sur les meubles en vue de son retour. Mais il ne revient pas toujours. Je suis ce propriétaire qui range, mais qui espère ne pas revenir.

Je me lavais les mains jadis dix fois par jour. Quand l'eau a été coupée ici par les Squirol eux-mêmes, parce que le moteur chauffait, j'ai demandé sa remise en état. J'avais donc les mains toujours propres, les ongles impeccablement blancs, quoique nettoyés seulement à la brosse (mais si souvent!). Au début de cette semaine, je ne me lavais plus les mains que deux fois par jour. Demain une fois seulement. Déjà j'ai les mains sales, pareilles aux mains de Macbeth, comme recou-

vertes du sang d'un crime. Je tue quelque chose en moi, je tue l'intoxiqué...

Étrange... Étrange... — Je parle comme Maeterlinck dans ses premières pièces. J'entre dans le royaume de l'insolite, où je sens un ennemi tapi dans l'ombre prêt à sauter sur moi, pour se venger de moi, parce que j'ai abandonné et trahi la drogue...

Cette question absurde de la nécessité, pour un intoxiqué, de se laver constamment les mains me rappelle ma répugnance pour le « camping », comme en fit Michel Calvet au cours d'un voyage en Italie, qui lui a laissé de délicieux souvenirs : plus d'hôtels à chercher; la rivière le matin où l'on se baigne, la joie de découvrir à l'aube le paysage que l'on a choisi chaque soir... Mais je songeais que moi, je resterais toujours fermé à ce plaisir, par suite de l'impossibilité où je me trouverais de prendre des p. en m'isolant et les soins aseptiques nécessaires.

. . . .

. . . . .A présent, je vais être libéré de cette contrainte qui m'a enserré pendant des années dans un étau. Le carcan s'ouvre... Et ma première pensée d'homme quasi libre, c'est que je peux désormais envisager d'être arrêté [1]... librement, je veux dire sans craindre une privation subite et par force de la drogue. C'est pourquoi je n'aurais pas pu me désintoxiquer dans une clinique, supporter qu'un médecin imposât à chaque moment sa volonté à la mienne. La drogue, c'était plus que moi-même : vivant protégé par elle, comme un colimaçon dans sa coquille, et qui ne peut en sortir, qui en est totalement solidaire, m'arracher de cette coquille, c'eût été me détruire.

J'ai parlé parfois de mes poisons à quelques amis, qui me prenaient pour un romantique ou qui souriaient avec indulgence. Ils ne pouvaient pas me comprendre, puisque je ne leur avouais pas que j'étais intoxiqué. Jaillot me déclarait que, même dans un camp, il ne songerait pas au suicide, ne serait-ce que pour apprendre de lui-même combien de temps il pourrait résister. Ce désir de persévérer à tout prix me paraissait bien mépri-

1. Le lecteur doit se rappeler que nous sommes sous l'occupation.

sable. Comme les stoïques, j'appréciais la valeur du suicide par nécessité. Encore pour se tuer faut-il être certain d'être pris dans une impasse. Mais comment savoir d'avance qu'un chemin est sans issue?. . . . .
. . . .

Vendredi 28 juillet 1944
5 h. après-midi.

. . . .
Il faut que j'attende jusqu'à 8 h. 1/2 ce soir, heure où j'ai demandé que soit exceptionnellement reculé mon dîner, pour prendre, avant le repas, ma p., mon pauvre 1/4 de cg. Je me sens si mal en ce moment, quoique continuant d'écrire assis à mon bureau, que j'attends avec impatience cette p. qui ne me soulagera guère et qui est une des dernières. Impatience de mauvaise augure...

Je n'ai plus de tabac dans ma boîte. Il y a un paquet dans le tiroir d'une table, qui est à trois mètres de mon bureau. Je n'ai pas eu encore le courage de me lever pour l'aller chercher. Il me semble qu'une sorte de courant électrique ne cesse de me traverser pour m'affaiblir. Tiraillements. Sueurs. Battements de cœur. Étouffements.

Je ne m'occupe plus guère de la contraction des pupilles. Il me semble que les doses que je prends sont trop faibles pour agir sur elles. De même, le jet d'urine n'est jamais plus rendu difficile par la drogue. Je n'ai plus de signes objectifs pour me contrôler. Bâillements rares. Quelques éternuements à divers moments de la journée. . . . .
. . . .

Parfois je pense : heureusement que je n'ai pas tenté cette désintoxication en hiver; je n'en aurais pas eu le courage. Sans doute l'h. réchauffe intérieurement et instantanément; elle enveloppe le corps d'une sorte de cape lourde et épaisse, que les vents glacés ne traversent qu'à peine. Mais quelques heures à peine après la dernière p., le corps commence à frissonner :

abaisser les doses revient alors à laisser le feu d'une chambre s'éteindre où l'on se tient immobile. A Sète, l'an dernier, un jour où le vent soufflait dans la rue, j'ai eu l'impression d'être capturé, nu, par un grand froid; ma précédente p. était loin déjà; je n'étais pas chez moi, et pas seul; impossible d'en prendre une nouvelle. Le lendemain ou le surlendemain, ma pneumonie se déclarait.

Je me souviens du récit de Michel Calvet qui, au sortir de la clinique de désintoxication, s'est rendu, avec sa femme, en pleines gelées de février, dans sa campagne de Valdieux, où il ne pouvait se chauffer que par un petit fourneau à trois pieds de la cuisine. Ce récit me terrifiait; il me semblait qu'il avait été jeté violemment hors de la clinique, dans la rue, complètement déshabillé et sans secours.

Sorcellerie de la drogue, qui protège du froid en isolant du milieu extérieur. L'intoxiqué est plus seul qu'un autre... seul avec sa drogue et son secret.

Et par les grosses chaleurs d'été, les fortes doses font transpirer sans discontinuer. L'intoxiqué veut les réduire, mais il se résigne à avoir le visage et le corps en eau...

J'écris à tour de bras et je crains, si je me laisse aller aux souvenirs, d'écrire 1.000 pages. Ne noter que le présent.

8 h. Je monte faire ma dernière ou avant-dernière p.

10 h. soir.

J'ai dîné à 8 h. 1/2 et, comme prévu, j'ai fait ma p. à 8 h. Six heures plus tard que la veille. Depuis une semaine, et sans doute plus longtemps, je suis rigoureusement le programme que je me suis tracé. Pourvu que cela dure...

Je ne prévois, il est vrai, que la dose du lendemain, jamais celle des jours suivants, ayant trop peur, si je ne « tenais pas », d'être obligé de modifier tout le plan de la semaine. Il y a là une sorte de crainte superstitieuse, analogue à celle de l'homme heureux, à celle de Polycratès... Je ne dois pas dire que ma

désintoxication semble réussir : j'en serais puni. Un poisson pourrait me rapporter dans son ventre une seringue pleine d'h., dont je serais obligé de m'injecter le contenu. Et la seringue ne serait même pas très aseptique.

Hier j'ai fait ma dernière pesée, à laquelle je pense depuis si longtemps. Cette petite balance de bijoutier, dont les plateaux ne sont tenus que par de tout minces cordonnets verts (et l'un d'eux, usé, est prêt à se rompre; un autre a déjà été, en partie, remplacé par un quadruple fil blanc), cette petite balance, si fragile et si sensible, je ne vais plus avoir à la manier avec toutes sortes de précautions. Vais-je devenir sentimental envers les objets qui ont été les plus familiers de ma vie secrète?

Je répète : dernière pesée hier soir. Et ce soir, *peut-être*, dernière préparation. J'insiste sur ce mot : « peut-être », car je ne m'y suis pas engagé.

Par contre, demain, première journée et première nuit sans p. Il faut que je reste 36 h. sans rien prendre. J'ai peur...

De mon unique conversation avec le Dr Caldouris, il y a deux mois, je n'ai retenu que ceci : il y a, au moment de la suppression définitive de la drogue (que la méthode ait été lente ou brutale), 3 jours terribles où le malade délire, fait d'épouvantables bonds sur son lit. Il faut généralement l'enfermer, pendant ces 3 jours, dans une « chambre d'isolement », euphémisme qui doit signifier cabanon ou camisole de force. A cela, je ne me soumettrai jamais. Au fond, je constate, à l'instant même, en réfléchissant à la question et par mes propres expériences, que ce qui est dangereux, c'est, sur un tempérament vierge de drogue, l'absorption des 2 ou 3 premiers cg. Réciproquement, c'est la suppression des 2 ou 3 derniers cg. qui est le plus dur et qui peut même provoquer un arrêt du cœur. C'est pourquoi Caldouris prétend qu'il est impossible d'en sortir seul.

Ce dont je suis certain pourtant, c'est que, désintoxiqué par contrainte, je n'aurais pas pu ne pas me révolter. Ma désintoxication, accomplie librement (avec près de moi, à la portée de la main, une quantité de G. en réserve) me laissera, je l'espère, le dégoût de la drogue. La contrainte, même envers les aliénés, me paraît un moyen aussi primitif que de soigner

les épileptiques en les enfermant dans des boîtes en forme de cercueils. Je n'aurais jamais pu accepter d'être désintoxiqué de force. Être aliéné, être vendu m'aurait été insupportable. L'intoxiqué dans une clinique fait figure d'accusé; même lorsqu'il ne se reconnaît pas coupable. La vie de clinique ou d'asile réglementé comme un camp de concentration, entraîne le mépris de l'homme pour l'homme. Être rééduqué par les autres, jamais. Je ne peux me rééduquer que moi-même.

Nous sommes aujourd'hui vendredi. Ma prochaine p. je la prévois pour dimanche matin à 5 ou 6 h. Une journée et une nuit sans drogue. Ce sera dur...

Je viens de faire une promenade à pas extrêmement lents, toujours la même d'ailleurs : jusqu'à la boucle du Salat, bordée de saules et de trembles, où de grosses pierres dans le lit du fleuve font cascader un vif courant, en passant par le petit domaine de l'apiculteur Tourin, ancien chef de la Légion dont la femme craint, à chaque moment, d'être assassinée. Après un quart d'heure, j'étais épuisé. Puis j'ai dû me disputer violemment pendant cinq minutes encore, avec les lourds vantaux de la haute porte-fenêtre de mon bureau, qui n'acceptaient pas d'être fermés. Or, il me fallait y arriver, le bon Squirol ayant trop peur d'être cambriolé en ce moment. Je transpirais. Je ne voulus appeler personne pour m'aider, désirant être libre d'aérer le soir mon bureau comme il me plaît. Cependant je ne me suis pas évanoui . . . .

. . . .

Je ne songe plus à passer quelques journées complètement au lit ces jours prochains, mais, si nécessaire, je me lèverai tard, me coucherai tôt, et surtout je resterai presque constamment étendu si toutes mes forces me quittent. Je me sens déjà semblable à un soldat couché sur le sol, blessé, abandonné et qui a perdu presque tout son sang. (Ceci me fait penser à l'assassinat de Barthou mort de la rupture d'une artère) : les associations d'idées vont devenir pour moi une malédiction et enlever à ce journal toute signification.

Le D[r] Caldouris n'a pas répondu à ma lettre, peut-être parce

que je lui ai demandé des ordonnances, non pas d'h. bien entendu, mais de caféine, de strychnine, etc... Peut-être parce qu'il ne songe pas à me rendre visite ici, à 75 km. de G..., surtout dans les circonstances présentes, que sais-je? Ou peut-être n'a-t-il eu aucune confiance dans la véracité de ma lettre. Il n'est que trop exact que les intoxiqués mentent fréquemment, surtout quand il s'agit de drogue.

D'ailleurs il faut bien que je l'avoue : j'ai menti moi-même deux fois; j'ai dit au Dr Caldouris que je prenais 25 cg. par jour, ce qui fut exact, mais ne l'était plus depuis que je me servais de drogue impure, je lui ai dit également que j'avais déjà baissé, ce qui n'était encore qu'un projet.

Je mens le plus souvent parce que je crains que la vérité, avouée d'un coup, choque mon partenaire. Alors j'atténue, avec l'arrière-pensée d'avouer complètement la prochaine fois. Il me semble que la vérité, quand elle est insolite, ne doit être livrée que progressivement.

Et néanmoins, quand je serai resté dix ou quinze jours sans prendre de p., je me propose d'envoyer une nouvelle lettre à Caldouris... Je désire, par point d'honneur, prouver à ce Dr — qui ne connaît même pas mon véritable nom, et qui méprise les intoxiqués, — que je suis (je devrais dire quand je lui écrirai : que j'étais) un intoxiqué exceptionnel, puisque je me serai désintoxiqué seul. Satisfaction de vanité gratuite; perte de temps. Soyons sérieux : peut-être demain me sentirai-je si mal que je pourrai avoir besoin de lui et que je me ferai conduire à sa clinique, s'il le faut, même en ambulance. . . .

. . . .

Un fait en tous cas certain : c'est qu'une désintoxication n'est possible, en dehors d'une clinique, que si je suis abandonné à moi-même (comme je le suis ici) dans une totale solitude, n'étant obligé à aucun effort, ou tout au moins, et c'est là l'essentiel, n'étant pas obligé de faire un effort à un moment déterminé.

Le fait d'habiter comme réfugié chez les S. m'oblige à peine à discipliner mes habitudes de vie : sans doute je suis obligé de prendre mes repas à heures fixes; d'abandonner ma chambre

chaque matin à la femme de ménage; de me lever, même si je suis épuisé à mort, pour dire bonjour aux Faitoud ou aux S. quand je suis assis dans le petit boudoir, etc... Mais si j'étais chez moi, je me laisserais aller. Je ne subis ici que le minimum de contrainte nécessaire,... une contrainte qui n'est, au fond, que le respect de la politesse et de la bienséance. Je m'y plie volontiers . . . .

. . . .

J'ai, malgré mon épuisement et mes souffrances, un appétit de loup. Fait classique : le désintoxiqué grossit formidablement, il est parfois méconnaissable au sortir de la clinique. Je me rappelle Ernest Raerhen, que j'ai connu de 25 à 40 ans d'une maigreur d'ascète, dont il était fier autant que de son esprit religieux de catholique, et que j'ai retrouvé après les 2 ou 3 mois qu'il avait passés dans une maison de santé, avec un début de ventre, qui n'a cessé ensuite de s'arrondir. Il est vrai qu'il s'en est fort bien accommodé et que l'ascète fantaisiste, qui amenait tranquillement dans l'appartement de sa mère, le soir, les plus dangereux « automates » des boulevards, est rapidement devenu, dès qu'il eut quitté la drogue, un bourgeois moralisateur, bientôt marié et père de famille. Je songe également à R.-G. L., dont la mort atroce, misérable et solitaire, dans les contractions et le rire sardonique du tétanos, m'étreint encore. C'est après sa troisième ou quatrième sortie de clinique qu'il est revenu me voir avec un visage rebondi, aux joues rouges. A 17 ans, il avait une tête d'androgyne à la Vinci, une tête allongée et fine, un nez mince, des lèvres remarquablement dessinées et de grands yeux bleu clair, pleins de candeur, d'intelligence et de beauté. Après sa désintoxication, il ressemblait à un ancien ivrogne bouffi, à un vieil acteur épaissi. Il n'a d'ailleurs jamais « tenu » longtemps, trop écœuré le premier de se retrouver ainsi, car il était lucide. Vais-je grossir de la même manière? J'en éprouverais une si profonde répugnance pour moi-même que je serais capable de revenir à la drogue.

En ces temps de restriction, quelle ironie d'avoir à surveiller sa nourriture. J'ai perdu, comme la plupart des Français, une quinzaine de kilos, mais je crains de les rattraper. A présent,

chaque jour, je me pèse — sur une balance que la commandante a placée pour moi dans l'entrée. Une balance succède à une autre. Si j'ai réussi (n'anticipons pas : si je vais réussir) ma désintoxication, je peux parvenir à surveiller mon poids : je compte en kilos et non plus en cg. Et je m'efforce également de « baisser ».

. . . .

. . . . .Dormi ce matin après le petit déjeuner et cet après-midi jusqu'à 5 h. Moins fatigué. Ai rattrapé l'insomnie de quelques-unes de mes nuits trop brèves. Les mouches, qui sont couchées, si j'ose dire, quand j'arrive dans mon bureau après le dîner, sont peu à peu réveillées par la persistance de la lumière électrique et voltigent autour de la lampe posée sur ma table. Au fur et à mesure que passent les heures, elles arrivent plus nombreuses, plus irritantes, plus agressives et, avec des bruissements d'ailes, indifféremment, se recherchent les unes les autres, ou cherchent leur nourriture.

Samedi 29 juillet.

Première journée sans p. et qui est le résultat d'un calcul. J'en ai pris une hier soir avant le dîner; j'en prendrai une demain matin avant le petit déjeuner. Il y aura 36 h. d'espace entre ces 2 p. Il s'agit maintenant pour moi d'espacer les mailles du temps sans p. Je n'ai pas passé une trop mauvaise journée. C'est encourageant. Le « sevrage » doit être aux 3/4 réalisé.

Dimanche 30 juillet
5 h. après-midi.

Pris ce matin, à 7 h. (j'avais prévu 5 h.) mon avant-dernière p., de 0 cg. 16, (15 % de 1 cg.!). C'est évidemment une quantité ridiculement réduite, d'autant plus qu'il s'agit, je finis par l'oublier, d'une drogue impure, si bien que je n'injecte plus pratiquement que de l'eau.

Je n'éprouvais aucun besoin, ce matin, de prendre cette p. J'ai dormi de 2 à 7, d'une traite, c'est-à-dire beaucoup plus et mieux que les semaines précédentes.

Il me reste, dans ma préparation, qui est de 0 cg. 25, de quoi prendre encore 0 cg. 8... Mais j'ai décidé de m'en passer (sauf si les souffrances reprennent d'une manière littéralement intolérable). D'ailleurs, que je prenne cette p. ou non, je ne saurai même pas si j'ai pris « quelque chose », et les p., actuellement, avec toute leur asepsie, m'énervent et commencent à me dégoûter.

Sentiment tout nouveau. Je pensais, au contraire, que la manie de la p. resterait un besoin chez moi. C'est pour satisfaire ce besoin autant que pour lutter contre l'asthénie à venir, que je me suis procuré des ampoules de caféine. Mais je préférerais, à présent, pouvoir les prendre par la bouche.

Une méfiance générale envers les médicaments ne cesse de croître en moi. Je me contente pour dormir, dans ce moment qui devrait être le pire, d'une cuillère de bromure et de 3 ou 4 soneryl.

Ainsi je suis entré maintenant dans le « sevrage ». J'attends avec curiosité, mais non sans angoisse, les trois fameuses terribles journées dont m'a parlé le Dr Caldouris . . . . . .
. . . .

A son arrivée en clinique, Michel Calvet a passé deux jours très durs, car Mollier, son médecin, lui a supprimé d'un coup « la dose de luxe », celle qui est au-dessus de l'intoxication même : un intoxiqué peut toujours « baisser » sans douleurs de 5 ou 10 %, selon le « chiffre » auquel il se « tient » ordinairement. Mais la veille du jour où il entre dans une maison de santé, il prend une p. beaucoup plus forte que sa dose habituelle : c'est sa manière de dire adieu à la drogue, d'éprouver une dernière fois l'ensorcellement du kief, un afflux de bonheur... en perspective. Le médecin le sait, et il procède d'emblée à une forte baisse.

Mais Calvet a protesté, et Mollier, conciliant, lui a permis de « remonter » dans une légère mesure. D'ailleurs, la nuit, quand C. souffrait trop, il frappait quelques coups au mur : l'infirmière apparaissait; il lui faisait parfois des scènes terribles, pleines de menaces : alors l'infirmière accordait une p. de plus...

1 h. 1/2 matin.

Interrompu avant le dîner par Bertrand. — Je ne me suis jamais aussi bien senti qu'en ce moment... A n'y rien comprendre. Pourvu que ça dure... « demain, et demain, et demain ». Ce serait merveilleux.

Lundi 31 juillet
10 h. soir.

Deuxième journée sans p... Bien meilleure qu'il y a 8 ou 10 jours.

Sans doute, encore des sueurs, jambes poreuses; difficulté à me lever, surtout à me lever d'une chaise, à m'arracher d'un lit. Si j'ai monté et descendu un étage, tourné 20 minutes dans mon cabinet de toilette, je ressens des picotements au long des jambes, aux chevilles, aux pieds, une oppression, des bouffées de chaleur, des battements de cœur, et tout cela diminue peu à peu (jamais complètement) quand je m'étends dans le parc, ou que je m'immobilise à mon bureau.

Certains phénomènes se sont modifiés. L'ardeur sexuelle s'est presque éteinte. Assez décourageant. Par contre, la furonculose, qui m'empoisonne depuis quinze jours, sous forme d'acné, (ô jeunesse), ne s'est pas apaisée. J'absorbe, très inutilement des ampoules de bacté-pyophage, à chaque repas, qui ne seraient efficaces qu'en p. Mais les p. m'effraient maintenant plus qu'un novice, les p. de n'importe quoi. Je crains même l'abcès, auquel pendant si longtemps, et surtout depuis 6 mois, j'ai « miraculeusement » échappé.

Je suis placé entre ma vie ancienne, qui a pris fin, et ma vie nouvelle, qui n'a pas encore commencé; déjà il faut que je fasse un effort pour comprendre que jadis je ne pouvais pas me passer de p., que je répétais ces p. odieuses tout au long du jour, dès que j'éprouvais une petite déception, une contrariété, une difficulté, dès que j'avais un effort à faire, un voyage, une visite qui m'attendait, une démarche importante, à soulever l'écouteur pour donner un coup de téléphone difficile (je restais inerte devant l'appareil) : c'est que je m'appuyais sur la drogue, à chaque pas, comme un unijambiste sur ses béquilles.

Alors, dans n'importe quel lieu où je me trouvais, à la campagne ou à la ville, je cherchais un coin à l'écart, généralement des w-c., et comme je portais toujours dans ma poche revolver ma seringue et ma petite fiole (de 12 cm^3), enveloppées par asepsie (!) dans un mouchoir propre, je procédais à une p... Quand les w-c., dans les petits bistrots, n'avaient pas de siège, j'étais obligé de faire ma p. debout. Quels pourboires n'ai-je pas donnés, depuis deux ans, dans toutes les villes et villages de France que j'ai traversés, à des patrons de bars, à des garçons de café, à des caissières, à des tenanciers d'urinoirs, à des propriétaires de petits hôtels, pour obtenir un savon, quand j'avais oublié le mien. Dans les maisons où il n'y avait pas d'eau courante, je demandais, à la cuisine, une serviette pour me laver les mains. Il s'agissait dès lors de gagner les w-c., souvent au fond d'une cour, ou parfois comme près de Valdieux, chez le fermier, dans une simple grange, sans toucher les portes avec les mains : je les ouvrais, je les fermais, ainsi que la serrure, à l'aide du mouchoir-pochette avec lequel je m'étais essuyé les mains (n'ayant pas toujours trouvé sur place une serviette propre). Quand j'étais debout, je plaçais ma fiole provisoirement dans la poche du bas de mon gilet; ayant alors les deux mains libres, je pouvais ouvrir la boîte de métal, sortir la seringue (stérilisée chez moi), y adjoindre l'aiguille de platine (passée à la flamme chez moi), refermer ma boîte vide et la ranger provisoirement dans une autre poche du gilet. Ceci demandait déjà une grande dextérité, puisqu'il me fallait manier trois ou quatre objets à la fois : le couvercle de la boîte, la boîte, la seringue, que je remplissais; mon pantalon et mon slip ayant été dégagés dès le début de l'opération, ma chemise remontée, je me piquais avec une seule main, la droite, tout en gardant la fiole dans l'autre main, afin de pouvoir, l'aiguille restant dans la peau, remplir une deuxième ou une troisième fois la seringue : mouvements rendus plus difficiles encore, du fait que j'étais obligé d'ouvrir et de refermer la petite bouteille chaque fois (dont je tenais le bouchon entre le petit doigt et l'annulaire) pour ne pas risquer, si la bouteille était restée ouverte, de la pencher et d'en verser le contenu pendant que je me piquais ou que j'ajustais la

seringue à l'aiguille fichée dans la peau. Comment dans cette odeur nauséabonde des w-c. sans chasse d'eau, au milieu des mouches et des araignées, en frottant malgré moi mes mains à mes vêtements, ne me suis-je jamais infecté? L'opération terminée, il me fallait faire, en sens inverse, tous ces mouvements : ressortir la boîte de la poche, y replacer seringue et aiguille, reprendre la fiole, replacer le tout dans le mouchoir (après l'avoir noué) puis dans la poche du pantalon. . . . . .
. . . .

Si je voyageais avec des amis en auto et que nous roulions l'après-midi, j'éprouvais trop souvent le besoin de prendre une tasse de thé; je cherchais dans le Michelin (le Michelin était devenu mon complice), la ville la plus importante sur notre trajet, qui pouvait présenter un hôtel confortable, signalé par deux petits lavabos symboliques : eau courante chaude et froide. Alors l'opération allait beaucoup plus vite, surtout si je trouvais du papier hygiénique (ou un rebord de fenêtre...) où je pouvais poser ma fiole, la boîte et son couvercle, que j'isolais par asepsie, en recouvrant auparavant la surface plane d'un autre mouchoir propre, destiné à cet effet, car je portais plusieurs mouchoirs sur moi. En train, dès que j'étais installé, déjà en gare, avant le départ, — puis 2 heures plus tard, avant de me rendre au wagon-restaurant, je me dirigeais également vers le lavabo, devant lequel depuis la guerre, vu l'entassement des voyageurs, j'étais souvent obligé d'attendre longtemps mon tour. Je les connais bien ces lavabos des wagons de première ou des wagons-lits : là, je pouvais presque toujours trouver place pour mes instruments, isolés par le mouchoir. L'inconvénient était autre : comme je n'attendais pas un arrêt, il s'agissait de tirer le piston de la seringue dont l'aiguille plongeait dans la fiole, puis de faire la p. malgré les secousses, parfois violentes, du train; de toutes mes forces, j'appuyais mon dos contre le mur pour ne pas bouger — ou bien j'attendais quelquefois que le train ralentît. Tout cela était long également, et il arrivait souvent que des voyageurs, qui devaient passer après moi, cognassent impatientés contre la porte ou maniassent violemment son bouton (intérieurement fermé). Ces temps derniers,

je sortais, avant de me rendre au lavabo du train, de ma petite valise un sac de caoutchouc que j'emportais avec moi et qui contenait un savon, une brosse à ongles, une serviette propre, une fiole d'alcool à 90°. C'est peut-être cet alcool que je versais sur mes mains au dernier moment avant de toucher la seringue et la fiole, qui m'a préservé à maintes reprises des contacts involontaires les plus dangereux, avec les murs, les portes et leurs poignées, dans des lieux essentiellement infectés.

J'étais arrivé dans ce domaine à de véritables acrobaties. Il y a un mois 1/2 environ, peu de temps avant de m'installer à Darthex, je suis descendu dans le sous-sol d'un café de la place Wilson — café dont je savais que les w-c. étaient, pour C..., relativement propres. Mais l'électricité faisait défaut. J'ai pris alors ma lampe de poche, pour me laver les mains, mais à l'intérieur des cabinets, des clients qui étaient restés dans le noir, avaient répandu leurs ordures sur le siège et sur le sol. Je n'ai pas hésité à m'enfermer; j'ai enlevé mon pardessus, puis mon veston que j'ai pu accrocher, et, debout, j'ai fait ma p... quand même. Je prenais alors 2 g. par jour dans 20 ou 30 cm^3, et ce n'était pas une petite affaire qu'une p. Mais y renoncer aurait été pour moi inhumain : continuer mes courses, rester dans le train qui me ramenait à Lavenet plusieurs heures immobile, — tout cela m'aurait paru insupportable — littéralement — sans l'aide d'une p. pour me sustenter. Vidé de fatigue, surmené depuis le matin 4 h. (le train pour C... part à 6 h.) — j'étais, quelques minutes après la p., prêt à entreprendre allégrement une nouvelle étape de la journée...

Je ne parle que des p. injectées au cours de voyages. Mais il y avait celles que je prenais chez des amis, dans des bureaux ou chez moi. . . . .

. . . .

Peu de temps après la dernière p., il me semblait que je perdais mes forces, que j'allais me trouver mal si je ne reprenais pas de la drogue; alors, devançant ce moment, il m'arrivait de rapprocher de plus en plus les p. Une vive douleur morale m'amenait à une conduite analogue : j'ai connu également les w-c., au rez-de-chaussée, de la clinique où maman a été opérée

et où elle est morte un mois plus tard : quand son état est devenu grave et que je passais une grande partie de la journée dans cette maison de santé, en sortant de sa chambre, ou après la consultation médicale, ou la visite de parents, bouleversé d'émotion, j'essayais de la calmer par une p. Je prenais alors la p., non pour m'exciter, mais au contraire pour m'apaiser; non pour accomplir un projet et atteindre le but, mais pour effacer le fait accompli. Ainsi l'intoxiqué est amené naturellement à « monter » sans cesse, ou bien à se contrôler et à lutter constamment avec lui-même, pour rester à une dose quotidienne acceptable, ou encore pour — les jours calmes, les jours de sommeil prolongé, où on ne sort pas de chez soi — descendre légèrement afin de pouvoir remonter le lendemain... Naturellement, chez moi, le cabinet de toilette était le lieu élu pour les p., lieu du secret et du bienfait, — du répit et de la « source ». Je m'enfermais dans mon cabinet de toilette comme dans une prison ou un harem bienheureux, pour quelques moments; c'est là que j'échappais à l'angoisse, que je me sentais plus fort qu'elle. . . . .

. . . .

Ce qui était une entrave, comme il en est de toutes sortes dans tant de vies secrètes, ne devait être connu de personne, puisque celle-ci fait peser, sur ceux qui la subissent ou qui la revendiquent ouvertement, la marque d'une insociabilité. Quelle que soit cette marque, d'ailleurs, je crois l'avoir effacée maintenant comme un tatouage.

Je me suis demandé parfois si la drogue n'était pas réprouvée comme l'était autrefois, par des peines sévères, l'onanisme : il y a dans l'intoxication, comme dans la semence perdue, un manque à gagner pour la société. Le plaisir solitaire apparaît honteux, dans la mesure où il s'oppose à l'amour, acte social. Les drogues, l'alcool ne requièrent une certaine indulgence que lorsqu'ils participent des rites ou des ivresses collectives et sacrées. L'intoxiqué, l'alcoolique qui emporte sa bouteille chez lui, provoque chez les autres un dégoût analogue au dégoût racial ou sexuel. Il s'isole et fait un pacte avec le diable. Il semble qu'il veuille partir privilégié dans la course, tel un cheval dopé.

La p. apparaît comme une fraude. On dit que les hommes ont tous les mêmes droits : ici, l'homme s'arroge un droit particulier, le plus intolérable, celui de se retrancher; il fausse le jeu social : les ambitions, les entreprises, les démarches ne deviennent plus pour lui qu'un jeu d'ombres, projetées sur un champ secondaire. L'homme se passe de l'homme. L'homme veut être un tout pour lui-même.

Comme bien souvent depuis que j'habite ce château, j'entends, vers minuit, le lent ronronnement de moteurs d'avion. Je ne crois pas qu'il s'agisse d'escadrilles nombreuses.

Je pourrais me demander si je ne me fais pas des p. clandestinement, — ou bien sans m'en rendre compte. Je n'arrive pas encore à croire que, depuis deux journées et une nuit, je n'ai « rien » pris, et que demain sera probablement ma troisième journée sans drogue. Elle prouvera, si je la passe sans accident, (touchons du bois! mais j'ai peur, — peur de l'avenir) que je suis sevré. Il faut que je me le dise, que je l'écrive, que je me le répète pour y croire... En réalité, je n'y crois pas encore, n'étant pas entré véritablement dans une vie nouvelle sans drogue. . .

. . . .

Mercredi 2 août 1944
10 h. soir.

Journée pénible. Air étouffant et grand vent. Porter une chaise pendant un mètre m'annihile.

Ces jours-ci, je venge mes insomnies. Après un entracte de lecture, malgré le jour qui entre tout grand par la fenêtre, un engourdissement me surprend; je lâche mon livre; j'abandonne les rênes de ma vie, je renonce à tout. Sommeil de jour, entrecoupé par les bruits de la maison : les cris aigrelets des enfants Faitoud, les allées et venues dans le couloir, trépidant comme une passerelle, la voix de basse du commandant qui résonne dans la cuisine comme l'orgue sous les voûtes d'une cathédrale.

Mais toutes ces alertes ne me concernent pas, elles partent

d'un monde qui n'est pas le mien; j'entrouvre les yeux et les referme, je me retourne dans mon lit et ce monde a disparu. Je me rendors, mais mes somnolences sont de plus en plus brèves, les bruits me pénètrent de plus en plus, je sens la noire paroi du sommeil protecteur s'amincir comme si mes couvertures m'étaient enlevées une à une; et quoique je sois résolu à plonger le plus longtemps possible dans l'inconscience comme un nageur sous l'eau, brusquement une force me pousse d'un coup à la surface; je reprends ma respiration : il est 10 h. du matin.

Trève? Répit haletant d'une minute. C'est le moment où une obsession, traîtreusement, en profite pour sauter et s'installer dans ma demi-conscience, et c'est presque toujours une obsession sordide : « Le moteur des S. ne fonctionne pas; aurai-je la force de manœuvrer des brocs? Brillard n'a pas arrosé mes pensées, etc... etc... » ou bien : « Publierai-je mon prochain livre dans un grand ou dans un petit format?... ». Plus je me débats, plus je m'éveille. A présent, c'en est fait. Je m'assois dans mon lit — 10 h. 1/2. Mais avant de me lever, je veux d'abord achever ma lecture de Nietzsche... Puis je pense : « Ah! oui, arroser mes pensées... ». Tout me distrait et je m'échappe. Le Surhomme s'oppose au « petit homme ». Il y a aussi l'homme de « grand format » de Thomas Mann... Pour mon livre, un grand format conviendrait mieux... Désordre de mes notes... Tout s'emmêle comme jadis. Alors, secrètement, ô drogue, très secrètement, j'aspire à toi... Credo quia absurdum. Mais je n'ai plus la foi.

La furonculose persiste : les boutons du cou et des épaules, comme mille petits volcans de feu, se sont éteints, pour se rallumer sur les cuisses. Si mes lèvres vont mieux, c'est que j'ai abandonné la pipe pour les cigarettes; mais j'ai toujours le front et le visage couverts de minuscules pustules. Quand je les éponge avec ma serviette, je fais éclater sans le vouloir des têtes d'épingle de pus et saigner des boutons contagieux; il me semble alors qu'avec ma serviette, je répands sur mon visage un immonde fumier, qui ensemence la peau...

Je suis submergé par les souffrances physiques, quoiqu'elles ne m'empêchent pas de penser et d'écrire; je me sens, en ce

moment, vaincu par le corps; mon corps est brisé; il est ouvert à tous les microbes et à toutes les toxines ennemies, semblable à un cadavre livré, sans défense, aux larves. Comme Job : « Je me couche et je dis : Quand me lèverai-je? Quand finira la nuit?... Mon corps se couvre de vers et d'une croûte terreuse. Ma peau se crevasse et se dissout. »

Sans doute je ne passe plus un tiers de la journée enfermé dans mon cabinet de toilette. Mais — nouvelle déception — du temps retrouvé, je ne sais pas faire bon usage : éprouverai-je la même impossibilité qu'auparavant de rattraper tous mes retards? Je voudrais tant être à jour avec les autres et avec moi-même!... . . . .
. . . .

Voici, ce qui ne m'était jamais arrivé, que je m'ennuie. Je me demande : « Que faire? Comment tuer le temps? ». Moi, qui ai toujours trouvé le temps trop court, qui ai toujours eu le sentiment que j'étais encombré de trop de projets, de désirs, pour trop peu de temps. La vie coule trop vite, pensais-je, et nous abandonnons à chaque minute mille vélléités d'actions. Je demandais un jour à M. (à l'époque de ses premiers romans) s'il jouait aux cartes ou aux échecs : « Je n'ai pas le temps », me répondit-il. « Moi non plus », lui dis-je. Aujourd'hui, comme Napoléon à Sainte-Hélène (encore lui! dont je lis le Mémorial en ce moment), je serais ravi, pour « passer la soirée », de jouer au reversi ou de bavarder avec n'importe qui, même avec le pauvre Las Cases! Pour « tuer le temps », j'ai ouvert mon Larousse et j'ai lu : « *Passer le temps* : se désennuyer. — *Passer son temps* : employer son loisir. — *Perdre son temps* : rester inoccupé ou occupé à des choses inutiles. — *Perdre du temps* : n'en tirer aucun profit. — *Temps perdu* : passé « dans l'inaction ». Le temps, qui en était venu à n'exister plus pour moi, semblable à un filet invisible à trop grandes mailles, s'est brusquement durci, solidifié. Chaque heure, il faut que je la remplisse; chaque minute inoccupée me paraît un trou, un manque. . . . . . .

. . . .

Je me rends compte à présent que seule une constante, intense activité pourvoira à mon soudain désœuvrement. Comment la retrouver? J'ai désappris...

En attendant, la journée — presque sans p. — s'étire sans fin dans les malaises et les douleurs. Je ne cesse de regarder ma montre pour arriver jusqu'au repas. Puis je vais au-devant du dîner. Ce soir, pendant qu'on le préparait, j'ai fait la conversation avec le « commandant » Squirol : cela s'appelle vraiment tuer le temps. D'ordinaire, c'était Mme Squirol qui était obligée de monter dans mon bureau pour m'avertir et c'était elle, et non moi, qui attendait.

J'ai toujours été très inexact, toujours ignoré ce que signifiait arriver à l'heure. Ma légende était bien établie. On savait qu'à un rendez-vous, j'arrivais avec un retard de 15 minutes au minimum et parfois de 2 heures, et j'entendais mes amis me faire mille recommandations avant de me fixer lieu et heure pour me rencontrer. Vaines d'ailleurs. On préférait alors venir chez moi : mais je prévoyais que j'aurais peut-être à faire attendre un quart d'heure (qui devenait 1 /2 h. ou 1 h.) ceux que j'invitais même pour la première fois à dîner ou à déjeuner.

Quant à mes visiteurs, comme je les recevais presque toujours individuellement, ils emplissaient bientôt toutes les pièces de mon appartement et souvent je ne les appelais qu'après avoir mis leurs nerfs — et les miens — à l'épreuve.

Cependant rares étaient ceux qui, comme Jaillot, se formalisaient. « Vous le faites exprès », me disait cet imbécile. Mais j'étais obligé de demander un deuxième rendez-vous, puisque j'avais manqué le premier, de reprendre mon téléphone, de m'excuser,... — ce qui rendait ma vie active si compliquée et exaspérante.

Je me rappelle qu'à l'époque où l'armée française occupait la Rhénanie, j'avais été envoyé par l'*Ere Nouvelle* en Allemagne pour un reportage. A Berlin, j'avais demandé une audience au Président du Conseil, qui dut m'attendre pendant 5 minutes :

l'huissier (qui hésitait à m'introduire), était outré... Mais le ministre, debout à son bureau, sourit... A cette époque (1922 ou 23), je n'étais pas intoxiqué. Il y a donc là un trait de mon caractère. Quinze ans plus tard (quelques mois avant cette guerre) je ne l'étais pas non plus et j'ai fait attendre Abetz pendant 1 h. 1/2 parce que j'avais complètement oublié qu'il devait venir chez moi : c'est peut-être le seul rendez-vous manqué dont je me souvienne avec plaisir. Sans doute, la première fois où je le rencontrai, dès que j'entendis dans sa bouche : « Notre mission d'Allemands... ma mission... », étais-je décidé à ne plus le revoir, mais j'avais omis de l'avertir : distraction? incapacité de faire coïncider mon temps intérieur avec le temps social? mépris de toute discipline?. . . . .
. . . .

Au cours de ces derniers mois, mes retards avaient pris un caractère nouveau, insolite, effrayant. Ici, j'accuse la drogue. Elle pèse toujours sur les faiblesses de l'homme. . . . . . .
. . . .

Mais il ne faut pas que je me fasse à moi-même du « bourrage de crâne », comme on disait en 1914. Je finis par me travestir en réunissant tous les traits qui se rapportent à mon intoxication, en les accumulant, en oubliant — inconsciemment — que je menais malgré eux, une vie active et sociale. Je fais le portrait type de l'intoxiqué, comme on traçait jadis le caractère de l'avare ou du menteur (avec tout ce que ce genre comporte d'artificiel). Mais je ne veux retenir, en ce moment, que les pires difficultés de ma vie de drogué. Je ne les choisis pas; elles s'imposent à moi. J'ai besoin, pour continuer ma désintoxication, de condamner mon passé, de me charger, semblable au procureur qui, pour obtenir la peine maximum, ne retient que les faits qui plaident en faveur de sa thèse; chacun en soi est rigoureusement exact, mais l'ensemble, partial et tendancieux, présente de l'accusé un portrait méconnaissable. C'est que je ne cherche pas la fidélité, mais à « en sortir ». . . . .
. . . .

A présent, sous l'impulsion de ma convalescence, je passe outre. Je continue à écrire... J'ai d'ailleurs écrit tout le début de ce journal d'un trait, sans souci que cela tirât à conséquence, sans me crisper, sans rien vouloir prouver, sans trop vouloir tout en voulant, couvrant chaque jour des pages, à toutes les heures du jour (le matin au lit, après ma première p., crispé de froid, l'après-midi, dans les sueurs, à mon bureau, et certains soirs, quand je regagnais plus tôt ma chambre, cédant à la douleur, étendu ou assis sur mon lit, je reprenais encore mon cahier) . . . .
. . . .

Aujourd'hui, quatrième journée sans drogue. Une des plus mauvaises depuis le sevrage... Mais je ne songe pas en ce moment à enfreindre mon nouveau régime. Je suis très impatient de guérir.

Bertrand est venu dans l'après-midi me parler d'affaires. L'énervement, qui a suivi cet entretien, a sans doute amené mes longues remarques de ce soir.

3 h. 1/2 du matin. Les mouches deviennent de plus en plus agressives et insupportables.

L'avion ravitailleur a rôdé solitairement et ronronné au-dessus de moi, vers minuit, comme il fait maintenant presque tous les soirs.

Je n'en puis plus. J'ai le bras et la main ankylosés, à force d'écrire.
. . . .

Dimanche 6 août 1944.

. . . .

La dernière quinzaine passée à Lavenet, et qui a précédé immédiatement mon arrivée ici, à Darthex, dans la maison

Tourut, avec les Gobert, fut sans doute la plus pénible — exceptionnelle et peut-être déterminante — de ma vie d'intoxiqué. Je puis en parler maintenant que j'ai un peu de recul : je prenais 2 G. par jour et comme je dépassais souvent cette dose, je n'étais plus arrêté par rien. Je voulais me lever le matin : je m'éveillais à midi. J'avais manqué le petit déjeuner, je manquais encore le déjeuner. Le soir, les Gobert et Esther dînaient dans une auberge, la seule de Lavenet, et j'avais refusé de les suivre. Je me nourrissais de pain, de beurre et de sucre, dans ma chambre. Je n'ai guère mangé autre chose pendant les six semaines de mon séjour à L. Je remplaçais l'absence de nourriture par la drogue, et je « montais » de plus en plus. S'il nous arrivait quand même de prendre un repas ensemble, la gêne était telle à table que nous ne parlions guère que par monosyllabes, pour nous passer les plats. La dernière bouchée avalée, Esther s'enfuyait sans mot dire dans sa chambre.

Deux mois auparavant, de Sète, j'avais loué avec Honoré et Margot Gobert, la maison Tourut : ils arrivèrent à Lavenet quelques jours après moi mais, à ma surprise, avec leur amie Esther, venue de C..., qu'ils m'imposaient sans m'avoir averti. Aussitôt je pris un air maussade, hostile, restai muet pendant plusieurs jours malgré les demandes d'explications qui m'auraient entraîné, me semblait-il, dans d'interminables discussions, me bornant donc à opposer au fait accompli des protestations grossières. Tout contribuait, il est vrai, à mon hostilité, dans laquelle je persistai si longtemps : la cohabitation forcée avec cette femme que je ne connaissais pas, notre vie de réfugiés entassés dans cette maison trop petite, où je ne pouvais m'isoler pour mes p., avec des w-c. dans la cour, les exaspérantes discussions des autres sur le manque de ravitaillement : fèves et nouilles, nouilles et fèves. Le régime de dénonciations de Lavenet, rongé de tous temps par la politique (le mari de Mme Tourut avait été déporté, des bombes avaient éclaté dans les maisons voisines du milicien... etc...) en nous inquiétant, en nous rapprochant malgré nous, ne favorisait pas une réconciliation. Mais c'est surtout la drogue qui m'empêchait de me détendre, de redevenir cordial; elle m'enfermait comme dans

une cour de prison, tendu dans le mutisme, les causes premières de mon humeur s'étant peu à peu effacées. Je m'enfonçais dans le refus, fuyant dans le « mal » même : « Et lorsque le malade aime sa maladie... » (Corneille).

C'est alors que les choses se retournèrent contre moi : Margot, pourtant intelligente et avec qui j'avais sympathisé, se cabra, autant pour mon attitude que pour des détails sordides. Excédé, je parlai de quitter la maison. Les Gobert n'attendaient que ces mots : aussitôt ils me déclarèrent qu'ils avaient invité des amis et qu'ils avaient besoin de ma chambre. Je voulais bien m'en aller, mais de mon plein gré. Je résistai : sans doute j'avais déjà pris contact avec les Squirol, mais la perspective de m'isoler complètement, quelques jours après le débarquement, m'était insupportable, même pour une installation plus confortable, qui me paraissait inutile, absurde, et, à Lavenet même, n'ayant pas trouvé d'autre refuge, je passai les après-midi à la fenêtre de ma chambre dont je me sentais déjà chassé, à fixer désespérément le ciel, avec le sentiment de l'enfant qui se sent différent de tous et qui accuse le monde, cherchant une issue à son malheur dans un malheur plus grand, dans une impossible explosion — étranger aux hommes comme Raskolnikof entre son crime et son arrestation, ou le terroriste entre le moment où il a décidé de lancer sa bombe et le jour J . . . . .

. . . .

Sous l'influence secrète d'Honoré, qui gardait envers moi son inaltérable amabilité, Margot me poussait dehors. Elle me dit avoir plusieurs fois, pour m'être agréable, reculé l'arrivée de ses amis, ce que je croyais encore vrai. Elle menaça d'emballer mes affaires à ma place. Tous mes papiers étaient en vrac, et mes fioles, et mes filtres, et mes bouteilles de drogue, tout mon infernal arsenal. Je ne voyais plus d'issue . . . .

. . . .

Le lendemain, quand je revins de C..., je trouvai effectivement quelques-unes de mes affaires emballées dans une caisse. J'appelai Margot, et la pris à partie, cette fois avec colère.

Margot ne sut que se dérober, prise entre mes arguments violents et pitoyables, et ceux de son mari qui, tout en se dérobant également lui-même, voulait qu'elle fît pression sur moi. Puis ce fut le dénouement. Épuisé de fatigue par ces vaines discussions, ces voyages à C..., je ne pus dormir, trop excité par l'abus de la drogue et des somnifères. Au cours de ces insomnies, il m'était arrivé de me lever du lit dans une sorte d'état second. A Paris, je fus conduit jusque dans la cuisine, où je posai une pomme de terre crue sur une assiette et l'assiette sur le réchaud à gaz, que j'allumai. Quand l'assiette se fendit, le craquement de la faïence me réveilla. Je n'avais aucun souvenir des minutes précédentes : je constatai seulement, par les objets qui se présentaient devant moi (le gaz allumé, l'assiette cassée, la pomme de terre), que j'avais agi comme un somnambule. Je souriais d'un sourire vague et gêné, comme un homme qui a déraisonné. Ce fut ma première nuit d'inconscience. J'en eus d'autres; certaines me parurent d'activité créatrice presque magique; mais le plus souvent, elles étaient complètement désordonnées. Peu de temps avant de quitter Sète, je sortis du lit soudain, à 3 h. du matin, pour faire mes valises et des rangements : j'ouvris et fermai les portes en les claquant pendant un long moment, jusqu'à ce qu'un voisin me téléphonât, inquiet de ce qui m'arrivait.

Cette nuit-là, à Lavenet, je me levai tout à coup pour « préparer » d'avance ma drogue. Je dus faire un vacarme retentissant, des allées et venues ininterrompues dans ma chambre. Je ne me rappelle que les derniers moments : pour ranger mon réchaud électrique sur lequel j'avais fait bouillir mes instruments, je tirai le fil vers moi jusqu'à ce qu'il tombât avec un grand bruit, et sans doute avais-je répété ce geste plusieurs fois. Il m'arrivait, en outre, dans ces nuits de délire, de ne pouvoir résister au besoin de pousser des cris, de chanter, ou de haleter violemment.

Finalement je me rendormis jusqu'à midi. Au réveil, une avalanche s'abattit sur moi : ce fut d'abord Margot, ne trouvant pas de souffle pour parler, qui me dit, en mots hachés, les larmes aux yeux, que « cela ne pouvait plus durer ». Mme Tourut, la

propriétaire, ajouta-t-elle, qui a sa chambre sous la mienne, ne pourrait pas non plus supporter cet état de choses davantage. — « Supporter quoi? », demandai-je, hébété de surprise... — Mais vous avez fait un bruit insensé ». Et avant que je puisse me rappeler ce qui m'était arrivé dans la nuit (je ne m'en souvenais d'ailleurs pas), je vis devant moi, dans l'escalier, Mme Tourut, que Margot était précipitamment allée chercher et qui m'admonesta, comme on récite un couplet, puis disparut. « Oui, mais nous n'en resterons pas là, reprit Margot. Il est plus d'une heure de l'après-midi. Vous ne commencerez donc jamais à vous préparer pour partir! Bertrand, d'ailleurs, va venir... » Il devait jouer le rôle de croquemitaine. . . . . .

. . . .

La conversation à bâtons rompus qui suivit avec Bertrand acheva de me défaire. Il fit allusion à la m., que je devais prendre. Lui aussi, il ose me parler de ce que je cache systématiquement...

Rien ne me gênait d'ailleurs autant que de nier. Je savais que toute vie sociale est faite d'hypocrisie, donc de mensonges, mais contre lesquels il est possible parfois, au prix d'un certain risque et de courage, de s'insurger. Contre la condamnation de la drogue, rien à faire. C'est que si je condamnais les autres intoxiqués, je me croyais un intoxiqué de nature différente, équilibré, que rien ne distinguait en apparence de son entourage. Mais d'être soupçonné, acculé à l'aveu, démentait précisément ma prétention à cet équilibre, prouvait des failles dans mon comportement, comme si j'avais été l'auteur d'un crime parfait contre moi-même, et que j'étais le premier à dénoncer.

. . . .

Pendant mon séjour à Lavenet, quand Bertrand venait à l'improviste chez moi, il trouvait le plus souvent ma porte fermée à clef. C'est ce qui se produisit le 6 juin dernier : il avait bondi jusqu'à ma chambre, frappant pour que j'ouvrisse. « Un instant... » lui dis-je à travers la porte fermée à clef. Il insista, pressé, excité. Je fis durer l'instant vingt minutes. J'étais au milieu de mon bazar, en train de faire une « prépa-

ration » et une p. Il m'avait attendu dans la chambre voisine, avec Margot et Honoré. Quand je vins le retrouver : « Ils ont débarqué », me dit-il comme on rappelle un fait déjà très ancien. L'effet de joie contagieuse qu'il escomptait était manqué.

Livré à ces pensées, je commençai à emballer mes affaires avec lenteur et résignation. A 7 h. 1 /2 du soir, rien n'était encore prêt. Cependant à 9 h., la charrette devait me prendre pour me conduire avant le couvre-feu à Darthex. Alors, soudain, je me mis avec la plus extrême précipitation à jeter tout en vrac dans mes valises. Margot m'aidait, atterrée. Je dus revenir le lendemain matin dimanche pour chercher ce que je n'avais pas eu le temps d'emporter la veille. J'avais reçu un choc qui eut aussi des conséquences sur ma désintoxication.

Lundi 7 août
11 h. matin

. . . . .Dormi 4 h. Cependant j'ai pu me lever ce matin sans trop de difficulté. Mon état s'améliore sans aucun doute.

Ces derniers jours, je me suis allongé avec un livre sur ma chaise-longue après le dîner. Elle est placée sous un marronnier, à côté de plusieurs pommiers et d'un tilleul. Les premiers temps, je ne voyais jamais d'oiseaux dans le parc. Ma curiosité étant maintenant attirée par eux, je découvre, avec grande joie, de nouvelles formes et de nouveaux cris : je reconnais des geais bleutés ou, très haut, très loin, des martinets.

La tête complètement renversée en arrière, appuyée sur l'oreiller de la chaise-longue, je les regardais longuement hier. Ils apparaissaient comme des fléchettes noires et minuscules dans le ciel. Soudain ma vue se troubla, et je confondis un de ces martinets avec une araignée suspendue au-dessus de moi.

C'était la première fois que je voyais une araignée tisser sa toile, à 3 ou 4 mètres au-dessus du sol, entre les branches de deux arbres éloignés de 3 m. l'un de l'autre. Comment était-elle parvenue, elle qui ne vole pas, à jeter son premier fil dans l'espace d'un arbre à l'autre? Elle était en plein exercice, mais

au commencement de sa tâche. Après avoir posé ses deux premiers fils en croix, c'est près de leur centre d'intersection, imperceptible nœud noir, qu'elle travaillait en tournant autour de lui : deux ou trois pas en avant; un aller et retour jusqu'au centre, deux ou trois pas encore, un nouveau voyage vers le centre. Comme je ne distinguais pas les fils, sa marche paraissait une danse dans le vide, le menuet céleste d'un cavalier solitaire : il part, salue, recule, repart en sautillant pour faire les mêmes courbettes et recommencer les mêmes pas. En la fixant davantage, je vis ses grandes pattes recourbées : elle semblait alors transformée en un crabe aérien qui tantôt marchait droit, tantôt sur le côté. Puis je la perdais de vue et, pour la retrouver, je cherchais l'imperceptible nœud noir central, seul repère fixe. Certainement elle en a pour la nuit entière à finir sa toile. Bonne chance, ô mon araignée.

Mercredi 9 août
5 h. après-midi

. . . .
. . . . .Aujourd'hui, je ne vais guère mieux. Je me sens beaucoup plus mal que dans la semaine qui a suivi le sevrage. Pourquoi cette recrudescence de l'épuisement après 10 jours? Les pires moments ne seraient-ils pas derrière moi?

Picotements intenses tout au long des jambes comme si à l'intérieur de celles-ci une mèche enflammée était enfournée. Je me suis couché sur le côté et ma tête posée sur l'oreiller entendait mon cœur battre trois coups rapides bien martelés : toc, toc, toc — un long arrêt inquiétant, — toc, toc, toc — et à nouveau l'arrêt...

Après une heure de lecture sur mon lit, un vague engourdissement m'a saisi. J'ai fermé les yeux. Et j'ai eu des petits moments de sommeil successifs. En m'éveillant chaque fois, le creux du ventre en nage, il me semblait que je remontais des plus profondes galeries souterraines, alourdi par la terre qui collait à moi. Mais je ne me secouais pas pour la faire tomber; je restais immobile dans ma torpeur afin de redescendre au plus

vite dans une nouvelle galerie de sommeil. Avec ses hauts et ses bas, ses chutes verticales dans l'inconscience, ses réveils brusques en pleine transpiration d'angoisse, mon sommeil ressemblait à un embarquement dans une balançoire mécanique...

En me levant du lit pour prendre mon café au lait, tout à coup je me suis rappelé que je venais de rêver. Le rêve allait m'échapper; il avait dû être d'un instant, mais je m'accrocha à lui et je parvins à le faire remonter dans mon souvenir. J'étais dans ma chambre, le matin; j'avais entr'ouvert la porte et arrêté la femme de ménage, Marguerite, qui passait dans le couloir : « Voulez-vous, lui dis-je, me donner... me donner... me... don... ner... » Mais je n'arrivais pas à finir ma phrase, ne sachant plus trop ce que je voulais lui demander. Je repris, un peu gêné : « Auriez-vous l'obligeance de descendre et de me chercher... et... de... me... chercher,... » mais je n'arrivais pas davantage à trouver ce qu'elle devait me chercher. Elle attendait patiemment que je m'exprime, et son mince visage ridé, fané de paysanne prématurément vieillie, restait poliment impassible. Alors ne voulant pas la retenir davantage : « Eh bien, Marguerite, je vous dirai plus tard ce que je désirais de vous... Je vous rappellerai... » Elle s'éloigna; à peine eut-elle fait quelques pas, j'entendis des éclats de rire, d'un rire sonore et gai; de véritables gammes de rire qui n'arrêtaient pas de secouer son corps. Je la regardai plus attentivement : ce n'était plus Marguerite, la vieille paysanne à la bouche édentée qui riait ainsi à pleine voix, mais vêtue également de noir, une jeune camériste, aux dents blanches, aux formes rondes, et qui se moquait de moi. A ce moment-là, je m'éveillai...

Pourquoi la vieille Marguerite m'est-elle apparue? J'avais été étonné, il y a quelques jours, en lui remettant un billet de 50 francs pour la remercier de ses soins, par sa bouche édentée qui s'était fermée, pincée, par son visage qui s'était soudain contracté (de surprise, de plaisir ou de dédain, je n'ai jamais su); un « merci » est difficilement sorti du fond de sa gorge pour expirer aux bords de ses lèvres serrées. C'était sans doute cette Marguerite, toujours correcte devant moi, mais qui ne

devait pas moins « en penser », cette Marguerite qui, dans mon rêve, considérait, silencieuse et méprisante, les tristes effets de mon absence de mémoire. Mais pourquoi s'est-elle brusquement transformée en une jeune femme qui éclate d'un rire moqueur?

Nouvel aspect de mon éveil sexuel?

Depuis que je dors légèrement, mes rêves sont plus nombreux. Parfois je les note immédiatement au milieu de la nuit, pour les sauver de l'oubli. Dans la drogue, je ne rêvais pas; je vivais enfermé sous une chape de plomb qui empêchait le merveilleux de pénétrer jusqu'à moi. Je n'ai jamais été transporté : il n'y a ni plaisir dans la drogue, ni hallucination, ni rêverie. Le plaisir est de surcroît, donné par ricochet, comme en passant. La sensation du plaisir peut même paraître une déviation puisqu'elle n'est pas le but recherché. Il n'y a ni paradis, ni paradis artificiel. Tout au plus, la drogue accélère-t-elle des associations d'idées qui sont déjà en nous. Mais le rythme trop rapide des images, comme un film débobiné à une vitesse incontrôlée, ne laisse entrevoir qu'un magma confus sur un fond terne et grisâtre, qui absorbe sans fasciner. C'est alors la question classique : « A quoi penses-tu? — A rien ». On est absent. Quand Jacques D., cherchait jadis dans la drogue à prendre des notes pour son scénario, les résultats qu'il obtenait étaient aussi décevants et rudimentaires que les élucubrations d'un dément précoce.

Aujourd'hui, si je veux rêver, il me suffit de fermer les paupières. Mais les associations d'idées, quand j'écris dans ce carnet, se présentent à moi comme un fléau, et pour mettre un peu d'ordre dans mon esprit, je garde les yeux grands ouverts.

1 h. matin.

Une des pires journées. Depuis hier, aggravation considérable de mon état. J'ai le plus grand mal à monter l'escalier, même marche par marche, alors qu'il y a quelques jours, j'avais la force, en m'appuyant à la rampe, de le monter normalement. D'ordinaire, je me sens mieux, la nuit, ici, à mon bureau : ce

soir, aucun apaisement. Brûlures aux bras et aux jambes; glaçons aux extrémités des membres. Si j'avais les deux jambes brisées, je n'aurais pas plus de difficulté à marcher que je n'en ai à présent. Aujourd'hui, pour la première fois au cours de cette désintoxication, j'ai eu peur de ne pas parvenir à supporter la souffrance. Aujourd'hui, je pourrais gémir. J'ai mal, si mal dans mon pauvre corps que je pourrais m'écrier : « Je souffre cependant un tourment incroyable... » (car la douleur physique ne s'exprime pas autrement que la douleur morale).

Le caractère inattendu de cette soudaine poussée douloureuse m'étreint jusqu'à l'angoisse. J'espérais qu'après le sevrage l'amélioration continuerait progressive et régulière. A cette rechute, s'ajoute la crainte de manquer d'argent si cette convalescence se prolonge trop longtemps. Je suis à 11 j. déjà de la dernière p.; je croyais être sauvé, et voici que depuis hier, je suis tombé dans l'enfer. Je pense à la période de « baisse » alors que je prenais encore des p., comme à une période bienheureuse : je me promenais dans le parc, ou sur la route; j'avais parfois du mal à me déplacer, mais je pouvais encore aller et venir. A présent, je me traîne comme un serpent; je suis un cadavre vivant. Il y a une heure, j'étouffais de chaleur; en pleine transpiration, j'ai enlevé mon veston de lin. En ce moment même, un froid glacé et brûlant monte le long de mes mollets et de mes avant-bras : va-t-il me prendre au cœur?

Depuis une semaine, la courbe des températures de mon mal se rapprochait lentement de la normale; depuis hier, elle s'est soudainement élevée; il semble qu'un immense trait droit presque vertical indique que j'ai atteint le maximum de fièvre que le corps puisse supporter.

Je veux encore espérer en une amélioration demain. Je veux encore patienter. Cette retombée brutale dans le pire est peut-être due à mes insomnies, à mes intestins malades, à ma furonculose. Si, dans 48 h., je ne vais pas mieux, je demanderai à Caldouris de venir me voir par n'importe quel moyen; il y a encore des remèdes que je n'ai pas essayés : une cure d'insuline par exemple, ou un traitement de « choc » (ah! vraiment, ce

« choc » que j'appréhendais, je l'appelle aujourd'hui de tous mes vœux). A Caldouris, qui m'a indiqué le « syncortyl » en injections comme le remède spécifique de l'asthénie, j'ai répondu que je ne désirais pas me refaire des p., même d'un médicament non toxique. Mais en ce moment, je serais prêt à faire n'importe quelle p. pour me sentir mieux... (sauf encore des p. d'h.). Malheureusement, je n'ai pas de « syncortyl »; Georges n'en a pas trouvé chez le pharmacien de V., ni chez le Dr Marcellin de L. : il ne m'en apportera que dans deux jours... C'est loin, bien loin. Je n'ai ici que de la caféine, remède qu'avait indiqué le Dr Mollier à M. Calvet. Je n'en ai pas usé jusqu'à présent, avant tout pour ne pas reprendre la seringue en main, et également parce que j'attendais d'être plus près du retour à la vie normale pour user d'un excitant. Je pensais que j'en aurais besoin plus tard, quand je recommencerais à faire des voyages à C..., des efforts sérieux... Mais j'essaierai peut-être dès maintenant la caféine si je suis dans le même état qu'à présent.

Le froid gagne en moi de tous côtés. Je ne pense plus à rien d'autre qu'à mes malheurs physiques; je ne travaille plus. Il est 2 h. du matin. Je vais porter ma misérable carcasse dans mon lit et essayer de dormir.

Je suis au plus bas.

Jeudi 10
5 h. après-midi.

Troisième journée de supplice. Aucun mieux. Le phénomène nouveau, c'est l'arythmie du cœur, et qui tend plutôt à s'accroître. Aujourd'hui, incapable de compter les pulsations : j'en enregistre 3 ou 4, puis les deux suivantes sont si rapprochées, si faibles, si fuyantes, si évanescentes que je ne les distingue plus. Mon pouls ressemble à un nageur qui avancerait tantôt sur l'eau, tantôt caché sous l'eau, et dont les mouvements de plongée et de brasse se feraient si désordonnés qu'il serait impossible de les suivre.

Il ne s'agit plus de battements de cœur, comme dans les

semaines précédentes, mais d'un cœur qui s'arrête indécis, puis détale de toutes ses forces. Tout à l'heure, allongé, je voyais ma chemise sur ma poitrine tressauter : ce n'était pas l'effet de la respiration, mais l'effet des battements du cœur, qui frappe contre ma cage thoracique comme un marteau contre une porte.

Évidemment, sous l'influence de ce cœur qui bat la breloque, je ne trouve plus ma respiration. Je respire, essouflé, épuisé, par la bouche. Des manteaux de chaleur m'enserrent la poitrine, m'enveloppent tout entier, du cœur jusqu'aux pieds; puis soudain je me sens découvert, et je grelotte.

Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi tous ce phénomènes ne se manifestent qu'aujourd'hui après le douzième jour de sevrage. Je cherche en vain à m'expliquer pourquoi ils se déclenchent ainsi à retardement. L'insomnie, qui persiste, est-elle la cause de cette folle tachycardie, ou est-ce celle-ci, au contraire, qui est la cause de l'insomnie? Ma raison est perdue au milieu de ce complet dérèglement, tardif et apparemment gratuit, et je ne sais que faire pour y remédier : prendre du craetégus, de la valériane, de la papavérine? Mes connaissances médicales sont ici insuffisantes.

La psychiatrie n'est pas une science très développée, mais le plus souvent un médecin ordinaire n'en sait pas même l'a.b.c. et émet gravement les pires âneries, déclarant, par exemple, à un malade atteint de crises d'anxiété : « Faites un effort de *volonté* pour vous surmonter ». Comme si l'anxiété n'était pas précisément une faiblesse pathologique de la « volonté » incapable de dominer l'idée fixe qui hante le malade. Et puis, qu'est-ce que la « volonté »? J'use le moins possible de ce mot dans ce journal. Il n'y a pas d'actes de la volonté; il n'y a que des actes. « La volonté et l'intelligence ne font qu'un », déclare Spinoza. Le psychiatre conseille au contraire à l'anxieux : « Ne faites *aucun effort*; l'effort ne peut qu'aggraver votre maladie. Parlez de votre obsession autant que vous voulez à ceux de votre entourage... »

. . . .

Il est cruel de laisser le malade seul avec sa déraison, et de le

placer au milieu de fous, avec qui il ne peut guère communiquer, mais c'est un fait que l'isolement, en clinique au moins, guérit peu à peu les anxieux : éloignés de leur milieu habituel où est née leur obsession, ils sont par là même éloignés de tout ce qui peut la leur rappeler de trop près. Ainsi quand un être aimé nous quitte ou meurt, la chambre où il a vécu fait renaître constamment notre douleur; déplaçons-nous : celle-ci, dans un autre milieu, peut s'apaiser doucement. Les lois de la passion et de la psychologie sont celles sur lesquelles s'appuie très simplement la psychiâtrie.

Aussi dois-je considérer que je suis encore enfermé dans une clinique. Quand je commencerai à sortir d'ici (du château des Squirol), à revoir des amis, à refaire des voyages, à reprendre mes habitudes de vie quotidienne, c'est alors seulement que je saurai si véritablement je n'éprouve plus le « besoin » de la drogue. . . . .
. . . .

11 1/2 soir.

Tout à l'heure, malgré mon épuisement, je me suis rendu à la fenêtre, intrigué par le chant des roitelets. A Valdieux, je me souviens de mon agacement quand Michel Calvet se précipitait hors de la cuisine parce qu'il avait entendu sur le toit un : « Puhut! » ou un : « Ti-ti-ti! » et qu'il revenait dans la pièce en ouvrant son livre : « Comment reconnaître les oiseaux? ». Il en est des arbres comme des oiseaux : à 15 ans, voulant évoquer la Grèce antique, je parlais, dans mes narrations françaises, des oliviers et des arbousiers, que je n'avais jamais vus et que je n'aurais su distinguer les uns des autres. L'arbousier n'était pas un arbre lourd et terrestre, fait d'écorce et de bois, mais un mot abstrait à consonance poétique! Cette consonnance du mot n'était-elle pas supérieure à mon désir d'aujourd'hui de vouloir mettre un *nom* sur les choses? . . . .
. . . .

Vendredi 11 août 1944
3 h. après-midi.

. . . .
. . . . .Les Américains sont à Chartres, à 75 km. de Paris. Chaque jour ils avancent d'une cinquantaine ou d'une centaine de kilomètres. Les événements sont encore en fusion, mais leur solidification historique est imminente. . . . . . .
. . . .

11 h. soir.

J'ose à présent penser à un retour chez moi, mais d'une manière très nébuleuse, comme un prisonnier resté trop longtemps en cellule et abruti par les sévices. Je ne fais aucun projet. . . . .
. . . .

Jean Basque.

LES ILES FORTUNÉES (I)

La pluie, la pluie, la pluie... ma mère passa la tête à la fenêtre pour faire savoir à la voisine que j'avais neuf ans, et elles me flattèrent de la consolation que mon anniversaire nous valait des averses de bénédictions. Le matin, lourd de nuages, se fut bientôt mué en après-midi, et l'après-midi, neutre et silencieuse, en une soirée morose et détrempée. Ce soir-là, je tins l'œil fixé sur les crevasses de notre toit démantelé dont les solives avaient tourné au noir mortuaire, dans l'espoir que le ciel finirait par répondre à mes vœux. Mais le soir s'établit sur la dévastation des routes qui fondaient par endroits en mares de glaise et je pleurai sur le neuvième grand jour de mon existence gâché dans l'eau. J'avais tort pourtant ; ma mère me fit des remontrances ; c'était irrévérencieux de blâmer la volonté du Seigneur ou de rejeter la consolation des averses de bénédictions.

C'était la neuvième fois qu'on célébrait le don qui m'avait été fait de la vie, la neuvième fois qu'on célébrait une absence évidente de toute raison de célébration. D'une fenêtre, dont le rebord s'animait, sous les éclaboussures, d'une petite vie mouillée, je regardais l'eau courir le long des sentes et des ruelles qui se ramifiaient autour des cases environnantes. Les blanches tiges des lys gisaient martelées par la pluie ; puis leurs racines étaient doucement extirpées de terre, et elles partaient à la dérive, parmi les mottes d'argile, le long des canaux et jusqu'à la rivière noire et profonde vers laquelle toutes les eaux s'accordaient pour converger. L'eau montait de plus en plus ; elle noya les fleurs et les fougères de notre vérandah. Elle passa sous la porte et se répandit sur les bords du parquet que ne recou-

vrait pas le tapis. Ma mère apporta des sacs qui l'eurent vite absorbée, mais au-dessus de nos têtes les crevasses du toit pleuraient, et des festons de gouttelettes brillantes, que nous envoyaient les noires solives mortuaires, couvraient le tapis et les guirlandes de fleurs et de fougères.

Nul ne semblait s'apercevoir que l'après-midi était devenu le soir, et le soir la nuit, ni s'affliger que j'eusse été trahi par le temps. Rien d'autre ne comptait que les averses de bénédictions et l'éternel vouloir de la source des eaux. Et j'aurais pu accepter cette consolation si les eaux n'avaient pas résolu d'accompagner la célébration successive de mes années, évoquant le souvenir de ces eaux légendaires qui s'étaient enflées jadis pour jeter leur malédiction sur le parcours de l'homme.

Comme pour imiter tout de bon le ruissellement des eaux au dehors, nos propres vies — c'est-à-dire nos terreurs et les idées qui leur répondaient — paraissaient s'enfuir, emportées par l'imaginaire courant qu'était notre avenir. Notre capacité de sentir était en crue comme les eaux, mais les prières d'un simple village semblaient aussi précaires et inefficaces que nos maisons hissées au-dessus des eaux. Bien sûr il était malaisé de discerner ce qui se passait dehors, mais il y avait un clapotis de pieds d'enfants qui pataugeaient, et les hoquets d'une machine enlisée.

Le village était un extraordinaire entassement de petites maisons plantées à la diable sur de la pierre à chaux, et alignées de chaque côté de routes marneuses qui se ramifiaient. Par places les routes se désintégraient, la pierre à chaux glissait, et les maisons franchissant leurs frontières, s'en allaient à la rencontre de celles d'en face dans un enchevêtrement de planches, de solives et de cactus. A chaque carrefour, les blanches routes marneuses en formaient quatre, sauf quand une d'elles se rétrécissait en une sente ou une ruelle qui se perdait dans une arrière-cour de ferme. A chaque carrefour il y avait des boutiques ; une, deux, trois parfois, et placées de telle sorte que chaque commerçant pouvait apercevoir les clients des autres. Et partout où il y avait des boutiques, il y avait une lampe fixée à un poteau ; et toujours beaucoup d'animation ; et bien souvent un relent de vie brute. Les lampes étaient éclairées au gaz et s'allu-

maient tous les soirs à six heures. Quand les lampes étaient allumées, les petits garçons se rassemblaient comme une nuée de mouches autour du poteau, pour cancanner et se raconter des histoires. Un peu plus loin les hommes s'assemblaient de la même façon pour jouer aux dés ou aux cartes, ou simplement bavarder. Le spectacle se répétait à chaque carrefour où se trouvait une lampe au bout d'un poteau. Les routes portaient des noms — Murrel, Alkin, Hunt — et il se formait une drôle d'affection à sens unique entre le villageois et la route où il habitait ; tout comme grandissait parfois une hostilité réciproque entre les habitants de deux routes différentes. A chaque instant, ceux d'Alkin fomentaient des conspirations contre ceux de Murrel, et le verdict était toujours le même. Et ceux d'Alkin déclaraient que les gens de la route Hunt étaient un tas de ci et de ça.

Il y avait un établissement de bains pour les hommes et les femmes, et l'air était imprégné d'un perpétuel relent de désinfectant ; et un peu partout des constructions en pierre à chaux, qui ressemblaient à des fours sans toit, pour déposer les ordures. Mais l'endroit le plus remarquable était le petit bois d'acajou que traversaient les trains de la ville quand ils faisaient leur tournée dans la campagne. Certains jours le village était paisible : le cordonnier vaquait paresseusement à sa besogne et les laveuses, penchées sur leurs baquets, exhalaient en chantonnant leur bonne humeur. D'autres fois c'étaient des scènes de terreur ; un jour ce fut une scène de meurtre.

Mais la saison des pluies changeait tout. Les eaux pouvaient niveler le village et même le rendre méconnaissable. Et voilà que c'était revenu avec le jour de ma neuvième année. Je contemplais de ma fenêtre le naufrage uniforme d'un village nocturne sous les eaux. Comme toutes les fois que quelque chose lui déplaisait, ma mère déclara que c'était une honte. Et après tant d'années écoulées, je voudrais encore essayer de découvrir le sens de cette appréciation. Qu'est-ce qui était une honte, au juste ? Etait-ce le temps ou bien le village, ou cette condition humaine en vertu de laquelle et en dépit de laquelle les pauvres avaient juré fidélité à la vie ? Toujours est-il qu'elle parla ainsi ; puis, ayant ainsi parlé, elle suspendit son jugement, et, prenant

une attitude de prière, elle me rappela les bénédictions qui auraient pu échapper à ma mémoire.

Passant sur les sacs détrempés, j'abandonnai la fenêtre pour un coin de la pièce oublié par le mauvais temps. Et que pouvais-je me remémorer ? Mon père qui n'avait jamais connu son fils qu'en idée m'avait laissé pour tout héritage la responsabilité de ma mère, qui, en réalité, me servait de père. Au-delà, ma mémoire n'était qu'un grand vide. Elle sombrait avec son chargement d'épisodes, tel un équipage qui a choisi de se saborder plutôt que de survivre, avec toutes les conséquences que cela implique. Là-dessus, ma mère se mit à chanter, ce qui arrivait chaque fois que j'essayais de me souvenir. Sa voix était claire et sans timbre. Elle pouvait indiquer un air, mais non le conduire. Je ne m'y retrouvais que grâce aux paroles.

— J'y arrive pas, ce soir, dit-elle.

Pas de réponse.

— Ça fait très, très longtemps qu'on avait pas vu autant d'eau, tu sais.

Pas de réponse.

— Tu m'écoutes ?

— Oui.

Alors elle entonna une douce complainte qui s'élevait avec chaque nouvelle bouffée de sentiment, jusqu'à sonner un carillon épars de sollicitude qui s'élança dans la nuit et emplit tout le voisinage. Et la réponse vint, plus puissante, mieux ordonnée, plus communicative, si bien qu'une autre voisine répondit à son tour, et une autre encore : et toutes les voix parurent s'unir en un seul chœur, et le village entier vibra de musique sur ses fondations d'eau. Ma mère fut satisfaite de voir sa vigilance ainsi accueillie, sinon proclamée. Elle alluma une grosse lampe de cuivre pendue à une poutre qui reliait les pentes du plafond. La partie située juste au-dessus de la lampe était couverte de suie. La lampe se balançait dans son berceau grillagé, comme un bol de cuivre poli, tandis que les flammes crachaient sur les bords de la mèche qui brûlait bleu. Debout au-dessous du bol de cuivre épanoui qui contenait le pétrole, ma mère réglait la hauteur de la flamme. Dans le verre de lampe la fumée entourait la flamme, puis elle monta se déposer sur le pla-

fond mouillé. La lumière se frayait un chemin dans les recoins de la maison, et, tandis que mouraient peu à peu les ténèbres entre les diverses cloisons, on eût cru voir le reflet sinistre d'une épave.

C'était cette lumière incertaine que l'on perçoit quand on passe du sommeil à la conscience éveillée. La pendule posée dans un coin sur un rayon poursuivait son tic-tac. Ma mère se retira dans une autre partie de la maison pour retoucher et inverser les dessins de son ouvrage de soie et taffetas. Je l'eus bientôt suivie, tel un mince filet de fumée tournoyant autour de son noyau de feu. Je fis succéder les questions aux souvenirs :

— Où tu dis que ma grand-mère est allée ?

— A Panama, répondit ma mère. On ouvrait le canal. Elle est dans la zone du canal. Il est temps que tu lui écrives.

— Et mon grand-père qui était ton père ?

— Oh ! il est mort, mon petit ; il est mort avant ta naissance.

— Et mon oncle qui était ton frère ?

— Mon frère est allé en Amérique, dit ma mère. Ça fait des années. Aux dernières nouvelles, il était sur un bateau et il a attrapé une maladie ; il doit être mort pour ce qu'on en sait.

Ses paroles ne traduisaient aucun sentiment.

— Et mon oncle qui était ton frère et ma grand-mère qui était ta mère, quel âge tu avais quand ils sont partis ?

— Deux ans.

— Deux ans ?

— Deux, oui, dit ma mère.

Aucune espèce de relations familiales n'avait entouré ma naissance. Mes parents des deux côtés n'avaient plus dès lors existé que dans les récits vagues ou erronés de ceux qui allaient m'entourer ; et la solitude d'où naîtrait plus tard la consolation d'être libre fut mon héritage, à mon entrée dans la vie.

Ma mère, assise auprès de moi devant la machine, dut ressentir le changement qui se faisait en moi. De nouveau les souvenirs s'efforçaient de se raccorder aux découvertes que mes questions avaient laissées en suspens. Si tard qu'il fût, mon anniversaire vivait encore. Le matin s'était levé

dans les nuages qui avaient soudain dissous l'après-midi en une nuit trempée.

J'avais eu du thé et un bun, dans le fond de la maison, avec la promesse d'un gâteau à neuf bougies. Mais les bougies avaient été soufflées avant l'arrivée du gâteau, et les averses qui avaient béni ce jour, avaient dû dissoudre la promesse comme elles avaient dissous l'après-midi. Mon visage s'allongea et j'eus un froncement de sourcils assassin.

— Tu ne veux pas que je fasse du pain avec des pierres ? dit ma mère.

A la réflexion je dus admettre qu'il n'y avait même pas de pierres. La voisine avait passé la tête à la fenêtre pour parler à ma mère. Il était alors midi.

— Savez-vous ce qui est arrivé à Foster? Eh bien! la maison a été lessivée, tout est parti, reste rien, rien, rien. On a mis Miss Foster et les enfants au commissariat, et vous savez combien d'enfants elle a Miss Foster ?

— Et M'sieu Foster ? demanda ma mère.

— J'allais le dire. Foster il a juré qu'il quitterait pas sa vieille maison, et il a descendu la rivière, accroché au toit. A fallu le pêcher avec une corde depuis le mur des Deanery.

La voisine ferma sa fenêtre et bourra les fentes avec du papier d'emballage.

Comme on n'aurait pas pu dire si c'était le jour ou la nuit, je retournai au fond de la maison pour jouer avec mon pigeon. Il dormait sur la baguette qui lui tenait lieu de toute installation. Je le pris et lui caressai la tête et le cou. Il s'agrippa à l'index de ma main gauche, tandis que, de l'autre main, je m'efforçais de lui ouvrir le bec. Puis je le fis manger jusqu'à ce que son gésier formât un renflement de chair sous les plumes ; ses ailes s'affaissèrent et ses paupières se fermèrent sur une larme. Bien vite je lui vidai un flacon d'huile de ricin dans le gosier, ayant entendu dire aux villageois que rien ne valait une bonne purge sur un bon repas. Je replaçai le pigeon sur sa baguette et, à travers les ouvertures du toit, je regardai le ciel qui ne pouvait se décider entre la nuit et le jour. Cette nuit-là le pigeon mourut, et, brûlant de honte, j'enfouis mes bénédictions dans l'oreiller.

Ma mère reposait auprès de moi, se racontant les incidents de la veille et ressassant des plans expéditifs pour le lende-

main. Dans l'obscurité on ne voyait pas les crevasses du plafond, mais de temps à autre, une goutte de pluie s'écrasait sur le bois du lit et s'éparpillait en éclaboussures jusque sur mon nez. J'ouvris les yeux et j'aperçus d'énormes fantômes avec des yeux de feu et des cornes de taureau menaçantes dans les ténèbres. Je fermai les yeux et les fantômes disparurent. Je les ouvris de nouveau, et l'un d'eux se rapprocha en planant au-dessus de ma tête, silencieux et sarcastique. Je lançai un coup de poing contre la forme insensible du démon et mon poing s'écrasa contre le bois du lit. Ma mère poussa un gémissement.

— La cuisine est dans un état, dit-elle, et peut-être qu'y tombe de la pluie dans le baril.

Le baril était un cylindre en métal dans lequel nous gardions notre eau potable. Une fois par semaine l'inspecteur de l'hygiène venait y fourrer son nez et raclait le fond avec sa longue cuillère d'émail, à la recherche de larves.

— Otez votre tête de mon eau, lui avait lancé un jour ma mère. Vous pouvez la mettre dans les cabinets si vous voulez, mais pas dans mon eau.

L'inspecteur avait été vexé et avait écrit quelque chose dans son petit carnet bleu.

Il avait filé en disant « Au revoir ».

Je me mis à rire en me rappelant l'incident. C'était un drôle de petit fou-rire qui sautait dans ma gorge et de nouveau ma mère poussa un gémissement.

— La cuisine est dans un état, répéta-t-elle. Et la dernière fois que t'as bu de l'eau de pluie, t'as eu mal au ventre. Et l'inspecteur qui vient demain.

Ma mère parlait quelquefois machinalement.

— Je me demande ce qui a pu arriver à Pa et Ma, dit ma mère.

Je pensai : Pa et Ma. Je me demandai ce qui avait pu arriver à Pa et Ma. Ce n'étaient pas des parents à nous, mais c'était quand même Pa et Ma. C'était le plus vieux couple du village, et bien peu savaient comment ils s'appelaient avant d'être devenus Pa et Ma.

Mes yeux s'ouvrirent, et les fantômes étaient toujours là. Ils restaient immobiles sous mon regard, mais dès que je fermais les yeux, ils paradaient d'un bout à l'autre de la

pièce. Chaque nuit, ces fantômes qui peuplaient mon cerveau sortaient pour me faire peur, profitant de la liberté que leur offrait la nuit. Ils dansaient et ricanaient dans les épaisseurs noires de l'étroite pièce. Mes yeux s'ouvraient et se fermaient, s'ouvraient et se fermaient, s'ouvraient et se fermaient, mais rien ne les faisait partir. Je mis l'oreiller en travers de mon visage et remontai le bord du drap jusqu'à mes oreilles.

Et mon anniversaire dériva dans le brouillard obscur qui couvrait le pays. Les sentes et les ruelles se croisaient et se ramifiaient sous les flots qui emportaient pierre et argile, solives et briques, par les canaux et les égouts, à la rivière qui s'en allait bien loin jusqu'à la mer. Au coin des rues les lampes clignotaient dans leur cage grillagée, et la lumière qui coulait des globes glacés plongeait dans l'eau morne. Le clair de lune devait tomber quelque part, lointain et sans effet, au-delà du petit bois d'acajous. Mais les pauvres endurcis dormaient paisiblement sous les éclaboussures, tout comme leurs bien-aimés rangés au cimetière. Toutes les voix étaient assourdies, les mares désertées, le clapotement des eaux étouffé. Mon anniversaire qui venait de prendre son départ dans la nuit avait été comblé d'averses dont la bénédiction était ma consolation.

***

Elle attrapa la marmite, l'inclina, et l'eau s'abattit sur ma tête et me ruissela le long du corps en une cinglante cataracte.

— Gh, gh, gh, assez ! dis-je. Gh, gh, gh, assez.

Les cailloux que l'eau avait dégagés de la terre me glissaient sous les pieds. Je lançai les bras en avant, les ramenai en arrière, les serrai contre moi en frissonnant, les rouvris et les repliai encore une fois. Les cailloux roulaient sous mes talons. Tout mon corps chancelait convulsivement tandis que je m'efforçais de reprendre mon souffle. Allons, tranquille ; bien droit ; en parfait équilibre. Les cailloux rassemblés, le sol ferme. J'étais prêt. Elle leva les bras et tint la marmite en équilibre.

— Oui, dis-je, c'est comme ça que j'aime. Doucement, pas vite, juste comme ça.

Le corps ferme, dur, droit ; une vraie piste de pierre brune, le long de laquelle l'eau ruissela de toutes parts pour enfin s'écouler.

— Je veux voir la maman de G. qui le baigne, dit une voix de l'autre côté de la barrière.

— Descend, lança la voix adulte, t'as trop de toupet ; rentre, vilain garnement.

— Elle a raison, approuva ma mère à mi-voix, il a trop de toupet, il veut toujours tout voir, et surtout ce qui ne le regarde pas. Mon Dieu, les enfants d'aujourd'hui.

La marmite se balançait d'un côté et d'autre, et versait l'eau lentement, régulièrement, sur ma tête.

— Viens vite, dit une voix derrière l'autre barrière, y vont avoir fini.

Des têtes avides se rapprochèrent avec entrain au-dessus de la barrière, et les yeux curieux s'écarquillèrent de plaisir.

— Regarde, dis-je en désignant les garçons, ils me regardent.

Ma mère pivota sur les talons, balançant la marmite par son anse. Les têtes plongèrent derrière la barrière branlante.

— Vauriens, dit ma mère, comme ça, vous ne vous lavez jamais, vous ?

Débarrassée du poids des garçons, la barrière oscilla comme ils sautaient par terre, les tiges de potiron cassèrent et retombèrent.

— Regarde ce qu'ils ont fait, dit ma mère laissant tomber la marmite et se dirigeant vers la barrière.

Elle saisit les tiges, et, l'air profondément soucieux, elle se mit à suivre le long de la barrière, leurs sinuosités irrégulières jusqu'à l'endroit où devaient se trouver les racines. Et sa voix s'était brisée et tremblait, à peine perceptible.

— Regarde ce qu'ils ont fait, dit-elle en laissant glisser les tiges cassées entre ses doigts, et juste au moment où y allait avoir des fruits.

D'un seul coup l'aspect de la matinée avait changé. Quelque chose, semblait-il, avait surgi, comme l'annonce d'une halte précédant un nouveau commencement.

— Qu'est-ce qu'ils ont fait ? demanda la voisine en s'appuyant à la barrière.

— Esquinté le potiron grimpant, dit ma mère qui se détourna de la barrière avec une indifférence endurcie. Pourquoi diable on se donne le mal de planter quelque chose par ici, Dieu sait.

Maintenant la voix semblait venir d'un vide intérieur au fond duquel s'accumulaient des épaisseurs incalculables de sentiments. La voisine eut l'air profondément affectée.

— Bob, dit-elle, regarde ce que t'as fait au potiron de la voisine.

Bob grimpa sur la barrière. Celle-ci se remit à osciller. Il regarda la plante d'un air contrit, puis il leva les yeux sur moi qui étais là à attendre, tout nu sur mes cailloux au milieu d'une flaque. Ses lèvres s'écartèrent malgré lui et ses larges dents ivoire brillèrent au soleil.

— Et tu ris, dit sa mère. T'as esquinté le potiron de la voisine et encore tu ris !

Le blanc de ses yeux avait rougi et sa peau noire était tendue sur ses os.

D'un air soumis, Bob regarda la plante. Il plissa les yeux comme s'il avait envie de pleurer.

— Allons, qu'est-ce que t'as à dire, cria la mère.

Bob se fourra le pouce dans la bouche en continuant de regarder la plante.

— Ne fais pas l'âne, lui dit sa mère. Qu'est-ce que t'as à dire ?

— Faut que j'dise pardon, gémit Bob en frottant son pouce trempé entre son nez et ses yeux.

Il sentit sa figure toute mouillée et regarda sa mère.

— Pardon, dit-il.

Puis son regard se posa sur moi, resté tout nu au même endroit ; il baissa vivement les yeux et se mit à rire malgré lui. Sans un mot sa mère lui assena un violent coup de poing sur l'oreille ; la tête la première, il bascula par-dessus la barrière et vint s'étaler dans notre cour, achevant d'écraser les tiges arrachées. Il poussait des hurlements.

— Faut pas le frapper comme ça, dit ma mère en le relevant.

La rage de cette femme la poignardait. Elle lança les mains

en avant pour attraper Bob par l'épaule ; la barrière oscilla, en avant, en arrière, en avant, en arrière, pour finalement s'abattre avec fracas dans notre cour. Ma mère qui entraînait Bob évita le coup de justesse, mais la voisine fut projetée dans notre cour où elle s'étala à demi évanouie.

Les deux cours n'en faisaient qu'une ; la barricade qui avait protégé les secrets de notre vie privée venait de céder.

— Ça va pas, ce matin, dit ma mère.

Elle étendit Bob par terre et regarda autour d'elle, à la recherche de quelque pouvoir proche ou lointain, susceptible de lui dicter la marche à suivre. En de telles occasions, ma mère faisait pitié au-delà de toute expression. Je l'avais souvent vue en colère, ou déçue et en larmes, mais il y avait aussi des cas où les larmes ne lui étaient d'aucun secours. Envahie par la pensée de sa solitude, elle se sentait pleine d'une ambition démesurée pour son enfant, et d'autant plus disposée à braver l'infortune du sort. Alors elle restait muette comme maintenant, ou bien elle se mettait à parler machinalement, et ce qu'elle voulait dire était bien au-delà des mots. Elle parlait de s'en tirer ; advienne que pourra, elle s'en tirerait, et « elle », c'était son enfant. Elle restait là dans la cour, un peu hébétée, tandis que, tel un essaim bourdonnant d'abeilles, les gens faisaient leur apparition pour voir ce qui était arrivé.

La mère de Bob s'efforçait de reprendre son équilibre.

— Emmène Bob, vite, dis-je. Fais-le rentrer avant qu'elle le voie.

— Oui, dit ma mère, oui, tout de suite.

Nous savions quelles proportions la fureur de la mère pouvait atteindre. Ma mère fit signe à deux des spectateurs qui firent passer Bob par-dessus la barrière et le hissèrent par la fenêtre. Ma mère était à l'intérieur pour le recevoir, elle le jucha dans un coin et mit un sac par devant.

— Reste ici, dit-elle, et bouge pas.

Si ma mère allait être du côté des parents ou de celui des enfants, je n'aurais jamais pu le dire à l'avance.

Ma mère était revenue dans la cour, et la mère de Bob paraissait avoir repris ses sens.

— Où qu't'es ? dit-elle.

— J'suis là, dit ma mère.

— Mes escuses, dit la mère de Bob d'un ton pénétré. Toutes mes escuses.

Ma mère ne répondit pas.

— Mais si j'arrive à mettre la main dessus ce malin, s'écria la mère de Bob, je le laisse sur le carreau.

De tous côtés, des gens s'appuyaient pesamment aux barrières, des garçons, des filles et des grandes personnes ; les filles riaient de me voir tout nu, toujours debout sur mes cailloux, au milieu de la flaque. Elles regardaient la mère de Bob, et la barrière brisée, et moi. Le soleil m'avait complètement séché, et maintenant on n'aurait pas dit que j'avais pris un bain, mais qu'on m'avait au beau milieu de la cour exposé comme un crucifié, aux outrages publics.

— Regarde, dit une fille en me montrant du doigt à son amie.

— J'vois bien, dit l'autre, en ricanant entre ses dents.

Je fis comme si je n'entendais pas.

— Qu'est-ce que tu fais là, nu comme un ver ? dit ma mère.

On eût dit qu'elle m'avait oublié et qu'elle se rendait compte tout à coup d'une situation qui me donnait l'air irrémédiablement coupable.

— J'attends, dis-je. J'savais pas qu't'avais fini.

— Petit imbécile, dit-elle, tu ne veux pas qu'un petit garçon comme toi te voie, et tu peux rester au milieu de la cour avec le monde entier qui te regarde !

Elle s'approcha de moi, armée d'une baguette. Je m'écartai sur la pointe des pieds en surveillant la baguette du coin de l'œil.

— Bouge pas, dit-elle, si tu bouges, je tape.

— Mais j'savais pas qu't'avais fini, dis-je.

Elle s'approcha en serrant sa baguette, mais sans rien de menaçant.

— Bouge pas, dit-elle, si tu bouges, je tape.

Elle tenait bien fort la baguette en se rapprochant, et cette intention s'était à peine affirmée que déjà elle avait levé le bras et frappé le coup. Je me faufilai sous ce bras levé, tournai deux fois autour d'elle en lui tenant légèrement la taille, lui glissai entre les jambes et m'enfuis dans un coin.

Des rires éclatèrent de tous côtés et les barrières oscillèrent.

— Bouge pas, dit-elle, si tu bouges, je tape.

Elle se rapprocha et, entre elle et moi commença un jeu de chat et de souris, elle fonçant d'un côté, moi d'un autre. Sur les barrières c'était une tempête de rires. A ce moment elle s'élança en avant, perdit l'équilibre et tomba à moitié sur la barrière. Je m'enfuis à pas légers sur les cailloux et m'engouffrai dans la maison. A chaque éclat de rire, lancé à toute volée jusqu'aux feuillages, les barrières vacillaient.

— Y a pas de quoi rire, grogna la mère de Bob. Les enfants d'aujourd'hui, y-z-en font trop voir à leurs parents. Z'avez qu'à voir ce que l'autre m'a fait ce matin, mais y peut toujours se cacher, y perd rien pour attendre.

Ma mère se taisait et je me demandai du côté de qui elle était à présent, de Bob ou de sa mère. Elle releva la tête, un peu étourdie, mais son attention fut bientôt attirée par une autre femme en train de passer par-dessus la barrière tombée.

— Pour sûr, dit la femme, les enfants valent pas qu'on se donne tant de peine. Vous savez ce qui est arrivé ce matin à celui d'en bas de la route ?

La nouvelle venue apportait de mauvaises nouvelles. De l'autre côté de la barrière, quelqu'un dit :

— Pauvre Miss Foster, elle a quelque chose à raconter.

— De qui c'est y donc que vous parlez ? demanda ma mère.

— De Gordon, dit Miss Foster.

— Qui ça Gordon ? demanda ma mère.

— Gordon, le petit-fils de Bess, celui qu'a des tiques.

— Et alors, dit la mère de Bob.

— Ben vous allez voir, commença Miss Foster. L'est parti ce matin sur la route avec un coq. Bess devait plus avoir le rond et elle voulait vendre le coq, son grand noir qu'elle me prête toujours pour mes petites poules d'Inde. Alors Gordon, qui veut faire l'homme, y dit qu'y va essayer de le vendre ; vous vous rendez compte, il n'a que huit ans et y veut déjà s'mêler des questions d'argent et tout ça. Alors y voit un monsieur blanc qui était là au croisement Belleville pour attendre le bus et y va au monsieur et y lui demande s'y veut acheter son coq. Voyez d'ici le monsieur blanc qui va à

son bureau, costume blanc, chapeau, chemise et souliers assortis. 'Turellement le m'sieur est vexé, y regarde Gordon de haut et lui dit : « Tu t'imagines pas que je vais travailler avec un coq ? » Gordon remarque rien, il lève le coq en disant : « Regardez-moi la belle crète. » Et il tourne et retourne la bête en l'air jusqu'à ce que le derrière du coq, il est juste en face de la figure du blanc.

Tout le long de la barrière, les filles pouffèrent et Miss Foster s'interrompit, indignée.

— Vous me croirez si vous voulez, mes enfants, reprit-elle. V'là le derrière du coq dans la figure du blanc et avant qu'on ait le temps de dire ouf, le monsieur en avait plein la figure ; jusque sur son casque, et son costume tout éclaboussé.

La mère de Bob et ma mère écoutaient, pétrifiées.

— Mais c'est pas tout, dit Miss Foster. V'là qu'arrive toute cette bande de garçons, vous savez, ceux de la route Hunt, toute la clique, Trumper, Boy Blue, Big Bam, Botsie, Knuckerhand, Po King, Puss in boots et Suck Me Toe, toute la bande qui s'ramène et qui commence à chanter :

Regard', regard', faut qu'tu t'nettoies
Regard' c'que l'coq a fait sur toi.

Le monsieur blanc savait plus où il en était ; il prend ses jambes à son cou et il file comme un dard jusque chez lui. La police arrive au bruit et quand ils demandent ce qui se passe, vous savez ce qu'y répondent, ces vauriens, ces sales bêtes, y disent que le monsieur a fait dans ses pantalons et qu'il a couru se cacher chez lui, tout honteux.

Filles et garçons sautèrent de la barrière à la recherche de Gordon qui leur raconterait tous les détails. Il n'y eut bientôt plus personne aux barrières et les femmes restèrent là à se regarder comme font les femmes lorsqu'elles ont un malheur commun à partager.

Bob était accroupi derrière le sac, petit bout de garçon vêtu de toile blanche. Sa chemise tenait au pantalon à l'aide d'épingles et de temps en temps il défaisait les épingles pour remonter son pantalon. Il n'avait plus peur. Quand sa mère était tombée de la barrière, il avait changé de couleur. Je ne l'avais jamais vu si effrayé. Mais maintenant il entendait les

voix dans la cour et il concluait que tout allait bien. Du moins pour le moment.

— Qu'est-ce que tu vas faire ? lui demandai-je.

— Je sais pas, dit-il.

Il baissa la tête et regarda fixement les bords éraillés du sac.

— Elle dit qu'elle va te battre jusqu'à ce que tu restes sur le carreau, dis-je.

— C'est pas la première fois qu'elle dit ça, dit-il.

— Mais cette fois, elle le fera, dis-je. Regarde le coup qu'elle t'a donné sur l'oreille !

— Je sens plus rien, dit-il. J'suis comme endurci aux coups.

Il leva les yeux et sourit. Son visage était moite, avec un regard lourd et lointain.

— Mais je lui rendrai jamais, dit-il. Elle peut me taper dessus, moi j'lui rendrai pas.

— On doit jamais, dis-je. Paraît qu'on est maudit si on bat sa mère.

— Elle le fait pas exprès, dit Bob. Elle le fait pas exprès. C'est parce qu'elle a peur du Bon Dieu. Elle dit toujours que la Bible dit : « N'épargne pas la verge si tu ne veux pas gâter l'enfant. » C'est seulement pour pas me gâter.

— La mienne aussi dit ça, dis-je. Elle parle toujours de me frictionner les côtes, mais elle parle plus qu'elle frictionne.

— Ta mère, c'est pas pareil, dit-il. Elle aime pas te voir pleurer, tout le monde le dit. Elle parle beaucoup mais elle te touche pas souvent.

Il lança un œil par la fente de la porte pour voir si on le voyait de la cour. Dans le coin où il était assis il faisait très sombre et la lumière qui passait par la fente était comme une ligne de craie tracée sur un tableau. On ne pouvait pas le voir.

— Tu devrais aller voir ce qu'elles font, dit-il. Je voudrais m'en aller d'ici.

J'allai dans la chambre et regardai à travers les jalousies. Elles étaient toujours dans la cour, Miss Foster, après avoir raconté l'histoire de Gordon, était entrée dans les détails. Elles paraissaient nous avoir oubliés.

— Elles y sont toujours, dis-je. T'auras du mal à sortir.

— Tu connais pas un moyen ? demanda-t-il.

— J'crois pas, dis-je. La porte d'entrée est fermée à clef, et on peut pas passer par la fenêtre. Pasqu'on te verrait.

— Et si j'passais par l'autre côté de la maison ? demanda-t-il.

— T'es sûr qu'elles te verront, dis-je.

— Pas si tu fais c'que j'te d'mande, dit Bob.

— Faire quoi ?

— D'mande à ta mère la permission de jouer à l'ours.

J'avais peur. Je regardai par-dessus le portillon pour voir ce qui se passait dehors. Ma mère riait et Miss Foster parlait. Miss Foster faisait des gestes en parlant et elles riaient tranquillement toutes trois. La mère de Bob se frottait le bas des reins à l'endroit où elle avait dû se faire un bleu. Ma mère et Miss Foster souriaient et la mère de Bob souriait aussi. J'avançai encore la tête au-dessus du portillon et elles me virent.

Elles étaient tout à fait tranquilles maintenant; elles paraissaient s'attendre à ce que je dise une sottise.

— Est-ce que je peux jouer à l'ours ? demandai-je à ma mère.

Elle ne répondit pas, et les autres regardaient avec un vague sourire en train de s'effacer.

— T'as la tête sèche ? dit ma mère d'un ton cassant, si cassant que j'eus peur.

— Oui, dis-je; l'est sèche, sèche, toute sèche.

Les autres rirent et ma mère rit aussi.

— On penserait jamais que les enfants d'aujourd'hui peuvent être si effrontés ! dit Miss Foster.

— Pour sûr, dit la mère de Bob, y vous donnent des cheveux blancs dans vot' jeune âge.

Miss Foster dit quelque chose au sujet des cheveux blancs et elles se remirent à rire tranquillement.

Elles avaient l'air plus engageant à présent.

— Est-ce que je peux jouer à l'ours, dis-je encore.

Et pendant ce temps je me demandais ce que Bob avait l'intention de faire.

Ma mère tournait le dos et riait et les autres riaient aussi. Son silence était un acquiescement. J'en étais sûr.

— Qu'est-ce que tu vas faire ? demandai-je à Bob.

Il avait déjà descendu le sac. J'avais peur.

— Faut plus que tu causes, dit-il. T'es un ours à présent. Apporte-moi l'autre sac là-bas.

Il sauta dans un sac et me demanda de lui mettre l'autre par-dessus la tête. Il donnait les ordres et je les exécutais. Il avait ôté les épingles de son pantalon et s'en servait pour attacher les sacs. Il était complètement caché sous les sacs de grosse toile.

— Queque tu vas faire ? lui demandai-je à nouveau. J'avais tellement peur.

— Tais-toi, dit-il, fais l'ours.

Je ne pouvais pas le voir sous les sacs. Sa voix semblait venir de nulle part. En rampant il sortit de son coin, franchit le portillon et avança dans la cour. J'étais terrifié.

Il étendait les mains, remontait les jambes, se soulevait et avançait par saccades. Je me demandais ce qui allait arriver. Elles rirent en le voyant se dandiner lourdement. De temps en temps, il obliquait dans leur direction. Miss Foster souriait en regardant ma mère.

— J'ai bien envie de la lui donner maintenant, sa raclée, dit ma mère.

Je frémis.

Elle fit un pas en avant, la baguette à la main, et la peau me cuisait du coup qu'allait recevoir Bob.

— Laisse-le, dit Miss Foster, il s'amuse.

— Laisse-le, dit la mère de Bob, y valent tous pas cher, mais t'en fais pas.

— C'est vrai, dit Miss Foster, on peut dire ce qu'on veut, y sont à nous et on les aime, nous les mères. On a beau faire, personne les aime comme nous.

— J'ai bien envie de lui donner sa raclée maintenant, dit ma mère.

— Laisse, dit la mère de Bob. Y t'a rien fait, ce pauvre ours. Si faut donner une raclée à quéqu'un, c'est à mon Bob.

L'ours avait rampé à quatre pattes au-delà des cailloux et était à moins d'un mètre des femmes. Elles l'observèrent comme font les enfants au cirque jusqu'à ce qu'il eût dépassé les cerisiers, franchi la barrière renversée et disparu à leurs regards.

— Les choses que les enfants peuvent inventer à notre époque, dit la mère de Bob.

— C'est vrai, dit Miss Foster, n'ont pas un' tête rien que pour mettre un chapeau dessus.

Elles sourirent, puis regardèrent la barrière et reprirent l'air sérieux :

— Vraiment, j'm'escuse pour la barrière, dit la mère de Bob, chaque fois qu'je la regarde, j'peux pas dire c'que j'sens.

— Te tourmente pas, dit ma mère, elle aurait pu être emportée par l'inondation comme tant d'autres.

— A propos d'l'inondation, Miss Foster, dit la mère de Bob, où ça en est avec vos gosses ?

— C'est toute une histoire, dit Miss Foster, allons donc nous mettre à l'ombre.

Elles s'assirent à l'ombre du cerisier qui étendait ses branches par-dessus les barrières dans toutes les directions. Il prenait racine dans une des cours, mais le corps de l'arbre empiétait sur une autre et les branches s'allongeaient au-dessus de trois ou quatre autres. Elles ne pensaient plus à la barrière cassée. Elles avaient tiré leur robe sous elles, et le bas de leurs jupes formait un gros paquet de plis qu'elles avaient rassemblée entre leurs jambes. Elles étaient assises en rond, calmes et détendues, répétant chacune à son tour la grande histoire de misère mille fois racontée la semaine précédente.

Miss Foster, ma mère, la mère de Bob. On eût dit les trois variantes d'un même modèle qui ne changeait jamais. Le cours du récit n'était pas troublé par les différences individuelles des variantes pas plus que son uniformité n'était affectée par leurs ressemblances. Il y avait des différences et il n'y en avait pas. Miss Foster avait six enfants, trois d'un boucher, deux d'un boulanger, on n'avait jamais su quel était le père du dernier. La mère de Bob en avait deux et ma mère un. La différence entre six, deux et un ne concernait pas les variantes elles-mêmes.

Dans ce coin de pays où deux barrières se rejoignaient, où le soleil filtrant à travers les feuilles se répandait à l'infini sur les champs, le modèle s'était composé dans la plus parfaite indifférence. Là-bas, au coin de la rue où les gens

du village fourraient tous les débris provenant du canal d'écoulement engorgé, le modèle se répétait à trois ou quatre ou quatorze exemplaires. Mais le grand nombre n'y changeait rien. Ici où les barrières se rejoignaient et s'unissaient silencieusement pour former un seul coin, il y en avait trois. Plus loin, là où les routes se croisaient, il y en avait davantage : treize, trente. Les trois qui étaient là se communiquaient des aventures et échangeaient des confidences qui donnaient un sens à leur vie. Le sens n'était pas clair pour elles, ce n'était pas leur affaire, ce ne le serait jamais. Les confidences auraient vraiment pu porter témoignage de ce qu'était la vie, mais elles n'en avaient jamais pris conscience.

Plus loin, d'autres pelletaient la terre. Eux aussi échangeaient des confidences tandis que la vie coulait en eux. Dans la vaste savane où l'herbe rase chantait dans la chaleur torride, le modèle avait pris plus d'extension. Ce n'était plus trois, ni treize ni trente variantes, c'était peut-être trois cents. Des hommes, des femmes, des enfants. Les hommes jouaient au cricket, les enfants à cache-cache. Les femmes étendaient leurs jupons empesés pour les faire sécher. Le soleil épandait sur eux tous sa lumière, de même que la vie coulait en eux tous. Trois, treize, trente, trois cents.

***

Un domaine dont, il y avait bien longtemps, les champs de canne à sucre avaient peu à peu gagné sur le pays comme un secret qui se répand, avait fini par former un village de trois mille âmes. Le propriétaire, un Anglais, Mr. Creighton, était mort, et le domaine avait échu à son fils des mains duquel il était passé à un autre fils qui, lorsqu'il mourut à son tour, l'avait cédé à un autre. Des générations avaient vécu et étaient mortes dans cette région écartée d'une petite colonie anglaise, la plus ancienne et la mieux conservée des colonies anglaises : les Barbades ou la petite Angleterre, comme on l'appelait dans les livres de classe du pays.

A l'est, là où les terres s'élevaient lentement jusqu'à une colline, se dressait un grand bâtiment de briques entouré d'un bois et d'un grand mur de pierre hérissé de tessons de bou-

teilles. Les propriétaires vivaient là, au milieu des arbres, à l'intérieur de leurs murs. Tout autour, dans la plaine, c'était une étendue monotone de petites maisons et de routes marneuses. De n'importe quel endroit, par temps clair, on pouvait voir la grande maison de briques perchée sur la colline. Quand il ne faisait pas trop chaud, le thé était servi sur le grand toit en terrasse et les gens du village, quand ils apercevaient à travers les arbres les mouvantes silhouettes se postaient derrière leurs barrières ou se faufilaient à travers bois, loin du mur, afin de voir comment les choses se passaient.

Allant et venant sur la terrasse, le maître, entouré de ses amis, leur désignait les limites de la propriété dans toutes les directions. Les amis étaient surtout des planteurs dont les domaines étaient restés purement agricoles. Ou bien c'étaient des Anglais de passage, propriétaires non-résidents de domaines qu'ils étaient venus voir.

On devinait que le maître des lieux leur expliquait la répartition des terres, les coutumes des habitants et les tâches qui lui incombaient en tant que possesseur du domaine. Les villageois, fascinés à l'idée d'un thé en plein air, continuaient à regarder, invisibles et bouche-bée.

Le bois était épais et sauvage avec des lianes qui s'enchevêtraient autour des racines noires et enflées des acajous. A toutes les heures du jour, les surveillants parcouraient les terres. C'étaient eux-mêmes des villageois auxquels ont accordait des faveurs spéciales comme celle d'avoir accès au château, ou de posséder, après vingt ans de location, le bout de terrain sur lequel était bâtie leur maison. Ils étaient sévères, cruels et brutaux. Les vols n'étaient pas rares, et le propriétaire se fiait entièrement au surveillant pour épouvanter et mettre en fuite les villageois les plus dangereux. Les surveillants portaient d'énormes trousseaux de clefs qu'ils faisaient sonner sans arrêt, en partie pour avertir les villageois de leur approche, et en partie pour se pénétrer du sentiment de leur propre importance. Cela semblait nécessaire puisque la moyenne des villageois montrait peu de respect pour le surveillant quand celui-ci ne les menaçait pas ou ne les maltraitait pas effectivement. Bien souvent, la pauvreté, le goût de l'aventure ou la peur de l'ennui les poussaient dans le bois où pondaient les poules de la maîtresse et où les lapins brou-

taient les jeunes pousses. Ils ramassaient les œufs et tendaient des pièges aux oiseaux et autres bêtes. Le maître ne cessait de se plaindre et les surveillants avaient une rude tâche. De temps en temps, le maître accusait les surveillants de complicité ou de négligence et les surveillants qui n'osaient jamais se défendre se soulageaient le cœur auprès des villageois que, pourtant, ils trouvaient envieux, jaloux et méchants.

« Tas de propres à rien de nègres » était une expression que les surveillants avaient spécialement inventée pour eux. Les villageois étaient un « tas de propres à rien de nègres » du moment qu'ils ne pouvaient voir l'un des leurs s'en sortir sans éprouver de l'envie et de la haine. Il en résultait un état de tension entre les surveillants et le reste du village. Chacun des deux représentait pour l'autre l'image de l'ennemi. Et il fallait détruire l'ennemi ou bien se le concilier. Le surveillant usait d'autorité ou de ruse. Le villageois était hostile ou obséquieux. Les plaintes du maître achevaient de découper les images à l'emporte-pièce, leur donnaient un tranchant qui les gravait dans l'esprit de toutes les couches de la population. Et ces images, indéfiniment répétées avaient formé un véritable mythe qui, telle une rumeur s'était propagé bien au-delà du village. Même ceux qui avaient de l'instruction, qui avaient plus ou moins passé par les meilleures écoles de l'île et qui, plus tard, étaient devenus d'importants fonctionnaires, même ceux-là, gardaient en eux cette image de l'ennemi, image tirée d'un passé profond dont eux-mêmes étaient issus, à la suite de vieilles expériences, aujourd'hui oubliées. L'image de l'ennemi. L'ennemi, c'était ça : les miens. L'ennemi était un « tas de propres à rien de nègres ». Les miens n'aimaient pas voir les leurs s'en sortir. Langage des surveillants, langage des fonctionnaires. Le mythe avait rongé leur conscience comme les vers rongent les pages des antiques documents. Ne pas se compromettre avec ces gens-là, avec les miens. Ils vous laissent toujours tomber. Ce qui fait dire aux Autres que nous n'avons pas le sens des responsabilités, pas le sens du devoir. Voilà ce qu'ils nous font ces « tas de propres à rien de nègres » à nous qui sommes des leurs. Alors les Autres disent que nous n'avons pas le sens du devoir. Comme

des enfants sous la menace de l'enfer, ils acceptaient d'instinct que les Autres, c'est-à-dire les Blancs, fussent supérieurs; et de plus il y avait toujours la peur de s'apercevoir que c'était peut-être vrai. Le monde de la perfection supposée des Autres était comme un poids mort qui paralysait leur énergie. Si ces « propres à rien de nègres » n'avaient pas été ce qu'ils étaient, les Autres n'auraient pas pu nous traiter ainsi. Suspicion, méfiance, hostilité. Cela jouait dans chaque décision. On ne peut jamais savoir avec les miens. C'était le langage du surveillant, le langage des autorités et plus tard le langage des avocats et des docteurs qui étaient revenus estampillés de ce qu'ils appelaient la culture de la Mère Patrie.

Pas de danger pour le propriétaire, pas de danger au village. D'une amertume réciproque due à la tension qui montait par moments était née cette image de l'ennemi. Et plus tard encore elle avait provoqué cette attitude que le surveillant arborait comme un uniforme et qui était devenu un substitut de son devoir. Ne pas prendre de risques, être partout et toujours sur ses gardes; être dur, sévère, brutal : voilà le devoir. Et le surveillant était l'ombre de l'agent de police qui, la nuit, patrouillait le village. Il arrivait toujours alerte, prêt, préparé. Il ne venait pas expliquer, renseigner, interpréter, partager votre expérience comme les autres hommes dans la routine des relations sociales. Il venait pour arrêter. Quelque chose allait mal, c'était certain. Le village aurait bien pu dormir; quelque part, dans les alentours, peut-être en lui, planait l'énorme, l'invisible, le menaçant fantôme, l'image même de l'ennemi. C'étaient là les miens. Dès que l'agent apparaissait, on sentait une appréhension. Des gens détendus et calmes à l'ordinaire devenaient nerveux, commençaient à se soupçonner eux-mêmes. Parfois, ils se glissaient le long des ruelles et sur les routes d'alentour pour prévenir les gens du village. L'agent était par là. Rien n'allait mal en apparence et pourtant quelque chose allait mal, c'était certain. Les enfants se cachaient derrière les barrières, épiaient avec effroi derrière les jalousies. Tous les quarts de siècle, ou après quelque calamité comme les inondations, le maître et sa famille parcouraient en voiture toutes les routes du village. Il inspectait les dégâts, observant tour à tour les

deux côtés de la route. Ceux qui n'étaient pas présentables couraient se cacher à son grand amusement, tandis que les petits garçons pris au dépourvu saluaient avec empressement s'ils attiraient son attention. Le maître souriait et sa femme à côté de lui souriait aussi. Leur fille, assise au fond de la voiture, regardait avec hauteur et dédain.

Deux chevaux aux brillants harnais de cuir tiraient la voiture à travers tout le village, s'arrêtant ici ou là quand la fantaisie en venait au maître. L'inspection durait toute la matinée. Le temps de voir la plupart des dégâts sérieux et d'estimer approximativement les réparations indispensables. En cas d'inondations, les réparations étaient simples. On refaisait le tracé des canaux d'écoulement et on débarrassait les routes des décombres. Ceci fait, on étendait une nouvelle couche de pierres et de cailloux. Les routes restaient ainsi, retournées et hérissées, pendant des semaines jusqu'au moment où, à force de les parcourir jour après jour, les piétons et les véhicules les avaient transformées en une blanche piste bien unie. Alors la route était neuve. Quand la voiture disparaissait, emportant le maître et sa famille, les petits garçons arrivaient pour répéter la scène. Deux faisaient les chevaux et trottaient à l'avant tandis que trois autres se plaçaient par derrière comme l'avaient fait le maître et sa famille. Les garçons avançaient lentement sur la route. Ils avaient l'air de faire une inspection analogue et discutaient entre eux de plans de réparations. Auparavant, après avoir contemplé le maître et ses amis sur la terrasse de la maison de briques, ils avaient reproduit, à l'abri des barrières la scène du thé en plein air. Ils avaient fait des soucoupes et des tasses avec un mélange de terre, d'eau et de salive qu'ils avaient laissé sécher au soleil. Puis ils s'étaient servis de thé à un bout de tuyau qui passait par là. L'imitation était saisissante. Le maître, le surveillant, les gens du village. L'image de l'ennemi. Le représentant de la loi sévère, féroce, brutal. Tout cela s'était uni pour former une image des Puissants.

Le monde des autorités existait quelque part sur les franges de la conscience villageoise. Des contacts directs avec le propriétaire auraient pu contribuer à une certaine compréhension de ce à quoi les Autres, c'est-à-dire les Blancs, ressemblaient; mais le surveillant, qui en principe était un média-

teur, avait fonctionné comme un pont qui servait bien. mais non pas pour passer d'une rive à l'autre. Un monde se terminait quelque part près du pont. Au-delà, c'était un autre plan de réalité, au-delà étaient les Puissants, représentés par le maître et sa grande maison de briques sur la colline. Chaque soir, la lumière se répandait à travers le bois et en haut de la colline, la maison semblait le symbole d'une bienveillante protection. C'était un château dont les terres n'étaient qu'une étendue de cours et de jardinets sordides. Quand les lumières s'éteignaient, quand le bois devenait sombre, les gens du village le remarquaient. Le maître avait éteint. Le maître était allé se coucher. C'était l'heure d'en faire autant. Une coutume s'était ainsi établie qui, plus tard, avait pris la valeur des choses continuellement répétées créant des habitudes sentimentales invétérées, et devenant l'unique référence de tous nos sentiments.

Je ne crois pas que le maître aimerait cela. Ce que voit le surveillant, le maître le sait sûrement. C'était vrai de tout. Les gens soumis vivaient dans l'espoir que les Puissants ne se montreraient pas offensés, les gens inquiets dans la crainte qu'ils ne le fussent.

.. ..

*
* *

Dans une cour, entre les murs il y avait un palmier chargé de noix de coco et devant, un vaste espace pierreux, marne et cailloux. On appelait le grand espace plein de cailloux la cour de l'école. L'école était dans un autre coin, bâtiment de bois à deux étages avec des fenêtres tout autour comme autant de bouches béantes. On laissait les fenêtres ouvertes, sauf quand il pleuvait, en maintenant les vitres avec un manche à balai. Dans un autre coin était l'église dont les bâtiments de pierre s'étendaient jusque dans la cour à quelques mètres de l'école. L'église avait l'air trois fois grande comme l'école avec ses fenêtres à auvent dont les vitraux sombres ne s'ouvraient jamais. L'intérieur était sombre, étouffant, étrange. Le mystère de l'église effrayait les enfants et ils n'y entraient jamais, sauf lorsqu'ils voulaient faire enrager

le sacristain en sonnant les cloches. L'église n'était pas l'église de l'école comme c'est souvent le cas, et les enfants n'avaient jamais compris pourquoi ces deux bâtiments avaient été édifiés dans le même enclos.

L'inspecteur de l'école était un Anglais et l'école était censée appartenir à la confession anglicane. Le contrôleur du culte chargé de l'église était aussi anglais, mais c'était un presbytérien. Deux fois par trimestre, l'inspecteur venait à l'école pour vérifier le nombre des élèves présents et faire passer des tests d'intelligence. En ces occasions, maîtres et élèves paraissaient également effrayés et le directeur de l'école, qui riait rarement, souriait tout le temps que durait la visite. Parfois, le ministre presbytérien faisait une causerie pleine d'entrain sur les activités de l'église et en ces moments-là personne ne paraissait avoir peur. Mais l'inspecteur et le ministre presbytérien ne se rencontraient jamais dans l'école. Le directeur de l'école ne leur ménageait jamais de rencontre, sauf en de rares occasions comme la journée de l'Empire.

Après les discours et les défilés, le directeur les emmenait dans sa maison qui occupait le quatrième coin de la cour. Dans un coin, un palmier et dans les autres, ces deux sanctuaires des lumières qui dominaient par-dessus les murs ceux qui, dans leurs baraques de planches demeuraient dans les ténèbres de l'ignorance.

Les enfants étaient rangés en bataillons serrés dans la cour de l'école. Un des bataillons représentait la classe enfantine et les huit autres les classes qui s'échelonnaient depuis la première classe, petite division, jusqu'à la septième classe. La première classe, petite division, comprenait les enfants de cinq à six ans, trop âgés pour la classe enfantine et pas assez avancés pour la grande école. Dans les grandes circonstances on l'appelait la première classe, petite division, mais d'habitude tout le monde en parlait comme des

B a ba donne un baba
B o bo j'ai du bobo

Il y avait neuf bataillons, ce qui faisait à peu près mille enfants. Les bataillons étaient très serrés, et du portail de

l'école on aurait cru voir un énorme navire dont la cargaison avait été mise en caisses et disposée sur le pont.

Chaque bataillon avait sa place. Les garçons se tenaient tranquilles, les mains jointes sur leurs fesses. Quelques-uns arrivaient à se gratter le derrière du doigt. Les maîtres avançaient très dignes entre les rangées pour voir si l'ordre régnait, et quand ils s'arrêtaient et hurlaient avec une brusquerie toute militaire « tion » les garçons levaient le pied gauche et le ramenaient lourdement à terre contre le pied droit. Leurs têtes étaient légèrement rejetées en arrière et leurs mains s'appuyaient à leur corps avec application. Quelques-uns étaient incapables de reconnaître rapidement la droite de la gauche et levaient la mauvaise jambe. Ils cognaient leurs chevilles nues contre celles de leurs voisins et ça faisait mal mais personne ne bronchait. C'était le 24 mai, l'anniversaire de la Reine.

Dans le ciel, un énorme soleil brillait, projetant sa lumière implacable sur les cailloux. Les feuilles de cocotier luisaient aussi et les vitraux de l'église et les plaques de zinc qui couvraient le toit de l'école. Tout semblait chavirer dans la lumière, le vent arrivait par brusques bouffées et les drapeaux ondulaient, l'école portait un uniforme de drapeaux : les portes, les fenêtres et tous les murs de séparation arboraient les couleurs royales. Il y avait de petits drapeaux et de grands drapeaux, des drapeaux ronds et des drapeaux carrés, des drapeaux avec des hampes et des drapeaux sans hampe et des drapeaux sur lesquels étaient imprimés des visages de rois et de princes, des navires, des trônes et des empires. Partout, le rouge le blanc et le bleu. De chaque coin de l'école s'envolait le message tricolore de l'Union Jack. Et ces couleurs, bien qu'elles ne fussent que trois, arrivaient à produire par leur continuelle répétition quelque chose d'immense et de terrible, une sorte de lourde présence dont chacun se sentait faire partie. Les enfants de la classe enfantine regardaient émerveillés. Il leur semblait contempler un mystère qui était sa propre révélation et c'est pourquoi il n'y avait pas besoin de poser de questions. Les garçons de la grande école regardaient d'un air de triomphe. Ils assistaient à un événement qui s'expliquait tout seul. Le

rouge, le blanc, le bleu. Comme ces couleurs étaient intenses et profondes.

Une foule de gens étaient massés partout sur les murs. Il y avait les parents des enfants qui étaient rangés en bataillons ou les enfants qui n'allaient pas à cette école. Les vieux voyaient les drapeaux et parlaient de l'ancien temps. Il y avait si longtemps et pourtant rien n'avait vraiment changé. Il y avait davantage de drapeaux à présent, les écoles étaient plus grandes et les enfants plus intelligents. Ils pouvaient recevoir et donner des ordres, et défiler devant l'inspecteur. Et ils comprenaient le sens des grands mots, mais rien n'avait vraiment changé. Les drapeaux étaient de la même couleur. De leur temps c'était une reine, maintenant c'était un roi. Mais c'était le même trône. Cette bonne vieille Angleterre et cette vieille Petite Angleterre. Elles ne s'étaient jamais séparées depuis qu'elles s'étaient rencontrées il y a bien longtemps, était-ce sous le règne de James ou de Charles ? Ils ne savaient pas au juste, mais c'était un James ou un Charles, que Dieu bénisse son nom. Il y avait trois cents ans, plus d'années que n'en peut conserver la mémoire, la Grande Angleterre avait rencontré la Petite Angleterre et mis la main sur elle, et la Petite Angleterre, comme une enfant raisonnable, s'était laissée faire. Trois cents ans, et jamais pendant si longtemps, aucune autre nation n'avait osé intervenir entre elles deux. Les Barbades ou Petite Angleterre était la plus ancienne et la plus pure des Enfants de l'Angleterre, et pourvu qu'elle le demeure. Les autres avaient changé de mains. Les unes étaient françaises, les autres espagnoles. Mais la Petite Angleterre était restée fidèle à la Grande Angleterre. Jusqu'à ce jour. Et vraiment c'était l'œuvre de Dieu. La main du Seigneur jouait un grand rôle dans cette union. Et qui sait ? Peut-être qu'un jour, avant que le temps ne se soit mué en éternité, la Petite Angleterre et la Grande Angleterre les ointes du Seigneur, la main dans la main, en viendraient à régner sur le monde.

Dans la guerre de 14, elles avaient combattu côte à côte comme elles le feraient encore, n'importe quand. La Grande Angleterre n'avait qu'à dire un mot et la Petite Angleterre suivrait. La Grande Angleterre avait la plus puissante flotte et la Petite Angleterre les meilleurs pêcheurs du monde. A

elles deux, elles étaient maîtresses des mers et en tous temps, en tous lieux, en paix ou en guerre, tant qu'elles seraient du même côté, on pouvait compter sur la victoire.

*
* *

Une auto traversa lentement la cour de l'école avec un drapeau planté sur le capot et puis on n'entendit plus que le bruit du vent dans les arbres. L'inspecteur descendit de l'auto et il avait à peine mis pied à terre qu'un des maîtres avait hurlé un ordre. Avec un ensemble saisissant chaque bataillon salua. Alors on n'entendit plus que le bruit du vent dans les arbres, et le silence abandonna peu à peu chaque colonne se muant en graves accents d'invocation.

God save our gracious King
Long Live our noble King
God save the King.

Au commandement des maîtres, les garçons laissèrent retomber le bras. Ils restèrent au garde à vous et quand vint l'ordre suivant, ils se détendirent. Le directeur conduisit l'inspecteur à une estrade dressée au milieu de la cour. L'inspecteur portait un costume blanc avec une décoration rouge, blanche et bleue au revers de son veston. Il ne cessait de sourire tandis que le directeur grimaçait avec un sourire jovial comme si l'inspecteur et lui avaient partagé un secret que les autres étaient chargés de deviner. L'inspecteur s'immobilisa au centre de la plateforme et tous les regards étaient rivés sur lui. Il eut un regard circulaire et se mit à parler.

« Chers enfants, chers maîtres. Une fois encore nous voici réunis pour rendre hommage à la mémoire d'une grande reine. Nous sommes tous sujets et citoyens de ce vaste ensemble qu'est l'Empire britannique, et votre loyalisme envers l'Empire se manifeste dans cette splendide réussite que constituent la décoration de votre école et la discipline de ces bataillons. Nous vivons une époque difficile, mes enfants. Nous attendons dans la plus profonde anxiété les nouvelles de ce qui se passe à l'autre bout du monde. Ceux d'entre

vous qui lisent les journaux ont entendu parler de la guerre d'Abyssinie. Vous avez pu voir les photos de l'empereur d'Ethiopie et les plus grands d'entre vous ont pu se demander ce que tout cela voulait dire. Vous ne devez pas oublier que l'Empire britannique s'est toujours employé à maintenir la paix dans le monde. Telle est la tâche que Dieu lui a confiée. Et s'il n'a pas toujours réussi à sauvegarder cette paix, ce fut à cause d'événements qui échappaient à son emprise. Mais rappelez-vous, quoi qu'il advienne, mes enfants, en n'importe quelle partie du monde, quoi qu'il vous advienne à vous, dans cette île des Barbades, orgueil et trésor de l'Empire, que nous sommes toujours du côté de l'Empire, que nous sommes toujours du côté de la paix. Vous êtes avec nous et nous sommes avec vous ; et nous marcherons ensemble dans la voie tracée par le Seigneur. Laissez-moi vous dire combien je suis touché par cette décoration. J'espère que je n'éveillerai aucune jalousie dans cette île, parmi les écoles de mon ressort, en déclarant qu'une telle magnificence ne pourrait être surpassée par nos écoliers anglais. »

Elèves et maîtres applaudirent et ses dernières paroles se perdirent dans le bruit. L'inspecteur attendit la fin des acclamations et conclut :

« Les Barbades sont vraiment la Petite Angleterre. »

Il descendit de l'estrade et les applaudissements reprirent avec une énergie accrue. Le directeur s'avança et secoua avec gratitude la main de l'inspecteur, puis rayonnant d'enthousiasme il fit un pas sur l'estrade et hurla :

« Trois hourras pour l'école. Hip, pip, pip, hurrahhahrah Hippiippip... Hurrahhhaararararah... Hip pip pip... Hurrahhhaararararah... »

Les élèves se mirent au garde à vous et les maîtres lancèrent pêle-mêle leurs ordres aux bataillons. Tous parlaient à la fois mais les ordres n'étaient pas les mêmes. Quand on ordonnait : « Repos à la sixième classe », la 5e recevait l'ordre de marche. Du haut de l'estrade, l'inspecteur et le directeur considéraient en souriant cette innocente émulation. Enfin, quand les ordres eurent été lancés et les alignements rectifiés à la satisfaction des maîtres, les élèves défilèrent en cercles, bataillon après bataillon autour de l'estrade. Quand ils en furent au dernier cercle, ils firent le salut.

L'inspecteur répondit au salut et les regarda rentrer en file, un par un dans l'école. Le défilé était terminé.



Quatre garçons des grandes classes revinrent enlever l'estrade et la rapporter dans la classe à laquelle elle appartenait, et le directeur et l'inspecteur demeurèrent seuls dans la cour. Ils se tenaient à l'endroit qu'avait occupé l'estrade, en causant tranquillement. Le directeur avait les mains jointes derrière le dos et on voyait ses dents entre ses grosses lèvres. L'inspecteur se tenait un peu voûté, les bras tombant tout droit des épaules et les deux mains au même niveau. Son visage était lisse et souriant. Ils avaient l'air tout à fait à l'aise et chez eux, dans cet ensemble fait d'apparences et de formalités. L'un près de l'autre, ils formaient un vif contraste mais en un certain sens ils semblaient appartenir au même ordre de choses. L'inspecteur était blanc, lisse et frais comme un caillou. Le visage du directeur, noir et cuit au soleil, était d'un ton plus riche et plus fort. C'était agréable de les voir parler d'homme à homme, comme auraient dit les gens du village, pourtant ce ne devait pas être tout à fait des rapports d'homme à homme. Par instant, ils s'observaient réciproquement, comme fait un chat d'une souris, d'un air enjoué mais grave, l'inspecteur souriait et le visage du directeur lui rendait son sourire et le chat qui était en chacun souriait aussi. Ce n'était pas un sourire rassurant. Il ne paraissait pas inconcevable que l'un des chats bondît sur l'autre pour boire son sang. Il y avait entre eux un je ne sais quoi de terrible qui évoquait le vampire. L'inspecteur était plus lisse que quoi que ce soit au monde si ce n'est un mal blanc. Il arrivait qu'un villageois attrapât une tique à l'orteil ; il n'y prenait pas garde et l'insecte pondait dans la chair. Sous la peau de l'orteil se trouvait bientôt un petit sac pullulant de tiques. L'orteil enflait et devenait une grosseur blanche, lisse et luisante. Les tiques logeaient sous une peau inexprimablement lisse. Quand on piquait l'orteil avec une épingle, la peau éclatait et le pus se répandait. C'en était fini de la douceur lisse, mais on ne pouvait plus l'oublier. On ne pouvait pas l'oublier quand on voyait le

sourire de l'inspecteur lisse comme l'enveloppe du pus. Ça s'amassait là-dessous et ça sécrètait bien tranquillement en cachette. Le directeur aussi était lisse, mais il avait la peau grossière, noire et brillante, comme la sangsue que les gens avaient vue sur le bras de Mr. Foster. Quand Mr. Foster avait eu son empoisonnement du sang, le docteur avait donné l'ordre de lui mettre une sangsue au bras. Noire et brillante la sangsue rampait le long du bras et les gens la regardaient s'engraisser du sang qu'elle absorbait. Se dirigeant vers l'école au côté de l'inspecteur, le directeur avait cette même allure de sangsue noire et brillante, et quand il rendait son sourire à l'inspecteur, ses joues se gonflaient comme si elles s'engraissaient des impressions qu'elles étaient en train d'absorber.

***

La seconde partie de la cérémonie commença par l'inspection des classes. Trois classes se distinguèrent particulièrement et on annonça par la suite celle qui avait gagné la médaille de l'inspecteur.

Les élèves étaient tous assis. L'inspecteur était assis sur une chaise sur l'estrade. Le directeur seul était debout. Il appelait à tour de rôle la classe qui devait concourir. Le maître de la classe, partagé entre la crainte et l'impatience, attendait le signal du directeur et, dès que celui-ci était lancé, il donnait avec calme le départ et se confiait au sort. La petite classe, première division, était la plus proche de l'estrade. Elle fut la première à se lever et à réciter la leçon qu'elle apprenait depuis trois mois. Le maître donna le signal et tous les enfants entonnèrent en chœur :

B-a ba donne un baba
B-o bo j'ai du bobo
B-a ba donne un baba
B-o bo j'ai du bobo

Ils récitèrent sans faute et l'inspecteur applaudit. Le maître rit en regardant sa classe et fit claquer son doigt. Les élèves se poussèrent du coude et grimacèrent paisiblement un sourire. Changement à vue : une des grandes classes entrait

en scène. Le maître se tenait auprès d'elle et quand il jugea que les élèves étaient calmés, il dit à mi-voix :

— Prêts ? Silence, allez-y.

Et les garçons se mirent à réciter la leçon qu'ils apprenaient depuis trois mois.

Trente jours ont septembre
Avril, juin et novembre.
Le reste en a trente et un
Excepté février qui n'en a que vingt-huit et
Vingt-neuf les années bisextiles.

L'inspecteur fut charmé et applaudit et la scène changea une fois de plus.

L'épreuve suivante était un examen vocal, c'était à la septième qu'il incomba. La septième avait deux maîtres, mais en pareilles circonstances un seul était autorisé à se montrer. L'autre était parmi les élèves. Le premier était aussi professeur de musique. Il se tint devant la classe, tenant sa règle de la main droite et levant la gauche en l'air. Ses bras formaient un demi-cercle au-dessus de sa tête et, au moment où ils se rencontrèrent et pointèrent droit vers la classe, les voix s'élevèrent. Les huit premiers rangs étaient occupés par les voix aiguës, les trois derniers par les basses, le rang de côté par les voix moyennes. Ils chantèrent l'hymne que la classe répétait depuis trois mois.

Seigneur, qui fus notre appui dans le passé
Qui es notre espoir dans les années à venir
Tu es notre refuge dans la tempête
Et notre demeure éternelle.

C'était fini, et tout le monde s'assit, excepté le directeur qui fit un discours. Il se déclara satisfait du nombre des élèves présents qui, dit-il, était le plus important qu'on eût enregistré depuis bien des années. Il annonça que la cinquième avait gagné la médaille de l'inspecteur, le moniteur de la cinquième s'avança parmi les applaudissements et prit la médaille. Il la donna au sous-maître qui l'accrocha à un clou de la cloison, juste au-dessous de la pancarte 5. Alors le directeur annonça que trois élèves de l'école allaient entrer à l'Ecole Supérieure. Ils avaient obtenu des bourses d'études et il en était fier. Il parla avec émotion de leur belle réussite.

— Ils vont poursuivre ce que nous appelons des études supérieures, dit-il. Ils apprendront les mathématiques, les sciences et ainsi de suite. Ici, comme vous savez, nous enseignons l'arithmétique jusqu'aux intérêts composés non compris et quelquefois compris. Les élèves de la septième n'ont plus rien à apprendre sur les problèmes de capital et d'intérêt. Pour l'algèbre et la géométrie, nous en laissons le soin à l'Ecole Supérieure. Mais sans les bases solides que nous leur donnons en arithmétique, les élèves ne pourraient rien comprendre à ces matières. Nous sommes fiers d'eux, l'avenir leur appartient. Et ils se souviendront toujours avec reconnaissance de l'école qui leur a enseigné les premiers éléments !

L'école applaudit et les trois garçons s'avancèrent vers l'inspecteur pour lui serrer la main.

— Comme vous le savez, reprit le directeur, lors de chaque Journée impériale, nous donnons des pennies aux enfants. C'est le cadeau de la Reine et c'était une grande et vénérable reine. Et c'est la coutume ici, comme dans toutes les écoles, de donner un penny aux élèves de la petite école et à ceux de la grande jusqu'à la quatrième classe. Les autres reçoivent deux pennies. Les trois élèves reçus à leur examen recevront chacun trois pennies. Vous devez tous bien réfléchir au moment de dépenser votre penny. Ne le gaspillez pas. La reine Victoria était une reine pleine de sagesse et elle aurait souhaité que vous dépensiez votre penny avec sagesse. Quelques élèves de la septième croient savoir ce que c'est que d'être roi. Eh bien ! Victoria fut une vraie reine.

Un fou rire partit d'un coin de la salle. Le visage du directeur se rembrunit et chacun ressentit avec terreur le changement qui venait de s'opérer en lui.

— Allons, apportez les pennies, dit-il brusquement.

Et il descendit de l'estrade.

On apporta les pennies et l'inspecteur qui n'assistait jamais à la distribution se leva et se prépara à partir. Le directeur donna un coup de sifflet et toute l'école se leva pour saluer la sortie de l'inspecteur. Le directeur donna un second coup de sifflet et tout le monde se rassit. Il remonta sur l'estrade et scruta tous les visages. Le sien était devenu brutal, triste et irrité. On avait du mal à comprendre ce

qu'il disait, sa voix était très basse et comme étouffée par une sorte de terreur.

— Je n'ai jamais voulu qu'on dise qu'il y avait des voyous dans mon école, dit-il, je ne veux pas de voyous qui ricanent en présence de personnes respectables. J'ai toujours voulu qu'on dise que les élèves de l'école Groddeck étaient des gentlemen. Mais les gentlemen ne ricanent pas et ne pouffent pas comme des bouffons et surtout en présence de personnes respectables, de personnes qui détiennent le pouvoir et l'autorité.

L'école entière se taisait, chacun semblait frissonner sous la menace de cette voix.

— Qui est-ce qui a ri quand j'ai parlé de la reine ? demanda-t-il.

Personne ne broncha.

— Je demande qui a ri ! cria-t-il d'une voix forte en saisissant l'épaisse lanière de cuir qui se trouvait sur son bureau.

C'était une lanière en peau de vache séchée et macérée dans la résine qui lui servait pour les punitions. Il s'avança en criant :

— Je demande une dernière fois, qui a ri ? Répondez où je vous taperai tous dessus, maudits que vous êtes, du crâne jusqu'au bas des reins.

La terreur montait. Le silence était terrible et lourd comme la certitude de la mort.

Un élève de la septième se leva pour dire quelque chose.

La voix cinglante du directeur lui coupa la parole.

— Arrive ici.

L'élève demeura où il était. Il voulait expliquer quelque chose. Personne ne pouvait savoir si c'était lui le coupable ou s'il voulait en désigner un autre. Il fit un pas en avant, se préparant à parler. Le directeur tremblait, comme s'il redoutait l'étendue de la responsabilité qu'il allait assumer. Il prit la lanière de cuir qu'il avait passée autour de son cou et attendit que l'élève s'approchât. Celui-ci s'arrêta net et le directeur s'empourpra.

— Arrive ici, répéta-t-il.

Il le regardait comme s'il avait été l'incarnation des sept péchés capitaux. Epouvanté, l'enfant bondit par-dessus les

tables et les bancs, sauta par-dessus la tête des autres et s'enfuit vers la porte. Les maîtres le rattrapèrent au moment où il essayait de franchir la rampe et le ramenèrent. Il était incapable d'articuler une parole. Quatre garçons reçurent l'ordre de lui lier pieds et mains et de l'étendre à plat sur un banc. Le directeur ôta sa veste et saisit la lanière. Au premier coup l'étoffe du pantalon craqua et mit à découvert les fesses noires. Le gosse fit entendre le hurlement bref de l'animal qu'on égorge. Nul n'aurait su dire combien de temps il fut battu ni combien de coups il reçut. Mais quand il se remit debout, soutenu par les quatre élèves, il était à demi évanoui, il chancelait et l'ordure coulait le long de ses jambes. Les garçons le traînèrent dehors et le portèrent jusqu'à la prise d'eau de la cour.

(*A suivre.*)

Georges LAMMING.

(*Traduit par Colette Audry et Henriette Etienne.*)

(*George Lamming est né aux Barbades en 1927 d'une mère de couleur et d'un père anglais. Ses études terminées il enseigne quatre ans aux Antilles et vient en Angleterre en 1950. Après avoir travaillé dans différentes usines il est chargé d'une revue de livres à la B.B.C. « Les Iles fortunées »* (In the castle of my skin) *est sa première œuvre en prose, mais il a déjà publié des poèmes.*)

Jean Stoetzel.

JEUNESSE SANS CHRYSANTHÈME[1] NI SABRE (I)

En octobre 1951, le Département des Sciences sociales de l'U.N.E.S.C.O. chargea un sociologue français, Jean Stoetzel, et un japonologue néerlandais, Vos, de faire une enquête sur les « attitudes de la jeunesse japonaise ». Stoetzel, professeur à l'Université de Bordeaux et directeur de l'Institut Français de l'Opinion Publique, fut chargé de la rédaction du rapport[1]*, dont nous présentons ici quelques extraits.*

L'arrogance effrontée avec laquelle le Japon militariste et impérialiste a manifesté au monde sa volonté de puissance, la brutalité de ses agressions sur le continent asiatique et dans l'espace de l'Océan Pacifique, l'acharnement quasi surhumain de sa résistance militaire et morale quand le sort des armes à commencé à tourner, ont produit dans le monde une impression aussi profonde que durable, ont imprimé pour longtemps dans les esprits l'idée que le foyer d'incendie japonais, maîtrisé en 1945 dans les conditions que l'on sait, couve peut-être encore sous les ruines et les cendres, qu'il mérite d'être surveillé avec une attention soupçonneuse, comme on surveille un volcan, présentement inactif, mais qui pourra à tout instant redevenir redoutable.

Les puissances alliées, par le truchement de S.C.A.P.[2], sont intervenues pour tarir les sources institutionnelles de l'efficacité totalitaire du militarisme et de l'impérialisme japonais. Le régime impérial a été profondément modifié, et tout ce qui en découle et s'y rattache; apparemment il n'en reste plus qu'une façade, sans charpente et sans épaisseur. L'empereur subsiste, certes, mais seulement comme un sym-

1. Publié par l'U.N.E.S.C.O. à la librairie Plon (coll. « Recherches en sciences humaines », n° 3).
2. *Supreme Command of the Allied Powers*; ultérieurement : *Commander.*

bole de l'unité nationale. La souveraineté a été remise au peuple. Le droit de la famille, la condition légale des femmes ont complètement changé de caractère. De véritables révolutions socio-économiques ont été introduites avec la réforme agraire et la dispersion des *zaibatsu*. La religion politique, d'un trait de plume, a été renvoyée au néant. L'instruction nationale a été soumise à une refonte totale. Par un texte formel de la nouvelle Constitution, l'armée a été totalement et perpétuellement supprimée, désintégrée d'une manière aussi spectaculaire que les villes de Hiroshima et de Nagasaki. Aucune parcelle ne subsiste du métal incomparable dont était fait le sabre des samourai ; le chrysanthème, emblème de la maison impériale, a disparu entièrement : l'étranger s'en rend compte en examinant les nouveaux timbres-poste.

A la veille du jour où le Japon retrouvait son indépendance, dans quelles dispositions allaient se trouver une jeunesse privée de ses deux symboles nationaux, le chrysanthème et l'épée ? Quels regards jetterait-elle sur un monde, sinon hostile, du moins vainqueur; quelle place la politique étrangère tiendrait-elle dans ses préoccupations ? si, au lieu de s'enfermer dans un nationalisme farouche, elle manifestait un intérêt pour les pays étrangers, saurait-elle discriminer entre ceux-ci, et dans l'affirmative, comment répartirait-elle ses amitiés et ses admirations ? accepterait-elle comme une chose bonne le désarmement imposé du dehors ou caresserait-elle des idées de revanche, et si la politique pacifique, si l'idéologie pacifiste recueillaient ses suffrages, soutiendrait-elle inconditionnellement cette politique et cette idéologie, ou leur assignerait-elle des limites, à ne pas outrepasser ? De telles questions, compte tenu de la situation d'actualité, avaient leur place dans le plan d'une enquête sur les attitudes de la jeunesse japonaise, et l'on voit bien que ces questions comportent une signification politique directe.

Bien plus, étudier ce que pense et ce que veut la jeunesse japonaise, c'est rechercher quelles sont ses attitudes en face des institutions : que pense-t-elle de l'organisation économique ? quels sont ses comportements en face de l'autorité politique et administrative, devant la figure de l'Empereur ? quelles initiatives est-elle disposée à prendre, sur quelle participation active peut-on compter ? Dans le domaine familial,

les jeunes, soumis traditionnellement à l'autorité de la génération précédente vont-ils saisir l'occasion de liberté qui leur est offerte; quels choix feront-ils parmi les possibilités que leur présentent les articles nouveaux du code civil ? quelles idées ont-ils sur le statut des femmes dans la société, dans la famille, dans les relations interpersonnelles ? à la veille de contracter mariage, quel genre de mariage veulent-ils conclure ? comment conçoivent-ils le foyer qu'ils vont eux-mêmes prochainement fonder ? quel intérêt prennent-ils à la morale traditionnelle, d'une manière plus générale quel attachement ont-ils pour la tradition ? Les implications politiques de pareilles questions, qui très certainement appartiennent au programme d'une étude des attitudes de la jeunesse japonaise, ne sont pas moins évidentes. Car les réponses, si elles sont suffisamment claires, franchement inclinées dans un sens ou dans l'autre, permettront d'évaluer les chances de voir le Japon nouveau se modifier dans une direction démocratique, ou retrouver, sous une forme ou sous une autre, une orientation totalitaire.

.. ..

Toutes les réformes ont eu en vue l'objectif de réduire l'autorité oppressive qui pesait sur l'individu, dans la famille, dans la vie économique et professionnelle, dans le domaine civique et public : comment les jeunes se comportent-ils désormais devant l'autorité sous toutes ses formes, se sentent-ils libres, se veulent-ils libres, ont-ils le sens de la liberté, c'est-à-dire l'intention de la participation sociale dans un esprit d'initiative et en même temps le sentiment de leur responsabilité ?

On comprend bien qu'ici, encore plus que lorsqu'il s'agit des relations internationales et des problèmes du militarisme et du pacifisme, il est moins important de saisir synthétiquement l'*animus* de la société japonaise d'aujourd'hui, que de chercher à analyser les éléments d'une situation psychosociale infiniment complexe. Jamais probablement dans l'histoire sociologique du Japon les options culturelles n'ont été aussi nombreuses ni aussi contradictoires; les règles de vie traditionnelles subsistent, avec les générations qui n'ont pas connu d'autres manières de faire; des couches de traits culturels nouveaux y ont été surajoutées depuis l'ère de Meiji,

provoquant à l'occasion une désorientation perçue jusque dans les plus lointaines campagnes; dès 1936, Embree pouvait percevoir ces changements à Suye-mura et bien des auteurs japonais l'ont noté. Mais désormais l'ambiguité des valeurs est, pour ainsi dire, la règle; la chose est si évidente que, dans certains cas, le législateur s'est refusé à trancher, abandonnant la responsabilité des choix au public lui-même. L'investigation devra donc, en présence des principales options possibles, s'efforcer d'évaluer la force de chaque courant, de dénombrer les attitudes ouvertement progressistes et les attitudes ouvertement traditionnelles; bien plus, il faudra tâcher de mettre au jour les ambivalences et de voir comment elles se résolvent pratiquement. Ultimement, l'analyse convergera vers l'antithèse autorité-liberté : l'autorité est donnée, mais la liberté se conquiert, dans des conditions plus ou moins favorables; les jeunes Japonais sont-ils capables d'autonomie, et dans quelle mesure, ou tendent-ils à fuir la liberté ?

.. ..

Les réformes récentes

La situation actuelle du Japon se ressent profondément de la guerre et de la défaite. De graves problèmes économiques et démographiques se posent; le niveau de vie général qui, comparé aux pays occidentaux, a toujours été bas, a considérablement empiré; sur la base 100 pour les années 1934-36, il a atteint 58 en 1947 et ne dépassait encore pas 75 en 1950. La population, longtemps demeurée stationnaire, mais imprudemment stimulée à croître depuis l'époque de Meiji, atteint des dimensions qui alarment actuellement beaucoup de Japonais; aux charges d'une natalité abondante s'est ajouté, à la fin des hostilités, le fardeau des rapatriements : sans parler des retours de militaires, au nombre de 3.000.000 environ, mais qui n'auraient pas quitté le pays sans la guerre, un nombre à peu près égal de Japonais ont dû quitter les territerritoires perdus; ces rapatriements excèdent de 2.000.000 les départs d'étrangers. L'agriculture et le commerce ont absorbé beaucoup de chômeurs potentiels, mais ces solutions sont malsaines, et c'est 720.000 emplois nouveaux par an pen-

dant 10 ans que l'industrie devra trouver pour arriver à un équilibre économico-démographique [1]. Financièrement, le phénomène classique et désastreux de l'inflation s'est produit, entraînant la montée vertigineuse des prix.

Cependant, tout en restant au-dessous du médiocre, la situation économique et sociale s'améliore : l'examen même superficiel de toutes les statistiques le montre; l'indice de l'activité industrielle a dépassé en 1949 le niveau de 1930, après l'effondrement de 1944-45; la production et la consommation de riz et de thé se relèvent; au cours des dernières années, les salaires industriels ont monté davantage que les prix réels. Le public japonais en a souvent le sentiment; après un choc si rude, il serait déplacé de parler d'enthousiasme en ce qui concerne l'avenir; au moins constate-t-on des éléments d'optimisme.

.. ..

Un ébranlement plus profond a été donné au Japon : les réformes imposées ou suggérées par les occupants, réalisées ou acceptées par les Japonais eux-mêmes, ne tendent rien moins qu'à bouleverser la structure de la société traditionnelle. Le Japon a certes connu, au cours de sa longue histoire, bien des réformes profondes; mais il s'agissait toujours de confirmer la nation japonaise dans ce qui lui paraissait être sa vocation. Même les profonds changements de l'ère de Meiji, au moins dans les intentions, n'étaient pas orientés vers une refonte; il ne s'agissait que d'une restauration. Aux nuances près, les réformes actuelles constituent une révolution.

Pour faire comprendre les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'enquête décidée par l'U.N.E.S.C.O. concernant les attitudes de la jeunesse japonaise, il est donc indispensable de tenter une présentation d'au moins certaines de ces réformes. Il ne sera pas possible d'entrer ici dans le détail. Il ne s'agira même pas d'un bilan établi pour lui-même. Mais on s'efforcera de préciser le nouveau cadre juridico-social qui s'offre aux jeunes Japonais. Les dispositions nouvelles sont forcément souvent en conflit avec la culture tradition-

1. Voir le remarquable article de Ayanori Okasaki. « Le problème et la politique démographiques au Japon. » *Population*, 1952, 7, 207-226.

nelle, puisqu'elles étaient originairement destinées à la supplanter. Les jeunes, qui n'ont pas encore trouvé leur statut final dans la société, auront donc des choix à faire, la situation dans laquelle ils sont placés apparaît comme essentiellement ambivalente.

*
* *

Les formes de la reddition du Japon, le 15 août 1945, mettaient déjà virtuellement fin au pouvoir absolu de l'Empereur : en effet, elle consista dans une acceptation (par l'Empereur lui-même) de la déclaration de Potsdam, laquelle exigeait la « réanimation et le renforcement de la tendance démocratique dans le peuple japonais » et « la décision d'une structure politique basée sur la volonté librement exprimée de son peuple ». Comme l'écrit un auteur, « puisqu'il l'avait acceptée, le Japon, par conséquent, n'avait pas d'autre moyen de recouvrer la confiance du monde en qualité de nation pacifique que d'établir une structure politique démocratique par une réforme du système politique traditionnel. Et dans cette réforme, il était évident que le statut et le pouvoir de l'Empereur, qui était le chef suprême de la structure politique traditionnelle, devrait aussi inévitablement subir certains changements, bon gré mal gré, si les clauses de la déclaration devaient être fidèlement exécutées » [1]. En fait, après bien des discussions, le texte de la Constitution révisée rendu public par le gouvernement japonais le 17 avril 1946 contenait un préambule et un Article 1er qui traitaient du statut et des pouvoirs de l'Empereur. Ces deux passages, dans la traduction anglaise parue dans le *Nippon Times*, s'exprimaient de la manière suivante : « Nous, le peuple japonais... proclamons la souveraineté de la volonté du peuple, et ordonnons et établissons cette Constitution. Le gouvernement est un dépôt sacré du peuple, son autorité dérive du peuple, ses pouvoirs sont exercés par les représentants du peuple et ses avantages sont pour le bénéfice du peuple » (préambule);

1. Genji Okubo, *The problems of the Emperor system in postwar Japan*, Tôkyô, 1948, 1 broch. x 87 p., p. 19. L'analyse subséquente est essentiellement basée sur ce travail.

« L'Empereur sera le symbole de l'Etat et de l'unité du peuple, tenant sa position de la volonté souveraine du peuple» (art. 1er). Ces passages paraissent assez clairs : l'Empereur a un statut de symbole, qu'il tient de la souveraineté populaire; la formule démocratique de Lincoln, « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple », est fidèlement paraphrasée; pour faire bonne mesure, on a même recopié les premiers mots de la Constitution américaine, « *We, the people of the United States...* » (Nous, le peuple des Etats-Unis...). La même année, l'Empereur avait déjà déclaré solennellement, dans le rescrit impérial du 1er janvier 1946 : « Je ne suis pas une divinité vivante ». Les bases d'une sujétion aveugle au pouvoir impérial, dont les gouvernements militaristes ont su si complètement tirer parti, semblent donc radicalement extirpées.

En fait, dans la perspective japonaise, les choses ne sont pas aussi simples. D'abord, l'auteur à qui nous nous référons remarque que la traduction anglaise ne correspond pas rigoureusement à l'original japonais : là où nous lisons « la souveraineté de la volonté du peuple », il y a seulement « [nous proclamons] que la volonté générale du peuple est suprême »; de même au lieu de « la volonté souveraine » (« tenant sa position de la volonté souveraine du peuple »), on lit dans le japonais : « la suprême volonté générale »; ce n'est pas la même chose et en tout cas le traducteur a évité, pour une raison qui n'est pas donnée, de rendre exactement l'original en anglais. De plus, ce n'est pas l'équivalent du mot «peuple» (*jin min*), systématiquement utilisé dans la traduction, qui apparaît dans l'original, mais *kokumin*, c'est-à-dire «nation», « mot communément employé pour représenter le corps du peuple transcendant les classes dans les rapports avec les pays étrangers ». Il n'y a pas de doute, estime Okubo, que l'emploi de kokumin de préférence à jin min est responsable de beaucoup de discussions à la Diète, qui ont eu pour centre l'obscurité qui plane sur le siège de la souveraineté; l'emploi du mot jin min aurait défini clairement et sans ergotage possible le siège de la souveraineté.

Mais il y a plus. La nouvelle Constitution, défendue par le ministère Yoshida après les élections d'avril 1946, avait été préparée par son précédesseur, le ministère Shidehara,

qui en avait publié l'essentiel dès le 6 mars : or c'est avec une grande surprise qu'on avait vu ce ministère réduire le statut de l'Empereur à celui de symbole, et restreindre considérablement ses prérogatives ; ce ministère défendait en effet les mêmes intérêts que celui du prince Higashikuni, constitué après la défaite, qui n'ayant rien appris ni rien oublié, avait dû se retirer en recevant certains ordres des autorités d'occupation (S.C.A.P.). Le ministre de l'Education Tamon Maeda, dans le cabinet Shidehara, n'avait pas hésité à déclarer : « La démocratie japonisée doit être le nouveau principe directeur des éducateurs après la fin des hostilités. En d'autres termes, elle doit être basée sur l'idée que la relation entre l'Empereur et les peuples doit être, en termes formels « le souverain et ses sujets », mais en réalité « père et fils ». Il ne sera pas permis aux éducateurs de « critiquer le régime impérial dans les classes ». La décision finale prise par le ministère Shidehara semble avoir été commandée par l'intention de limiter les dommages. En publiant son texte le 6 mars, le gouvernement « expliqua qu'il devait être aussi pacifique et démocratique afin de protéger le régime national en éliminant tout doute sur une répétition possible d'une guerre d'agression de la part du Japon dans l'esprit des Puissances alliées. En d'autres termes, le gouvernement désirait conserver l'Empereur par tous les moyens ». S'il en est bien ainsi, le texte de la Constitution devrait être pris dans un sens aussi limitatif que possible, dans la mesure où il établit les pouvoirs du peuple.

L'attitude du ministère Yoshida dans la suite des discussions est encore plus troublante. Dans les demandes d'éclaircissements relatives au siège de la souveraineté, jamais il ne consentit à trancher la question en termes non équivoques. Voici, à titre d'exemple, un passage d'une réponse du ministre d'Etat Kanamori : « Si la souveraineté doit être comprise comme signifiant la source réelle des pouvoirs moteurs des activités de l'Etat, ou sa volonté, on trouvera qu'elle réside dans l'ensemble du peuple, en y comprenant l'Empereur... La source de la volonté de l'Etat n'est pas directement représentée par les idées des personnes individuelles, et on ne considère pas non plus que les idées des personnes

individuelles forment directement la souveraineté. C'est seulement à travers l'unité du peuple que leurs idées respectives sont associées dans la volonté de l'Etat. Dans cette perspective, on peut dire que l'essence de la souveraineté dérive de la volonté du peuple organisé en une communauté, en y incluant l'Empereur comme un de ses membres. Cette unité du peuple est, je pense, produite par les liens affectifs qui les relient ensemble. Selon la terminologie adoptée par les spécialistes, les volontés individuelles du peuple sont représentées par la volonté de l'entité coopérative nationale. »

Le gouvernement se dérobe donc derrière des théories compliquées, trop compliquées pour quelqu'un qui voudrait simplement admettre que le peuple est souverain. C'est pourtant ce qu'on croit lire dans la Constitution, c'est ce que le professeur Shigeru Nambara, président de l'Université de Tokyo faisait remarquer à la Chambre des Pairs : « Il est manifeste dans le préambule et l'article premier de la Constitution révisée que la souveraineté réside maintenant dans le peuple. L'Empereur n'est plus la source de la volonté suprême de l'Etat japonais. Pourquoi le gouvernement ne déclare-t-il pas franchement ce fait patent ? » On peut remarquer aussi que dans les explications de Kanamori, comme dans toutes celles qui furent données par le ministère Yoshida, l'interprétation des termes de la Constitution est toujours subordonnée à une hypothèse (« Si la souveraineté doit être comprise comme signifiant... »), laissant l'impression qu'avec une hypothèse différente, l'exégèse pourrait aussi différer. Enfin, presque toujours aussi, les porte-parole du gouvernement tiennent à introduire dans leurs déclarations des éléments sentimentaux et moraux. Dans sa réponse à Nambara, Kanamori répondait : « Le régime national partage le sort commun avec l'Etat lui-même. L'Empereur est le principe de base de l'unité du peuple et l'objet de son adoration à travers tous les siècles. Le caractère national en ce sens est inébranlable et immuable... Aussi longtemps que l'Empereur existe comme foyer moral du peuple et de sa dévotion, et aussi longtemps que l'identité de l'Etat et la continuité des lois sont admises, il ne peut y avoir aucun changement dans le régime national de ce pays. Ce qui change, c'est seulement la forme du gouvernement du pays. »

La netteté apparente des termes de la nouvelle Constitution, surtout lue dans sa traduction anglaise, égare donc le lecteur étranger mal informé. En réalité, rien n'est décisif, parce qu'on a voulu ne rien décider. Certains parleront de duplicité et de machiavélisme: ils diront qu'on a voulu à la fois se soumettre formellement aux ordres de S.C.A.P. et confirmer le peuple ignorant dans l'impression que l'Empereur, demeuré sur le trône, y reste aux mêmes conditions que par le passé, ce fameux passé de plus de deux mille ans. Peu importent, dans la perspective du présent travail, les intentions et les responsabilités des membres du gouvernement ; mais le fait qui compte, c'est que l'écho de ces discussions a produit dans le pays une situation mal structurée, ambivalente, obligeant les individus qui en sont capables à faire leurs propres choix. Il est vraisemblable que c'est là le but visé par les ministères japonais depuis la fin de la guerre : grâce à eux, cependant, on ne pourra pas dire que si la démocratie réussit à s'établir véritablement au Japon, ce sera comme un pur et simple article d'importation.

*
* *

La réforme de l'institution familiale n'est pas sans présenter certaines analogies avec celles du système impérial. Les motivations qui ont animé les auteurs des deux réformes sont apparemment très différentes, et l'aspect des résultats de leurs travaux forme un contraste frappant : le nouveau texte du code civil, dans la mesure où il dispose, ne permet pas qu'on lise entre les lignes. Mais ses auteurs, convaincus de l'importance de la famille, de la puissance des valeurs que le fonctionnement de cette institution met en jeu, ont aussi préféré, sur certains points, laisser au public la responsabilité de ses choix.

En ce qui concerne la famille notamment, la révision du code civil japonais est une conséquence naturelle de la révision constitutionnelle.

.. ..

Uu premier groupe de dispositions concernent le nom de famille et le culte domestique, juridiquement indépendants,

mais sociologiquement liés. Un grand nombre de familles conservent un attachement sentimental profond pour le nom, qu'il s'agit de perpétuer comme le culte des ancêtres. Le problème qui se pose, juridiquement double, mais en fait souvent unique, est de savoir comment se transmettront le nom et l'obligation religieuse familiale. L'adoption répond à cette préoccupation en l'absence d'héritier mâle, l'adopté étant souvent le mari de la fille aînée. Doit-on, d'autre part, pouvoir librement abandonner le nom, par exemple dans le cas d'une veuve qui désire se remarier ?

L'article 750 nouveau dispose que « le mari et la femme adoptent le nom de famille (*uji*) du mari ou celui de la femme selon la décision commune qui est prise au moment du mariage ». L'article 810 déclare de son côté : « l'enfant adoptif prend le nom de l'adoptant ». Ainsi, en dépit des objections de ceux qui voient dans la préservation de l'uji le symbole du maintien de la famille étendue, l'uji est sauvé, le gendre peut prendre le nom de la famille de sa femme, n'importe quelle personne, à condition de n'être pas plus âgée que l'adoptant, peut assurer la survivance de son nom. D'autre part, on peut abandonner l'uji en cas de divorce, de veuvage, de dissolution de la relation adoptive.

Seulement, les effets ne sont pas matériels. Les droits à l'héritage d'un enfant naturel ou d'une fille mariée ayant adopté un autre uji, ne sont pas changés. Une femme qui adopte un nom différent de celui de ses enfants, après divorce ou remariage, ne compromet pas les droits de ses enfants à hériter d'elle. Une veuve, qu'elle ait changé ou non d'uji, doit faire une déclaration si elle veut rompre les liens de sa parenté par alliance. En somme, ce qu'on a voulu, mais sans plus, c'est maintenir la transmission et la perpétuation de l'uji, à quoi beaucoup restent attachés.

Les choses sont différentes en ce qui concerne le culte des ancêtres. Le droit nouveau refuse de lui apporter une aide officielle ; il ne dispose pas que celui qui hérite des devoirs religieux doive aussi hériter des biens (saufs sacrés) pour s'en acquitter. Mais il reconnaît l'existence de ce culte : l'article 897 établit que la propriété des documents généalogiques, objets du culte, tombes et terrains funéraires, est héritée par une personne désignée comme chef du culte des

ancêtres par le testateur. La loi nouvelle s'inquiète de la religion familiale essentiellement dans le cas où elle peut être une cause de procès. Un enfant adoptif, un époux adoptif, qui ont pris l'uji de la famille adoptante ou alliée, et qui l'abandonnent après divorce ou dissolution de la relation adoptive, s'ils ont hérité des objets du culte, doivent les abandonner à une personne plus qualifiée pour exercer ce culte. L'intention de cette disposition est de rendre plus facile par l'autre partie le divorce ou la terminaison de l'adoption, en la rassurant en ce qui concerne l'exercice du culte. L'article 897 procède d'une intention analogue en permettant à un testateur de désigner l'héritier du culte : il vise notamment le cas d'une famille où l'aîné est allé chercher fortune à la ville et où le cadet, resté à la ferme, sera mieux en position d'exercer les obligations religieuses. Ainsi, on ne peut pas dire que la loi encourage la famille traditionnelle ni la religion des ancêtres ; mais elle ne les empêche pas non plus de fonctionner.

La même prudence se remarque dans les dispositions nouvelles concernant le mariage, et la condition des femmes. Aucun consentement n'est plus nécessaire pour le mariage, la volonté des futurs suffit (art. 24 de la Constitution). Ceux-ci pourront donc, s'ils en ont la volonté, passer outre aux objections des parents ou, inversement, un jeune homme ou une jeune fille pourront toujours refuser de se marier. Mais, d'abord, comment pourront-ils se connaître, dans un pays où le comportement de la jeunesse est réglée par le précepte confucianiste qui interdit à un garçon et à une fille de « s'asseoir ensemble passé l'âge de sept ans » ? Certains, il est vrai, attendent beaucoup de l'institution nouvelle de l'enseignement mixte. — D'autre part, des habitudes séculaires sont prises, le respect de la volonté des jeunes est faible dans beaucoup de régions rurales. Enfin les obligations morales à l'égard de la famille subsistent ; les aînés notamment connaissent les obligations qui leur incombent, leur devoir de se marier quand et comme la famille en décidera. En réalité, ce qu'apporte la loi, c'est seulement une possibilité de liberté ; aux jeunes d'en profiter s'ils le désirent, et s'ils le veulent suffisamment. Comme le remarque judicieusement Wagatsuma, « puisque la vie familiale est influencée par la

tradition, le code, malgré ses compromis, n'amène pas de changements immédiats ».

Aucune obligation d'aide n'existe plus pour la femme du fils aîné à l'égard de sa belle-famille. Les traitements pénaux inégaux de l'adultère sont supprimés : on a supprimé toute poursuite pénale à l'encontre de la femme coupable, comme du mari ; la jurisprudence tend même à considérer, ce qui est une réelle nouveauté, que le mari a les mêmes obligations de fidélité que sa femme. Une veuve peut reprendre son nom, se remarier emmener ses enfants, sans aucune autorisation de la belle-famille. La femme qui obtient le divorce peut se faire attribuer une part des biens. Toutes ces mesures rendent possible un degré élevé d'émancipation pour les femmes. Aucune cependant ne fait échapper automatiquement la femme mariée à la sujétion quasi totale, à son lot traditionnel entre sa belle-mère et son mari. Bien des femmes japonaises connaissent déjà leurs droits nouveaux. Mais la question est de savoir si elles voudront en user. Ce n'est pas seulement une affaire de volonté, c'est d'abord une affaire d'imagination : il semble souvent que les récits qui leur sont faits des modes de vie de l'Occident leur apparaissent comme théoriques, non seulement irréalisables pour elles, mais pas tout à fait réalisés ailleurs.

Dans l'ensemble, les réformes du droit de la famille, immenses par certaines dispositions adoptées quand on les compare au modèle traditionnel, manifestent beaucoup de prudence par ailleurs. Elles semblent avoir été animées par une double préoccupation : d'une part, ne pas s'opposer à des changements qu'on déclare désirables, et qui se manifestent déjà, notamment dans une partie de la population des villes ; en même temps, ne pas rendre illégales les vieilles coutumes, consacrées par la tradition, dont on pense qu'elles survivraient malgré tout, et que certainement une partie du groupe des législateurs estime bon de laisser survivre. Les auteurs de la réforme ont eu constamment le souci de limiter les litiges, de permettre de les régler s'ils éclatent ; leur œuvre technique est habile. Ils ont été plus timides dans la mesure où une des fonctions de la loi est de prescrire : ils ont souvent préférer suivre les mœurs plutôt que de les précé-

der. Quand la culture devient optionnelle, ils ont voulu laisser au public la responsabilité de choisir.

*
* *

Les réformes qui concernent l'instruction de la jeunesse ont été opérées dans un tout autre esprit. L'œuvre accomplie dans ce domaine ne consiste pas dans des changements limités ou ambigus, mais dans une complète restructuration.

.. ..

Les services américains (C.I. et E.D., S.C.A.P.) ont été très actifs et vigilants ; d'autre part, on ne saurait exagérer l'importance du rôle joué par la Mission Pédagogique Américaine, envoyée sur place dès mars 1946 et qui passa près d'un mois dans le pays. Persuadée de l'inadéquation et du danger présentés par le système éducatif antérieur, à la fois à cause de sa structure centralisée et de l'esprit dogmatique qui l'animait au point de vue moral, la Mission produisit un plan détaillé de réformes: malgré les dénégations de la Mission, qui se défendit de tout impérialisme culturel, le plan est une transposition aussi intégrale que possible du système américain, et c'est dans cet esprit qu'il a été réalisé sous la supervision du C.I. et E. : dans son rapport final de 1952, celui-ci cherche des excuses quand la comparaison avec la situation aux Etats-Unis fait apparaître des différences un peu importantes; rares ont été les membres de cet organisme qui n'ont pas partagé cette foi dans l'américanisation du Japon.

Il est bien entendu impossible d'entrer dans le détail des mesures prises. On se bornera ici aux données les plus importantes concernant l'enseignement primaire et secondaire. Une première grande modification a été de soustraire en grande partie l'enseignement à l'autorité du pouvoir central : des commissions scolaires élues par le suffrage populaire sont constituées dans les préfectures et au niveau local (villes et villages); leurs pouvoirs, très étendus, comportent notamment la nomination et la révocation des chefs d'établissements et des maîtres, la détermination des programmes scolaires et des méthodes d'instruction, le choix des manuels, la formation du personnel enseignant; un surintendant élu gère

les affaires scolaires; toute inspection des écoles est supprimée, les inspecteurs sont remplacés par des conseillers pédagogiques, qui guident de leurs conseils les chefs d'établissements et les maîtres, mais n'émettent pas d'ordres et n'exercent aucune autorité. Le rôle du ministère de l'Education se limite essentiellement à apporter une assistance technique aux commissions scolaires et à les guider.

A la place du complexe système d'enseignements divers qui existait auparavant, un système standardisé, sorte d'« école unique », a été établi, jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur, que nous n'étudierons pas ici. L'ensemble des enseignements primaire et secondaire comporte douze classes, divisées en trois cycles : six classes primaires obligatoires (*elementary schools*), trois classes d'enseignement primaire supérieur ou, si l'on veut, secondaire du premier cycle, obligatoires (dénommées officiellement *lower secondary schools* et constituant un décalque des *junior high schools* américaines), trois classes secondaires du deuxième cycle (*upper secondary schools*, correspondant aux *senior high schools*). La *coeducation*, c'est-à-dire l'enseignement en commun des filles et des garçons, sans être rendue impérative, est fortement recommandée; ce régime d'enseignement mixte, qui a été généralement adopté dans le premier cycle, soulève des difficultés au niveau du deuxième cycle et y est moins répandu.

Dans la nouvelle organisation, il n'est plus possible de parler de programmes d'études au sens strict, puisque ce sont les commissions scolaires qui en décident localement. Cependant, le ministère de l'Education a fait des propositions qui sont généralement suivies, et d'autre part certaines prohibitions ont été édictées.

.. ..

Une suppression qui n'est nulle part mentionnée dans les documents officiels que nous avons consultés, mais dont les Japonais parlent beaucoup, est celle des classiques chinois : cet enseignement, difficile, jouait dans l'instruction secondaire japonaise à peu près le même rôle que le latin et le grec dans les pays européens : retour aux sources de la civilisation nationale, culture générale et ornement de l'esprit, gymnastique intellectuelle un peu gratuite, entraînement

intellectuel et affectif pour sympathiser avec une pensée très différente de celle du milieu national contemporain.

L'enseignement de la morale fut suspendu par les autorités d'occupation très tôt (directive de S.C.A.P., 31 décembre 1945) et plus tôt encore tout enseignement religieux officiel fut prohibé (directive de S.C.A.P., 15 décembre 1945); la loi fondamentale de l'enseignement interdit tout enseignement politique dans les écoles; avec une vigilance toute particulière, on mit fin à la récitation cérémonielle du rescrit impérial sur l'éducation et d'une manière plus générale on intima la cessation du respect dévotieux pour les rescrits impériaux [1].

.. ..

1. Nous pensons intéresser le lecteur en lui mettant sous les yeux une traduction de ce texte célèbre qu'est le rescrit impérial sur l'éducation, auquel il est fait très souvent allusion dans les écrits étrangers aussi bien que japonais, et qu'on trouve rarement dans les ouvrages accessibles aux Occidentaux :

RESCRIT IMPÉRIAL

Sachez ceci, vous Nos sujets :

Nos Impériaux Ancêtres ont fondé Notre Empire sur une base large et éternelle et ont implanté profondément et fermement la vertu. Nos sujets toujours unis dans la loyauté et dans la piété filiale en ont de génération en génération illustré la beauté. Là est la gloire du caractère fondamental de Notre Empire et là aussi se trouve la source de Notre enseignement. Vous, Nos sujets, soyez filiaux envers vos parents, affectionnés envers vos frères et sœurs; comme maris et femmes restez dans l'harmonie, ainsi que de vrais amis; conduisez-vous avec modestie et modération; étendez votre bienveillance à tous; poursuivez l'étude et cultivez les arts et par là développez vos facultés intellectuelles et perfectionnez vos puissances morales; de plus, faites progresser le bien public et promouvez l'intérêt général; respectez toujours la Constitution, observez les lois; en cas de danger, offrez-vous courageusement à l'État; et ainsi gardez et maintenez la prospérité de Notre Trône Impérial coéternel du ciel et de la terre. Ainsi serez-vous non seulement Nos bons et fidèles sujets mais encore vous rendrez illustres les meilleures traditions de vos aïeux.

La Voie tracée ici est en effet la leçon transmise par Nos Impériaux Ancêtres, pour être observée semblablement par Leurs Descendants et leurs sujets, infaillible à travers les âges, véritable en tous lieux. C'est Notre désir de la déposer dans le cœur en toute vénération, en commun avec vous, Nos sujets, afin que nous puissions atteindre tous à la même vertu.

Le 30e du 10e mois de la 23e année de Meiji (1890).

Signature Impériale
Sceau Impérial

La jeunesse devant les institutions publiques

Vue sous leur aspect sociologique, ou si l'on veut, ethnographique, les institutions sont simplement les manières de faire régulières dans une société, les mœurs considérées comme ayant une certaine finalité, comme destinées à satisfaire certains besoins, à exercer certaines fonctions, que l'analyse dégage. On pourra ainsi décrire et, si l'on y tient, chercher à interpréter, par exemple, les comportements économiques, politiques, familiaux qui se manifestent dans la nation japonaise.

Mais pour l'individu qui est membre de la société en question, les institutions ne sont pas des phénomènes extérieurs. La société étant pour lui le véritable milieu d'adaptation, le champ de son activité, les institutions deviennent des moules préparés dans lesquels il est appelé à couler ses conduites — affectives aussi bien que matérielles ou symboliques. En principe il n'a d'ailleurs aucune raison de se soustraire à ce qu'il semble que le milieu social attende de lui ; ce serait en grande partie une erreur de penser que les conduites institutionnelles lui sont imposées ; il les recherche, au contraire, dans l'apprentissage social, parce qu'elles sont les voies les plus commodes pour son adaptation; bien plus, elles sont des centres de valeurs; et non seulement il obtient le succès social, mais encore il éprouve une intime satisfaction dans le sentiment de bien faire, en se calquant sur ces patrons de comportement.

Du moins en va-t-il ainsi en principe. En fait, peu de sociétés proposent à leurs membres des modèles aussi rigides dans toutes leurs phases de fonctionnement. S'il existe partout, selon la terminologie de Ralph Linton, des traits de culture « universels » et des « spécialités » réservées à certaines catégories de membres, il y a aussi des traits qui sont « alternatifs », optionnels. Mis en présence de ces derniers traits, un sociologue n'aura besoin que de les décrire, sans prendre parti. Mais l'individu qui est membre de la société doit choisir, et pour cela, porter des jugements, prendre des risques, surmonter des conflits de valeurs.

La société japonaise actuelle est un exemple pour ainsi dire

parfait d'une situation où les principaux traits institutionnels sont devenus optionnels. Depuis la défaite, le nouveau mot d'ordre est « démocratie », appliqué, non seulement au domaine politique, mais aux relations familiales, aux statuts respectifs des sexes, à l'organisation économique, à l'éducation. Mais le vieil ordre social subsiste, parce que les valeurs ne sont rien en dehors des hommes qui les portent ; opérée sur une société, une transfusion sanguine ne peut jamais être totale ; les générations dépassées par les évènements sont en continuité avec les couches d'hommes nouvelles. Plusieurs types de comportement institutionnels peuvent ainsi fonctionner côte à côte. La loi elle-même consacre le caractère optionnel de beaucoup de conduites qui auraient pu être rendues impératives, comme on l'a vu dans les réformes concernant la famille.

Dans une telle situation, les jeunes sont particulièrement intéressants à observer, non pas seulement parce que, n'ayant pas encore cristallisé toutes leurs valeurs personnelles, ils peuvent apparaître comme plus plastiques, mais surtout parce qu'ils arrivent précisément à l'âge des choix, parce qu'ils accèdent à la responsabilité. On se proposera donc, dans ce chapitre, d'étudier les attitudes des jeunes devant les principales institutions.

Concernant l'organisation économique, l'enquête est particulièrement pauvre de documents. Deux ensembles de mesures importantes ont été prises : la dispersion des *zaibatsu* (trusts économiques et financiers) et le morcellement des grands domaines ruraux. Dans les deux cas, la situation actuelle est confuse, il est difficile de savoir jusqu'à quel point la réalisation de ces réformes sera poursuivie. Il n'en eût été que plus intéressant de voir quelles sont les attitudes des jeunes et quelle attention ils prêtent à ces réformes. Plusieurs allusions y sont faites dans les « autobiographies » demandées aux étudiants de Sapporo[1] :

« En pratique, (écrit l'un d'eux,) la démocratisation du Japon est très en retard et les villages agricoles japonais sont les serres chaudes de la poussière féodale du retard japonais.

1. Sapporo est le chef-lieu de l'île de Hokkaidô, au nord de l'archipel japonais. Ville universitaire, 314.000 habitants. — Signalons que le gouverneur actuel de Hokkaidô appartient à l'aile gauche socialiste.

La réforme agraire postérieure à la guerre et la démocratisation des villages agricoles ont été réalisées d'une manière très incomplète. Ainsi, encore qu'actuellement les villages agricoles aient été modernisés et rendus « capitalistes », les relations entre le propriétaire foncier et le fermier, entre le riche et le pauvre paysan sont exactement les mêmes qu'elles étaient au Moyen-Age. Les caractères particuliers de la société capitaliste peuvent être reconnus dans le processus. Les souffrances, les espoirs, les désirs ardents des pauvres cultivateurs qui constituent la classe la plus basse de cette société (ces souffrances, etc., sont en relation avec celles de la classe ouvrière dans le système capitaliste) peuvent être allégées seulement s'ils forment des associations coopératives d'une manière rationnelle et basées sur les résultats de la science économique. »

« Par la réalisation du cinquième Plan Quinquennal en 1984, (écrit un autre, exposant l'avenir selon ses vues ainsi qu'il lui était demandé), la propriété privée de la terre a complètement disparu au Japon. »

Un troisième escompte aussi une révolution socialiste pacifique, qu'il se représente universelle : « 1972... Le Japon a eu peur d'une révolution, mais il ne s'inquiète plus à cet égard, parce que les relations entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique se sont détendues. Cette amélioration des relations russo-américaines est due à la socialisation des Etats-Unis en l'espace de peu de temps... La période de l'économie planifiée a commencé... 1982... Dans le Japon d'aujourd'hui, la classe ouvrière a une autorité absolue. Au cours des dix dernières années, des luttes entre la classe ouvrière et les capitalistes se sont produites, mais chaque fois le pouvoir des ouvriers s'est accru. »

On ne devrait pas s'imaginer, cependant, sur la foi de ces extraits, que la jeunesse tout entière est devenue socialiste. Au groupe des jeunes qu'il a étudiés à Tokyo, F. Vos a posé la question suivante :

« Est-ce que l'influence des *zaibatsu* a été bonne ou mauvaise ? »

Trente-huit pour cent ont répondu que cette influence a été mauvaise, mais 20 % l'ont déclaré bonne, et 26 % bonne à certains égards, soit un total de 46 % qui se refuserait à

condamner les *zaibatsu*, traitées cependant en bouc émissaire à la fois par les services d'occupation et par le gouvernement japonais.

Mais il n'est pas douteux que les difficultés économiques pèsent lourdement dans les préoccupations des jeunes Japonais. C'est là une des réponses qu'ils donnent le plus souvent quand on leur demande ce qui les rend le plus malheureux et ce qui les gêne le plus; la stabilité économique et l'élévation de l'existence apparaissent comme les conditions de bonheur les plus importantes à ceux qui estiment (en minorité, et le fait est peut-être déjà significatif) qu'il ne suffit pas de la santé pour être heureux ; enfin, parmi sept buts possibles de l'existence entre lesquels on demandait aux sujets de choisir, celui qui est retenu le plus souvent par l'ensemble du public est libellé de la manière suivante : « grâce à votre travail, vous mettre à l'abri des soucis de l'existence », tandis que le choix le moins fréquent, dans presque toutes les catégories, est celui de la formule : « devenir riche en travaillant de toutes vos forces » (ce qui peut certainement s'interpréter comme signifiant que la richesse est un but si éloigné et inaccessible, que personne ou presque n'ose y songer).

.. ..

Dans l'ensemble, et malgré des causes très réelles d'appréhension, les Japonais ne sont pas pessimistes ; le plus grand nombre d'entre eux pensent que les conditions d'existence dans le monde vont progressivement devenir meilleures; les plus jeunes sont franchement optimistes ; cette impression ne ressort pas seulement de documents tels que les « autobiographies de l'avenir » des étudiants de Sapporo, elle est encore justifiée par l'enquête de l'Institut National des Recherches sur l'Opinion Publique :

		Amélioration	Sans changement	Aggravation	Sans réponse
		—	—	—	—
Urbains	16-19 ans	56 %	14 %	14 %	16 %
	20-24 —	48 %	18 %	17 %	18 %
	25-29 —	46 %	21 %	13 %	20 %
	30 et plus	36 %	22 %	25 %	17 %
Ruraux,	16-19 ans	49 %	21 %	16 %	15 %
	20-24 —	46 %	25 %	15 %	15 %
	25-29 —	46 %	17 %	24 %	13 %
	30 et plus	32 %	26 %	28 %	14 %

Quel que puisse être leur attachement à la tradition, les Japonais ne s'attardent pas en regrets stériles du passé. Dans le groupe interviewé par Sofue[1], à peine 7 % ont dit qu'ils auraient préféré vivre dans le passé, 37 % préfèrent l'avenir, 41 % sont satisfaits du présent, dont 54 % parmi les hommes. Les Japonais ont confiance dans leur ténacité au travail, et aussi particulièrement dans la technique, ce que beaucoup appellent la « science ». C'est ce qu'ils admirent le plus dans les peuples étrangers, et ce qu'ils désirent le plus leur emprunter. La grande cause de leurs difficultés à leurs yeux, c'est la surpopulation. En 1950, l'Institut National de Recherches sur l'Opinion Publique a demandé ce qu'il fallait faire pour remédier à l'insuffisance de produits alimentaires, de logements, au chômage; dans 60 % des réponses, mention fut faite de la surpopulation; on ne dispose pas d'une analyse des réponses par âge, mais la même enquête montre que les plus jeunes sont sensiblement mieux informés du problème de la population que les autres. Dans l'étude de Vos à Tokyo, 69 % des jeunes interrogés ont déclaré qu'une augmentation de la population japonaise amènerait de sérieuses difficultés. La démographie est donc actuellement le bouc émissaire pour les difficultés économiques. L'enquête de l'I.N. R.O.P. en 1950 montre que 79 % du public soutiendrait une politique d'encouragement à la limitation des naissances. D'autres voix cependant se font entendre; on en a vu des exemples chez les étudiants de Sapporo : ils parlent d'inégalités sociales, des réformes qui n'aboutissent pas. Il est significatif que le groupe de Vos est moins favorable que l'ensemble du public à l'encouragement officiel à la limitation des naissances; la proportion de ceux qui l'approuveraient, très forte encore, n'est cependant plus que de 66 %. Les éléments manquent ici pour évaluer la force de l'autre courant, surtout pour en estimer le développement ultérieur.

*
* *

Assez peu critique en somme, d'après ce que nous pouvons comprendre, de leur système économique et semblant plutôt

1. Takao Sofue, membre du Laboratoire sociologique de l'Université de Tôkyô, a mené une enquête destinée à compléter celle de Stoetzel et Vos.

chercher des solutions à leurs problèmes matériels dans le domaine de l'effort individuel, les jeunes Japonais prennent-ils une attitude plus indépendante devant l'institution politique, ou suivent-ils la tradition de la soumission devant l'autorité ? On est tenté de dire que c'est la seconde attitude qui est à la fois la plus fréquente et la plus profonde. Il faut cependant nuancer davantage la description.

Certes, la jeunesse japonaise s'efforce sincèrement de rompre avec l'idéologie politique du passé. Elle veut répudier les héros et les maîtres d'hier. Vos a posé la question suivante au groupe de Tokyo qu'il a pu interroger :

« Pensez-vous que les conceptions des chefs militaires politiques du Japon entre 1930 et 1940 étaient fondalement correctes, bien qu'ils n'aient pu atteindre leurs buts ? »

49 % ont répondu que ces conceptions étaient erronées, cependant que 26 % les trouvaient justes jusqu'à un certain point, et 15 % essentiellement correctes.

« Ils ont tenté de faire du Japon un grand pays », explique par exemple un jeune employé de 22 ans, « sans comprendre la bonne manière ; ce fut une idée stupide de faire la guerre aux Etats-Unis et à l'Angleterre. »

Une dactylo de 22 ans déclare de son côté : « Leurs idées avaient du bon, mais leurs méthodes étaient fausses. » Les jeunes saluent avec entrain la nouvelle devise de liberté, ne la trouvent d'ailleurs pas tellement nouvelle : 76 % la trouvent en pleine harmonie avec la culture japonaise dans le groupe de Vos; plusieurs disent qu'elle a existé dans le passé : « Durant l'époque de Heian, dit une vendeuse de 19 ans, nous avons essayé de la trouver, maintenant nous essayons de nouveau. » Toutefois, ce que ces jeunes ne pensent pas, c'est qu'un régime démocratique comme celui de la Grande-Bretagne, de la France ou des Etats-Unis, convienne au Japon : 22 % le pensent, 10 % disent : jusqu'à un certain point, mais 53 % pensent qu'il ne conviendrait pas; mais cela ne veut pas dire qu'on rejette la démocratie; ce qu'il faut, c'est une « démocratie japonaise », à créer. « Tous les peuples diffèrent; ainsi, dans chaque pays le système doit être différent. »

Bien souvent cependant on entend des personnes ayant atteint la maturité accuser les jeunes d'avoir embrassé trop

vite le nouvel idéal de liberté, de ne s'y être pas assez préparé. Le recteur d'une université nous a déclaré que les jeunes comprennent les formes de la démocratie, mais qu'ils n'en comprennent pas l'esprit; peu de temps auparavant un groupe d'étudiants d'une autre université était venu nous trouver pour nous dire : « On nous a donné des institutions démocratiques dans la forme, mais non dans l'esprit. » La juxtaposition des deux remarques, retrouvées dans un carnet de notes, n'est pas ironique; elle pose un problème, soulevé déjà par la comparaison des observations faites par Vos : quelles conceptions de la démocratie se font les Japonais ?

.. ..

Les jeunes Japonais ne paraissent pas manifester un intérêt très grand pour la politique intérieure de leur pays, ni surtout un intérêt très actif. En plusieurs endroits, ils sont venus à nous se plaindre de leurs députés; des étudiants à Fukuoka, des employés dans un village de Hokkaido, notamment. Les députés, disent-ils, n'ont pas tenu leurs promesses en ce qui concerne l'amélioration de l'existence, l'organisation de la paix, le désarmement. Mais dans l'ensemble, ils s'intéressent bien plus aux affaires internationales qu'aux affaires intérieures :

	Kyôto		
	Hommes	Femmes	Sapporo
Concernant l'avenir jusqu'en l'an 2000, mentionnent dans leurs curiosités :			
des questions internationales. ..	79 %	58 %	76 %
des questions nationales	20 %	24 %	47 %
des questions personnelles	42 %	53 %	24 %
Pensent qu'ils s'intéresseront le plus :			
aux affaires internationales	59 %	49 %	76 %
aux affaires nationales	31 %	24 %	12 %

Il faut seulement remarquer au passage que les étudiants de Sapporo, qui se reconnaissent plus souvent comme appartenant à la classe ouvrière, ont une mentalité plus politique que ceux de Kyôto, qui se rangent en majorité dans la classe moyenne (comparer à cet égard le nombre de mentions faites de questions nationales et le nombre de références à des problèmes personnels, en réponse à la première question du tableau, dans les deux groupes).

Les intérêts actifs pour la politique sont particulièrement faibles. Les résultats de l'enquête effectuée par l'Institut National de Recherches sur l'Opinion Publique en témoignent. L'I.N.R.O.P. a posé deux questions qui rendent claire la situation : « Y a-t-il quelque chose que vous désirez réaliser durant votre vie ? » « Peu importe de quelle sorte de réunion il s'agit : si c'est une réunion à laquelle vous seriez intéressé, auriez-vous tendance à y jouer un rôle de direction et à y aider ? si oui, quelle sorte de réunion ? » Soixante-dix pour cent dans l'ensemble déclarent qu'ils ont un tel but dans la vie, mais 1 % mentionne des buts politiques : « quand je serai riche, je m'efforcerai de faire quelque chose pour le bien de l'administration du village », « au moins je désire promouvoir un gouvernement tel qu'il n'y aura plus d'hommes qui ne puissent faire vivre leur femme et leurs enfants », « en tant que femme, je ne peux devenir premier ministre, mais je veux m'occuper de politique ». Quarante et un pour cent seraient portés à prendre des initiatives dans des réunions; 2 % seulement pensent à des réunions politiques (ou syndicales, le code de dépouillement ayant groupé les deux réponses).

***

Les jeunes Japonais paraissent disposés à manifester davantage d'indépendance en face de l'autorité civile. Mais un examen des données d'enquêtes que l'on possède doit conduire à conclure que ces dispositions restent peu fermes et, dans bien des cas, l'exception. L'enquête de l'agence Jiji, à laquelle il vient d'être fait un emprunt, apporte des indications supplémentaires. Les conditions dans lesquelles cette enquête représentative ayant porté sur 4.000 cas a été conduite en février 1947 doivent d'abord être brièvement rapportées : en janvier 1947, des négociations entre le gouvernement et les syndicats de fonctionnaires n'ayant pu aboutir et la médiation du Bureau central des relations du travail n'ayant eu aucun résultat, les syndicats lancèrent un ordre de grève pour le 1er février à leurs 2.600.000 membres; la grève ne fut évitée que par un ordre du général McArthur. Le Jiji Shimpo organisa aussitôt son enquête, qui comportait la question sui-

vante : « Bien que la grève générale des fonctionnaires et des membres de l'enseignement ait été évitée, quel côté, à votre avis, a été déraisonnable ? » Le tableau des réponses montre que les jeunes critiquent le gouvernement plus que les autres interrogés. On peut observer aussi que les femmes s'abstiennent nettement plus souvent de répondre :

	Le gouvernement s'est montré déraisonnable	Les syndicats se sont montrés déraisonnables
	—	—
HOMMES :		
Ensemble	31 %	50 %
21-30 ans	33 %	49 %
31-40 —	34 %	50 %
41-50 —	29 %	52 %
51 et plus	21 %	56 %
FEMMES :		
Ensemble	22 %	38 %
21-30 ans	25 %	44 %
31-40 —	26 %	38 %
41-50 —	21 %	36 %
51 et plus	14 %	30 %

Dans l'enquête de l'Institut National de Recherches sur l'Opinion Publique, plusieurs indications confirment cette allure plus indépendante des jeunes à l'égard de l'autorité, l'intention plus fréquente de faire entendre son opinion, une attitude plus critique. C'est ainsi qu'on demandait de juger l'expression « ne jamais contredire un supérieur ». Plus du quart des sujets interrogés, il est vrai, ont déclaré ne pas connaître l'expression; le nombre des jeunes qui se sont abstenus ici de répondre est considérable : 54 % dans la classe de 16 à 19 ans dans les villes, 52 % dans les campagnes (à comparer avec les proportions de 13 % et 22 % parmi les sujets âgés de plus de 30 ans). La majorité désapprouve cette attitude, par 41 % contre 32 %. L'écart, en différence relative, entre l'approbation et la désapprobation, est nettement plus grand chez les jeunes; il diminue avec l'âge; finalement, chez les urbains de plus de 30 ans, l'opinion la plus fréquente est que c'est là une attitude inévitable du subordonné.

Les Japonais pensent, en importante majorité (70 %), que les citoyens doivent pouvoir discuter des affaires publiques en général; les proportions de répondants qui manifestent cette opinion sont, dans toutes les classes d'âge, moins nombreuses à la campagne et, le nombre des absentions ne variant guère, on trouve donc bien plus souvent à la campagne l'opinion qu'il vaut mieux laisser le gouvernement s'occuper seul des affaires publiques. Mais, dans tous les cas, plus les répondants sont jeunes, plus souvent ils pensent qu'il vaut mieux exprimer ses opinions le plus possible.

Quand on presse davantage les enquêtés, cependant, la certitude dans la liberté d'expression et dans le droit à la discussion se laisse ébranler, la figure de l'autorité retrouve tout son prestige. La question posée par l'I.N.R.O.P. était rédigée dans les termes suivants : « A l'époque actuelle, il en va comme du montage de la charpente d'un bâtiment : toutes les personnes dans la nation qui sont intéressées par les problèmes publics et ont le droit d'en discuter, en discutent; qu'en pensez-vous pratiquement : en ce qui concerne les problèmes très compliqués et très techniques, pensez-vous qu'on ne peut empêcher qu'ils soient abandonnés aux autorités qu'ils concernent ? » Cette fois, les trois quarts de l'ensemble estiment que « on ne peut l'éviter », et les jeunes ne manifestent guère une indépendance plus grande; mais, d'une façon assez remarquable, les ruraux, peut-être parce que l'image de la construction coopérative d'une maison est plus significative pour eux, renoncent moins facilement au droit de libre discussion :

	On ne peut l'éviter	On ne doit pas abandonner ces problèmes aux autorités
	—	—
Urbains, 16-19 ans	76 %	24 %
20-24 —	81 %	19 %
25-29 —	72 %	28 %
30 et plus	81 %	19 %
Ruraux, 16-19 ans	69 %	31 %
20-24 —	71 %	29 %
25-29 —	70 %	30 %
30 et plus	72 %	28 %

Un test des comportements à l'égard de l'autorité consiste

à faire réagir les sujets dans des situations où la police est impliquée. L'enquête de l'Institut National de Recherches sur l'Opinion Publique contient deux questions de ce type : « En ce qui concerne les gens qui sont soumis à une enquête de police, pensez-vous qu'ils sont tous mauvais, ou pensez-vous qu'il y en a parmi eux qui sont différents ? » « Connaissez-vous le récent incident de l'Université de Tôkyô ? Que pensez-vous de l'attitude des étudiants et de la police dans cette occasion : de qui des deux considérez-vous l'explication comme la plus acceptable ? » Dans les réponses à la première question, le code ne distingue pas la réponse « ne sait pas » de la réponse « certains sont différents ». Ce groupe de réponses représente une proportion de 80 % des personnes interrogées. Cependant, on voit clairement que les jeunes sont bien moins enclins à soutenir la police par principe. A la ville, parmi les moins de 20 ans, on trouve seulement 15 % pour dire que ceux que la police suspecte sont mauvais, à la campagne 12 %; entre 20 et 24 ans, les proportions sont respectivement de 17 % et 15 %.

La deuxième question contient une allusion à un fait-divers politique. Au milieu de février 1952, les étudiants de l'Université de Tokyo découvrirent quatre policiers en civil dans l'enceinte de l'Université où se donnait une représentation dramatique. Les étudiants s'emparèrent par la force des carnets de trois de ces policiers et y découvrirent que ceux-ci avaient pris en filature, de jour et de nuit, des professeurs et des étudiants aux idées avancées afin de connaître leurs opinions. L'affaire produisit une certaine sensation et fut discutée par la Diète. Parmi l'échantillonnage du public interrogé par l'I.N.R.O.P., un très grand nombre de personnes se refusent à faire un choix entre la police et les étudiants. Les unes disent qu'elles ne sont pas assez informées pour choisir, d'autres qu'elles ne comprennent pas l'incident, d'autres simplement qu'elles ne savent pas. Finalement, le nombre des choix ne dépasse pas 32 %. Dans l'ensemble, les réponses urbaines sont favorables aux étudiants, les réponses rurales à la police; c'est entre 20 et 30 ans que l'on trouve le plus de sympathie pour les étudiants, le moins de sympathie pour la police, mais ce qui se manifeste surtout c'est l'ignorance, ou la prudence, ou les deux :

	Préfèrent l'explication des étudiants	Préfèrent l'explication de la police	Mal inf.	Ne comprend pas	Ne sait pas
	—	—	—	—	—
Urbains, 16-19 ans .	17 %	11,5 %	11,5 %	16 %	44 %
20-24 — .	25 %	12 %	14 %	25 %	24 %
25-29 — .	24 %	15 %	14 %	19 %	28 %
30 et plus .	16 %	17 %	10 %	18 %	39 %
Ruraux, 16-19 ans .	13 %	17 %	7 %	17 %	46 %
20-24 — .	13 %	15 %	10 %	14 %	48 %
25-29 — .	15 %	15 %	14 %	12 %	44 %
30 et plus . .	10 %	17 %	10 %	15 %	43 %

On doit reconnaître que ces résultats n'imposent aucune conclusion nette; ces deux questions se sont révélées peut-être les plus décevantes de celles qui ont fait l'objet de l'enquête de l'I.N.R.O.P. Elles suggèrent les groupes dans lesquels les sympathies pour la police sont les moins grandes. Mais une très grande incertitude résulte du fait que trop n'ont pas pu, ou pas voulu se prononcer. La fonction essentielle de l'enquête d'opinion par sondage, qui est de tester un public en groupes significatifs, et d'évaluer la force numérique relative de ces groupes, est mise ici en défaut. On touche même du doigt sur cet exemple une des plus graves limitations de cette technique; quand la situation est délicate, quand la question risque d'engager le sujet au-delà des bornes qu'il est disposé à accepter dans une conversation avec un inconnu, il trouve toujours la ressource d'une évasion dans l'ignorance ou dans l'incompréhension.

A ce point de vue, la technique projective est très supérieure. Une réponse donnée dans une enquête d'opinion n'est guère susceptible d'interprétation; il faut la prendre avec sa valeur nominale; elle est un fait, en grande partie irréductible dans les limites de l'expérience. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les réponses recueillies dans les enquêtes d'opinion sont additives, et rendent possible une technique quantitative. Au contraire, les réactions à un test projectif ne sont pas énonciatives, elles sont expressives; le sens en est sous-jacent, inaperçu du sujet qui manque de repères, perceptible au psychologue qui procède par comparaisons. Dans

le test projectif[1] de Sofue, la planche numéro 10 proposait une mêlée assez confuse où l'on pouvait reconnaître des agents de police, jugulaire au menton, dans une foule leur faisant face. Une pancarte permettait de lire : « Aujourd'hui, grève ». Sofue distingue trois types de réactions :

Type I : attitude d'opposition à la police. Exemple : Femme, ville de Yawata : « Cela signifie l'empêchement « d'une grève légitime par l'autorité officielle, je suppose. « Après tout, la police est un instrument au service des « capitalistes. De toute manière, une police démocratique « ne s'empoignerait pas aussi furieusement avec les gens. Il « est certain que les policiers sont prêts à assommer tout « ouvrier qui leur résiste. »

Type II : les sujets qui se rangent dans ce type admettent la grève, mais ne considèrent pas que la police est brutale ; ils s'expriment en termes apaisants. Exemples : Homme, village de H. « ... et peut-être que les ouvriers ont fait grève pour « une raison quelconque telle qu'une demande d'augmen- « tation. Alors la police est venue pour les calmer avec des « mots apaisants pour les faire tenir tranquilles et les empê- « cher de faire une émeute. » — Femme, village de F. : « Les ouvriers d'une société se sont mis en grève et la police « est venue pour savoir pour quelles raisons les ouvriers en « sont arrivés là. »

Type III : attitude de critique à l'égard de la grève. Exemple : Homme, village de F. : « Ceci est une affreuse « scène des séquelles de la guerre. J'ai bien peur que ces « ouvriers agissent à la solde du parti communiste. Parmi « eux, il doit bien y avoir quelques communistes. La plu- « part des ouvriers battent l'eau avec un bâton d'une manière « absurde. »

La plus grande partie des femmes (79 %) se classent dans le type II ; de plus, trois n'ont pu être classées, n'ayant absolument rien compris à l'image. Les hommes sont à peu près également répartis entre les trois types ; ce sont les ouvriers uniquement qui fournissent des éléments au type I ; les habitants des villages se répartissent entre les types II et III.

1. Le test projectif consiste à présenter aux sujets une photographie ou un dessin figurant une scène plus ou moins significative, afin d'étudier leurs réactions.

Sur cette planche, l'élément actif le plus important n'est donc pas la police, mais son vis-à-vis, sur lequel les ouvriers tendent à se projeter positivement, et les ruraux négativement. En l'absence d'une telle projection, l'attitude adoptée est neutre. En elle-même la police ne paraît donc éveiller aucune tendance, ni positive, ni négative. Comme les ouvriers sont ceux qui, dans le groupe étudié, paraissent les plus susceptibles de manifester leur indépendance envers l'autorité, on doit regretter qu'une occasion de réagir à l'image de la police seule ne leur ait pas été donnée. On constate néanmoins que les femmes tendent à ne pas prendre parti dans les situations où l'autorité civile est en jeu, en d'autres termes à se retirer de la vie civique; on constate également la tendance chez les ruraux à prendre, quand ils en prennent un, le parti de l'autorité.

.. ..

*
* *

Dans le questionnaire de Sofue, une question était libellée de la manière suivante : « Bien que Tôjô ait été envoyé à la potence en qualité de criminel de guerre, l'Empereur, qui a déclaré la guerre aux Etats-Unis, n'a pas été considéré comme criminel de guerre. Pensez-vous que ceci est logique ou illogique ? » La grande majorité, soit 78 %, pense que cette décision est logique : en effet, dit-on le plus souvent, sous la dictature de Tôjô, l'Empereur n'avait pas de pouvoir réel (73 %); on fait aussi remarquer (5 %) que c'est l'Empereur qui a donné à la radio l'ordre de cesser le feu. Quatorze pour cent n'ont pas d'opinion; une très faible minorité de 8 % pensent que la décision est illogique. Les attitudes des femmes ne se distinguent guère de celles des hommes, sauf par le fait que plus souvent elles s'abstiennent d'exprimer une opinion (hommes 3 %, femmes 23 %). Mais ce qui est le plus notable, c'est que les voix discordantes, celles qui ne sont pas favorables à l'Empereur, viennent toutes de Yawata; elles constituent le quart des réponses recueillies dans cette ville industrielle; et elles y sont donc encore très minoritaires.

L'Empereur demeure à tout le moins le symbole de la

nation; il l'est, non seulement sur le papier, dans l'article premier de la nouvelle Constitution, mais dans les esprits et dans les cœurs. Vos a trouvé que 74 % du groupe de jeunes qu'il a questionnés à Tokyo, pensent ainsi. En ce qui concerne le culte rendu à l'Empereur jusqu'à la capitulation, et qui est désormais aboli, dans le même groupe, 17 % n'ont pas d'opinion, 37 % ont des objections à présenter, mais le plus grand nombre, 46 %, continuent à penser que c'est une chose bonne, ou même nécessaire.

Les réactions à la planche 9 du test projectif rendent encore plus clairs ces sentiments des jeunes à l'égard de la personne de l'Empereur et du régime impérial. Cette planche présente « l'Empereur se promenant, un chapeau mou à la main. Un grand nombre de gens sont près de lui, le saluant. Une femme d'un certain âge l'adore, agenouillée, et une autre, debout, en fait autant, avec tout son cœur. Un homme, en arrière, crie quelque chose, en agitant la main. Un jeune garçon fixe l'Empereur avec des yeux sévères, tandis qu'un autre le regarde avec un sourire. L'Empereur lui-même paraît plongé dans ses pensées, il tourne le visage légèrement de côté » (description de la planche 9 par Sofue). Sofue distingue trois sortes de réactions à cette image :

Type I : manifestation de sentiments défavorables à l'égard de l'Empereur ou critiques à l'adresse du régime impérial. Voici un exemple de telles réactions : Homme, village de T. : « Il y a plusieurs personnes qui adorent l'Empe-
« reur, voyant en lui un dieu, exactement comme à l'époque
« féodale pendant la guerre et quelques autres qui expriment
« certaines objections à un principe tel que celui de l'inspi-
« ration divine. L'enfant, au bas de l'image, est intelligent,
« il rejette le régime impérial. »

Type II : Rejet du culte de l'Empereur comme dieu, mais acceptation du régime impérial et sentiments d'affection à l'égard de la personne de l'Empereur. Exemple : Homme, Bibai : « Après tout, cette image représente des gens en
« présence de l'Empereur — tous paraissaient heureux de le
« voir. Les plus âgés le regardent comme un dieu vivant
« parce qu'ils sont encore incapables d'abandonner leurs
« habitudes anciennes sous l'influence de l'éducation qu'ils
« ont reçue. Je ne peux absolument pas comprendre pour-

« quoi les enfants dans le coin inférieur, à droite, paraissent « tellement furieux. C'est tout à fait bizarre. »

Type III. Les personnes qui se rangent dans ce type III ne font aucune critique, acceptant la scène dans son ensemble comme tout à fait naturelle. Exemple : Homme, village de F. : « Ah ! c'est Sa Majesté l'Empereur, n'est-ce pas ? C'est « notre joie que nous aussi, maintenant, nous ayons la possi- « bilité pour la première fois de voir Sa Majesté, en consé- « quence de notre défaite. Cette image montre que nous, le « peuple, nous nous réjouissons tous de Le voir. Les indi- « vidus en bas sont certainement des communistes, je sup- « pose... »

Les réactions du type III sont celles de la moitié du groupe étudié par Sofue, les types I et II se partagent exactement l'autre moitié. Mais une analyse plus poussée fait ressortir plusieurs différences intéressantes. Les types II et III sont bien plus fréquents chez les jeunes filles, les types I et III sont également fréquents chez les jeunes gens et dominent nettement le type II. Le type III domine à la campagne, surtout dans le village de F., à Kyushu; le type I tend à être prépondérant chez les ouvriers des villes, le type III est rare ou absent chez eux.

On constate combien, malgré les déceptions nationales et les bouleversements politiques, l'attachement à la maison impériale reste fort. Cet attachement, toutefois, est bien plus politique, ou philosophique, que personnel; en d'autres termes il concerne davantage le régime impérial que la personne même de l'empereur actuel, S.M. Hiro Hito. C'est ce que révèlent les réponses à une question du questionnaire Sofue; on se souvient que ce sont les mêmes sujets qui ont été soumis au test projectif et qui ont répondu au questionnaire — à la seule réserve que quatre sujets appartenant tous au village de F., trois hommes et une femme, ont été soumis seulement au test projectif. Cette question était rédigée ainsi : « Le Roi d'Angleterre vient de mourir. Pensez-vous que ce soit une grande perte pour chaque Anglais ? Si le Président des Etats-Unis mourait, pensez-vous que ce serait une grande perte pour chaque citoyen américain ? Et si c'était Staline, en Union Soviétique, est-ce que ce serait une grande perte

pour chaque citoyen soviétique ? Et si c'était l'Empereur du Japon, est-ce que ce serait une grande perte pour vous ? »

Les résultats, à première vue très curieux, sont les suivants: 49 % des sujets déclarent que la disparition de l'Empereur du Japon ne serait pas une grande perte pour eux personnellement, et c'est la proportion la plus élevée des réponses négatives; la proportion la plus voisine, 41 %, est celle de ceux qui estiment que la mort du Roi d'Angleterre n'a pas été ressentie comme une grande perte par les Anglais; 32 % estiment que la mort du Président des Etats-Unis ne serait pas ressentie par les Américains comme une grande perte; enfin 31 % seulement, le minimum, estiment que les Russes ne ressentiraient pas la mort du Maréchal Staline comme une grande perte.

On peut chercher à interpréter ces résultats en remarquant que les pouvoirs du chef de l'Etat, aux Etats-Unis et dans l'Union Soviétique, sont plus personnels, en Angleterre et au Japon plus dynastiques. Bien souvent les Japonais font remarquer qu'il existe des analogies entre leur système impérial et le système royal en Angleterre. Plusieurs sujets interrogés par Vos sur leur attitude à l'égard de l'Empereur, ont dit que les Japonais devraient adopter une attitude analogue à celle du peuple anglais envers leur roi. Dans une des « autobiographies de l'avenir » écrites par les étudiants de Sapporo, il est exposé qu'en l'an 2002, il n'y aura plus que« cinq ou six monarchies, y compris au Japon et en Angleterre ». Ceci pourrait expliquer que, les jeunes Japonais considérant la disparition du chef de l'Etat comme une affaire moins personnelle au Japon et dans le Royaume-Uni, qu'aux Etats-Unis et en Union Soviétique, ils imaginent plus souvent qu'elle n'apparaîtrait pas comme une perte pour les citoyens dans les deux premiers pays que dans les deux autres.

On doit le remarquer cependant, on déclare plus souvent que la disparition de l'actuel Empereur ne serait pas une perte, dans les groupes qui par ailleurs ont manifesté le moins de faveur pour le régime impérial, notamment dans le groupe ouvrier de Yawata et aussi dans le groupe rural de T., à Hokkaido; surtout, les jeunes filles donnent bien moins souvent, dans l'ensemble, une telle réponse.

La conclusion la plus probable, c'est que la motivation, et

la signification, de ces réponses est ambiguë : elles peuvent indiquer, tantôt un attachement au régime et à la dynastie, considérée comme supérieurs aux individualités qui exercent actuellement le pouvoir, ou au contraire une défiance à l'égard à la fois du régime et des personnalités au pouvoir. Utilisée seule, cette question, qui aurait pu apparaître comme apte à diagnostiquer les attitudes des sujets à l'égard de leur régime et de celui de plusieurs pays étrangers, nous aurait vraisemblablement beaucoup égarés.

Toute question de doctrine politique mise à part, l'attachement aux traditions nationales et impériales reste très fort. La grande célébration anniversaire de la fondation de l'Empire, le 11 février, est désormais absente, par ordre, de la liste des fêtes officielles. Mais 85 % du groupe interrogé par Sofue seraient partisans de rétablir le Jour de l'Empire. Les commentaires cités par Sofus méritent d'être remarqués : « L'intention de faire revivre le jour de l'Empire est bonne. « Mais tous les moyens fanatiques doivent être rejetés éner- « giquement. Un mythe doit être laissé pour ce qu'il est et « traité séparément de la vérité. » « Je n'ai pas d'objection « contre le rétablissement du Jour de l'Empire. Mais nous « devons faire très attention de ne pas nous laisser à nouveau « exploiter par certaines personnes « inspirées des dieux. » « Je suis d'accord pour faire revivre le Jour de l'Empire, « mais c'est naturellement dans le sens d'une renaissance « d'un Japon nouveau. Pour cette raison, il paraît néces- « saire de modifier le nom de ce jour, afin de le distinguer « de l'ancien Jour de l'Empire. » Ces restrictions aident à comprendre les sincères désirs de réforme qui existent chez certains. Mais l'ensemble des réponses à la question de Sofue prouve l'idée très importante que les jeunes Japonais n'ont nullement perdu le sens de la continuité avec leur plus lointain passé, qu'ils ont gardé une très vive conscience de leur histoire nationale, même sous ses formes mythologiques. Le Japon des jeunes d'aujourd'hui reste une nation qui a un passé.

Un autre exemple de l'attachement des jeunes Japonais à leurs traditions est la position qu'ils prennent dans la question du Rescrit impérial sur l'éducation. Ce texte a joué une importance considérable dans la vie morale et civique des

Japonais depuis 1890. Ruth Benedict le considère comme constituant, avec le Rescrit impérial aux soldats et marins, «la véritable écriture sainte du Japon [1]». L'une des premières mesures de réforme de l'enseignement prises après la défaite, fut d'en supprimer la lecture solennelle dans les écoles (circulaire d'octobre 1946). Cependant les auteurs de *Progress of education reform in Japan* (édité par le ministère de l'Education, 1950), dont la docilité à l'égard des désirs du S.C.A.P. est en général entière, n'admettaient déjà pas sans réserve cette mesure sacrilège. « Quand une grande réforme dans les buts et la politique de l'éducation, écrivent-ils (p. 11), fut réalisée, il était tout naturel que le Rescrit Impérial sur l'Education, qu'on a longtemps considéré comme une «Sainte Bible » pour rendre claire l'idéologie de base de l'enseignement au Japon, ne fût pas laissé intact. Il peut être admis qu'il contenait quelques idées morales admirables, communes à tous les êtres humains. Mais il contenait de nombreux points qui devaient évidemment le disqualifier pour jouer le rôle d'une constitution de l'enseignement d'une nation démocratique nouvelle, dont la souveraineté se trouve dans les mains du peuple. » Les opinions des jeunes sont plus explicites que la nostalgie latente de ce texte. « Pensez-vous qu'il soit préférable, leur demande Sofue, que les gens soient conduits par le Rescrit Impérial sur l'Education ? » et pour ceux qui répondraient affirmativement, il ajoute la question : « Dans ce cas, pensez-vous qu'il soit inutile de réviser le Rescrit ? » Soixante-seize pour cent des réponses ont été affirmatives, et 8 % de l'ensemble ont estimé inutile toute révision. La proportion de ceux qui veulent, avec ou sans révision, conserver le Rescrit, est plus faible chez les hommes (64 %) que chez les femmes (87 %), plus faible particulièrement chez les syndicalistes de Yawata (45 %) ; mais, vu les discussions soulevées par ce document, vu son caractère et surtout le rôle qu'il a joué dans le passé, vu son association intime avec le régime déchu, les proportions de ceux qui souhaitent qu'il soit conservé apparaissent comme infiniment significatives.

Au point de vue politique pur, par conséquent, les inquiétudes de ceux, au Japon et ailleurs, qui ont craint de voir

1. *The Chrysanthemun and the Sword*, p. 209.

les jeunes Japonais se lancer dans la voie d'un libéralisme excessif, apparaissent, pour le moment du moins, comme bien vaines. Sans doute, toutes les fois où la comparaison est possible, voit-on les jeunes manifester plus d'indépendance en général que leur aînés. Mais ils restent très attachés à la figure de l'Empereur, plus encore au système impérial, aux symboles, aux souvenirs, aux traditions, aux valeurs qu'il comporte. La manifestation de l'autorité et les réactions de respect — quand le respect ne laisse pas la place à une abstention craintive — se présentent comme intimement liées. Au surplus, les intérêts pour la politique nationale restent faibles, les intentions d'y prendre une part active, quoique un peu plus fréquentes que chez les personnes plus âgées, ne se manifestent encore que bien rarement. Dans le domaine de la vie nationale, ce sont les problèmes économiques qui apparaissent comme les plus pressants, c'est là, quand elle se manifeste, que l'autorité serait la plus mise en question; il n'est donc pas étonnant que l'esprit politique des syndicalistes apparaisse comme le plus en éveil. Mais les problèmes économico-sociaux ne sont pas encore bien clairement posés à la conscience des jeunes, ils semblent enclins à résoudre leurs propres difficultés bien plus par l'effort individuel que par l'action politique conjointe. Cependant, les choses peuvent changer. Mais on devine dans quelle direction les changements peuvent se produire, compte tenu à la fois de la situation psycho-sociale et de la situation économique.

(*A suivre.*) Jean STOETZEL.

J.-B. Pontalis.

LA MALADIE DE FLAUBERT (I)

A dix ans il écrit à son camarade Chevalier : « Si tu veux nous associer pour écrire moi, j'écrirai des comédies et toi tu écriras tes rêves... Je t'avais dit que je ferais des pièces mais non, je ferai des romans que j'ai dans la tête qui sont la belle Andalouse, le bal masqué, Cardénio, Dorothée, la Mauresque, le curieux impertinent, le mari prudent... J'ai près de trente pièces et il y en a beaucoup que nous jouons nous deux Caroline. » Mais à trente, et jusqu'à sa mort, ce n'est plus qu'une plainte toujours répétée qui, avant de lui assurer sa légende, ne signifia pour ses amis qu'une peu compréhensible difficulté d'écrire; qu'on parcourt seulement, sous la rubrique *Madame Bovary*, l'index de la Correspondance : « Flaubert a fait en une semaine une page de Mme B... trois pages... treize pages en sept semaines... Il est de nouveau dans sa sempiternelle Bovary... Il faut que Mme B... se fasse ou qu'il en crève... Il avance péniblement, il ne recommencerait pas pour plusieurs millions... C'est une meule usante, elle l'éreinte, il en est harassé. »

Un tel contraste, rare du moins à ce degré dans les lettres, reste un mystère pour la critique. Récemment, Mme Durry, dans son introduction à un recueil d'inédits, le reconnaissait fort nettement, et avant elle, Thibaudet : « le moment le plus étonnant de l'existence littéraire de Flaubert, c'est le blanc qui sépare la première *Education* et la première *Tentation* de *Madame Bovary.* » On invoque toujours les « affres », les journées passées sur une phrase, les mois sur quelques pages, dans l'ennui, le découragement, une rage morose et l'on fait de Flaubert un crucifié des Lettres, le martyre d'une religion triste. C'est trop, ou ce n'est pas assez si l'on se souvient

que ce jeune homme de vingt neuf ans qui s'emprisonne ainsi a longtemps créé, avec des exigences égales, dans la fièvre et la facilité.

Bien sûr, il y a sa maladie, l'accident de 1844 que du Camp a rapporté, de nature épileptique, et peut-être une syphilis contractée à Beyrouth en 1850 [1]; il est probable que lorsque Flaubert dit de Mme Bovary « qu'elle passait des journées entières dans des torpeurs à demi cataleptiques... puis c'étaient de grands états d'exaltation », il n'est pas loin de décrire ses propres journées de « travail » de cyclothymique. Pourtant cette maladie, quels que soient son nom, ses effets et les médications qui l'accompagnent, ne l'empêche pas d'écrire tard dans la nuit, souvent au petit jour quand il se décide à abandonner sa Bovary, des lettres qui prouvent parfois surabondamment que sa plume n'est pas paralysée. Et puis on voit mal pourquoi une crise épileptiforme ou hystérique et une syphilis rendraient la conscience esthétique pointilleuse au point d'inhiber le geste de l'écrivain. Mais on voit bien à quoi répond ce trop facile recours à la maladie : il désigne, sans en rendre compte, ces forces qui tiennent Flaubert ligoté, transforment sa vocation en une tâche douloureuse, son entreprise en un destin qui le ronge et le coupe de la vie; non seulement de la vie extérieure mais de celle que peut connaître l'écrivain dans sa création même; à imaginer Flaubert devenu son propre prisonnier à Croisset, on le croit occupé à quelque besogne minutieuse et funèbre. Incontestablement il y a du malade chez cet homme-là, mais si ce n'était pas la maladie que l'on croit ?

Autre explication, nouvelle question : après la lecture de la première *Tentation* — à haute voix naturellement, elle dura trente-deux heures — Bouilhet et du Camp, consternés, suggèrent à Flaubert de s'atteler à un roman qui le forcerait à vaincre ses malheureuses tendances au lyrisme oratoire; Bouilhet aurait même proposé à Flaubert l'histoire de Delphine Delamare. Il dut y avoir quelque chose de bouffon et de sinistre dans cet entretien : « puisque tu ne vaux rien dans les grandes orgues, pourquoi ne pas te rabattre sur le fait divers ? après tu verras. » On sait que Flaubert accepta

1. Le diagnostic reste controversé. Voir : Dumesnil, appendice à son *Flaubert* et Pommier, dans le *Progrès Médical* (août 1947).

la mort dans l'âme le verdict et la suggestion de ses amis. Ainsi serait née *Madame Bovary*. On comprendrait alors que, commencé comme une épreuve contre nature, voulu comme un exercice de style, le roman n'ait pu se poursuivre que dans un acharnement plaintif et que même hors de ses moments d'abattement son auteur n'y ait souvent vu qu'un fruit sec. Ce diagnostic fut déjà celui de Baudelaire : « il a voulu mettre son style au pain sec et brider sa fantaisie, à peu près comme ces femmes pléthoriques qui, craignant leurs tentations, se font tirer une pinte de sang ». On pourrait même aujourd'hui trouver dans cette longue pénitence comme un écho de la castration que Flaubert relate avoir tenté de s'infliger.

Cette explication traditionnelle résiste mal à l'examen. D'abord la « source » qu'on reconnaît habituellement au roman est loin d'être unique : le document Pradier, la Correspondance montrent que Flaubert s'est inspiré non seulement d'un fait divers mais de situations qui le touchaient de près. Surtout on sait qu'il s'est mis dans cette œuvre peut-être plus que dans nulle autre ;ce n'est pas par seule conscience professionnelle qu'il s'identifie à son héroïne à chaque moment de son histoire, entrant dans ses « rêves de jeune fille » et ses « baisades », jusqu'à connaître certaines sensations qu'il lui prête (« J'avais le goût de l'arsenic dans la bouche », écrira-t-il à Taine) et livrer par elle ce qu'il a toujours tu : le secret de ses crises. Les critiques ont eu beau jeu d'établir que Flaubert déroge à ses commandements cent fois répétés d'impersonnalité et d'impassibilité dans l'art, qu'il n'y a pas de solution de continuité entre ses premiers récits autobiographiques et *Madame Bovary*, enfin qu'ils se seraient passés de son aveu pour le reconnaître dans Emma autant que dans Frédéric Moreau, Saint Antoine ou Bouvard.

On a beau trouver fondés ces jugements après coup, ils n'abolissent pas l'impression première, sans cesse confirmée par la lassitude qu'expriment les lettres; « on n'écrit pas les livres qu'on veut », a-t-il dit, et il ne *voulait* pas *Madame Bovary*, son livre le plus achevé, même s'il y est présent en chaque ligne, comme il a voulu ses grands livres manqués, toujours repris, nourris de ses obsessions. A moins qu'on ne pense finalement que *Madame Bovary*, loin d'être le résultat

d'une décision de tête à laquelle Flaubert se serait soumis comme à une thérapeutique, tordre le cou à l'éloquence, fût l'objet d'un choix si intime qu'il prit le visage ennemi du destin plutôt que d'une heureuse spontanéité. Flaubert lui-même oscille dans ses jugements, pour ne rien dire de ses humeurs: tantôt son livre n'est qu'un *pensum*, l'exercice laborieux d'un fort en thème qu'on citera en exemple à des générations d'écoliers, tantôt, on le sent au frémissement de certaines lettres, il sait que « ce sera très fort »; quant à nous qui lisons *Madame Bovary* nous n'y voyons parfois qu'un roman trop appliqué qui dissimule mal une incroyable armature de scénarios, de plans, de notes — scènes, morceaux, phrases à faire —, et puis nous pensons que ce livre apparemment contrôlé de part en part, pur objet de la conscience crispée d'un tâcheron des Lettres, a la densité, le mystère, l'autonomie d'un organisme inconnu, qu'il nous faudrait apprendre à voir.

En somme, on tourne en rond; on corrige une explication par l'inverse et on nuance celle-ci en revenant à la première. Cette cassure entre les éblouissements de style et les affres, ces lamentations toujours recommencées, ces difficultés étalées et cette patience minutieuse dont on ne sait jamais si elle en triomphe, comment donc les comprendre ? On juxtapose les hypothèses, on invoque un tempérament neurasthénique, trop de goût pour la masturbation, la douloureuse condition du rentier (ah! l'heureux Balzac qui courait après l'argent !), un sujet par trop simple, des scrupules excessifs, mêlés de quelque coquetterie dans l'insistance mise à suggérer la valeur de l'œuvre par l'aveu du travail qu'elle exige.

On pourrait multiplier les arguments, il n'y en aurait jamais assez en regard de l'autoportrait que Flaubert nous donne dans sa Correspondance; on y voit un homme totalement aliéné dans son entreprise, qui lui subordonne tout le restant de sa vie et par exemple ses rencontres avec sa maîtresse; cela donne à peu près : « nous nous verrons quand j'en serai à la page 94 ». Comment ne pas songer à cette histoire que raconte Moravia, d'un écrivain qui renonce à tout commerce avec sa femme pour mener son œuvre à bien ? Si Flaubert en est à ce point et marque avec tant d'inconscience et d'acharnement le primat de la littérature sur toutes

choses, l'explication de son malaise, c'est dans son traitement du langage qu'il convient de la chercher.

*
* *

Le premier diagnostic de son mal, c'est lui-même qui nous le fournit : « mes vices d'esprit : lyrisme, vagabondage, crâneries de l'idée, de la tournure »; et dès *Novembre*, qu'il écrit à vingt et un ans, il est sans illusion sur cette rage verbale qui le dévore : « c'était un homme qui donnait dans le faux, dans l'amphigourique et faisait grand abus d'épithètes... Il mourut mais lentement, petit à petit, *sans qu'aucun organe fût malade* [1] ». Voilà le sort qui l'attend. Aussi quand en septembre 1851 il commence *Madame Bovary*, il veut exorciser sa « nature de saltimbanque » des grandes tentations verbales qui le hantent, « prendre en pitié l'usage de se chanter soi-même » qui n'enchante que soi-même; quand il répond à la littérature de Louise Colet par « suffit-il d'être possédé d'un sentiment pour l'exprimer ? » il sait amèrement que la réponse est non; les récriminations qu'elle lui adresse lui apprennent assez qu'il ne suffit pas de parler vigoureusement pour être entendu (et c'est pourquoi il ne se plaira jamais dans la compagnie des femmes) et les poèmes qu'elle lui fait lire confirment comme une caricature ce dont il commence à se convaincre : la violence des mouvements du cœur, alors qu'elle prétend s'exprimer sans détour, n'assure qu'une littérature niaise et ampoulée; « s'il fallait être ému pour émouvoir les autres ! »

Le traitement qu'il va s'infliger est méthodique; un exemple : « je suis dévoré de comparaisons comme on l'est de poux; je ne passe mon temps qu'à les écraser, mes phrases en grouillent ». Il ne dissimule pas : ses images sont des parasites. C'est que pour bien feindre, il faut reconnaître au monde « peu de réalité », le tenir à la distance du regard comme un possible parmi d'autres et n'y lire déjà qu'un certain accord de mots; alors l'image n'est plus parasite mais « reine du Vrai ». Voyez Balzac dont le monde est assez péremptoire pour que Marx en admette la vérité; souvenez-vous de ses images qui démarrent comme des clichés et

1. C'est moi qui souligne.

par une sorte de surenchère finissent par triompher de la mesure et de la vraisemblance que nous leur opposions. Mais Flaubert ne croit pas à la surréalité de l'image, il tient la « métaphore » pour un décor ; il lui arrive de se vanter d'une « comparaison soutenue » de trente-deux lignes; c'est bien cela, il la soutient à bout de bras, comme un lutteur de foire. S'il ne voit pas la puissance propre de l'image, c'est qu'il est pénétré jusqu'à l'obsession par celle des choses. Voilà l'origine de son ennui. « Je suis né ennuyé, c'est la lèpre qui me ronge ». Peut-être mais elle ne ronge pas les choses. Cet ennui-là n'est pas la maladie moderne de la conscience qui la déphase de son monde, mais une maladie de l'être qui se diffuse jusqu'à tout envahir; non comme chez Mallarmé un moyen de se délivrer « des choses solides et prépondérantes » et d'anticiper par là la tâche dernière du langage : créer de l'absence [1]; mais au contraire un moyen de se laisser absorber par une réalité glissante comme un terrain trop lourd. Car cette réalité qui fascine Flaubert n'est pas celle qu'observe la science positiviste ou que parent les naturalistes et ce ne sont pas leurs lorgnons qui la font voir; ce serait plutôt une nature sensible qui noie le présent et résorbe l'individu.

Il faut en tous cas se garder d'y ajouter quoi que ce soit et s'abandonner tout entier aux délices de cette incorporation. « A force de quelquefois regarder un caillou, un animal, un tableau, je me suis senti y entrer. » L'aboutissement normal de ce genre d'opérations, c'est le silence, et il se peut que bien des journées laborieuses de Croisset se soient passées ainsi : à dissoudre l'univers dans la fumée d'une pipe. L'ennui est que Flaubert a entrepris de parler et ses fêtes solitaires endorment ses meilleurs amis; ces hémorragies qui devaient emporter les intervalles, abolir la discontinuité du temps et déboucher sur une éternité sensible au cœur, ces images fulgurantes qui devaient porter le réel à son degré de fusion, s'achèvent en logorrhées de songe-creux. « Il mourut sans qu'aucun organe ne fût malade »; oui mais cette volonté de mourir au monde, car c'était une sorte de mort que Flaubert cherchait dans ce qu'il appelle quelque part son « effusion contem-

1. Cf. *Faux pas* de Blanchot : « La présence des mots nous est le gage de l'absence de tout le reste. »

plative », ne crée que des monuments funéraires vides et sonores. Il faudra donc qu'il s'y prenne autrement.

Même s'il en était absolument convaincu et capable de ressusciter, il n'en retrouverait pas moins cette lèpre rongeuse qui le rend si sensible au grotesque et à la bêtise. « Il y a des gestes, des sons de voix et des niaiseries qui me donnent presque le vertige » : tout ce qui venant des hommes reste suspendu dans le vide avant de s'abîmer dans la matière; tout ce qui *prétend* encore, comme ces objets — la casquette du jeune Bovary, la paire de bottes — qui s'obstinent à vouloir servir. Comment oser ajouter à cette profusion qui a raison de tout et ensable jusqu'à l'esprit qu'elle fossilise (les idées reçues) ? « De toute la politique, il n'y a qu'une chose que je comprenne c'est l'émeute »[1]. Parce qu'elle nie dans un sursaut ce que toute l'époque satisfaite répète à Flaubert : la confiance dans le progrès et l'ordre. L'émeute c'est une image qui s'accomplit et pétrifie l'homme.

On a souvent marqué l'étrangeté du rapport de Flaubert à cette bêtise qui le rend malade et littéralement le fascine. Un exemple entre mille : envoie-t-il une lettre de félicitations à un confrère, il lui demande ce petit service : « mettez-moi de côté les bêtises qui seront dites sur votre livre ». Flaubert s'est toujours plu à ramener les jugements humains aux réflexes d'une espèce animale saugrenue, les idées à un peu d'encre, jusqu'à ce qu'il transforme l'encyclopédie du savoir en une clownerie pas drôle et prenne l'esprit en flagrant délit : la grenouille qui veut s'enfler jusqu'au bœuf; Bouvard et Pécuchet sont les parents pauvres de M. Teste.

Cette entreprise a bien entendu un sens social précis; la relation de Flaubert à la bêtise est très exactement la transposition de sa relation à la bourgeoisie. On connaît le personnage ubuesque du Garçon[2], que Flaubert et ses cama-

1. On pourra rapprocher cette fière déclaration des injures terrorisées que Flaubert adresse à la Commune.

2. « C'était une sorte de Gargantua moderne, aux exploits homériques, dans la peau d'un commis voyageur. Le garçon avait un rire particulier et bruyant qui était une sorte de ralliement entre les initiés. » (Corresp.)

« L'éloquence du Garçon éclatait surtout dans une parodie des Causes célèbres qui avaient lieu dans le grand billard du Père Flaubert, à l'Hôtel Dieu. On y prononçait les plus cocasses défenses d'accusés, des oraisons funèbres de personnes vivantes, des plaisanteries grasses qui duraient trois heures. » (Journal des Goncourt.)

rades imaginaient étant enfants, et qui le suivit toute sa vie : il lui sert à contester par l'emphase, la parodie, la scatologie, les vertus bourgeoises : c'est un grotesque mais qui rend les autres grotesques. Voilà le seul « surmoi » que se soit jamais reconnu Flaubert, la seule terreur qu'il ait opposée à ces bourgeois qu'il prétendait tant haïr. « Jamais je ne me fais la barbe sans rire, tant ça me paraît bête. » Oui, mais il se fait la barbe. « Voir la bêtise et ne plus la tolérer. » Oui, mais voici sa dernière volonté d'écrivain : « Produire une telle impression de lassitude et d'ennui qu'en lisant ce livre (*Bouvard et Pécuchet*) on puisse croire qu'il a été fait par un crétin. » Sa tentation permanente : « être la matière » (*Saint Antoine*) se muera en cette obsession : être la bêtise (*Bouvard et Pécuchet*). « Il ne s'agit pas de déclamer contre le bourgeois, il est mort »; donc pas de haine, pas de révolte. laissons cela aux *Epiciers* et aux *Voyous*; nous autres artistes nous avons mieux, le sottisier. Nul n'entre au collège des artistes s'il n'est pas à même d'en présenter un [1]. Flaubert n'ignore pas sa complicité avec les bourgeois et il ne peut pas l'ignorer; ses rentes, ses frayeurs, ses habitudes la lui disent chaque jour; et, d'une manière plus intime, son ennui et son sens du grotesque « Bouvard et Pécuchet m'emplissent à tel point que j'en crève »; quand il manque d'emportement il se contente de se déclarer : « placidement funèbre ». On ne saurait mieux dire.

* * *

Si on ne les rattache pas à cet ensemble de partis pris, comment comprendrait-on les scrupules d'écriture de Flaubert ? Quand il dénonce avec le zèle que l'on sait les assonances et les hiatus, fait une chasse maniaque aux qui et aux que, s'enthousiasme pour les coupes, les rejets, les chutes de phrases [2], ce n'est pas par souci du bien dire; s'il croit

1. L'ennui est que Flaubert mériterait plus d'une fois d'y figurer. Citons seulement ce passage d'une lettre où il déclare détenir le secret de la fin de cet autre artiste, Théophile Gautier : « Il est mort d'une longue colère rentrée, de la charognerie moderne. C'était son mot et il me l'a rappelé cet hiver plusieurs fois : je crève de la Commune.... Les ouvriers de luxe sont inutiles dans une société où la plèbe domine. »

2. « C'est fini. Je n'ai plus qu'une dizaine de pages à écrire mais j'ai toutes mes chutes de phrases ». (Lettre à Gautier.)

« qu'il n'existe qu'une manière d'exprimer une chose, un mot pour le dire, un adjectif pour le qualifier et un verbe pour l'animer » (Maupassant) et si cette conviction lui vaut tant de peines, c'est qu'il ne lui donne pas le même sens que La Bruyère. Et comment le pourrait-il ? La rhétorique classique est fondée sur l'idée d'un discours qui exprime les rapports vrais des choses; elle suppose une réalité stable, universelle, objet unique de la perception, de la science et de la philosophie. Tout est dit, on peut seulement dire mieux et, comme les mathématiciens, donner une solution plus élégante à un problème déjà connu. Le lecteur regarde la même vérité que l'auteur : la communication est assurée par une sorte d'harmonie préétablie. En définitive, si une œuvre est totalement lisible (mais il faut apprendre à lire, c'est la culture), c'est parce que le monde est totalement déchiffrable (il faut seulement s'assurer du commencement, de l'ordre, « localiser les mystères » et c'est la philosophie).

Le prestige du style pour Flaubert ne tient pas dans son accord avec quelque réalité : idée, sentiment ou objet; ce qu'il trouve chez les écrivains classiques, c'est une attention scrupuleuse à la matière première de la littérature : le langage. Mais sa rage des phrases dont sa mère disait qu'elle lui avait desséché le cœur est celle d'un peintre pour des couleurs, des objets, non celle d'un orateur ou d'un puriste. Parfois, il parle du langage comme si le langage ne disait rien que lui-même : « ce livre (*Madame Bovary*) qui n'est qu'un style a pour danger continuel le style même. La phrase me grise et je perds de vue l'idée ». C'est qu'il ne peut définir le style avec Buffon, comme « ordre et mouvement qu'on met dans ses pensées » ni l'idée comme objet d'une intuition intellectuelle; elle ne préexiste pas à l'expression : « la forme et l'idée, pour moi, c'est tout un »; elle ne se laisse pas cerner, car elle est une attente, une intention; « plus je vais et plus je me trouve incapable de rendre l'idée ». Nulle part peut-être il ne montre mieux ce qui le sépare des classiques — et le rapproche de Mallarmé — que dans cet axiome : « il faut toujours penser au style et écrire le moins qu'on peut, uniquement pour calmer l'irritation de l'idée qui demande à prendre une forme et qui se retourne en nous jusqu'à ce que nous lui en ayons trouvé une exacte, précise,

adéquate à elle-même[8] ». Cette croyance absolue dont parle Maupassant, « qu'il n'existe qu'une seule manière d'exprimer une chose » n'est donc la source de tant de difficultés que parce que l'arrière-plan intellectuel qui fonde généralement une telle certitude a cessé d'exister pour lui; il ne peut se référer à rien d'antérieur au style. Il le sait et le dit mais il souhaiterait qu'il en fût autrement; alors il se « ronge de plans » (« si le plan est bon je te réponds du reste »; hélas ! non), multiplie les scénarios comme s'il espérait par là se délivrer du seul travail qui lui importe : le travail de l'expression. Mais s'il est vrai que dans *Madame Bovary* il n'eut qu'une idée : « rendre un ton, cette couleur de moisissure de l'existence des cloportes » et que selon les mots de Proust « l'intelligence chez lui cherche à se faire trépidation d'un bateau à vapeur, couleur des mousses, ilôt dans une baie », comment serait-il dupe de ces préparatifs et même de toutes ces vertus qu'on a tant vantées ? « C'est un tour de force je crois — comme concision et netteté —, ce qui n'empêche pas que ce soit assommant ».

Il lui arrive de se tourner de l'autre côté, vers les « choses » et de chercher un refuge dans une observation et une documentation d'allure scientifique; bien souvent son exploration de la réalité se confond avec celle d'un faiseur de fiches. Seulement tout comme ce n'est qu'en apparence que son traitement du langage retrouve celui des classiques, c'est superficiellement que son approche du monde passe pour naturaliste. L'excès même de ses prétentions documentaires — voyez par exemple ces renseignements qu'il demande à ces correspondants avec une minutie extravagante — en révèle la différence. Sa volonté de précision atteint presque avec *Bouvard et Pécuchet*, l'hallucination : « j'irai faire leurs excursions géologiques ». Il suffit de lire les lettres et les récits de voyages de ce prétendu romancier d'observation pour s'assurer de son inaptitude à déceler tous ces signes fugitifs et évidents que fait le monde à qui sait le voir; personne n'a moins que lui le sens stendhalien du fait, du bout de conversation qui trahissent un homme, un milieu. Il est pâteux comme un guide.

Le malheur du réalisme qui fait l'inventaire d'une réalité

1. C'est moi qui souligne.

déjà faite, déjà vue et se contraint ainsi à confondre la littérature avec le maniérisme de l'écriture, si on le sent chez Flaubert plus vivement que partout ailleurs, c'est parce qu'il le vit comme une impasse, non comme une recette. Pour se consoler, il rêve d'un livre qui ne serait que style, dit sa totale indifférence au sujet; seulement il n'écrit pas pour autant des poèmes mais des contes, des romans et même des pièces de boulevard. Il s'aliène dans le langage mais sans cesser de vouloir se référer à une réalité psychologique et sociale. En somme, il oscille entre Mallarmé et Zola. C'est aussi parce qu'il se sait à l'origine d'un art : « la prose est née d'hier; voilà ce qu'il faut se dire ».

***

Cette oscillation, cette équivoque, ce malaise, on les retrouve dans la relation entre sa littérature et sa vie. Très tôt il s'accepte comme il est, dans un contentement amer; à vingt-cinq ans. il en a soixante. Il se voue avec une extraordinaire constance, parfois avec emportement, au travail littéraire sans qu'il soit jamais pour lui une passion qui le délivrerait. Une certaine idée de l'écrivain qui a pour métier de faire des livres date incontestablement de lui, pourtant il est bien loin de se vouloir artisan; il sait par exemple que tout ce qu'il donne à ses livres il le retire à sa vie. Il diffère non seulement des autres hommes mais des autres écrivains et c'est ce qui irrite si fort Louise Colet; il fait dépendre les rendez-vous de Mantes du chapitre à finir plutôt que du calendrier, prétend qu'il ne pourra écrire que s'il refuse de vivre comme les autres, que même on ne peut parler bien que de ce qu'on s'interdit de vivre — comme si les actes et les sentiments rendaient vain ou impossible l'usage du langage littéraire. Il s'imposerait donc la solitude et l'inaction pour satisfaire ses exigences esthétiques, sans qu'il entre dans cette décision de l'héroïsme : le *vates* se fait *ours*.

Seulement cette rigueur ne convainc qu'à demi; des choix si tranchés paraissent artificiels et nous sentons mieux le conflit entre vie et littérature chez Stendhal et chez Malraux qui se donnèrent à l'une et à l'autre. Est-ce vraiment à *Madame Bovary* que Flaubert sacrifie Louise Colet, n'est-ce

pas plutôt à sa mère ?[1] Et puis que sacrifie-t-il au juste ? quelque carrière de magistrat, à la Ernest Chevalier. Quand il voyage en Orient, il se comporte comme n'importe quel bourgeois (quelle différence avec Nerval !) rapidement assommé par le tourisme, rêve pendant des mois sur une nuit passée avec une « courtisane viandeuse ». Son mépris de la vie bourgeoise n'offre d'ailleurs rien, on s'en doute, de radical; « bédouin, tant qu'il vous plaira; citoyen, jamais », déclare-t-il superbement mais il sait s'inquiéter pour ses rentes, remplir fort bien ses devoirs de famille et à ma connaissance il n'a jamais fait « l'entrée du garçon » dans le salon de la princesse Mathilde.

Ainsi il n'attend rien de la littérature pour la raison que sa vie est déjà jouée mais il s'y voue tout entier; il travaille ses livres comme un artisan ses chefs-d'œuvre mais dédaigne sincèrement sa condition d'homme de lettres[2]. On comprend qu'il n'y ait pas dans cette attitude contradictoire de quoi le rendre heureux. Même quand il écrit, il ne se laisse aucune ouverture : il s'épie, ne se surprend pas plus qu'il ne surprend le lecteur, il se lit en même temps qu'il écrit, ne laisse jamais filer sa phrase, son livre devant lui, il se relit à haute voix en modulant, recopie sans cesse comme s'il avait peur de se perdre. Ce que le poète obtient par une sorte de grâce — du moins il doit en donner l'illusion — Flaubert le cherche par le travail. « Je ne suis que littérature et je ne peux ni ne veux être rien d'autre. » Ces mots qui sont de Kafka et pourraient être de Flaubert définissent mal Kafka mais fort bien Flaubert. S'il s'interdit de sortir de son laboratoire, cherchant

1. Il écrit à Louise Colet : « Si je ne peux pas venir à Paris comme tu le désires, c'est qu'il faut que je reste ici. Ma mère a besoin de moi; la moindre absence lui fait mal. Ce qui serait nul pour d'autres est pour moi beaucoup etc. » Une autre fois il lui demande : « A partir de jeudi, adresse-moi tes lettres ainsi : M. du Camp chez M. G.F. parce que les lettres que je reçois de toi tous les jours sont censées être de lui et, quand il sera ici, ça paraîtrait singulier que j'en reçusse tout de même; on pourrait m'interroger. »

A cinquante ans, il écrit à Mme Schlésinger, son grand amour platonique, dont il espère une visite à Croisset : « J'aimerais tant à vous recevoir chez moi, à vous faire coucher dans la chambre de ma mère! »

2. Cf., la fameuse lettre (26 juin 1852) où il répond à du Camp qui souhaite le voir monter à Paris où il y a des places à prendre : « *Être connu* n'est pas ma principale affaire... Je vise à mieux, à me plaire... Les lauriers qu'on s'y arrache [à Paris] sont un peu couverts de merde, convenons-en etc... »

des mots, expérimentant des rythmes, c'est que pour être une médiation féconde, le langage doit renoncer à n'être qu'un moyen. Il semble à Flaubert qu'en se lisant avec assez d'acharnement à son entreprise, en s'enfermant dans son système, il retrouvera tout ce qu'il perd. Il faut donc vivre à Croisset plutôt qu'aux Indes. A ce prix, *Madame Bovary* sera plus vraie que tous les récits de voyage, l'*Education sentimentale* plus autobiographique que *Novembre* et il y aura dans *Bouvard et Pécuchet* l'accent d'une confession accusatrice.

Quelle est la part de l'imposture dans cette attitude ? Flaubert partageait avec pas mal de ses contemporains l'idée d'un absolu littéraire qui réclame en principe un dévouement inconditionnel; il *gueule* ses phrases comme un moine ses chants de gloire : l'art sauvera le monde et l'artiste avec. Mais est-il dupe ? Il se montre certainement plus sensible au côté tâcheron maniaque qu'au côté grand prêtre, au *bouquin* qu'au *Livre*. Il ne cesse de s'irriter de ce que dans *Madame Bovary* « on aperçoit trop les écrous qui serrent les planches de la carène », de ce qu'elle est « tirée au cordeau, lacée, corsetée et ficelée à étrangler » mais il continue inlassablement selon la même méthode, — cette méthode qui fait ses preuves partout autour de lui, dans sa famille qu'il admire, dans ce commerce, cette industrie, cet ordre établi qu'il méprise dans la complicité; Croisset n'est pas bien loin de Rouen, la valeur *travail* est la plus sûre.

Seulement c'est un singulier travail que Flaubert reconnaît pour son compte : il ne transforme pas, il substantifie. C'est que la conquête du réel lui paraît déjà accomplie. Voyez *Madame Bovary* : Voltaire est devenu Homais, la révolte romantique s'achève en rêveries niaises de clerc de notaire, les financiers de Balzac avaient de la grandeur, Lheureux n'est qu'une petite crapule; nulle part des idées fixes — on ne voit jamais ces volontés folles qui finissent par transformer une passion en souveraineté — mais personne n'échappe aux idées reçues; il n'y a pas de héros : « ce sera la première fois qu'on verra un auteur se moquer de son jeune premier et de sa jeune première ». Distant des autres, d'un monde objectif qu'il suffirait de dire, d'un public qu'il suffirait de toucher, Flaubert se sent d'autant plus proche du langage, qu'il charge de toute cette puissance, de cette suffisance somptueuse dont

le monde est à jamais privé. Il faudrait contraindre le monde tel quel à se transmuer en littérature, changer la substance des choses en substance verbale. Quel langage cela suppose t-il ?

Si je ne fais que me servir des mots, c'est que j'ai seulement l'intention de me servir des objets : c'est le règne de l'instrumentalité. En refusant toute autonomie au langage, je nie du même coup la présence nue et envahissante de la réalité, je la réduis au strict usage que j'en fais. Mais Flaubert ne prétend pas se servir des objets; quand il y est contraint, il se met en colère. C'est aussi pourquoi il répugne à passer pour un homme de lettres qui se sert de mots, connaît ses effets, pratique une rhétorique et se réfère à un public. « Je suis tout bonnement un bourgeois qui vit retiré à la campagne, m'occupant de littérature », préfère-t-il avouer.

Mais s'il ne veut pas faire du langage un système de signes au service d'une réalité, d'un autre côté il ne veut pas transformer le réel en discours. Ce qui le fascine c'est la pâte des choses, leur présence envoûtante et leur pourrissement, ce sens tout imprégné de matière qui fait les couleurs, les parfums, les rêveries. Pour découvrir, après les contradictions, la solution que tenta de leur donner Flaubert, il suffit de lire *Madame Bovary*.

On trouve normal de chercher l'explication d'un homme politique dans sa conduite vis-à-vis du pouvoir, des intérêts, des institutions, celle d'un peintre dans sa manière de traiter l'espace et les objets; pourquoi les critiques s'empressent-ils donc de faire leur trou dans le mur de langage qu'a édifié l'écrivain pour aller flairer l'homme qu'il dissimulerait ? Il y a bien du mépris pour la littérature qu'on est censé servir dans cette attitude. Pour Flaubert qui s'est si totalement voulu écrivain, on en apprend plus, comme Proust l'avait pressenti, en scrutant son emploi des verbes qu'en reconstituant sa pauvre biographie. Ses difficultés, ses choix, ses passions, ses luttes, ses impasses psychologiques et sociales, c'est dans ses actes d'expression qu'il faut les lire. Le langage reste la seule réalité à laquelle il consente à se mesurer. Il s'emmure avec *Madame Bovary*. De bon gré ou à son insu, il faut bien qu'il s'y livre tout entier. Si nous voulons le saisir, c'est à l'intérieur de la prison qu'il faut pénétrer.

(*A suivre.*) J.-B. PONTALIS.

H. de Galard.

LE McCARTHYSME ET SES VICTIMES (*fin*)

Les murs d'un des bureaux de poste de San-Francisco étaient ornés de fresques, représentant les différentes races du globe, unies sous le signe de la bannière étoilée et de la faucille et du marteau. Œuvre d'un peintre américain, Anton Refreguer, elles avaient été exécutées entre 1940 et 1948. A peine sèches, on leur reprocha d'être d'inspiration rooseveltienne et de prôner la « co-existence ». En 1951, leur auteur fut accusé « *d'avoir eu des attaches avec les mouvements de gauche* ». Le 5 mars 1953, un membre du Congrès demanda leur destruction, car elles « *reflétaient d'une manière indigne l'épopée des pionniers et l'histoire du grand Etat de Californie* ». *La Société des Artistes de l'Ouest* approuva le parlementaire : « *Les fresques étaient*, déclara-t-elle, *artistiquement mauvaises, historiquement absurdes et politiquement corrompues.* » Nous ignorons si elles sont maintenant remplacées par la reproduction d'une chevauchée de cow-boys.

Le fanatisme n'est pas chose nouvelle. Mais cela se passe dans le pays le plus riche, le plus puissant, le plus démesuré de la terre, aujourd'hui, en Amérique, et c'est cela le McCarthysme. En une année d'existence, il avait pris un développement foudroyant. (Le 8 mars 1951, la Commission McCarthy pouvait publier une « liste noire » de 624 organisations et de 204 publications considérées comme « *subversives* », dont cela signifiait la condamnation). Les fonctionnaires ne lui suffisaient plus. Déjà, il n'épargnait aucun groupe de la société américaine. Le cinéma, la presse, l'enseignement, la littérature et l'art furent ses secondes victimes.

Dès 1947, la Commission des Activités anti-américaines de la Chambre des Représentants, présidée par M. Parnell Thomas (républicain), avait procédé à une longue enquête

sur les milieux du cinéma. En novembre, elle se déplaça même jusqu'à Los Angeles pour y entendre directement les témoins qu'elle convoquait. Beaucoup des artistes ou des metteurs en scène de Hollywood reconnurent, alors, leurs « erreurs », les uns parce qu'ils ne les avaient jamais pensées sérieusement, les autres parce qu'ils pensaient que ce n'était pas sérieux. C'est à cette époque, déjà, que Charlie Chaplin fut accusé de « turpitude morale ». Deux années plus tard, Parnell Thomas fut, lui, condamné pour escroquerie.

McCarthy reprit et amplifia les enquêtes de Parnell Thomas. Plusieurs vedettes, metteurs en scène ou scénaristes connus furent obligés, soit d'abandonner Hollywood, soit de faire amende honorable [2]. Certains furent convoqués à plusieurs reprises devant la Commission. Les questions devenaient plus précises, les menaces plus immédiates. Celui qui avait tenu bon la première fois risquait de flancher la seconde. Ainsi, Elia Kazan, convoqué une première fois le 14 janvier 1952, reconnut avoir été communiste, mais refusa de donner les noms qu'on lui demandait. Trois mois plus tard, le 11 avril, il comparaissait une seconde fois, et, cette fois, dénonçait trois personnes. En mai de la même année, sur la foi d'une liste fournie par l'American Legion, la Commission décida de recommencer une enquête sur la « *loyauté* » de 200 personnalités du cinéma. Nombre de films furent interdits ou boycottés, tels que *Le Miracle*, *Limelight*, etc... (La réaction contre la censure qui est en train de se produire aux Etats-Unis n'affecte pas ses aspects politiques, mais moraux, sensuels et érotiques.)

Dans tous les organismes et groupes américains, une épuration entreprise par McCarthy entraînait immédiatement une auto-épuration de l'organisme visé. McCarthy se contentait souvent de déclencher le mouvement ou de l'accélérer par la suite, si les mesures prises lui paraissaient trop faibles ou insuffisantes. Telle est la résonnance du McCarthysme que la machine tourne aujourd'hui toute seule. A l'intérieur de

2. Kazan, Dmitryk, Schulberg, etc. et le dernier en date, Jules Dassin qui dut abandonner la mise en scène de *l'Ennemi public N° 1*, film tourné en France et commandité en grande partie par des capitaux franco-italiens, sur l'ultimatum du secrétaire du syndicat américain des techniciens du cinéma.

chaque groupe, les dirigeants eux-mêmes prennent les déci-sions d'épuration, en fonction de critères souvent subjectif et imprécis relevant plus de l'ambiance du moment que d'u texte de loi. Ainsi, arrive-t-on à confondre et à ranger dans l. même catégorie les éléments proprement communistes et tou ce qui n'est pas républicain bon teint ou démocrate ardent les libéraux, les progressistes, les socialistes, et plus générale-ment toutes les minorités [3]. Les critères d'épuration son appliqués d'autant plus subjectivement que l'épuration es préventive et n'a finalement comme seul objectif que d'évite une attaque de McCarthy.

C'est ce que firent les sociétés de production de films qu poursuivent elles-mêmes la tâche entreprise en 1947 par l: Commission des activités anti-américaines. Il en est de même à la radio et dans les chaînes de télévision, dont les pro-grammes sont soigneusement surveillés par leurs producteurs surtout depuis que McCarthy a réussi à obtenir la mise e quarantaine du plus célèbre commentateur américain, Drew Pearson, qu'il poursuivait d'une haine personnelle. Certaine chaînes de radio ou de télévision diffusent maintenant régu-lièrement des listes de « *gens subversifs* » qu'il est « *conseill de ne pas employer* ». McCarthy osa même s'attaquer à l presse, toute puissante aux Etats-Unis. Il fit convoquer plu-sieurs journalistes devant sa Commission, dont les rédacteur en chef du *New York Post* et du *Washington Post*. Il obtin l'expulsion d'un citoyen britannique, rédacteur en chef d *National Guardian*. Il accusa Mme Agnès E. Meyer, femme du propriétaire du *Washington Post*, d'être communiste e pro-soviétique [4]. Et surtout, il obligea les jeunes journaliste américains, malgré les protestations des organes libérau contre ses atteintes à la liberté de la presse, à utiliser leu plume souvent très en arrière de leur pensée.

3. Le parti socialiste est, depuis 1948, rangé sur la liste des organisa-tions subversives et, en 1953, une circulaire de M. McLeod, directeur du personnel au Département d'État, exigea le licenciement et interdit le recrutement de tout fonctionnaire socialiste.

4. Mme Meyer, violemment anti McCarthyste, n'eut cependant pas de mal à prouver que McCarthy l'avait sciemment confondue avec une autre Mme Meyer, canadienne.

Les enquêtes dans les universités

Mais, à l'exception des fonctionnaires, ce sont probablement les membres de l'enseignement qui ont eu à subir avec le plus de rigueur les effets du McCarthysme. Dès le 8 juin 1949, l'Association Nationale pour l'Education, dont faisait partie à l'époque le général Eisenhower, déclarait que les communistes devaient être exclus du corps enseignant, car *« ils adhèrent à des doctrines et à une discipline absolument opposées aux principes de liberté en honneur dans l'enseignement américain »*. Un peu plus tard, l'Université de Californie décida d'obliger ses 4.000 membres à prêter serment de fidélité à l'Etat et à s'engager à ne pas appartenir au parti communiste.

Dès cette époque, l'épuration anti-communiste permettait de « liquider » les membres de l'enseignement qui n'étaient pas strictement conformistes. Ainsi, en avril 1950, un conflit opposa la municipalité et les professeurs de la ville de New-York qui demandaient une augmentation de 600 à 1.000 dollars par an. Le 17 avril, les professeurs se mirent en grève. Quinze jours plus tard, leurs élèves manifestaient dans la rue pour les appuyer. Le 3 mai, huit professeurs, tous membres d'un des syndicats de l'enseignement de la ville de New-York, y compris le président et le secrétaire de ce syndicat, furent suspendus et soumis à une enquête. On les accusa d'être communistes; on leur posa la question rituelle : *« Adhérez-vous au parti communiste; ou bien l'appuyez-vous ? »* Ils refusèrent de répondre, comme ils en avaient le droit et furent révoqués. Les autorités new-yorkaises affirmèrent qu'il n'y avait aucune relation entre la grève et les mesures prises contre les professeurs. Mais la coïncidence est d'autant plus étrange que les huit professeurs révoqués étaient tous d'origine israélite.

La « chasse aux sorcières » se développa rapidement dans l'enseignement, d'autant plus qu'aux Etats-Unis, la plupart des universités importantes sont des fondations privées, contrôlées par des industriels ou des financiers. Pour éviter le « discrédit » qui jaillissait sur leur université, lorsqu'un de ses professeurs était convoqué devant la Commission d'en-

quête, les conseils d'administration de ces fondations prirent eux-mêmes des mesures sévères d'épuration. Certains professeurs furent renvoyés pour avoir appartenu, avant la guerre et peu de temps, à des organisations communistes ou progressistes, d'autres pour introduire dans leurs cours, des idées trop libérales ou pour exprimer, hors de l'université, des opinions non-conformistes. A cela s'ajoutent les rivalités entre universités. Celle qui passe pour avoir employé trop de professeurs suspects voit aussitôt diminuer le nombre de ses élèves. Le procès d'Owen Lattimore obligea la John Hopkins University de Baltimore, dont il était le professeur le plus réputé, à fermer son institut de politique étrangère. La principale bénéficiaire de cette fermeture fut l'école de sciences politiques de l'Université de Georgetown, dont le doyen, le père jésuite Walsh, est l'ami intime de McCarthy et, dit-on, son inspirateur.

Aucune loi fédérale n'interdisait encore formellement l'emploi dans les écoles de professeurs réputés communistes. Mais le 3 mars 1952, la Cour Suprême américaine confirma, par six voix contre trois, la constitutionnalité d'une loi de l'Etat de New-York (Loi Feinberg) qui interdisait l'emploi, dans les écoles publiques, de toute personne qui préconisait de renverser par la violence ou par la force le gouvernement fédéral ou le gouvernement de l'Etat ou qui appartenait à une organisation prêchant cette doctrine [5].

Disposant alors d'une solide base juridique, les enquêtes se développèrent dans tous les établissements d'enseignement appartenant aux villes ou aux Etats. Celles des universités privées qui n'avaient pas encore « épuré » de leur propre initiative furent obligées de suivre le mouvement. Ce qui n'avait été jusque-là qu'actions clairsemées devint bientôt une opération d'envergure. Le 24 février 1953, la Commission des activités anti-américaines de la Chambre obtint un crédit de 300.000 dollars pour commencer une enquête générale sur le communisme dans les établissements d'enseignement américains. De nombreux professeurs furent convoqués à Washington et soumis à l'interrogatoire de la Commission

5. L'un des juges de la Cour Suprême, qui avait voté contre la loi, devait déclarer à son propos : « *Les directeurs d'écoles deviennent des détectives, les élèves, les parents, les collègues, des informateurs.* »

tandis que des sous-commissions d'enquête étaient envoyées sur place dans plusieurs universités. Il était toujours possible de refuser de répondre aux questions des enquêteurs, en s'abritant, par exemple, derrière le 5e amendement, mais la plupart des « suspects » qui eurent ce courage furent, soit inculpés « d'outrage au Congrès », soit renvoyés des écoles où ils exerçaient [6]. Parmi ceux qui furent acquittés, certains subirent le même sort, leur direction arguant de la mauvaise réputation que leur présence valait à son établissement.

Les bruleurs de livres

Les enquêtes sur l'enseignement devaient aboutir à une véritable épuration de l'art et de la littérature. A la fin de l'année 1952, plus de cent compositeurs et musiciens étaient mis à l'index; parmi eux, Walter Darmwrosch, chef de l'orchestre symphonique de New-York : il était mort depuis trois ans.

L'épuration dans le domaine littéraire fut plus sévère encore. La Commission McCarthy décida que seraient soumis à la censure les neuf millions de volumes de la Bibliothèque du Congrès et que ceux d'entre eux qui paraîtraient « suspects » seraient mis à l'index. Il fallut désormais remplir des questionnaires serrés pour obtenir dans les bibliothèques américaines des livres traitant du marxisme ou de l'histoire du communisme. Plusieurs centaines d'ouvrages disparurent des rayons. Le livre de lord Jowitt, ex-ministre de la Justice britannique, sur l'affaire Hiss, fut retiré de la vente. Des auteurs de romans policiers furent interdits. Dans l'Ohio, le chef de la police s'érigea en censeur et empêcha la vente de plusieurs journaux ou magazines. En Floride, on enleva des bibliothèques municipales des livres qui déplaisaient aux maires conservateurs. Au Texas, une loi interdit aux services de

6. Ainsi, le 19 juin 1953, la Commission de l'Éducation de la ville de New-York démettait de leurs fonctions six professeurs du collège de James Madison qui avaient refusé de répondre à la sous-commission sénatoriale sur la sécurité intérieure. Le même cas s'était déjà produit à New-York le 16 mars.

Signalons, toutefois, que lors d'une enquête à l'Université de Philadelphie que fit, le 17 novembre 1953, une sous-commission du Sénat, 14 professeurs sur 15 refusèrent de répondre à la question de savoir s'ils étaient ou non communistes.

l'éducation d'acheter les livres dont les auteurs n'auraient pas signé une profession de foi anti-communiste. En maints endroits, la frénésie McCarthyste aboutit à de véritables autodafés où l'on jetait sur le bûcher les livres proscrits.

Ce qui se passait aux Etats-Unis devait s'étendre aux bibliothèques américaines dans les pays étrangers. En avril 1953, les services bibliothécaires du Département d'Etat qui envoyaient en général une liste de 2.795 livres chaque mois à leurs 196 directeurs de bibliothèques à l'étranger, n'osaient plus alors citer que des ouvrages anodins; la liste mensuelle ne comprenait plus que quelques centaines de noms [7]. Les services culturels du Département d'Etat devaient, en effet, s'assurer d'abord que l'auteur — qu'il fût mort ou vivant — bénéficiait de l'estime et de la sympathie de M. McCarthy. La vigilance du sénateur ne s'étendait d'ailleurs pas qu'aux livres, mais également aux photographies : à la même époque, 150 musiciens et compositeurs devaient faire l'objet d'enquêtes du F.B.I. avant que leur photographie pût être présentée à l'étranger.

En février 1953, les directives de McCarthy, après l'enquête qu'il avait fait effectuer sur le programme d'informations pour l'étranger du Département d'Etat, étaient telles qu'on se demandait si les recueils de discours d'Eleanor Roosevelt et d'Adlai Stevenson seraient acceptés. Tous les ouvrages de ceux qui, communistes ou non, avaient refusé de répondre aux questions des commissions d'enquête furent proscrits. La *Voix de l'Amérique* reçut l'interdiction de citer, dans ses émissions vers l'étranger, des œuvres de communistes ou de sympathisants communistes. Un livre de statistiques sur l'état de santé de la population noire, un florilège sur l'humour américain (dont l'auteur avait été, avant la guerre, sympathisant communiste), le livre de Davies qui fut ambassadeur à Moscou de 1936 à 1938, ceux de Dashiell Hammett, une anthologie de la poésie américaine, un ouvrage d'un Foster Dulles (cousin du secrétaire d'Etat) et, comble du ridicule, le livre de Whittakers Chambers, dénonciateur de Alger Hiss et principal auxiliaire du F.B.I., furent ainsi retirés des bibliothèques américaines à l'étranger. De février à juin 1953,

7. Cf. *Washington Post*, du 23 avril 1953.

dix directives souvent contradictoires, du Département d'Etat à ses services culturels à l'étranger, devaient aboutir à la proscription de 300 ouvrages différents [8].

McCarthy envoya deux de ses adjoints, Roy Cohn et David Shine, vérifier si ses directives avaient été bien suivies. Au printemps 1953, ils passèrent quelques jours en Allemagne, en Grèce, en Italie, en Yougoslavie, en France et en Angleterre. Dans chacun de ces pays, mais surtout en Angleterre, la presse les attaqua, les ridiculisa, protesta contre leur mission d'espionnage, leur inculture, leur prétention, mais cela ne les empêcha pas de déclarer dans leur rapport final qu'ils avaient trouvé « *dans les bibliothèques américaines à l'étranger les mêmes livres que dans les bibliothèques soviétiques* ».

La tournée en Europe des deux adjoints de McCarthy provoqua aux Etats-Unis même de violentes protestations. Le Département d'Etat comprit qu'il était temps de réagir. Les commentateurs des émissions de radio destinées aux démocraties populaires réclamaient de pouvoir citer textuellement des écrivains communistes pour répondre à la propagande adverse. Les ambassadeurs américains en poste à l'étranger signalaient dans leurs rapports l'effet néfaste produit par les « brûleurs de livres ». Mais il fallut de multiples interventions, dont celle du sénateur Taft, pour que le président Eisenhower se décidât, le 14 juin 1953, à stigmatiser les « brûleurs de livres », au cours d'un discours prononcé devant les étudiants de l'Université de Dartmouth. Encore, devait-il atténuer cette condamnation, dans sa conférence de presse du lendemain. Le 8 juillet 1953, on décida pourtant que « *les livres des auteurs marxistes pourraient de nouveau figurer dans les bibliothèques américaines à l'étranger* ».

Mais l'affaire n'était pas terminée pour autant. McCarthy ne s'avoue jamais battu. Déjà, il avait obligé le premier directeur républicain des services d'information à l'étranger du Département d'Etat, M. Thompson, à donner sa démission. Il met maintenant sur la sellette son successeur, estimant que les nouvelles directives sur le choix des livres figurant dans les bibliothèques américaines à l'étranger sont « confuses »

8. En fait, le *New-York Times* estimait que plusieurs centaines de livres, de quarante auteurs différents, avaient été éliminés par les « services d'information américains » à l'étranger.

et doivent être révisées sur une base plus « réaliste ». Les livres n'ont pas fini d'être brûlés.

Aucun service gouvernemental n'échappa aux enquêtes de McCarthy. Le sénateur alla même jusqu'à s'attaquer au Pentagone. C'est une des bases de sa popularité que sa réputation de ne craindre personne et de s'attaquer à n'importe qui. Il découvrit qu'un manuel secret et confidentiel, édité par le Pentagone à l'usage de certains officiers et intitulé : « *Traits psychologiques et culturels en Russie soviétique* ». était « fortement teinté de communisme ». Il s'agissait d'un manuel de 75 pages, tiré à 100 exemplaires et réservé aux services de renseignements américains, dont le but était d'étudier la mentalité soviétique. McCarthy déclara que ce document constituait à 95 % de la propagande communiste et qu'il « *existait une déviation communiste dans le système d'instruction militaire américain* ». Il réclama une enquête. Le Pentagone répliqua en accusant le sénateur d'avoir divulgué un document militaire secret. Cela n'empêcha pas Mc Carthy d'obtenir du Sénat un crédit de 150.000 dollars pour faire l'enquête qu'il réclamait dans les services d'instruction de l'armée. C'est de la bouffonnerie. A en pleurer.

McCarthy s'occupa également des prisonniers de guerre américains en Corée. Des mesures furent prises contre ceux que l'on soupçonnait d'avoir mal résisté à la propagande nord-coréenne. Les prisonniers libérés des camps de Corée, sont pour la plupart envoyés dans des hôpitaux psychiatriques de l'armée, où ils subissent « un lavage de cerveau ». Leur livret militaire peut être marqué de la mention « *Attention ! Peut être déloyal ou subversif* ». Une certaine proportion d'entre eux [9], une fois revenus aux Etats-Unis et remis à la vie civile, se voient retirer leurs passeports.

DES SYNDICATS AUX ÉGLISES

Un phénomène tel que le McCarthysme doit être, par essence, à l'avant-garde de la lutte anticommuniste et ne jamais se laisser dépasser par elle. Il ne pouvait que s'ingérer

9. Nous ignorons la proportion exacte. Cette méthode du retrait des passeports est fréquemment employée par les ambassades américaines à l'étranger lorsqu'elles veulent obliger un de leurs ressortissants à rentrer aux États-Unis et l'empêcher d'en repartir.

chaque jour davantage dans tous les secteurs de la vie américaine. On pouvait même penser, étant donné les éléments ultra-réactionnaires qui le soutiennent, que McCarthy se serait attaqué en premier lieu aux syndicats. Mais l'opération était plus délicate qu'il ne paraissait, pour plusieurs raisons. Les syndicats américains représentent une des forces les mieux organisées des Etats-Unis; dans la plupart d'entre eux, les dirigeants avaient procédé eux-mêmes entre 1947 et 1952 à l'épuration de leurs éléments communistes; enfin, connaissant l'opération politique que représentaient les enquêtes de Mc Carthy, les deux organisations syndicales américaines, et notamment la C.I.O., avaient protesté à l'avance contre une telle atteinte à leurs libertés. Mais sous l'Administration républicaine, il leur devint plus difficile de s'en protéger. L'enquête sur les syndicats américains commença officiellement le 1er novembre 1953 et, le 11 janvier dernier, le président Eisenhower proposait au Congrès un amendement tendant à exiger des employeurs et des dirigeants syndicaux des déclarations sur l'honneur par lesquelles ils se déclarent non-communistes. Les syndicats n'échappent donc plus à l'emprise du McCarthysme; la vigueur ou la faiblesse avec laquelle ils y réagiront est un des facteurs les plus importants pour permettre de déceler si, dans les mois qui viennent, une opposition *organisée* au McCarthysme verra le jour.

Les sociétés privées, surtout celles travaillant pour le gouvernement, avaient pris leurs précautions. Etre mal vues par McCarthy pouvait signifier la suppression de commandes au bénéfice de leurs rivales. En lançant négligemment sur les ondes le nom de l'une ou de l'autre, McCarthy pouvait provoquer, en vingt-quatre heures, leur faillite. Dans de nombreux cas, des mesures d'épuration préventives furent donc prises. Les plus importantes des compagnies privées américaines se mirent, sans attendre, à l'unisson des mesures prises dans l'administration. La *General Electric*, une des plus importantes sociétés américaines (230.000 employés) où Mc Carthy avait dénoncé, le 13 novembre 1953, plusieurs éléments suspects, adopta, même, le 10 décembre, la procédure gouvernementale pour supprimer les éléments subversifs qui pouvaient exister en son sein; elle demanda pour cela l'aide du gouvernement et l'appoint du F.B.I. dont les agents

purent, à la demande de la direction, enquêter librement dans les usines. Aujourd'hui, dans la plupart des entreprises importantes, la direction limoge d'elle-même ceux de ses employés dont elle pense qu'ils pourront être un jour attaqués par McCarthy ou par ses agents locaux. On connaît des cas, dans de petites villes de province, où des employés ont été renvoyés, seulement parce que leurs femmes étaient accusées d'avoir assisté à des réunions considérées comme « subversives ». La notion de faute professionnelle englobe maintenant celle de non-conformisme.

Il y a un peu plus d'un an, au début de 1953, le « best seller » de l'édition américaine était une nouvelle traduction de la Bible, qui fut publiée à plus de dix millions d'exemplaires. C'est un bon principe de publicité personnelle que d'accrocher son nom à un succès; le président de la Commission des activités anti-américaines de la Chambre, M. Harold Velde, ancien agent du F.B.I., ne l'ignorait pas et déclara que cette nouvelle traduction était d'inspiration communiste. Le 10 mars, il annonça publiquement que « *les Eglises américaines et le clergé devraient, eux aussi, être soumis aux investigations du Comité McCarthy* ».

Ce n'est pas par hasard si les McCarthystes s'attaquaient ainsi aux protestants; leurs dirigeants sont, aux Etats-Unis, moins conservateurs et d'esprit moins étroit que ceux des catholiques; certains d'entre eux avaient déjà critiqué à plusieurs reprises les méthodes de McCarthy. La proposition de Velde provoqua une levée de boucliers. Mais cela n'empêcha pas McCarthy de convoquer devant sa Commission plusieurs pasteurs et de revenir à la charge. Un de ses adjoints, J.-B. Matthews, publia dans le numéro de juillet de l'*American Mercurey*, un article dans lequel il affirmait que « *le plus fort appui dont bénéficiait l'appareil communiste aux Etats-Unis venait des milieux du clergé protestant* », qui « *comprend* 7.000 *membres du parti, compagnons de route, agents d'espionnage, ou dupes innocentes* ».

McCarthy avait été un peu loin en s'attaquant à une organisation puissante, dynamique et respectée. Il avait mis en cause la morale religieuse que suivaient de très nombreux

Américains. Le clergé protestant répliqua vigoureusement [10]. La plus importante union d'Eglises protestantes des Etats-Unis protesta auprès d'Eisenhower; celui-ci, par un télégramme du 10 juillet, prit position en faveur des Eglises. Les trois sénateurs démocrates, membres de la Commission McCarthy, donnèrent leur démission et s'abstinrent de revenir aux séances. M. Matthews dut démissionner et McCarthy, qui avait cherché à le couvrir, dut s'incliner.

La lutte n'est pourtant pas finie; habilement, le sénateur réussit à obtenir la caution d'une des Eglises protestantes, pourtant nettement minoritaire, et, sous ce couvert, il continua ses enquêtes. De leur côté, les Eglises protestantes ne se sont pas inclinées et les pasteurs qui viennent « témoigner » devant McCarthy lui résistent souvent mieux que ses habituelles victimes. Le 31 juillet 1953, un pasteur, qui avait été accusé de parjure par la Commission des activités anti-américaines, répliqua : « *Je suis sûr que Jésus-Christ aurait été appelé devant cette Commission, s'il avait vécu à notre époque* ». Le 3 novembre dernier, le Conseil général de l'Eglise presbytérienne diffusait largement un message protestant contre « *l'assaut subtil qui est livré aux droits de l'homme* » aux Etats-Unis, et s'élevant contre le fait que le problème communiste « *qui est essentiellement de nature philosophique et morale soit de plus en plus traité comme un problème de police* » [11].

Qui soutient le McCarthysme ?

L'Eglise catholique a été jusqu'ici curieusement épargnée par McCarthy. C'est qu'elle constitue un de ses principaux

10. Une des plus hautes personnalités du protestantisme américain le Révérend Mr. John A. Machay, président du Princetown Theological Seminary, se livra à une attaque en règle contre les principes et les méthodes du McCarthysme en déclarant notamment : « *Nous en sommes arrivés à un moment où pour certains milieux de ce pays on peut être tout ce que l'on voudra, pourvu que l'on soit anticommuniste.* »

11. McCarthy continue à faire témoigner devant sa commission des témoins à charge qui mettent régulièrement en cause les activités des églises protestantes. Sur la foi d'un témoignage d'un Slovaque qui fut membre du parti communiste de 1919 à 1934, on put déclarer en septembre 1953 devant la Commission que « 600 clergymen sont en secret membres du parti communiste », tandis que « 3.000 autres sont sympathisants ».

appuis aux Etats-Unis. Au contraire de la hiérarchie protestante, la hiérarchie catholique américaine constitue dans son ensemble un bastion du conservatisme le plus rétrograde où McCarthy trouve non seulement protection, mais encouragement. Dès le 29 avril 1950, le cardinal Spellman déclarait au cours d'un meeting intitulé : « Je suis un Américain » : « *Nous devons monter la garde contre le grave et grandissant danger que constituent les communistes et leurs sympathisants, individus déloyaux et faibles, qui profitent de leur liberté pour détruire la nôtre... C'est le devoir de chaque homme et femme, que ce soit aux champs, à l'usine, à l'école, à l'église, ou au foyer, de prendre l'engagement solennel de vivre, de travailler, de combattre s'il le faut et même de mourir pour défendre notre Amérique, trésor de la liberté dans le monde* ». Cette déclaration reçut l'approbation de l'Association des Vétérans américains.

Il est difficile d'apprécier exactement quelle proportion du clergé catholique se trouve derrière McCarthy et quelle est son influence exacte sur la hiérarchie. Le fait que McCarthy soit catholique pratiquant joue évidemment en sa faveur, mais le catholicisme américain a cherché pendant longtemps à accroître son influence par l'intermédiaire des démocrates et même des syndicats et la hiérarchie ne peut ignorer que la réaction sociale et économique préconisée par McCarthy est foncièrement éloignée des buts auxquels prétend l'Eglise catholique. Pourtant, il semble évident qu'actuellement l'anticommunisme des principaux de ses dirigeants l'emporte sur leurs préoccupations sociales. Un certain revirement n'est pas impossible. Le cardinal Spellman, archevêque de New-York, ayant à plusieurs reprises soutenu le McCarthysme, on a pu croire que le sénateur bénéficiait de l'appui du Vatican. Celui-ci a pourtant pris position en faveur des Rosenberg et il semble que, depuis plusieurs mois, le cardinal Spellman ait pris soin de se distinguer du McCarthysme. Il reste que l'Eglise catholique constitue l'une des principales forces qui soutiennent McCarthy et rendent son action possible.

Celle-ci avait été, certes, facilitée par les quatre années d'anticommunisme actif qui s'étaient écoulées entre 1946 et l'entrée en scène du sénateur. Mais il est clair également que ce n'est pas son énergie personnelle ou sa démagogie qui ont

suffi à lui donner l'influence qu'il possède, l'importance qu'il représente. Il existe à son action tout un soubassement économique dont les assises sociales sont très larges et dont la puissance financière est pratiquement illimitée.

Il est évidemment aux Etats-Unis toute une catégorie d'Américains nationalistes qui devaient être particulièrement séduits par McCarthy. Ce n'est pas tant dans les classes possédantes, chez les financiers de Wall Street ou chez les industriels de la côte Est qu'on les trouve, mais chez les petits employés, chez le « calicot » à 80 dollars par mois, chez les isolationnistes du Middle-West [12] ou dans toute cette série de clubs rétrogrades et particularistes, chez les « Filles de la Révolution américaine » qui défendent leur puritanisme au nom de l'anticommunisme, chez tous les groupements professionnels qui veulent clamer aux foules leur nationalisme intransigeant. Lorsqu'on s'entend répondre dans un magasin de disques auquel on demande un enregistrement de Paul Robeson : « *Ici, on ne vend rien de juif, ni de nègre* », ce n'est évidemment pas le résultat d'une directive précise de McCarthy.

Dès le début de sa carrière anticommuniste, le sénateur fut adopté, approuvé et encouragé par les dirigeants de l'*American Legion*, organisation des anciens combattants américains, dont on sait qu'elle est aux Etats-Unis l'organisation la plus nationaliste, la plus conservatrice et la plus farouchement réactionnaire. Mais, telle qu'elle est, elle représente assez bien les classes moyennes américaines.

Ces classes moyennes trouvent leur expression dans une importante partie, chauvine et nationaliste, de la presse américaine, la chaîne Hearst, la presse Scripps-Howard ou le *Chicago Tribune* du colonel McCormick, dont l'influence est énorme sur l'opinion publique. Mrs. Carvin Tankersley, nièce du colonel McCormick, et Mrs. William Randolf Hearst Jr, comptent parmi les membres les plus influents de la coterie mondaine qui soutient McCarthy à Washington.

Dans la capitale fédérale, à l'échelon du Congrès, l'action

12. C'est de Kansas City (Missouri) qu'est partie cette lettre adressée à McCarthy et publiée par le magazine *Look* : « *Je remercie le bon Dieu chaque nuit de nous avoir donné Joe McCarthy qui est intrépide et sans crainte, et qui refuse de se voir vaincu dans ses efforts pour éveiller une Amérique endormie aux dangers du communisme international...* »

de McCarthy est approuvée par toute une série de parlementaires d'extrême-droite, qu'il s'agisse des républicains ou des démocrates du Sud. Beaucoup sont sincères, d'autres ne veulent qu'assurer leur publicité en associant leur nom à celui d'un des hommes les plus cités d'Amérique [13]. Et surtout McCarthy a l'appui de nombreux « *lobbies* », c'est-à-dire de ces organisations chargées de représenter et de défendre auprès des différents services de l'administration américaine les intérêts de tel ou tel groupe qui peut être américain ou étranger, privé ou public. Parmi eux, le lobby allemand, celui des réfugiés d'Europe centrale comptent parmi les plus fervents partisans de McCarthy; la raison en est claire. Mais McCarthy a surtout l'appui du plus puissant de ces «*lobbies*», le « *lobby* » chinois, financé et patronné par William Loeb, président de l'*American China Policy Association*, et par Alfred Kohlberg, dont les énormes affaires qu'il traitait en Extrême-Orient ont été sérieusement handicapées par la défaite de Tchang Kaï-chek. Ce n'est pas par hasard si les diplomates américains qui furent en poste en Chine comptent parmi les premières victimes de McCarthy.

Là est l'appui social et politique; le soutien financier, le plus efficace, est ailleurs. Il est assuré par une nouvelle classe qu'on ne connaissait pas il y a dix ou quinze ans, celle des « parvenus », des Américains nouvellement enrichis. Ce sont eux qui assurent au sénateur ses élections ou ses réélections, eux qui subventionnent ses émissions télévisées, ses enquêtes, qui payent ses agents de renseignements. On les trouve particulièrement au Texas. Une anecdote rapportée par le *New York Times* du 21 novembre 1953 peut aider à comprendre l'état d'esprit et la puissance financière de ces nouveaux milliardaires. L'un d'eux, M. Hugh Roy Cullen de Houston, qui a des attaches étroites avec McCarthy, fut si « *impressionné*

13. Dans un seul numéro du *Washington Post*, l'hebdomadaire *Newsweek* a calculé que le nom de McCarthy était cité 47 fois.

14. Il est vrai que ce Cullen avait déjà donné à la même Université quelque 25 millions de dollars et annoncé, il y a quelques années, son intention et celle de sa femme d'établir une fondation de 160 millions de dollars (soixante-quatre milliards de francs) pour « l'aide à l'éducation et à la médecine dans le Texas ». Ce même H. R. Cullen contribua pour 5.000 dollars, c'est-à-dire la limite légalement autorisée par le Congrès, à la campagne électorale de McCarthy en 1952. Il dépensa d'ailleurs officiellement plus de 53.000 dollars pour la victoire du parti républicain.

par la grande détermination montrée par l'équipe de l'Université de Houston au cours d'un match de football » qu'il décida de donner sur-le-champ à l'Université une somme de 2.250.000 dollars [14]. Ce sont de tels hommes d'affaires enrichis depuis les quinze dernières années, qui formeraient la base naturelle à l'établissement d'un régime faciste aux Etats-Unis et, en attendant, constituent le soutien le plus solide d'un McCarthy. Ses relations avec les milliardaires du Texas sont maintenant connues. Il est invité régulièrement chez eux et y passe beaucoup de week-ends. On connaît les noms de plusieurs de ses commanditaires (Cullen, Hunt, Marshall, Muchison, Hanckock et à Boston, John Fox). Ce sont encore des Texans qui se cotisèrent pour offrir à McCarthy un de ses cadeaux de noces [15], une Cadillac de 6.000 dollars.

Ainsi, à la différence des autres mouvements du même genre qui l'ont précédé aux Etats-Unis, le McCarthysme bénéficie de bases financières solides et virtuellement illimitées. Les moyens matériels de la publicité, de la propagande et de ses enquêtes lui demeureront toujours assurés. Le dollar des pétroliers ne lui fera jamais défaut.

Qui est contre ?

Ce n'est cependant pas tant lui qui assure la victoire du McCarthysme que, au moins jusqu'à présent, la faiblesse et la dispersion de ses adversaires. Tous les Américains ne sont pas McCarthystes et beaucoup s'irritent des principes utilisés et des méthodes employées (souvent plus des méthodes que du principe). Mais la lutte contre le McCarthysme est encore confuse et pleine de contradictions et l'on voit, par exemple, des ultra-conservateurs adopter une attitude « progressiste » en la matière, alors que des libéraux approuvent les enquêtes du sénateur [16]. Aucun « front commun » n'a encore été organisé et si l'idée a été lancée, elle n'a pas encore été réalisée.

15. Signalons à ce propos que, selon certaines informations, le total des cadeaux reçus par McCarthy au moment de son mariage atteignait 100.000 dollars.

16. Ainsi le sénateur Taft, pourtant leader des républicains, a souvent dénoncé les outrances du McCarthysme et, peu de temps avant sa mort, s'était prononcé contre l'exclusion des universités américaines des professeurs communistes.

Dans chacun des groupes où McCarthy lance ses attaques, il existe une petite minorité qui réagit parfois violemment, mais toujours sans efficacité pratique, car il n'y a pas eu jusqu'ici sauf tentatives sans lendemain, unité d'action réelle.

Au Congrès même, le sénateur a plusieurs ennemis. S'il a réussi à en abattre la plupart, il reste encore le sénateur Monroney (démocrate de l'Oklahoma) qui compare souvent le McCarthysme à « une boule puante sur un costume neuf » et cherche à rendre le Sénat tout entier et solidairement responsable des conséquences des enquêtes menées par McCarthy; le sénateur Herbert Lehman (démocrate progressiste de New-York), Mme Margaret Chase Smith (républicain); le sénateur Wiley, etc...

Dans l'Administration et au Département d'Etat, plusieurs personnalités importantes qui se sentent sûres d'elles, soit parce qu'elle appartiennent au parti républicain, soit parce qu'elles ont déjà ou savent devoir échapper aux enquêtes de McCarthy, ont pris position contre le sénateur; le propre frère du président des Etats-Unis, Arthur Eisenhower, a pu déclarer un jour que McCarthy était « *la plus grave menace qui existe contre l'Amérique* » et répéta cette opinion à plusieurs reprises. Plusieurs ambassadeurs comme Walter Aldrich, ambassadeur à Londres, James Conant, ambassadeur à Bonn, ou Milton Eisenhower, recteur de l'Université de Pensylvanie et envoyé extraordinaire de la Maison Blanche en Amérique du Sud, firent des rapports alarmants sur les conséquences du McCarthysme. M. Conant, qui, avant d'être nommé ambassadeur à Bonn, était président de l'Université de Harvard, évoqua la possibilité d'une « *destruction physique et spirituelle* » de son université à la suite des restrictions de pensées apportées par le McCarthysme. L'ancien ambassadeur américain à Moscou, M. Georges Kennan, déclarait de son côté : « *Dans la situation actuelle, je ne vois pas qu'il soit particulièrement difficile pour des hommes malveillants de priver ce pays des services de toute personne qu'ils décideront d'attaquer.* » Le 31 janvier 1952, M. Truman déclarait au cours d'une conférence de presse : « *McCarthy est un calomniateur professionnel.* » (Mais dix-huit mois plus tard, l'ex-président des Etats-Unis était bien forcé de se défendre lui aussi contre ces calomnies.)

Le premier échec sérieux de McCarthy au Département d'Etat se produisit lorsqu'il ne put empêcher, le 27 mars 1953, que la nomination de M. Charles Bohlen comme ambassadeur à Moscou soit approuvée par le Sénat. Un peu plus tard, le 5 août 1953, M. Foster Dulles, décida d'accorder à un de ses fonctionnaires un passeport, alors que McCarthy avait demandé qu'on le lui refuse [17]. A la même époque, M. Allan Dulles, chef du C.I.A., autorisa certains membres de son service à refuser de témoigner devant la Commission McCarthy.

Mais il ne s'agit ici que de phénomènes isolés et qui ne peuvent avoir une valeur d'exemple. Dans beaucoup de cas, l'Administration ne s'opposait à McCarthy que pour s'affirmer plus anticommuniste que lui. Il ne faut pas oublier que l'Administration républicaine dont toute la campagne électorale a été faite sur le thème de la « chasse aux sorcières » peut difficilement admettre, à l'égard de l'opinion, que Mc Carthy vienne lui reprocher de ne pas avoir fait son travail. Selon les frères Alsop (*New York Herald Tribune*), le nombre des fonctionnaires révoqués pour défaut de « loyalisme » par l'Administration républicaine depuis son entrée en fonction est purement formel et n'aurait été avancé que pour prévenir les critiques de McCarthy. La liste comprendrait toutes les personnes qui auraient dû quitter leur poste sous un prétexte ou sous un autre. D'après les Alsop, la moitié des fonctionnaires révoqués étaient des démissionnaires qui, à aucun titre, n'avaient de raison de penser qu'il figureraient un jour parmi les victimes de la « chasse aux sorcières ». A ceux-ci s'ajoutent les fonctionnaires appelés à d'autres fonctions ou relevés pour incapacité. Ainsi l'Administration républicaine croit devoir se justifier aux yeux de l'opinion publique et craint tant la puissance de McCarthy qu'elle s'abaisse à une mise en scène indigne. Ce n'est donc pas en vertu d'une réprobation des principes du McCarthysme que l'Administration a défendu certains individus, mais pour des raisons précises et on attend toujours la condamnation formelle que

17. Il s'agissait de M. William Burdy, gendre de M. Acheson; mais M. Burdy était également le collaborateur direct de M. Allan Dulles, frère du secrétaire d'État et directeur de la *Central Intelligence Agency* (service d'espionnage et de renseignements).

pourrait prononcer le président Eisenhower et qui, seule, donnerait aux anti-McCarthystes de l'Administration le courage et l'autorité nécessaires pour agir. Or, Eisenhower n'a jamais condamné le McCarthysme que du bout des lèvres et encouragé ses adversaires qu'indirectement, par exemple lorsqu'il demanda aux étudiants de Darthmouth de ne pas « *se joindre à ceux qui jettent les livres au bûcher* »[18] ou lorsqu'il nomma, en octobre 1953, président de la Cour Suprême, M. Earl Warren, gouverneur de l'Etat de Californie, qui passe pour l'un des plus libéraux parmi les républicains.

Hors de l'Administration, certains des groupes qui avaient été mis en cause par McCarthy, réagirent parfois vigoureusement. Mais ces protestations restèrent épisodiques et particulières. Les plus violentes et les mieux organisées provinrent, nous l'avons vu, des milieux protestants. C'est ainsi que le Conseil national des Eglises du Christ, qui groupe 35 millions de fidèles, ne se contenta pas de protester énergiquement contre l'enquête que McCarthy se proposait de faire dans le clergé, mais demanda aussi la création d'un comité pour la protection des libertés traditionnelles (cette protestation fut soutenue, le 25 juin 1953, par l'Association des rabbins américains).

De leur côté, les journalistes que McCarthy avait convoqués devant sa Commission répliquèrent. Notamment, Russel Wiggins, rédacteur en chef du *Washington Post*, et James Weschler, rédacteur en chef du *New York Post*. Mais une fois de plus, on s'aperçut que ceux-là mêmes qui refusaient le McCarthysme, rentraient cependant dans son jeu puisqu'au lieu de refuser de répondre aux questions qui leur étaient posées — et évidemment de courir ainsi le risque d'être suspectés par toute l'opinion publique — ils cherchaient simplement à ne pas se faire condamner par leurs inquisiteurs. Plus même, certains témoins pourtant opposés au McCarthysme répondirent à toutes les questions posées et livrèrent aux parlementaires les noms d'anciens communistes. Peu d'entre eux, à l'exception de certains professeurs,

18. L'affaire des « brûleurs de livres » provoqua, nous l'avons dit, de violentes réactions, notamment chez l'Association des libraires américains qui, en juin 1953, éleva une protestation solennelle.

utilisèrent la solution préconisée par Einstein, le 12 juin 1953, qui conseillait à tout intellectuel, convoqué devant les commissions d'enquête parlementaire, de refuser de témoigner [19].

Ce n'est guère qu'au début de 1953 que l'on a pu noter les premières réactions un peu cohérentes des libéraux américains contre le McCarthysme. Des membres de l'enseignement qui savaient qu'ils devaient être les premières victimes des prochaines enquêtes parlementaires prirent la tête du mouvement. Un discours de Mme Agnès Meyer, prononcé en février 1953, sonna le ralliement. Mme Meyer (femme du propriétaire du *Washington Post*) expliqua, lors de ce discours, que dans certaines régions pourtant très conservatrices des Etats-Unis, des organisations s'étaient groupées pour résister efficacement aux méthodes d'investigations policières du sénateur McCarthy et suggéra de prendre modèle sur elles. Trois semaines avant ce discours, une conférence avait réuni à New-York 1.200 professeurs, pasteurs et journalistes, à la recherche d'un terrain commun pour lutter contre l'hystérie anticommuniste.

Mais il faut bien constater que cette première tentative pour organiser une opposition efficace au McCarthysme ne paraît guère avoir été suivie d'effets. Les victoires qu'elle a pu remporter sont plutôt dues à des erreurs de tactique de McCarthy qu'à une stratégie organisée.

Les conséquences du McCarthysme

Il est temps, cependant, qu'une opposition organisée au McCarthysme s'établisse, car trois années d'hystérie anticommuniste et quatre années de McCarthysme ont provoqué aux Etats-Unis des conséquences dont certaines s'avèrent déjà difficilement réparables. Cela, non seulement pour les individus, mais pour la collectivité.

19. En juillet 1953, pour la première fois depuis « l'affaire des dix de Hollywood », deux écrivains, Harvey O'Connor, et Léo Huberman, refusèrent de discuter devant la commission de leurs opinions politiques et se placèrent sous la protection, non plus du cinquième amendement (qui garantit le droit de ne pas être obligé de témoigner contre soi-même) mais du premier amendement (qui garantit la liberté de l'expression). Il est vrai que le 23 juillet, la commission poursuivit O'Connor pour « outrages au Congrès ».

Il est rare qu'un individu qui a été convoqué par la Commission McCarthy, même s'il a été acquitté, en sorte sans dommages. Durant son témoignage, tous les moyens ont été bons pour le discréditer. Des milliers d'Américains ont pu repérer sa silhouette sur l'écran de leur télévision. Dans le meilleur des cas, cela aboutit à une sorte de mise en quarantaine. Le plus souvent, il perd son travail, et cela a, aux Etats-Unis, plus d'importance que dans n'importe quel autre pays. On aboutit ainsi à une sorte d'assassinat économique qui fait des victimes de McCarthy de véritables pestiférés, des parias de la vie sociale. Encore, les « témoins » convoqués par McCarthy ne représentent-ils qu'une infime minorité de ceux qui, effectivement, ont à souffrir du McCarthysme. Les administrations, les universités, les sociétés privées, qui procèdent à une épuration préventive pour que McCarthy ne puisse, en critiquant l'un de leurs employés, jeter le discrédit sur l'ensemble, augmentent d'autant le nombre des victimes. Dans les universités, on a pu constater, déjà, que beaucoup des meilleurs étudiants de l'enseignement scientifique abandonnent la physique nucléaire et se dirigent vers des sciences sans implications politiques comme la biologie ou l'astronomie pour ne pas avoir à se soumettre aux inquisitions du F.B.I. Dans le même ordre d'idées, des directeurs de bibliothèques américaines à l'étranger détruisent des ouvrages qui ne sont pas mentionnés sur les listes officielles.

Ainsi naît et se développe toute une ambiance de crainte et de peur. Pour les fonctionnaires notamment, la question du « loyalisme » est devenue une partie intégrante de l'atmosphère dans laquelle ils vivent et ils travailent. Tout est, plus ou moins consciemment, ramené au communisme ou à l'anticommunisme. Lorsqu'un candidat fonctionnaire n'est pas accepté par l'Administration ou lorsqu'un titulaire ne reçoit pas l'avancement normal, la première question qui vient à l'esprit n'est plus de savoir s'il a ou non les titres requis pour le poste, mais de savoir s'il est ou non communiste. Le simple fait de n'être pas accepté à tel poste de l'Administration américaine devient ainsi une présomption de communisme.

Le McCarthysme a donc créé, dans la mentalité américaine, surtout chez les fonctionnaires ou dans l'enseignement, un

nouveau « climat de pensée »[20] qui a modifié les habituelles normes de conduite et développé une méfiance généralisée. Les normes de conduite que les employés respectent ou craignent d'avoir à respecter bientôt sont maintenant plus sévères et plus nombreuses. Les mesures de sécurité prises à l'égard des fonctionnaires et plus généralement à l'égard de tous ceux qui occupent un poste responsable, ont renforcé un strict conformisme. De nouvelles règles sont en train de s'établir. Ainsi, un fonctionnaire croit maintenant qu'il doit éviter non seulement ce que le gouvernement interdit catégoriquement, mais aussi ce qu'il n'approuve pas explicitement ; cette conception réduit évidemment la liberté de pensée et d'action.

Le conformisme dépasse le « bureau » et s'étend aux sujets de conversation et à l'expression des opinions personnelles. Il y a quelques années, on pouvait encore discuter de l'admission éventuelle de la Chine communiste à l'O.N.U. Aujourd'hui, il n'est plus que les très hauts fonctionnaires pour s'y risquer. Certains sujets sont véritablement tabous, tels que l'énergie atomique, la religion, l'égalité des droits pour les nègres, etc... Les fonctionnaires admettent eux-mêmes qu'ils devraient éviter la discussion de sujets aussi controversés. Un employé du Département d'Etat a même décidé « *de partir plus tôt au travail le matin, ayant entendu des voyageurs de son autobus habituel discuter politique...* »

Il y a quelques années, selon une enquête Gallup, 66 % des Américains croyaient que « *la plupart des gens méritaient leur confiance* ». Cette proportion a nettement baissé. Les procès d'espions atomiques, les enquêtes de McCarthy, les aveux d'anciens communistes, largement développés par la presse, la radio, le cinéma et la télévision, ont entraîné chez beaucoup d'Américains, la conviction que « *tout le monde peut être suspecté* ».

A tous les échelons, on cherche à prendre moins de risques ; l'esprit d'initiative diminue ; à la longue, l'esprit d'entreprise sera lui-même affecté. Ce désir de ne pas prendre de risques est particulièrement fort, dans l'Administration ou dans les sociétés privées, chez les individus responsables de

20. Cf. dans le *Yale Law Journal* l'enquête de psychologie sociale menée par Marie Jahoda et Stuart W. Cook sur 70 fonctionnaires fédéraux de Washington et 15 professeurs d'université en mars 1952.

l'engagement ou du licenciement du personnel. On n'engag
pas quelqu'un « *si l'on a le moindre doute qu'il soit autr*
chose que conservateur ». Quand un de leurs subordonnés s
trouve impliqué dans une enquête, la plupart des chefs hi
rarchiques lui retirent presque automatiquement leur soutie
officiel.

Jusqu'à la date toute récente où les mesures officiellemen
édictées par le gouvernement ont rejoint ou dépassé les pres
criptions tacites qui résultaient des enquêtes menées par le
diverses commissions du Sénat et de la Chambre, une nett
distinction pouvait être faite entre ces prescriptions off
cieuses et les directives officielles. Les fonctionnaires ou le
professeurs craignaient les premières, mais acceptaient le
secondes. Le McCarthysme résidait précisément dans cett
marge qui séparait les unes des autres. Elle a tendanc
aujourd'hui à être réduite, car l'action gouvernementale o
l'initiative privée englobe ou dépasse maintenant l'inspira
tion McCarthyste.

Les prescriptions de sécurité et de loyalisme ont égalemen
développé une atmosphère sociale dans laquelle certains indi
vidus sont les victimes de soupçons, basés simplement su
certaines caractéristiques de leur personne ou du group
auquel ils appartiennent. L'enquête de psychologie sociale
laquelle nous nous référons ici a pu établir une liste de
groupes qui sont considérés comme les victimes les plus fré
quentes des accusations injustifiées. Cette liste compren
notamment : *les membres des syndicats; les personnes qu*
s'inscrivent dans les associations; les personnes qui se renden
utiles (*si vous ne faites rien, vous n'aurez jamais d'ennuis*)
ceux qui acceptent des nègres comme voisins; les personne
généreuses et sentimentales (*elles pourraient défendre pa*
une impulsion charitable un groupe minoritaire); *les per*
sonnes qui acceptent d'engager un secrétaire nègre; les gen
qui s'intéressent passionnément à des problèmes tels qu
les conflits raciaux, la suppression de la misère, et l'ex
tension des droits de l'homme; les gens qui n'appartiennen
pas à une Eglise organisée; les gens ayant de fortes convic
tions; les libéraux, les intellectuels, les libres penseurs, ceu
qui s'occupent de questions internationales, ceux qui ont e
affaire avec la Chine, ceux qui ont beaucoup d'amis et d

relations, les non-conformistes; les gens dont le nom a une consonnance étrangère; ceux qui firent leurs études universitaires pendant la période de dépression...

Cette liste n'est pas classée par ordre d'importance, elle n'est pas non plus limitative. Telle quelle, elle couvre tant de genres, de groupes et de catégories qu'il faut vraiment se signaler par une médiocrité remarquable et inquiétante pour n'en faire pas partie... Entre tous ces groupes, le plus visé est celui des gens qui appartiennent à des organisations ayant des buts sociaux bien définis, parce qu'on suppose que de telles organisations sont *a priori* composées de communistes. Mais, en pratique, on hésitera à adhérer à n'importe quelle organisation, à moins qu'il ne s'agisse d'une organisation ayant des objectifs bien précis et réputée pour son anti-communisme, son américanisme et ayant la faveur des cercles officiels.

La psychose du McCarthysme

Ces menaces latentes, ces suspicions, cette inquiétude générale devaient aboutir à créer une psychose. Que le fonctionnaire, par exemple, doive être acquitté ou non, la simple possibilité d'être appelé devant un tribunal de loyalisme ou devant la commission d'enquête crée chez lui un sentiment de panique; il craint de perdre son poste, d'avoir à payer des amendes; s'il est condamné, il sait qu'il aura beaucoup de mal à retrouver une autre situation; s'il est acquitté, il hésitera à changer de poste, craignant de ne pouvoir ensuite retrouver un autre « job ». Et cela est vrai, aujourd'hui, pour toutes les branches du secteur privé.

On ne craint pas seulement pour ses activités présentes; on s'inquiète aussi de celles dont on a été responsable dans le passé. Beaucoup sont condamnés, en effet, non pour ce qu'ils font, mais pour ce qu'ils ont fait, pour des activités qui paraissaient normales à l'époque où elles étaient accomplies, il y a dix, quinze ou vingt ans.

Les motifs de condamnation sont, chaque jour, de plus en plus codifiés; mais, pendant longtemps, on manquait de critères objectifs. L'enquête ou le procès devenait donc un procès d'intention. La suspicion prenait corps partout et s'infiltrait par la moindre fissure. De plus, si chacun des décrets

administratifs, chacune des lois adoptées par le Congrès, semblent, considérés un par un, ne viser qu'un cas précis et nettement limité, leur juxtaposition, leur addition ne pouvaient que créer, puis développer cette psychose de crainte à laquelle nul n'échappe, ne sachant à laquelle de ces lois il est particulièrement soumis et pensant donc qu'il est à la merci de toutes.

Cette psychose ne joue pas que dans un sens négatif ou comme un réflexe de défense; elle amplifie et rend plus dynamiques les concepts du nationalisme « petit américain » auxquels se mêlent souvent le fanatisme religieux, le puritanisme exacerbé, le chauvinisme étroit, la xénophobie sous-jacente, le racisme militant, le conformisme local, l'ambition politique et le simple arrivisme. En avril 1950, dès les débuts du McCarthysme, on monta dans la ville de Mosimee, dans le Wisconsin, fief de McCarthy, une invasion « pour rire » par des communistes. Les pouvoirs publics furent pris en mains pendant une journée par de pseudo-rouges. On établit des cartes de rationnement; on organisa des camps de concentration, supposés être de style soviétique. Le 14 mai de la même année, un grand « congrès américain contre le communisme » se réunissait à Chicago et décidait d'étendre à d'autres villes américaines la méthode de « combat psychologique » expérimentée à Mosimee [21].

Beaucoup de ces nationalistes exaltés se sont alors subitement découvert une vocation d'anticommunistes professionnels. Ce sont eux qui sont à l'affût de la moindre anomalie dans le comportement de leurs concitoyens, eux qui les signalent à la police locale, eux qui sont les meilleurs agents de McCarthy dans chaque Etat. Il ne sont dépassés dans leur zèle que par les délateurs professionnels pour qui le métier de témoin à charge est devenu une profession comme une autre où les rivalités sont aussi âpres qu'ailleurs. Engagés et appointés par le F.B.I., ils sont à la disposition des commissions d'enquête du Congrès comme des tribunaux. Ce sont aussi bien d'anciens communistes repentis que des agents du

21. A peu près à la même date, Edgar J. Hoover, chef du F.B.I., déclarait qu'il y avait 55.000 communistes aux États-Unis, plus, ajoutait-il, « 500.000 *hypocrites que l'on peut considérer comme des sympathisants.* » Ce qui représente environ un « hypocrite » pour 300 Américains.

F.B.I., introduits au sein du P.C. qui, si on en juge par le nombre de ses traîtres, paraît être sérieusement noyauté.

Ainsi, Whittaker Chambers qui fut le témoin n° 1 contre Alger Hiss et Harry Dexter White [22], gagne sa vie en venant devant les commissions du Congrès ou devant les tribunaux pour y déclarer simplement, en tendant le doigt vers l'accusé : « *Je le reconnais très bien, il est coupable, puisqu'il travaillait pour moi.* » Et l'accusé va en prison tandis que Chambers rentre dans sa ferme du Connecticut qu'il a achetée 200.000 dollars avec les revenus de son nouveau « job » [23].

Chambers a fait des adeptes : Louis Budenz, ancien rédacteur en chef du *Daily Worker*, converti au catholicisme, qui enseigne maintenant à l'Université de Fordham et ne perd pas une occasion d'affirmer que le système d'espionnage soviétique aux Etats-Unis est plus efficace que jamais (ce qui est évidemment une façon de se déclarer indispensable, mais est plutôt vexant pour McCarthy); Elisabeth Bentley qui apparaît dans tous les procès de ce genre, Hede Massing, ex-femme de Gerhardt Eisler, et bien d'autres, ont embrassé allègrement la même profession et répondent avec enthousiasme à chaque convocation qu'ils reçoivent des commissions d'enquête du Congrès ou des tribunaux américains.

Ceux-là sont des professionnels, mais combien y en a-t-il dans chaque université, chaque syndicat, chaque société privée, chaque organisme, chaque administration, dont la vocation de mouchard ne se serait peut-être pas éveillée si le McCarthysme ne l'avait encouragée et qui constituent pourtant aujourd'hui une extraordinaire source de renseignements pour le F.B.I. ? [24]

22. Dans le livre qu'il a consacré à l'affaire Hiss, Lord Jowitt, ancien ministre de la Justice de Grande-Bretagne, considère que les preuves apportées par Chambers contre Hiss ne sont pas sérieuses et que Chambers peut parfaitement être « un faux témoin ».

23. Auparavant, Chambers était un des rédacteurs en chef du magazine *Time*, propriété de M. Henri Luce, mari de l'ambassadrice américaine à Rome, et l'un des principaux soutiens de Eisenhower. Il est curieux que le parti démocrate n'ait jamais songé à demander à M. Luce comment il avait pu payer 25.000 dollars par an l'ancien courrier du réseau soviétique aux États-Unis.

24. Il n'est que de se rappeler le nombre de lettres anonymes qu'au temps de l'occupation, la Gestapo ou la Milice pouvaient recevoir, pour admettre l'importance qu'ont pu prendre dans un pays sous tension toutes les formes de dénonciation.

La vindicte de l'opinion publique ainsi exacerbée par toutes les formes possibles ne s'exerce pas seulement à l'égard de ceux qui, condamnés ou acquittés, sont passés publiquement devant une commission d'enquête du Congrès. Elle s'étend à leurs enfants, à leur famille, à leurs voisins, à leur défenseur. Ce ne sont pas seulement les enfants Rosenberg qui se font traiter à l'école de « sales espions, sales traîtres, etc... », mais aussi bien les enfants de tel directeur de la *Voix de l'Amérique*, pourtant plus anti-communiste que Mc Carthy lui-même, mais que le sénateur fit condamner pour des raisons personnelles. L'assassinat économique s'étend à tous les membres de la tribu.

La méfiance s'installe partout. Qui peut vous assurer que votre voisin n'est pas du F.B.I., alors que celui-ci annonce qu'il a 13.000 agents à Washington, qu'un fonctionnaire sur dix travaille indirectement ou directement pour lui (un fonctionnaire sur dix, également, travaille pour McCarthy, et ce n'est pas toujours le même), que les tables d'écoute se multiplient et que les tribunaux vont avoir le droit d'utiliser les enregistrements des communications téléphoniques. McCarthy pour sa part, s'est vanté d'avoir un fichier complet sur toutes les personnalités politiques américaines.

Dans de telles conditions, chacun peut être un policier, mais aussi chacun peut être un communiste. Si l'on en parle tant, si l'on condamne tant de hauts fonctionnaires, de professeurs réputés, d'ingénieurs habiles, de syndicalistes honnêtes, c'est donc qu'il doit y avoir beaucoup de communistes. S'ils sont invisibles, ce n'est pas parce qu'ils sont peu nombreux comme l'indiquent pourtant les statistiques officielles, mais parce qu'ils se cachent. Le communiste devient un animal étrange et multiforme, en tout cas un homme séduit par le démon. Kafka ne renierait pas le déroulement d'une enquête administrative ou les péripéties d'une audience devant la Commission McCarthy. Dean Acheson lui-même a pu en faire l'expérience [26].

McCarthy a d'ailleurs déclaré : « *Si vous n'êtes pas anti-communiste, c'est que vous êtes donc antiaméricain* », ce qui

26. Notamment lorsqu'il comparut devant la commission chargée d'enquêter sur les communistes américains à l'O.N.U.

signifie en clair que tout Américain qui ne travaille pas pour McCarthy travaille contre les Etats-Unis. Et ce que, par habitude, nous traduisons : « Commission des activités anti-américaines », s'appelle en réalité : « *Un-american activities* », c'est-à-dire « activités non américaines ».

Le règne de la peur

Dans un tel climat, il faut évidemment beaucoup de courage, beaucoup d'intelligence ou de sens politique pour lutter efficacement contre la psychose McCarthyste. Pour beaucoup d'Américains, il s'agit avant tout d'éviter le pire, de sauver son coca-cola quotidien, de défendre sa place.

Souvent, ils ne songent même pas à profiter des moyens de défense que la loi leur donne. Questionnés, ils répondent. Interrogés, ils avouent. Terrifiés, ils dénoncent. De toute façon, ils font la plupart du temps le jeu de McCarthy en en acceptant les coordonnées. Au cours d'une séance de la Commission, l'évêque protestant, G. Browley Oxnan, ardent adversaire du McCarthysme, dont la loyauté avait été mise en cause, se livra pendant plus de huit heures à une attaque féroce contre le sénateur et contre ses méthodes. En fait, l'évêque était rentré dans le jeu de McCarthy puisqu'il avait cherché à démontrer qu'il n'était pas communiste, qu'il ne méritait pas d'en être accusé, que sa convocation devant la Commission McCarthy n'était pas justifiée.

Ce fut le cas pour bien d'autres dont pourtant on aurait pu attendre une plus grande expérience politique, celui notamment du rédacteur en chef du *New York Post*, critique acerbe dans son journal de McCarthy, dont la déposition contribua pourtant à renforcer les droits acquis du McCarthysme. Ce fut aussi, lors de l'affaire White, le cas de M. Truman, qui, mis en cause par les républicains, évita soigneusement de paraître défendre White et d'attaquer l'opération politique qui était montée, mais expliqua que s'il avait maintenu White dans ses fonctions, c'était pour ne pas éveiller ses soupçons et pour pouvoir le prendre sur le fait.

Ainsi, McCarthy a-t-il atteint au moins un de ses objectifs. Dès maintenant, c'est à l'intérieur du dispositif qu'il a con-

tribué à établir que l'on cherche à se défendre contre lui. On n'ose plus, on ne sait plus l'attaquer de face. La psychose McCarthyste, l'hystérie anticommuniste sont devenus un état normal. Il est symptomatique que le dernier discours d'Eisenhower devant le Congrès, qui avait été, jusque-là, accueilli avec une tiède sympathie, ait été, lorsqu'il annonça sa décision de développer la lutte anticommuniste, salué par une immense clameur et des applaudissement bruyants. Cette attitude des parlementaires répond, il faut bien le dire, à ce que ressent la majorité du pays. Il semble qu'une opposition au McCarthysme, même organisée ou soutenue par l'Administration, ne serait pas suffisante, si elle n'était appuyée par une nette détente internationale, une spectaculaire amélioration des rapports russo-américains.

Le McCarthysme ne paraît pas avoir eu, jusqu'ici, le temps de se transformer en fascisme. Certes, il est plus dangereux à cet égard que les autres mouvements de ce genre qui l'ont précédé. Il dispose de beaucoup plus d'argent, de bases plus solides, d'une approbation plus générale; mais McCarthy n'a pas encore de politique. Lui-même sent bien que les doctrines sociales ou économiques qu'il défend sont trop conservatrices, trop rétrogrades pour qu'il puisse s'en servir sur l'opinion publique. Ou alors il lui faudrait commencer par récuser ses commanditaires. Mais le jour où McCarthy aura transformé en politique ce qui n'était qu'une ambition personnelle et ce qui n'est encore qu'une démagogie, on pourra alors se souvenir qu'entre 1925 et 1932, peu de gens croyaient à la menace de l'hitlérisme. Eisenhower déclare aujourd'hui : « *Les intentions de McCarthy sont louables : ce sont ses méthodes qui ne le sont pas.* » La distinction est un peu subtile et les méthodes qu'emploient aujourd'hui Eisenhower et la majorité de l'Administration américaine pour lutter contre celles de McCarthy ne sont en tout cas pas les bonnes.

Les choses vont vite à l'ère atomique et l'évolution est terriblement rapide. La peur, la crainte connaissent aujourd'hui une nouvelle dimension. Le 25 mars 1953 mourait à San Francisco M. William Twitchell. Il avait à peine 36 ans. Il mourait seul. Pas exactement seul; il était entouré de gardes et d'agents du F.B.I. qui interdisaient à sa famille, à ses parents, à ses amis, de l'assister, car M. Twitchell, savant

atomiste, révélait, dans son délire des formules de la bombe H.

Déjà en 1932, Roosevelt déclarait : « *Ce que nous avons le plus à craindre, c'est la peur* ». McCarthy a semé la peur et on ne sait jusqu'où elle peut aller.

H. de GALARD.

Elena de la Souchère.

UN CATHOLICISME TOTALITAIRE

I. — La guerre sainte.

Un livre singulier vient de paraître en Espagne, qui ne fera pas grand bruit à l'extérieur : les mémoires du dirigeant carliste Lizarza. En évoquant ce trouble été de 1936 et les petites paroisses navarraises où des prêtres préparaient la guerre civile en introduisant de la dynamite de contrebande dans de vieilles boîtes de tomates, Lizarza nous reporte aux origines du Concordat, beau cadeau tout neuf offert par le Vatican au régime franquiste. Le Concordat donne sens et actualité aux humbles gestes qui l'ont préparé de si loin, mais la nature de ces gestes éclaire ce Concordat qui cristallise un certain concept totalitaire du catholicisme, concept extrême et propre à l'Espagne, dont on relève, en d'autres lieux, un reflet atténué. C'est en sa forme virulente qu'un mal offre prise à l'observation. Précieux sont, à ce titre, les symptomes recueillis par Lizarza avec l'ingénuité d'un homme qui fut acteur et témoin approbatif du drame qu'il relate.

Parmi les figures de prêtres évoquées par le mémorialiste, voici celles des curés de Caparroso, d'Esquiroz, de Berriozar et de Traibuenas, quatre compagons résolus qui, dans la période d'attente lourde et moite qui précéda le 19 juillet, avaient converti leurs presbytères en fabriques et en dépôts clandestins de grenades. Les envois de dynamite qu'ils recevaient de Bilbao à intervalles réguliers revêtaient l'inoffensive apparence de sacs de semences. Au village de Lezaun, les « requetes » faisaient l'exercice sous le commandement du curé du lieu. Des armes étaient cachées dans les églises, et des conspirateurs avaient trouvé abri dans certains presby-

tères. Le curé de Noain avait installé un poste émetteur de campagne dans le clocher de son église.

Quelques jours plus tard, la levée en masse des « requetes » s'effectuait allègrement au cri de « Vive le Christ-Roi ! ». Un autre témoin narre en ces termes le départ pour le front des « requetes » de Pampelune : « Des camions de volontaires étrangement accoutrés, avec leurs classiques bérets rouges, leurs scapulaires et leurs médailles, faisaient le tour de la place aux larges porches, s'en allant vers le front au milieu des chants, des cris joyeux. Au centre de la place était célébrée une messe en plein air. « Adieu. Au ciel ! », criaient les hommes aux femmes qui agitaient des mouchoirs blancs »[1].

Les habitants de la province de Saint Sébastien virent surgir, dévalant des hauteurs navarraises, dans la poussière de juillet, d'étranges cortèges hérissés de fusils et de baïonnettes. Parmi les « requetes » aux bérets rouges, s'étaient glissés quelques uniformes kakis de militaires, quelques chemises bleues de phalangistes... Parfois deux ou trois gardes civils en uniformes vert-de-gris ouvraient la marche, coiffés de leur bicorne en cuir bouilli, leur vieux Mauser en bandoulière. Scapulaires et médailles brillaient sur toutes les poitrines. Les envahisseurs, terribles sous leur masque de sueur et de poussière, entremêlaient leurs chansons de marche de blasphèmes, de cris de mort et de vivats au Christ-Roi. Simple avait été le mode d'enrôlement : voyant passer la colonne, les hommes de chaque village avaient empoigné leur fusil de chasse et s'étaient joints à la horde. Ainsi étaient-ils encore groupés par paroisse. Chaque groupe villageois était signalé par la tache noire d'une soutane. Parfois, le curé marchait en tête de la colonne, le fusil sur l'épaule.

La tradition a conservé le souvenir de ce prêtre — chef de bande qui, au siècle dernier, donnait d'une main l'absolution aux ennemis tombés en son pouvoir, et, de l'autre, leur brûlait la cervelle. Si aucun des prêtres amis de Lizarza n'acquit une renommée si durable, la mentalité qu'implique leurs activités belliqueuses explique le geste de colère qui jeta les ouvriers en armes à l'assaut des églises. Et cette haine qui

1. Ansaldo : *Mémoires d'un monarchiste espagnol.* Éd. du Rocher, Monaco.

couve sourdement dans la masse nourrit le complexe de pe
et d'isolement qui pousse le prêtre à se jeter en avant, av
ses fidèles, les armes à la main. une séquelle de violenc
qui se répondent est en puissance dans chaque pensée
haine. Le curé de Caparroso introduisait sa charge de dyn
mite dans de vieilles boîtes de tomates alors que les ouvrie
de Madrid s'en allaient paisiblement à leur travail. Mais
grands feux d'églises flambaient allègrement cinq ans pl
tôt, à l'heure où, dans « El Debate », M. Angel Herrer
futur évêque qui ne portait pas encore la soutane, mais passa
déjà pour le porte-parole de l'Eglise, prêchait aux fidèles
ralliement à la République nouvelle-née.

On brûlait déjà les églises un siècle plus tôt, en 183
lorsque le marxisme était encore à inventer et que le mini
tère libéral de Mendizabal venait de décréter la « désamort
zacion », mesure parallèle au décret de l'Assemblée législativ
française ordonnant, en 1790, la saisie et la vente des bien
d'Eglise. Et depuis lors, en Espagne, chaque convulsio
politique a allumé de grands feux d'églises. Et par trois fo
en un siècle, les hommes des petites paroisses de Navarre
béret rouge au front et scapulaire au cou, se sont levés e
armes, sous la conduite de leurs curés, aux cris de « Viv
Don Carlos » et « Vive le Christ-Roi ». Entre le prêtre et celu
qui supporte impatiemment son traditionnel ascendant, l
guerre est plus que séculaire en ce pays d'Espagne, semblabl
à une Vendée où la violence latente se ranimerait périodi
quement en brusques flambées.

Cette guerre a un caractère spécifique. On voit, en d'autre
lieux, le prêtre porter les armes et bénir les canons. Mais s'i
arrive au prêtre, appelé sous les armes en tant que citoyen
en dépit du caractère dont il est revêtu, de frapper l'ennem
et d'absoudre le mourant, il frappe en tant que soldat e
absout en tant que prêtre. S'il lui arrive de célébrer la guerre
en termes véhéments et de mêler l'Eternel à des querelle
qui ne le concernent pas, il se laisse entraîner par des senti
ments patriotiques qui l'emportent sur ceux que la religion
lui enseigna. Mais les prêtres amis de Lizarza ne sont appelé
au combat par aucune instance temporelle. Ils ne sont em
portés par aucun sentiment étranger à leur condition. Il
choisissent leur combat, et le choisissent en tant que prêtres

pour défendre les privilèges traditionnels de leur religion. Leur guerre est une guerre de religion. Ils la définissent comme une guerre sainte. Et la sainteté du mobile sanctifie à leurs yeux les moyens employés.

Aussi le prêtre qui refuse de s'associer à la guerre sainte est-il considéré comme un prêtre renégat qu'il importe de retrancher de la communauté des fidèles, par la violence s'il le faut. Les officiers des colonnes de « requetes » lancées à l'assaut des provinces maritimes basques, portaient dans leur vareuse la liste des prêtres qui ne semblaient pas d'humeur à s'associer à la pieuse entreprise guerrière. Pénétrant à Oyarzun, bourgade de la province de Saint Sébastien, le commandant d'une colonne de « requetes » interpelle le curé du lieu :

— Comment vous appelez-vous ?

Le prêtre se nomme.

— Oui, voici votre nom, dit le colonel, les yeux fixés sur la liste de suspects qui lui avait été remise au départ.

Le pauvre prêtre est aussitôt arrêté, ainsi que ses deux vicaires. Dans les premières semaines de la guerre civile, les combattant de la guerre sainte fusillèrent seize prêtres réfractaires à la « croisade »[1].

II. — Un catholicisme teinté d'Islam.

Si les résistances opposées à l'Eglise sont à la mesure de a domination traditionnelle, la violence de la riposte du lergé et des fidèles s'explique pour une part par des circontances historiques. Les esprits retournent par une évolution nsensible au concept de « croisade », familier à ce pays qui fut enfanté à la vie de nation dans le corps à corps d'une uerre religieuse de 700 ans. En défendant leur foi contre 'envahisseur arabe, les catholiques d'Espagne défendaient n même temps leur vie, leur liberté individuelle et l'ordre ocial fondé sur les préceptes de leur religion. Une longue ratique guerrière créa une assimilation entre la foi, l'ordre

1. Au Pays Basque le nombre total des prêtres emprisonnés, destitués ı exilés par les Franquistes pendant la guerre civile s'élève à 450 : 20 prêtres séculiers et 130 moines de divers ordres.

temporel qu'elle détermine et les actes de violence com
pour la défense de l'un et de l'autre. Chez les Musulma
le concept de la guerre sainte avait déterminé le geste gu
rier ; parmi les catholiques d'Espagne, acculés à la défen
du geste guerrier naquit le concept de guerre sainte. Com
la civilisation arabe, renouvelée au contact de la luxuria
Bétis ibère et romaine, avait acquis un caractère spécifi
qu'elle n'a présenté en aucun autre lieu, le catholicis
s'est transformé au contact de l'envahisseur arabe. Il
vécu et vaincu qu'en opposant à la violence au service d'u
foi étrangère, la violence au service de sa propre foi. D
la pratique de la guerre sainte est née une religion viole
et belliqueuse, semblable à celle de l'adversaire. Le vainc
vaincu et sa marque demeure sur le vainqueur.

A partir de cette longue guerre de religion où l'Espag
fut engendrée, le comportement religieux de l'homme es
gnol se reconstruit et s'éclaire. Le clergé des provinces ma
times basques se montre plus pacifique, plus libéral. Comm
s'en étonner ? Le littoral atlantique, ouvert au comme
avec l'Occident, n'a pas subi la domination arabe et la l
gue épreuve d'une lutte sur son propre sol. Au contraire,
Navarre, marche militaire, fut l'une des citadelles d'
partit la reconquête. Province pauvre, isolée en son ca
de montagnes, elle demeure au stade agricole et patriar
de la vie collective. Elle reste, dans le monde moderne,
tronçon de Moyen Age où chaque village est une pat
vivante et close, en laquelle une foi préservée en son ingénu
première assure au prêtre une autorité souveraine. Et chaq
fois que l'ordre social du village et de l'église semble mena
les hommes au béret rouge retrouvant le réflexe ancestral
la guerre de reconquête, se lèvent en armes, sous la condu
de leurs curés, conducteurs d'âmes et chefs de guerre,
châtient d'une main et absolvent de l'autre.

III. — L'âge du rite.

Tel est le processus historique. Mais cette évolution, prop
à un lieu donné, n'explique d'aucune façon le mécanis

ıental d'où procède, en ce même lieu ou en tout autre, l'acte e violence commis au nom d'une mystique. L'homme qui ·appe et tue pour faire prévaloir ses intérêts ou fonder un rdre temporel, obéit à ses nécessités dans la mesure où il ;arte des compétiteurs et brise des obstacles. La force matéelle agit sur la matière, la détruit, la façonne, la reconstruit :lon un ordre nouveau. Mais celui qui frappe et tue au nom 'une pensée pure commet un acte en apparence privé de gnification. La violence peut tuer l'individu : elle est impuisınte à détruire sa conviction. La contrainte impose des ꞓstes, des paroles, signes apparents d'une foi; elle ne crée ni ꞓ modifie les croyances. Si tout acte a sa logique interne, de ıel étrange processus mental procède ce non-sens : le geste ꞓ violence matérielle dirigé contre la pensée ?

L'homme dont la conviction s'est faite évidence aussi dure tangible que le réel sensible, l'homme que n'effleure aucun ɔute, et qui conçoit comme faux et mensonger tout concept ifférent du sien reporte peut-être sur les sectateurs de ꞓrreur la haine que celle-ci lui inspire. Si l'erreur est péché, homme qui la professe est un pécheur et mérite le châti·ent. L'action des inquisiteurs se fonde sur une haine plus ı moins consciente à l'égard du contradicteur, sur l'idée de ıâtiment et sur l'opinion selon laquelle la souffrance phyque exercerait, sur l'esprit, un pouvoir astreignant et puri·ateur. Nous retrouvons ces trois concepts dans l'Espagne tuelle à la base de la répression dirigée contre les adverires du régime. Rares sont ceux qui ont été condamnés ɔur des délits de fait, réels ou supposés. Les attendus de plupart des jugements ne mentionnent que les activités ɔlitiques ou professionnelles des intéressés, ou des actes de ıerre. Au service d'une autre cause, la vaillance du soldat le zèle du fonctionnaire eussent été méritoires. Le châtient est donc attaché à l'opinion, au délit de contradiction. ans d'autres systèmes totalitaires, les contradicteurs, éliinés de la société en tant que péril, sont récupérés par société en tant que main-d'œuvre. Lá morale et son rollaire, l'idée de châtiment, sont absentes du cercle conntrationnaire. Les prisons et les camps de concentration Espagne sont les seuls où, sous l'influence d'un catholicisme écifique, une valeur éthique soit attachée à l'opinion. Ce

concept éthique de la répression est mis en lumière par l
système de « rachat de la peine par le travail », conçu pa
l'aumônier général des prisons, le père Perez del Pulgar, e
adopté par l'autorité sous l'influence du clergé. Puisque l
contradicteur doit se racheter, il est coupable : l'erreur qu'
professe constitue une faute au sens moral. La souffranc
l'effort pénible par lesquels il paye sa dette à la société lésé
par sa faute, sont censés exercer, sur son esprit, une influenc
purificatrice. Ces concepts expliquent le phénomène le plu
irrationnel de la répression : le tri de la dernière heur
opéré entre les condamnés à mort au terme de longs mo
d'attente de l'exécution, la grâce octroyée à certains d'entr
eux, la tardive exécution de leurs compagnons. L'homm
que l'épreuve affermit dans ses convictions, l'irréductibl
est livré au bras séculier, puni en tant que coupable, retran
ché du corps social en tant que péril de contamination. Celu
qui plie vivra. Mais ici nous touchons du doigt la confusio
qui est à la base de ce système de contrainte. La soumissio
imposée peut être feinte. La souffrance peut briser la réso
lution de l'individu, lui inspirer une crainte qui l'éloigne
tout jamais de l'action : elle ne peut l'amener à tenir pou
fausses, quand bien même les renierait-il en paroles, les con
ceptions qu'il estime véridiques. Les convictions changent s
peu que la plupart des prisonniers libérés se lancent aussitô
dans l'action clandestine.

La confusion entre la foi et les signes extérieurs de la fo
se manifeste sous mille formes. Chaque dimanche, dans l
cour des prisons et des camps de concentration, tous les déte
nus, rangés en files encadrées par les gardes, doivent assiste
à la messe, debout, au garde à vous. L'état d'esprit de chacu
et ses convictions importent peu : le règlement impose l
présence physique et l'attitude. L'identification du rite à l
croyance est si profonde, si évidente, qu'elle pénètre dan
l'esprit même de ceux qui en sont les victimes passives
certains prisonniers, vaincus par les supplications de mère
ou d'épouses convaincues qu'une vertu préservatrice est atta
chée à l'apparence de la ferveur, acceptent de se confesser
de communier, pour sauver leur vie.

D'un autre ordre sont les contraintes qui pèsent sur ceu
qui sont, en apparence, libres de leurs mouvements. Le fonc

tionnaire, l'employé se croit tenu, pour être bien noté, d'accomplir les gestes extérieurs de la foi : il fréquente l'église et fait baptiser ses enfants. Point d'avancement sans messe. Tous les mariages ont lieu à l'église, en vertu de la disposition qui a substitué le mariage canonique à la formalité civile en tant que forme normale de célébration des unions. Les convictions des conjoints importent peu : l'essentiel est qu'ils comparaissent à l'église et accomplissent les gestes rituels. Seuls sont autorisés à contracter mariage devant un officier d'état civil ceux qui peuvent attester sous serment devant un tribunal qu'ils n'ont pas été baptisés. Et qui donc prendrait tant de soins pour faire constater un fait qu'il importe plutôt de dissimuler pour éviter mille avanies ? Le non-baptisé qui veut contracter mariage se hâte de se mettre en règle sans bruit ni esclandre avec le curé du lieu. Le protestant seul s'emploie à démontrer qu'il n'a pas reçu le baptême catholique. Dès lors, il est considéré comme agnostique : la loi ignore la religion réformée. Qui n'est point catholique n'a pas de religion. Le protestant devra donc contracter mariage civilement, à condition toutefois que son futur conjoint ne soit pas catholique. Si le protestant est condamné au mariage civil, le catholique ne peut se dérober au mariage canonique. En vain voudrait-il se convertir au protestantisme. La loi ignore les évolutions de conscience. Qui fut baptisé à sa naissance est catholique pour la vie. Deux fiancés appartenant à deux confessions différentes doivent renoncer à légaliser leur union, à moins que le protestant ne se convertisse au catholicisme.

Extrêmes et caricaturales conséquences de cette confusion du rite et de la foi, de la lettre et de l'esprit, contre laquelle l'Evangile mettait déjà en garde les premiers chrétiens. Le rituel n'est plus signe extérieur de la conviction, mais valeur en soi. Le formulaire conçu pour traduire et porter l'élan du cœur, se détache de sa signification : la syllabe acquiert force incantatoire. La lettre se nourrit du déclin de l'esprit à la manière de ces fleurs de cimetière qui prennent racine dans la chair morte. Les religions dessèchent de vieillesse dans un système de signes.

IV. — Pour une génération de croyants

Mais ce qui est aujourd'hui pure apparence de croyance peut devenir demain réalité de la pensée, si une nouvelle génération est formée dans les préceptes de la religion catholique. Aussi le monopole de l'enseignement fut-il le but vers lequel tendaient tous les efforts du clergé, l'objectif premier de la guerre sainte.

Sur ce plan, la victoire de l'Eglise fut complète. Les lois sur l'enseignement ont conféré pleine liberté aux écoles privées et confessionnelles. Dans les centres d'Etat, de l'école primaire à l'université, élèves et étudiants sont astreints à suivre des cours gradués d'instruction religieuse. Une dispense peut sans doute être accordée sur demande formelle des parents. Mais cette démarche ne serait pas sans péril pour ceux qui la tenteraient. L'autorité ecclésiastique contrôle l'éducation morale et religieuse donnée dans les centres d'Etat. Elle a un droit de regard sur les manuels scolaires. Ses représentants peuvent « *exiger que ne soient pas autorisés ou que soient retirés de la circulation les livres et les publications contraires au dogme ou à la morale catholiques* ». Dans les collèges d'Etat et les universités, l'enseignement de la philosophie se ramène à une défense et illustration des concepts catholiques. Les systèmes dissidents ne sont succinctement résumés que pour être aussitôt réfutés, réduits à néant... L'esprit qui domine cet enseignement est celui qui inspira au père Ripalda, auteur d'un catéchisme revu et augmenté, actuellement en usage dans tous les centres d'enseignement, des aphorismes dans le genre de ceux-ci : « *Le libéralisme est un grave péché contre la foi* » — « *Dieu dota Darwin d'un sens très aigu de l'observation, mais d'une très faible intelligence* ».

L'enseignement public traite les maîtres de la pensée espagnole comme des explosifs dangereux. Le recteur — phalangiste — de l'Université de Madrid préside-t-il un hommage à Ortega y Gasset à l'occasion du soixante-dixième anniversaire du maître ? La revue jésuite *Razon y Fe* et le quotidien d'inspiration catholique *ABC* s'indignent. Un commentateur de l'*ABC* établit en cette occurrence de singulières distinc-

tions : « *Il n'y a pas d'inconvénient* — écrit-il — *à reconnaître de belles qualités littéraires à certains auteurs aujourd'hui très en vogue, et à admettre que leurs œuvres puissent être étudiées, quand le besoin s'en fait sentir, par des hommes faits et avec la prudence qui convient. Il n'y a pas d'inconvénient non plus à autoriser la consultation de ces œuvres par de jeunes universitaires dûment prévenus et orientés par des maîtres prudents et chrétiens. Mais il est intolérable que ces auteurs soient présentés, notamment à de jeunes étudiants, comme des écrivains sans tache* »... L'Université de Salamanque organise-t-elle à l'occasion des cérémonies commémoratives du septième centenaire de sa fondation, un hommage à Miguel de Unamuno ? Le jeune ministre catholique de l'Instruction publique, M. Ruiz Jimenez, est convoqué au palais archi-épiscopal de Tolède. Le thème de l'entretien ne fut pas divulgué. Mais la cérémonie d'hommage à Unamuno fut aussitôt décommandée. Le cardinal-primat a exprimé à différentes reprises son sentiment sur l'œuvre d'Unamuno, notamment dans une lettre pastorale d'adieu qu'il écrivit en 1942, au moment de quitter son diocèse de Salamanque pour monter sur le siège primatial de Tolède. Mgr Pla y Deniel rappelait qu' « *en pleine guerre et en pleine croisade, et parce que, précisément, le labeur très funeste de nombreux intellectuels espagnols avait rendu nécessaire de recourir au suprême remède de la guerre* », il avait cru du devoir de son ministère épiscopal de publier une lettre pastorale : « *Les délits de pensée et les fausses idoles intellectuelles* », où il jetait « *le cri d'alarme devant l'idolâtrie très funeste et imméritée qu'inspirent des écrivains et des intellectuels, quand bien même auraient-ils mal employé leur talent et leur art d'écrire en propageant des doctrines destructrices de la foi* ». Le prélat ajoutait qu'il avait cru remplir son devoir « *en déclarant interdit par les règles générales du droit canon le livre : « Le sentiment tragique de la vie* ». A l'époque des cérémonies de Salamanque, le cardinal-primat garda le silence. Mais, dans une lettre pastorale intitulée : « *Don Miguel de Unamuno, hérétique majeur et maître en hérésies* », un autre prélat, Mgr Pildrain, évêque des Canaries, a relevé dans l'œuvre du maître de Salamanque 45 propositions condamnables et contraires à la foi.

Autour de cette génération qui grandit en ânonnant les aphorismes du père Ripalda et qui ne connaîtra « *La Révolte des masses* » et « *Le sentiment tragique de la vie* » que sous forme de propositions numérotées et réfutées, l'Eglise s'attache à maintenir une atmosphère ouatée, fermée aux tentations de l'esprit, à la curiosité, à la recherche. A travers les « commissions d'épuration des bibliothèques publiques » et les comités de censure, dans lesquels figurent les délégués des évêchés et les représentants de « l'Association catholique des pères de famille », l'Eglise règne sur l'imprimé. Elle refait à son gré l'Histoire et la Philosophie, impose ses critères à la science, et soumet la production littéraire à une morale tracassière, mille fois plus sévère que celle de la censure laïque. Celle-ci avait autorisé, voici quelques années, la publication d'un roman de Rafael Garcia Serrano dont l'action se situait dans les tranchées franquistes pendant la guerre civile. Bien accueilli par la critique, l'ouvrage obtint le Prix National de Littérature. Mais quelques jours plus tard, l'édition était retirée en grand secret de toutes les librairies à la demande de l'Episcopat. Le tort de l'auteur était d'avoir mis dans la bouche de ses troupiers des imprécations et des blasphèmes... La censure ecclésiastique a peur des mots, et tout d'abord de ceux qui, de près ou de loin, ont trait aux rapports sexuels. Les termes de « maîtresse » et « d'amant » ont disparu du vocabulaire littéraire. Non que l'humanité du roman et du théâtre espagnols n'ait pas droit au péché ; encore faut-il que le péché ne soit point décrit, qu'il soit conscient, tourmenté, suivi du repentir et sanctionné par le châtiment. L'univers de la fiction est soumis à une infaillible justice immanente qui intervient au chapitre final pour punir la faute et récompenser la vertu. C'est un monde qui ignore le suicide, ce final sans épilogue édifiant. Tel censeur, consulté à titre amical par un jeune romancier, lui conseilla de remanier son chapitre final et de l'adapter aux exigences de la justice distributive, avant de présenter officiellement son manuscrit. La convention du final édifiant est aussi enracinée dans l'Espagne d'aujourd'hui que celle du «*happy end*» à Hollywood. Les traducteurs de romans étrangers ont pris l'habitude de remanier les dénouements non conformes aux conventions du jour.

La censure ecclésiastique est omnisciente et partout présente. Elle contrôle les dialogues de cinéma, les livrets d'opérette, les couplets de music-hall. Elle règle la durée des baisers à l'écran, la longueur des jupes des danseuses, les dimensions des maillots de bain, les heures d'ouverture et de fermeture des dancings... Il n'est détail assez minime ou assez bas pour la rebuter.

Et ce zèle est peu de chose au regard de celui que déploie le clergé pour maintenir la population, et surtout la jeunesse, dans l'ignorance des autres doctrines religieuses, et pour étouffer le prosélytisme des ministres des confessions rivales. L'exemple étant, de toutes les formes du prosélytisme, la plus dangereuse, la célébration publique des autres cultes a été interdite, sous l'influence de l'Eglise, par l'article 6 de la « Charte des Espagnols », la seule des dispositions de ce texte fantomatique qui ait jamais reçu une application pratique. Les temples protestants sont ouverts ou fermés au gré des « jérarques » locaux. Il n'est pas de précaution que l'on juge suffisante pour dissimuler la célébration des cultes dissidents aux regards du bon peuple catholique. Un pasteur de Madrid fut condamné pour avoir célébré l'office dans sa chambre en présence de deux ou trois personnes, sans avoir sollicité l'autorisation de la police. Mais à Tarragone, les autorités firent savoir au pasteur que le culte ne pouvait être célébré qu'à huis clos, à son domicile particulier. La simple indication des heures des offices protestants donnée à un catholique est considérée comme un délit de prosélytisme. Une amende de 500 pesetas fut infligée pour ce fait au desservant du temple de la calle de Lacy, à Madrid.

Encore ces précautions ne suffisent-elles pas à apaiser l'inquiétude qu'inspirent à Mgr Segura, archevêque de Séville, le prosélytisme et le zèle charitable des missions protestantes qui prospèrent à l'ombre des ambassades anglo-saxonnes. En février 1952, le cardinal dénonçait, dans une lettre pastorale, les progrès réalisés par la religion réformée depuis que les autorités, mettant fin au régime de pure et simple interdiction du culte protestant, en vigueur jusqu'en 1945, ont autorisé la réouverture de quelques temples, afin de donner satisfaction aux représentants de l'Angleterre et des Etats-Unis. Les statistiques officielles n'évaluent pas à plus de 25.000 per-

sonnes les effectifs de la minorité protestante en Espagne. Mais il n'est danger, si faible soit-il, que l'on puisse négliger lorsque le bien des âmes est en jeu. Que l'on renonce à l'aide économique américaine si celle-ci est octroyée au prix de mesures de tolérance susceptibles de favoriser la propagation de concepts opposés à la « *vraie religion* » : « *la fidélité à la conscience catholique est d'un bien plus grand prix qu'un fleuve d'or américain* ».

Aux catholiques « *pénétrés de l'esprit de Lamennais* » qui professent la liberté religieuse, le respect de la conscience, même lorsqu'elle est dans l'erreur, et qui affirment que l'Etat doit se garder de toute intervention dans le domaine spirituel, le cardinal Segura rappelait que la liberté religieuse n'est pas un droit et que « *la conscience égarée ne mérite aucun respect lorsqu'elle entre en conflit avec ce qui est juste* ». Aussi le pouvoir civil ne peut-il « *se dispenser de défendre et de soutenir la vraie religion, qui est la catholique* ».

Cet appel au bras séculier n'était pas pour satisfaire un gouvernement qui s'efforçait laborieusement de concilier les avantages moraux de son étiquette très catholique avec les bienfaits tangibles de l'alliance américaine. Puisque Mgr Segura s'obstinait à se jeter au travers d'un canevas si subtil, à sa manière qui est celle du taureau lorsqu'il charge la cape du matador, il n'était qu'un remède : celui de faire taillader sa mercuriale par la censure. Et notre grand Cardinal d'écrire pastorale sur pastorale, et d'écraser de son verbe les petits hommes du régime, qu'il accusait en termes bibliques et véhéments, de porter atteinte en sa personne à la liberté d'expression de l'Eglise. Opposant pouvoir à pouvoir, il finit par censurer les censeurs : un mandement inséré au bulletin archidiocésain de Séville interdit aux fidèles la lecture du quotidien phalangiste *Arriba*. Mais condamnations et menaces se perdent dans le silence de la presse. Privé des moyens de se faire entendre, le Cardinal se réfugie dans l'abstention : il punit le gouvernement indocile en refusant d'assister au Congrès eucharistique de Barcelone, au printemps 1952.

Voici le saint personnage en guerre avec le régime de la croisade, comme il le fut naguère avec la Monarchie, puis la République. Il est, une fois de plus, ce trublion aveugle,

que les plus grands ennemis conspirent à écarter du champ de bataille pour se livrer en liberté aux subtiles manœuvres de leur petite guerre. Ainsi le Vatican et la République s'accordaient-ils, voici vingt ans, pour l'obliger à descendre du siège primatial de Tolède. Mais nul ne songe aujourd'hui à l'écarter de Séville, cette principauté de l'exil où, la plume à la main, il tance et réprimande chacun avec une infatigable ardeur. Du régime des cultes au salaire ouvrier, des erreurs doctrinales des philosophes chrétiens aux statistiques sur les progrès de la tuberculose, des cours d'instruction religieuse dans les universités à la police des divertissements, il n'est point de thème qui échappe à sa vigilance. Ses mandements, ses pastorales se succèdent de jour en jour. Il morigène le régime qu'il accuse de libéralisme, de complaisance et d'amoralisme, fait la leçon au ministre de l'Education et convertit en réunions de patronage les petits bals gitans de Triana. L'imprudent qui résiste à ses volontés est accusé d'outrager en sa personne la dignité et les douleurs du Christ. Franco, en visite officielle à Séville, veut-il faire dire la messe dans la chapelle de sa résidence, sans demander la permission de l'Archevêque ? Celui-ci s'indigne et décrète qu'en punition de cet attentat aux prérogatives de la hiérarchie, le « *Caudillo* » de la croisade sera privé de messe. Il n'est excuse ou supplication qui puisse ébranler la fermeté du Cardinal et l'amener à revenir sur cette épouvantable sentence. Comme on ne peut décemment offrir au bon peuple sévillan, au bon peuple de la grande procession, le spectacle d'un croisé en chef privé de messe le dimanche, il faut faire quérir en hâte hors du diocèse un moinillon qui par sa résidence et par son état de prêtre régulier, échappe à la juridiction du Cardinal-Archevêque.

L'intraitable personnage serait sans doute surpris si on lui disait qu'il entre dans ce zèle à redresser les torts de chacun, on ne sait quel esprit chagrin et quelle fureur dominatrice. Satan est présent dans toutes nos vertus.

L'orgueil qui n'est tout à fait étranger à aucun de nos actes, entre pour une grande part dans cette extrême appétence de perfection de certains esprits que les qualités moyennes ne satisfont, ni en eux-mêmes, ni dans les autres. Sans doute, Mgr Segura est-il aussi disposé à subir le martyre pour sa foi

qu'à allumer des bûchers, à faire sentir tout le poids de son autorité qu'à renoncer à la pompe qui isole et rehausse les princes de l'Eglise ,pour revêtir le froc de l'anachorète. On a dit qu'au XVe siècle il eût été un saint et qu'il est aujourd'hui un problème. Il entre de la magnanimité dans le zèle avec lequel il embrasse les intérêts d'un Dieu qui lui joua le méchant tour de le faire naître cinq siècles trop tard. En d'autres temps, il eût gouverné le royaume, comme le cardinal Cisneros, ou, d'un trait, divisé le monde en deux parties, gardant la meilleure pour l'Espagne. Il eût béni les caravelles qui partaient à la découverte d'un monde, ou lancé des escadres contre les côtes barbaresques. La foi de son siècle n'était pas au niveau de son ardeur, de cette concentration de toutes les facultés sur un seul point, qui est sans doute ce que l'on a coutume d'appeler le génie. Vendre la vieille Espagne palme à palme au plus haut cours du dollar n'est certes pas son affaire. Perplexes, les Américains contemplent cette grande figure hiératique, avec l'espoir secret qu'elle se volatilisera à la première bouffée d'air frais, comme ces fantômes de sable qui perdurent au plus profond des Pyramides. Ils soupçonnent sans doute quelque dérèglement d'esprit dans l'inaptitude du Cardinal à entrer dans les intrigues, les contingences et les marchandages de ce temps.

Les singularités qui les frappent dans cette figure anachronique servent du moins à polariser à leurs yeux et à expliquer tout ce qu'ils ne comprennent pas dans le comportement de l'Episcopat espagnol, et ils demeurent persuadés qu'il serait aisé de s'entendre avec celui-ci s'il était affranchi de la tutelle d'un cardinal Segura et livré à la direction plus suave de prélats du type de Mgr Herrera. Voici enfin l'évêque selon le cœur des Américains, un saint homme de Jésuite, si pétri et pénétré de jésuitisme par grâce native, que jusqu'à 53 ans, il n'eut pas besoin de porter la soutane pour se faire reconnaître comme tel et être l'oracle de l'ordre. Un bonhomme de prélat, patelin, simple comme on ne l'est que dans les notices biographiques de la presse américaine, qui n'eut qu'à renoncer au monde pour devenir évêque de Malaga, et qui, au temps de sa médiocrité présacerdotale, fut directeur de journal, en toute simplicité, comme les grands hommes des Etats-Unis sont crieurs de journaux dans leur enfance. Un

évêque éclairé, qui fonde une école sociale pour les jeunes prêtres destinés à l'apostolat dans les milieux ouvriers, qui prend le bateau et l'avion comme un simple évêque anglican, toujours en chemin, de Madrid à Mexico, de Rome à Tetouan, de Lisbonne à New-York, conférant ici avec Don Juan et là avec Franco, tenant des conférences de presse un peu partout, et parlant comme un chacun de communisme, de démocratie et de salaire ouvrier, mots rassurants que tout le monde comprend. Un homme qui pénètre les exigences du siècle, qui déclarait voici vingt ans que les catholiques ne devaient pas reconnaître la République une minute trop tard, et qui, à l'heure où le Cardinal Segura était précipité à grand fracas du siège primatial de Tolède, préparait benoîtement la grande combinaison électorale qui allait permettre aux ennemis du suffrage universel et de la République de se glisser en douceur par le conduit de bonnes élections aux commandes de l'Etat républicain, afin d'y préparer à loisir le coup de force de 1936. Il y a plus de solidité dans les roseaux que dans les chênes.

Voici deux ans, la revue américaine *Time* écrivait que, face aux cultes dissidents, l'intolérance d'un Mgr Herrera égalait celle de l'intraitable vieillard de Séville. C'était là l'opinion d'un isolé, et l'on considérait sans doute outre-Atlantique comme un simple geste de courtoisie l'article par lequel *Ecclesia*, organe de l'Eglise d'Espagne, avait fait siennes les thèses de Mgr Segura sur le statut des Protestants. Mais après la conclusion du Concordat qui cristallise sous une forme contractuelle la législation de stricte intolérance édictée par le régime franquiste en ce qui concerne la célébration des cultes, il a bien fallu reconnaître que les opinions émises par Mgr Segura ne lui étaient pas personnelles et exprimaient sous une forme abrupte, une attitude de pensée commune à toute l'Eglise d'Espagne. « Le Concordat — gémit la revue *The Commonweal* — contient certaines dispositions qui sont en contradiction avec la pensée des Américains. »

V. — L'Eglise déserte

On affirme parfois qu'un souci de défense de son patrimoine temporel a conduit l'Eglise possédante à se ranger tout

naturellement parmi les possédants. En réalité, le traitement versé par le trésor aux prêtres séculiers ne constitue qu'un faible intérêt du capital des terres ecclésiastiques saisies par l'Etat au siècle dernier. Si les grandes congrégations ont reconstitué leur patrimoine et si les prélats étalent un luxe asiatique, le prêtre de campagne vit d'autant plus chichement que la rémunération officielle dont il bénéficie écarte les dons des fidèles, et tout un prolétariat de moines vit petitement, tout comme les officiers, de l'exercice d'une activité accessoire. Tel couvent de religieuses tire revenu d'un tombereau mis à la disposition du public pour charroyer matériaux et détritus. Telle communauté de moines est convertie en fabrique de savates et telle autre vit du tressage des paniers. La République dut édicter des mesures pour protéger certaines branches artisanales contre la concurrence de vil prix et de bas salaire des petits couvents.

Ces curés besogneux et ces moines ouvriers ou artisans sortent du peuple. Ils partagent ses peines et ses aspirations. Aussi nombre d'entre eux devaient-ils voter, en 1936, pour les candidats du Front Populaire.

Les prélats eux-mêmes se fussent peut-être désolidarisés des possédants. Les encycliques sociales leur commandaient cette attitude qui n'impliquait aucun sacrifice si le régime républicain respectait les prérogatives de l'Eglise. En 1931, le ralliement était à l'ordre du jour. L'adoption du précepte constitutionnel proclamant la séparation de l'Eglise et de l'Etat et le vote des lois contre les congrégations jetèrent l'Eglise dans le camp des mécontents. La mise en commun des griefs du clergé et des possédants cimenta le front de la CEDA, étrange nœud de contradictions, que porta au pouvoir la victoire électorale de 1933. Lorsque la logique de la doctrine sociale de l'Eglise conduit le ministre catholique de l'Agriculture, Jimenez Fernandez, à proposer une réforme agraire, les possédants lui répondent, par la voix de leurs orateurs, qu'il « leur est indifférent d'être dépouillés au nom du Christ ou au nom de Lénine ». Jimenez Fernandez doit se retirer. Les possédants imposent la revision des mesures de parcellement agraire de la législature antérieure et un ensemble de textes réactionnaires, politique qui détermina le soulèvement d'octobre 1934, aux Asturies et en Catalogne. Si l'Eglise fait la

politique des possédants, ceux-ci ne font pas la sienne. Aussi bien les plus graves mesures anticléricales étaient-elles inscrites dans la Constitution de 1931, et toute revision des préceptes constitutionnels exigeait-elle la réunion de Cortes constituantes. Et les vainqueurs de 1933 n'entendaient pas multiplier les risques électoraux. Des deux années du gouvernement de la CEDA, l'Eglise ne retira que l'impopularité attachée à la politique sociale des possédants. Le souvenir de la répression de 1934 jettera les foules ouvrières et paysannes contre les Eglises et les presbytères en un flot d'aveugle fureur qui ne distingue pas toujours entre les prêtres qui préparaient les grenades de la guerre sainte et ceux qui votèrent pour le Front Populaire. La persécution commune va rejeter certains prêtres partisans de réformes dans le camps des croisés de la guerre sainte et de la future répression. Violences qui s'entrecroisent et tracent une frontière de sang entre le peuple et l'Eglise.

Associée à la victoire, l'Eglise est liée par la communauté de l'acte de sang et de la peur, à tout ce que ses principes réprouvent. La lettre collective de l'Episcopat déclarait, en juillet 1937, que « la guerre n'avait pas été entreprise pour ériger un Etat autocrate sur une nation humiliée ». « Nous serions les premiers à déplorer — affirmaient les signataires — que l'autocratie irresponsable d'un Parlement soit remplacée par une dictature plus terrible sans racine dans le pays ». Le 3 juin 1951, une nouvelle lettre collective renouvelle la condamnation du « totalitarisme moderne qui accorde des pouvoirs absorbants et illimités à l'autorité régalienne », et rappelle que « la société n'est pas pour les gouvernants, mais les gouvernants pour la société ». Néanmoins, le clergé soutient l'Etat totalitaire et pactise avec lui. La même lettre collective de juin 1951 qui avait pour thème « le devoir de justice sociale » était une longue condamnation de la politique sociale d'un gouvernement auquel l'Eglise est pourtant liée. Et dans la mesure où elle est liée au régime, elle pâtit du discrédit attaché à une politique sociale qu'elle condamne. Au creux de la misère ouvrière, chaque jour plus profonde, se loge une méfiance, une aversion fondamentale à l'égard du clergé.

L'Episcopat est conscient du danger. Mgr Olaechea, arche-

vêque de Valence, écrivait, en décembre 1951, dans une étude sur la condition de l'ouvrier valencien : « Il tient les patrons et les riches pour des obstacles (à l'amélioration de sa condition), et l'armée et l'Eglise pour leurs soutiens. Il est contre eux dans cet ordre : les patrons, les riches, l'Eglise — qu'il ne craint pas — et l'armée — qu'il craint. Il dérobe à l'entreprise tout ce qu'il peut de son travail, même des objets, en évitant de se faire prendre par la police, comme s'il considérait ces vols comme des compensations occultes. »

On ne saurait mieux définir l'état d'esprit de l'ouvrier espagnol d'aujourd'hui devant l'Eglise. Le contrat social rompu par la guerre et l'injustice, l'ouvrier est en guerre avec la société, et de cette société ennemie, l'Eglise est l'alliée. Le récent rapport des assesseurs ecclésiastiques chargés d'enquêter dans les milieux ouvriers constate que « les travailleurs considèrent tant l'Eglise que les prêtres comme plus favorables au capital qu'aux humbles, et estiment que notre apostolat protège plutôt les riches que les pauvres ». Deux ans plus tôt, Mgr Olaechea avait exposé les mêmes conclusions en des termes moins diplomatiques : « L'ouvrier tient les curés pour des paresseux à la solde de l'entreprise. Il n'a aucune religion. Il ne connaît pas Dieu et ne croit pas en lui. Il considère la religion comme une chose pour femmes et pour enfants. » En mai 1952, la revue *Razon y Fe*, organe de la Compagnie de Jésus, posait clairement la question : « Avons-nous perdu la classe ouvrière en Espagne ? » L'auteur de cette étude, le Père Florentino del Valle, illustrait par des chiffres la réalité de la déchristianisation ouvrière. « En Andalousie — écrivait-il — il y a des bourgades de 15 ou 20.000 habitants dont l'Eglise, capable de contenir 1.000 à 1.500 personnes, n'est jamais pleine ». Plus la région est ouvrière, plus faible est le pourcentage des fidèles : ainsi dans le district minier de « La Union », à Murcie, 2 % seulement de la population se rend à l'église.

Dès l'instant où l'injustice sociale apparaît sans doute possible comme la cause essentielle de la déchristianisation, l'apostolat, tâche spécifique du clergé, passe de toute nécessité par la voie sociale. La nécessité de persévérer en son être par l'accomplissement de sa fonction ramène l'Eglise vers les encycliques sociales temporairement négligées. Pour recon-

quérir la foule des âmes rebutées par l'injustice, il faut modifier la réalité d'injustice ou se désolidariser d'elle par le prêche ou le blâme. De fait, il n'est prélat, curé ou moine qui, plusieurs fois l'an, ne flétrisse les trafiquants et les mauvais riches et ne demande justice pour l'ouvrier. Et plus d'un prêche gaillardement l'exemple. L'Evêque de Guadix, l'un des plus jeunes prélats d'Espagne, installe les sans-logis dans les couvents trop vastes et les chapelles désaffectées, et convertit en atelier la salle du trône de son palais. Le vieux Cardinal Segura prend pied dans la réalité contemporaine pour ordonner une enquête sur la condition ouvrière dans la région sévillane. Mgr Herrera fonde une école pour les jeunes prêtres destinés à l'apostolat ouvrier. Après la croisade des armes vient celle du juste salaire. La lettre pastorale collective du 3 juin 1951 a défini la justice sociale comme un devoir qui prime le devoir de charité : « les aumônes que Dieu récompense sont celles que l'on fait lorsque l'on a accompli d'abord tout ce qui est juste ». Mgr Olaechea réclame pour l'ouvrier « le salaire familial absolu » et en fixe le taux, deux fois supérieur au salaire actuel. « Le patron qui — dit-il — étant en mesure d'octroyer un juste salaire, ne l'octroie pas, est sans nul doute un mauvais catholique. Il est de ceux qui font que les ouvriers haïssent la religion qu'il prétend pratiquer. »

Le patron injuste est donc un mauvais catholique pratiquant. Comment concilie-t-il la pratique de la religion et le refus d'écouter les exhortations de la hiérarchie ? Il y a là l'un des aspects majeurs de cette «inflation religieuse» qui est devenue l'un des thèmes essentiels des lettres pastorales de ces dernières années. L'inflation religieuse est l'extériorisation religieuse détachée de la ferveur. « Dans notre vie religieuse — déclarait récemment l'Evêque de Bilbao, Mgr Morcillo — il y a trop de pratiques extérieures. Non que nous condamnions les manifestations publiques de notre foi religieuse, mais notre extériorisation du sentiment religieux ne comporte pas ordinairement un contenu proportionnel de réalité intérieure. Les pratiques religieuses purement extérieures sans la douleur, sans la grâce et sans la justice, sont de très faible valeur et, bien souvent, sont interprétées d'une façon défavorable et considérées comme scandaleuses par d'autres per-

sonnes. » Le prélat rappelle que l'assistance à la messe et la communion devraient exercer une influence sur les sentiments et la vie des fidèles. Mais lorsque les pratiques religieuses acquièrent le caractère machinal de rites purement externes, elles deviennent compatibles «dans la conscience pratiquante» avec une conduite immorale et « avec l'injustice plus ou moins enveloppée ou dissimulée par des usages admis et des formes légales ».

Quand le rituel devient fin en soi, signe détaché de sa signification, le lien est tranché entre la religion publiquement affirmée et la conduite de l'individu. La pratique de la religion devient compatible avec une conduite contraire aux préceptes religieux. La lettre a tué l'esprit. Plus le « mauvais catholique » pratique et moins il accomplit. Et plus les signes extérieurs de la religion associés à l'injustice sociale discréditent la religion aux yeux des victimes de l'injustice.

Mais où sont les chrétiens d'Espagne si la minorité pratiquante se compose de « mauvais catholiques » dont le comportement écarte de la religion le plus grand nombre ? Et comment ramener les infidèles à la foi si la conduite des fidèle est objet de scandale pour l'Episcopat lui-même ? L'Eglise exerce-t-elle si peu d'emprise sur les âmes qu'elle doive recourir au bras séculier pour contraindre les catholiques à observer ses mandements et à accomplir leur devoir de justice sociale ? Mgr Herrera penche vers cette solution : « Par la pure prédication — a-t-il dit récemment dans une homélie dominicale — nous ne parviendrons pas à amener rapidement les hommes à l'accomplissement du devoir (social). Plusieurs générations seront nécessaires, et avant que l'évolution ne se soit produite dans les consciences, la révolution sociale sera accomplie. »

Est-il raisonnable d'espérer que le régime qui est l'émanation des possédants, accomplisse les réformes qu'il a été fondé pour empêcher ? Est-il en son pouvoir de limiter les ravages du processus d'évolution économique qu'il a déclenché ? Si les patrons sont sourds et l'Etat impuissant, qui donc pourra empêcher la révolution sociale de s'accomplir tôt ou tard, et de s'accomplir hors de l'Eglise, contre l'Eglise ? Sans doute celle-ci pouvait-elle encore briser le cercle d'impossibilités et de menaces dans lequel elle est enfermée, en rompant avec

éclat avec ceux qui la compromettent en dénaturant son enseignement.

Mais loin de rompre l'équivoque, elle la resserre en pactisant avec le régime de l'injustice sociale. Cédant après 14 ans aux instances du régime franquiste, elle conclut un concordat. Espère-t-elle ainsi satisfaire les Américains ? Mais rien ne pouvait souligner davantage aux yeux de l'opinion américaine la faute contre la démocratie qu'implique le pacte hispano-américain, que la conclusion d'un concordat de stricte intolérance qui est objet de trouble pour les plus fanatiques des catholiques américains. La répugnance de l'Episcopat espagnol à accepter les accords avec Washington, l'insistance apportée par le Cardinal-Primat à affirmer qu'il n'y a pas incompatibilité entre le caractère catholique de l'Etat espagnol et l'alliance d'un pays de majorité protestante, démontrent que le concordat, loin d'être un effet du rapprochement hispano-américain, est une précaution contre les progrès de l'influence américaine en Espagne. L'Episcopat a pu craindre que les Américains, chaque jour mieux implantés dans le pays, n'en viennent à exiger des mesures de tolérance à l'égard de la minorité protestante, l'adoucissement de la censure et la « libéralisation » de l'enseignement. Tant que les dispositions sur le mariage, l'enseignement, la célébration des cultes avaient le caractère de mesures unilatérales, elles étaient révocables à tout moment. Pour les mettre à l'abri de l'influence américaine, il importait de les cristalliser dans un document contractuel. Entre son emprise temporelle menacée et l'obstacle apporté à la reconquête des âmes ouvrières par le resserrement de ses liens avec le régime, l'Eglise n'a pas balancé. Une fois de plus la lettre l'emporte sur l'esprit.

Et les robes rouges ou violettes des prélats continuent à voisiner sur les estrades, aux jours de cérémonie, avec les uniformes chamarrés des maîtres du jour. Le spectacle se poursuit, semblable à ces mirages enchanteurs pour les regards qui surgissent en ces déserts d'aridité où ne jaillit aucune source.

Elena de LA SOUCHÈRE.

Jean Pouillon.

JOHN DOS PASSOS : DE *1919* A *NUMÉRO UN*

Nineteen nineteen reste le chef-d'œuvre d'un certain genre romanesque. Dos Passos y a poussé jusqu'à ses plus extrêmes conséquences, et avec une sorte de haine méprisante, cette idée que l'homme, n'étant que ce qu'il fait, est essentiellement « visible », que son apparence est son être.

Un personnage de Dos Passos, c'est une conduite sur laquelle on plaque un nom propre. Aucun commentaire n'accompagne le récit de ses faits et gestes, aucune analyse ne les explique, ne donne à ses actions des causes ou des fins. Dick ou Joe sont là, devant nous, et leur présence doit suffire pour que nous les comprenions. Il n'y a là, dira-t-on, rien de bien original. Personne, en effet, ne conteste que mon comportement n'exprime d'une façon plus ou moins adéquate et plus ou moins subtile ce que je suis. Pourtant, dès qu'on y réfléchit un peu, cette constatation de bon sens n'est pas si claire. Elle postule la séparation de ce qu'on appelle l'intérieur et l'extérieur, du psychique et de la conduite, celle-ci exprimant celui-là. Mais, en même temps, elle rend incompréhensible cette séparation, ou, plus exactement, elle exige qu'on la fonde sur une unité plus profonde de la conscience et de la conduite, unité qui reste à éclaircir. Si je comprends la conduite d'autrui, c'est peut-être parce qu'elle me renvoie à ce que j'appellerai son caractère, mais ce caractère n'est rien sans la conduite qui l'exprime pour moi. Le lien qui les unit ne peut pas être celui d'une signification en soi indépendante à un signe conventionnel. Entre un sens et une convention, il n'y a qu'un rapport de mémoire qui présuppose la possession du sens, et non un rapport de compréhension : je sais, parce que je l'ai appris, qu'un feu rouge signifie l'obligation de s'arrêter, je sais, parce que je

me souviens de l'avoir décidé, que telle abréviation renvoie à tel complexe idéologique, mais si je sais que les poings serrés signifient la colère, c'est parce que j'y *vois maintenant* cette passion. Alors, pourquoi parler de la colère de Pierre ou de Paul, pourquoi ne pas dire tout simplement que Pierre ou Paul serre les poings ? En tout cas, c'est bien la conclusion qu'en tire Dos Passos. Autrement dit, si, pour comprendre autrui, on part de son comportement, il est inutile et contradictoire de prétendre en sortir pour entrer dans on ne sait quelle sphère proprement psychique : le comportement n'est pas le signe d'un sens, il est ce sens même. Sinon, comment le comprendrait-on ? A proprement parler, un comportement ne « signifie » jamais rien. Un signe en effet suppose un sens. Seulement, ou bien le second est transcendant au premier — et c'est le sens qui fait comprendre le signe, non l'inverse — ou bien il lui est immanent, mais alors la distinction s'abolit. Seule donnée, la conduite ne peut pas être un signe. Cela ne veut pas dire qu'elle est incompréhensible. Bien au contraire, puisqu'elle est une manifestation qui se suffit à elle-même. En elle, ce qu'on appelle le psychique se donne « en personne ». Il n'y a pas de « monde intérieur », pas d'ineffable. Tout peut être dit, et ce qui ne peut l'être n'existe pas. Certes, chaque apparition isolée d'un personnage de roman, comme chaque rencontre d'un individu réel, me paraîtra insuffisante, partielle et partiale. Mais seule l'impatience d'en savoir davantage et tout de suite me fait imaginer un au-delà psychique. Si au contraire, j'ai la patience d'attendre, le comportement d'autrui s'éclairera par son propre développement : rien n'est par principe caché. Bien entendu, on peut anticiper le comportement futur d'un individu, imaginer ce qu'il fera dans une situation différente. Nul besoin pour cela de lui attribuer un caractère au-delà de la conduite : ce qu'on appelle le caractère, c'est ce qui lie entre elles les apparitions successives d'un même être, mais qui n'est pas ailleurs que dans cette succession. Nul besoin non plus d'analyse psychologique : l'analyse aurait pour but de suppléer aux lacunes de la perception, elle supposerait qu'il existe en l'homme quelque chose qui ne se donnerait pas à la description. Mais, pour Dos Passos, tout peut être donné à voir. L'existence se déroule sur un seul

plan, elle se projette sur cet écran romanesque qui s'anime pour « l'œil de la camera ». L'apparence est la seule mesure de l'être.

Tout l'art de Dos Passos — sa façon de raconter, son style, jusqu'à la structure de la moindre de ses phrases — consiste à appliquer ce principe systématiquement, avec acharnement pourrait-on dire, et en même temps à le gauchir, à fausser l'intuition qui le soutient. Il est vrai en effet que pour moi qui le regarde, autrui n'est qu'une conduite et que c'est cette conduite que je comprends et rien d'autre. Il est vrai aussi que moi à moi-même, comme autrui à lui-même, nous nous apparaissons dans ce que nous faisons. Pour lui-même comme pour les autres, l'homme est donc conduite. Mais cette conduite, unique réalité, possède un double aspect : elle est menée et elle est vue. Dynamisme vécu et tourné vers un avenir pour celui qui la tient, elle est événement objectif pour celui qui la regarde. Une description véridique doit maintenir ensemble ces deux côtés du comportement sans en privilégier aucun. D'ailleurs, cette dualité est précisément ce qui fait la conduite et ce qui permet sa compréhension : saisie uniquement dans son dynamisme individuel, elle n'est qu'un rêve inconsistant, mais simplement vue comme un déroulement objectif de gestes et de paroles, elle n'est plus qu'une succession brute de bruits et de mouvements. Seulement, Dos Passos est un artiste, c'est-à-dire un systématique. Il ne veut retenir que l'aspect objectif de la conduite et sa réussite est de nous imposer cette vision tronquée.

La conduite, pour lui, est toujours conduite de l'autre, cette mécanique objective que, lecteur, je regarde fonctionner, non sans à-coups d'ailleurs. Mécanique bizarre en effet, car aucun déterminisme ne la règle : Dos Passos n'est pas un horloger. Un déterminisme expliquerait la conduite et en ferait donc une conséquence et un signe. Il ne peut l'accepter : toute profondeur doit être niée aussi bien du côté du monde que du côté de la psyché. Le comportement est objectif simplement parce que tout l'est, et objectif ne veut pas dire autre chose que : visible. Dick fait ceci, *et* puis cela *et* puis encore cela, et il dit ceci *et* cela. Ses paroles, ses gestes s'ajoutent les uns aux autres. Ce ne sont que des faits et toute explication d'un fait supprimerait son caractère essentiel,

le seul en tout cas que Dos Passos entend conserver : la pure présence. Les personnages de Dos Passos ne sont donc pas déterminés, mais ils ne sont pas libres pour autant. La liberté en effet est toujours celle d'un sujet, alors que l'indétermination est au contraire la qualité de l'événement brut, de ce qui arrive là et qui, parce qu'il est là, n'a pas besoin d'être commenté.

A quoi répond une telle vision du monde ? Qu'est-ce que Dos Passos veut dire à son lecteur ? Remarquons en effet que, plus peut-être qu'aucun autre écrivain, il s'adresse directement à celui qui le lit. Son monde n'existe que parce qu'il nous l'impose et que nous le soutenons. On peut sans doute en dire autant de tout écrivain, mais il est plusieurs manières de faire appel au lecteur, de choisir en lui les possibilités qu'on sollicite. Qu'est-ce donc que Dos Passos veut faire de nous ? Pour que le monde humain soit ainsi cette scène sans coulisses, il faut qu'il ait un spectateur et que ce spectateur ne soit rien d'autre qu'un pur regard. C'est bien à cette condition que Dos Passos nous réduit. Il ne nous fait pas vivre une histoire, il nous la montre. Les personnages qu'il nous présente, nous n'avons pas à en éprouver les sentiments, nous ne participons pas à leur vie. Comment le pourrions-nous en effet sans transformer ces objets en sujets ? Nous ne les jugeons pas non plus, car de quelle valeur disposerions-nous pour le faire? Nous les croyons et c'est tout. Nous ne sommes que le corrélat subjectif nécessaire à l'apparition de l'objet. Mais cette situation n'est pas normale, même pour un lecteur de romans! Pour que nous nous réduisions ainsi à n'être qu'un regard, il faut qu'une fascination soit exercée sur nous. L'art de Dos Passos n'a pas d'autre but : fasciner le lecteur, le déposséder de lui-même sans lui permettre de se retrouver, comme on dit, dans la peau d'un des personnages, sans non plus lui accorder la consolation de devenir un dieu omniscient de ce monde confus et désolant, à la fois grouillant et mort, où l'échec est la règle. Il faut dire en effet qu'il existe un accord profond entre la technique de Dos Passos et le monde qu'il nous présente : ce monde est odieux et imbécile parce qu'il nous le montre ainsi, étalé sous nos yeux, sans arrière-plan, sans justifications, sans issue. Mais il nous le montre ainsi, parce qu'il en ressent cruellement la bêtise

et la méchanceté. La fascination est donc en même temps désespoir et dégoût : désespoir devant ces hommes et ces femmes dont les actes s'additionnent indéfiniment pour donner un total dérisoire, dégoût de ce monde qu'ils composent tout en le haïssant.

Dans *1919*, ce désespoir et ce dégoût ne seront les derniers mots de Dos Passos. Ils doivent en fin de compte se convertir en haine et en révolte. (La preuve en est qu'à part du roman lui-même, il prend bien soin de nous donner quelques biographies exemplaires.) En somme, il veut nous montrer la vie telle que nous ne la voyons pas quand nous la vivons, il nous force à prendre vis-à-vis du monde un recul qui le pétrifie, afin de bien nous montrer la sale gueule qu'il a quand on sait le réduire à cette apparence qui fait toute sa réalité. A sa manière, il opère une réduction phénoménologique. Mais son intention est avant tout morale et révolutionnaire : cette vie, veut-il nous faire dire, n'est pas vivable, il faut changer le monde.

On comprend alors pourquoi il a choisi d'émietter sous nos yeux des conduites mortes, d'énumérer des gestes plutôt que de les relier entre eux, et d'éviter toute référence à la façon dont nous vivons réellement nos propres conduites, les justifions, les expliquons, les orientons vers des fins. La moindre possibilité de justification devait être retirée de ce monde, il ne fallait pas que nous puissions penser qu'il soit possible d'y vivre. Mais, dira-t-on, nous y vivons tout de même. L'art était justement de nous le faire oublier. Seulement, la révolte ainsi provoquée n'est-elle pas condamnée à l'impuissance, n'est-elle pas destinée à tourner en résignation? Ce monde est le nôtre, mais il n'apparaît pleinement odieux qu'à partir du moment où il n'est plus tout à fait le nôtre, où nous nous en retirons pour le contempler horrifiés. Quand, le livre fermé, nous y revenons, comment maintenir la révolte dans l'action puisqu'elle était liée à la contemplation ? A cette révolte en effet, Dos Passos n'a assigné aucune fin, il ne pouvait d'ailleurs le faire. Il lui a simplement donné une cause : cette vision d'un monde aplati et stupide que son art a créé. Du même coup, il en a manqué la stupidité réelle, qui seule pouvait provoquer une révolte réelle. Pour voir le monde quotidien comme Dos Passos nous y invite, nous

devons ne pas y agir, nous tenir à distance, le considérer comme le lieu d'une histoire idiote où tout est également odieux, donc également indifférent. On ne peut pas vivre dans le monde de Dos Passos. Que faire alors quand il vous paraît être le monde réel ? Le trouver intolérable, bien sûr ! Mais peut-on encore songer à le transformer effectivement ? Il faudrait qu'il soit perfectible, autre par conséquent que Dos Passos nous le fait voir. Il nous le montre pour nous le faire refuser. Mais sa négation reste statique. Aussi équivaut-elle à une acceptation résignée. Pour nous mener plus sûrement à sa conclusion, Dos Passos s'est ôté les moyens d'en faire un nouveau point de départ et a condamné ses œuvres ultérieures à n'être que des répétitions, des justifications d'un « à quoi bon ? » venant remplacer la révolte initiale, ou des échecs. Il s'est pris au piège de son art.

Qu'il ait vu le problème, la suite de son œuvre après la fameuse trilogie le montre. Mais elle montre aussi que le piège était trop bien monté pour qu'il puisse en sortir : l'art s'est peu à peu évanoui, le piège est resté. On vient de traduire *Number one*[1]. En apparence, ce livre ne pose pas de questions. Il s'agit d'une satire des hommes politiques américains ; un sénateur vulgaire, suffisant, sot et combinard nous est présenté en une série de tableaux typiques : Chuck Crawford en tournée électorale, avec ses bailleurs de fonds, à Washington et enfin se tirant vilainement d'un scandale. Ce pourrait être un nouvel avatar d'un des arrivistes mis en scène dans *1919*. En fait, on est très loin de ce grand roman, on retrouve à peine la manière si caractéristique de Dos Passos. On ne la reconnaît, estompée, qu'à l'instant où l'on s'aperçoit que dans *Numéro un* le problème moral sous-jacent dans *1919* se trouve presque explicitement posé et que l'introduction de ce problème dans l'œuvre romanesque bouleverse, mais pas de façon contingente — bien au contraire —, la technique de notre auteur. Ce problème, qui est le vrai sujet du livre, c'est celui que se pose Tyler Spotswood, le secrétaire de Chuck : que faire dans ce monde pourri jusqu'à l'os ?

1. *Numéro un*, traduit par J. Collignon (Gallimard, éd.). Quand donc les éditeurs se décideront-ils à faire traduire les ouvrages d'un auteur en indiquant la date de parution, afin que le lecteur puisse le situer dans la production de l'auteur?

Est-il possible de lutter pour le réformer ? Une telle action aurait-elle un sens ? Ne serait-elle pas une vaine agitation ? Tyler, c'est en somme Dos Passos, c'est aussi le lecteur de *1919*, c'est celui qui voit le monde comme il est, qui le réprouve mais qui est fasciné par lui et se trouve en quelque sorte ligoté : Tyler ne peut se défendre contre l'emprise de Chuck, il voit en lui une force de la nature. Mais parce que le regard, qui dans *1919* était simplement celui de l'auteur et du lecteur, s'incarne maintenant dans un personnage, la perspective sur le réel change : le réel s'éloigne, Chuck est pour nous un fantôme, il n'est vrai et oppressant que pour Tyler. Dans la trilogie, le monde était là, tout près; nous n'étions pas dedans, mais il était à une distance inqualifiable, à la fois infranchissable et imperceptible, à la distance qui permet juste la vision. Dans *Numéro un*, le lecteur sympathise avec Tyler, c'est par ses yeux qu'il voit Chuck et c'est avec lui qu'il le hait. Par suite, si Chuck reste le personnage principal, il se trouve cependant séparé de nous par toute l'épaisseur du roman : il est là-bas, on nous parle de lui. Mais de ce fait nous nous demandons — ce que nous ne faisions jamais en lisant *1919* — si l'on ne pourrait pas nous en dire autre chose. Il s'impose beaucoup moins que ne le faisait un quelconque des personnages de la trilogie. La preuve en est que Dos Passos ne nous raconte pas la vie du sénateur, il choisit des scènes. Sans doute y avait-il aussi une sélection dans *1919*, mais cette sélection était camouflée, elle nous était si bien imposée que nous pensions tout voir, et, de fait, nous voyions beaucoup plus. Dos Passos renonce à cette réussite, renonce à l'art, précisément pour poser le problème moral : que doit faire Tyler le jour où il tient en mains la carrière de son patron ? C'est pour rendre plus aiguë cette interrogation, que Dos Passos ne retient de la vie de Chuck que certains moments particulièrement déplaisants.

La réponse est édifiante : Tyler ne peut rien faire, il ne lui reste qu'à se suicider ou à sombrer définitivement dans l'alcool, pendant que Chuck prospère plus impudemment que jamais. Le monde odieux continue d'exister, au loin, trop loin pour être encore la matière d'une œuvre d'art — on ne s'intéresse guère à ce politicien et son portrait n'est pas très bien venu —, et Tyler, alias Dos Passos, alias

le lecteur de *1919*, n'a plus qu'à s'enfoncer dans un néant plus sinistre que tragique. Le sort de Tyler, en effet, ne tient pas à ce qu'il est au fond un pauvre type. Qu'il se soit peut-être compromis avec le sénateur, qu'il boive, qu'il soit malade, qu'il aime la femme de Chuck, tout cela n'explique rien. S'il renonce à témoigner contre son patron le jour où celui-ci se trouve compromis dans un scandale, s'il se sacrifie pour lui, c'est tout simplement parce qu'il ne voit pas de raison d'agir, parce que tout se vaut et ne vaut rien. Ce n'est pas par hasard, ni pour satisfaire seulement son innocente manie de faire se recouper tous ses romans, que Dos Passos donne pour frère à Tyler le héros des *Aventures d'un jeune homme* [1]. Ce frère s'est engagé, pendant la guerre d'Espagne, dans les Brigades internationales. Il est mort, ayant, semble-t-il, perdu ce qui n'était donc que des illusions. Il s'est « crevé pour les Rouges », dit élégamment un ami de Tyler, comme celui-ci se crève pour son politicien : un cirque vaut l'autre ! A quoi bon essayer d'agir ? En somme la prise de conscience conduit au renoncement : quand on a compris, on ne peut plus qu'accepter et mourir ou se taire.

Reste à savoir — et c'est ce que nous avons voulu montrer — si cette conclusion n'était pas prédéterminée par la conception du monde qui inspirait *1919*. Ce roman procédait d'une volonté de démystification, de dévalorisation générale. En ce sens, il était révolutionnaire et reste tel. Mais l'objectivisme naïf et pour ainsi dire journalistique de Dos Passos a fait dévier l'entreprise. Le manque de valeur de la vie, qui apparaît normalement dès qu'on la regarde au lieu de la vivre et qu'il fallait effectivement dénoncer, fut élevé lui-même au rang de mythe. La réalité fut dépourvue de valeur de la même façon qu'auparavant elle en avait été pourvue. Un tel renversement du pour au contre ne permettait aucun progrès. Le monde ignoble était là. On le voyait pour ce qu'il était. Mais qu'y gagnait-on, si cette apparence déterminait irrémédiablement son être ? Rien de plus qu'une délectation morose. Dire que l'apparence est la mesure de l'être a en effet deux sens. Le vrai : l'être est ce qu'il se fait être et ne se découvre pas ailleurs que dans cette action qui

1. Non traduit.

le transforme. Un autre, qui est comme la réfraction du premier dans l'eau trouble de la fausse lucidité : l'apparence est irrémédiable et le monde est définitivement, quoi qu'on fasse, un tumulte insensé. Dans ce second cas, la conscience est réduite à l'impuissance du jugement purement moral. Elle ne peut que se prendre elle-même en grippe. La révolte se change ainsi en volonté d'autopunition. Telle est la fin dérisoire de Tyler : saoûl perdu, il refuse d'entraver le triomphe du répugnant sénateur et songe comiquement à se réformer lui-même.

L'autopunition de Tyler n'est en fin de compte que le symbole de celle que Dos Passos s'inflige à lui-même en tant qu'écrivain. Ce n'est pas un hasard si *Numéro un* est un roman raté. Son vrai sujet est camouflé : sous l'histoire de Chuck, il faut voir le drame de Tyler. Comme c'est à ce drame que Dos Passos s'intéresse, tout ce qui concerne le sénateur n'est qu'esquissé à gros traits. Il reste trop loin de nous pour que sa vulgarité et sa vénalité nous indignent vraiment. Ainsi le roman apparent se détruit-il de l'intérieur. Quant au drame de Tyler, qui devrait être l'essentiel, il touche Dos Passos de trop près pour venir franchement au premier plan, il n'est, lui aussi, qu'esquissé mais en pointillé. Ce déséquilibre interne prouve que Dos Passos a vécu le problème moral que posait *1919*. Mais il n'a pu le résoudre parce qu'il s'en était ôté les moyens aussi bien sur le plan littéraire que sur le plan éthique. Il ne pouvait introduire ce problème dans le monde romanesque qu'il avait créé sans faire éclater celui-ci. En manquant *Numéro un*, Dos Passos a payé la rançon de cette réussite admirable que fut *Nineteen nineteen*.

Jean Pouillon.

Les spectacles

Étienne et **La Manière forte** de *Jacques Deval* à la Salle Luxembourg et à l'Athénée.

Ceux qui s'étonnent, ou s'indignent de voir le Boulevard regagner ces dernières années le terrain que quelques courageux animateurs lui avaient fait perdre, me font bien rire. Comme si cela n'était pas parfaitement naturel : je veux dire, comme si la régression en matière de théâtre n'était pas liée, indissolublement, à la régression sociale. Comme si le Boulevard n'était pas tributaire des digestions heureuses de la bourgeoisie! Que l'on se rassure, ni la « croisade de bonté », ni « l'insurrection » de l'abbé Pierre, ni ce grand vent de fraternité dont on nous dit qu'il souffle du seizième sur les bidonvilles, ne menacent sérieusement le Boulevard. Les « Madame » débarrasseront peut-être les chambres de bonnes, mais elles les loueront pour finir six mille francs par mois à des gens qui en gagnent vingt-quatre, et elles n'en iront pas moins, l'âme en paix, se distraire aux spectacles du Boulevard. Ou plutôt, c'est le Boulevard qui vient à elles : le changement n'est que géographique : il a gagné la Comédie-Française, l'Athénée, il a escaladé la Butte, envahi l'Atelier.

Ce n'est pas que M. Jacques Deval mérite moins qu'un autre — M. Jules Romains, par exemple — d'être inscrit au répertoire de la Comédie-Française. Mais dans son œuvre, qui est abondante, une pièce, *Prière pour les vivants* s'imposait par sa puissance satirique et sa rigueur formelle. On a choisi *Étienne*, qui lui est très inférieur, probablement parce que l'on avait, en la personne du jeune Jean-Paul Roussillon, un interprète idéal. Il y a quelque frivolité de la part de cette auguste maison à préférer ainsi l'accessoire à l'essentiel. Fort heureusement (pour nous... et pour lui!) J.-P. Roussillon n'a pas déçu les espoirs que l'on mettait en lui. Dans le rôle d'Étienne, il a été parfait, et son jeu, point du tout alourdi par la solennité du lieu, est resté constamment gracieux, libre, naturel. Sous nos yeux, en trois rounds, le petit cancre puceau est devenu un homme. Moins par plaisir que par nécessité : c'est pour éloigner d'elle son gros libidineux de père qu'Étienne Lebarmécide livre ses dix-sept ans à l'experte Tiochka. Après, bien sûr, il prend goût au jeu et délaisse les musées. Puis il est trahi, plaqué, et il souffre, pâle et défait, sur un vilain sofa à fleurs. Ce n'est pas un chef-d'œuvre, et tous les moyens sont bons à Jacques Deval pour atteindre le public. Mais enfin, merveilleusement interprété par Roussillon, Étienne existe.

Avec *La Manière forte*, remake de *Dans sa candeur naïve* qui fut créé en 1927, M. Jacques Deval se livre à un exercice de pure virtuosité. Il fait des gammes. Tout ici est gratuit, fabriqué. L'histoire n'offre pas la moindre parcelle de crédibilité, et le métier, seul, suffit à tout. Qui songe à s'en plaindre? J'ai vu la pièce plusieurs jours après la générale, après avoir échangé avec une dame assise dans une guérite un grand billet de mille francs contre un tout petit billet bleu sur lequel était écrit : « Timbre en compte avec le Trésor ». Formule mystérieuse, et qui m'a fait longtemps rêver. Le public, bourgeois cossu à l'orchestre et au balcon, petit bourgeois aux galeries, était venu voir Robert Lamoureux, d'ailleurs excellent. Il pensait très peu à la pièce, très peu à l'auteur, et achetait, aux ouvreuses, pendant l'entracte, les *Monologues de Robert Lamoureux*. Il riait à tout, aux mots drôles, et aux autres, et suivait avec intérêt le numéro de strip-tease (chaste d'ailleurs) de la ravissante Geneviève Page. Bien sûr, il savait depuis le lever de rideau où on voulait le mener, et qu'il s'agissait, en somme, de chasser l'odieux Tony Lagorce du lit de la jolie Simone pour y faire entrer le sympathique André. Il se souciait fort peu de savoir que le mot de théâtre ce soir-là, et en ce lieu, était usurpé. A la sortie, j'entendis une dame dire à son mari : « Avec ça, ils sont tranquilles pour longtemps! » Et le ton était, ma foi, plein d'admiration. Tranquilles, voilà. Mme Elvire Popesco, nouvelle directrice de l'Athénée, pourra dormir tranquille. Jouvet aussi, sous « les ombres myrteux ». Mais pour d'autres raisons.

Renée SAUREL.

Les Quatre Vérités de *Marcel Aymé*, à L'Atelier.

Le programme nous assure que M. Marcel Aymé garde en lui « un violent amour des hommes » et que c'est la rage de les voir « gâcher une vie qui pourrait être si belle qui lui fait parfois prendre le ton du polémiste ». Je ne suis pas certaine, pourtant, qu'il n'y ait pas chez lui, comme chez Anouilh, un secret mépris du public. Comment, sans cela, expliquer que l'auteur spirituel et inventif de *Clérambard* accepte de faire rire ici, avec des moyens dignes de M. de Letraz?

Désireux de nous montrer que le mensonge est une activité naturelle et bienfaisante de l'esprit, « pourvu qu'il reste décent et s'accompagne de certaines précautions de forme », M. Aymé a imaginé d'administrer à tous ses personnages une dose de « masochine », sorte de sérum de vérité, et de nous livrer leurs confidences. Le champ était illimité, toutes les inventions possibles. Hélas! c'est autour du sexe, et du sexe seulement, que vont tourner ces quatre actes. Tristement, lourdement. Même le « deux », qui est de loin le meilleur, ne sort pas de l'ornière. De temps en temps, une réplique fine et drôle nous rappelle que l'auteur a un grand talent. La pièce est statique malgré la mise en scène agitée de Barsacq, et morne malgré les très jolis décors de Malclès. Et nous, tristes en pensant au vieux Dullin.

R. S.

OPÉRATION « KANAPA »

*Le 22 février, l'*Humanité *a publié, sous le titre « Un « nouveau » révisionnisme à l'usage des intellectuels », l'article suivant que nous reproduisons* in extenso :

La revue américaine en France *Preuves* organise débat sur débat; il y en eut un le 5 janvier, il vient d'y en avoir un autre le 9 février. Le *Populaire-Dimanche* sacrifie plusieurs doubles pages, l'une à un « compte rendu » des Journées d'étude des intellectuels communistes à Ivry, une autre à un long factum de Jean Texcier sur la « psychose » des intellectuels qui ont l'audace de n'être pas anticommunistes. On fait un tapage organisé autour du livre du renégat Dyonis Mascolo, intitulé par antiphrase *Le Communisme;* Mme Colette Audry en condense la substance à des fins de popularisation dans *Les Temps Modernes*, la *N.N.R.F.* joint sa voix au chœur, *L'École Libératrice* se met de la partie... Et j'en passe.

De quoi s'agit-il? De quoi débattent ces gens? Des rapports entre les intellectuels et le communisme, singulièrement le Parti Communiste Français. Ils ne sont pas très fixés : Manès Sperber dit qu'il n'y a pas d'intellectuels au Parti Communiste, Raymond Aron dit que les intellectuels sont « fascinés » par le communisme, Mascolo dit qu'il n'y a pas d'intellectuel communiste possible, mais qu'il n'y a pas non plus d'intellectuel non communiste possible. Ils ne sont d'accord que sur un point : il faut « éloigner » les intellectuels du communisme. (S'il faut les en éloigner, c'est donc qu'ils sont actuellement et effectivement attirés... Dont acte.) Comment faire? Eh bien! disent-ils tous aussi, il faut « une révolution philosophique ». Manès Sperber le demande, Mascolo s'y emploie, Mme Audry l'en félicite. Mascolo a « réinventé » un marxisme à l'usage des bourgeois, tout entier réduit à une « théorie des besoins » et dont une des conséquences est que les intellectuels doivent « éclairer » et « guider » le mouvement ouvrier.

***

Vieille histoire, messieurs! C'était déjà votre plate-forme il y a quelques années : elle a été dénoncée par le Comité Central en 1948, comme, aussitôt après sa session, l'exprimait le camarade Laurent Casanova dans les *Cahiers du Communisme* (septembre 1948) [1], sur la base de l'enseignement

1. Reproduit dans *Le Parti Communiste, les intellectuels et la nation.* Éditions Sociales, 2e édition, pages 59 et suivantes.

léniniste. Ce que vous mettiez alors en cause, ce qui vous soulève encore d'indignation, c'est ce fait tout simple que le Parti Communiste est le parti du prolétariat, que « *le prolétaire dispose depuis un siècle déjà d'une doctrine scientifique, élaborée, vivante, enrichie d'expériences sans cesse reouvelées* », et que la première exigence posée à l'intellectuel communiste est donc de rallier les positions politiques et idéologiques, non des philosophes de Saint-Germain-des-Prés, non de l'intellectuel-flic, mais du *prolétariat.* Vous le savez si bien que c'est pour avoir préféré à cette exigence (qui entraîne, c'est vrai, « *un travail parfois pénible de critique des valeurs jusqu'alors admises* »), pour lui avoir préféré l'accommodement et la compromission avec l'ennemi de classe que vous avez été chassé du Parti Communiste, Mascolo.

***

Alors vous essayez d'effrayer l'intellectuel honnête qui voit dans la doctrine et dans la vie du Parti Communiste la source d'un renouvellement incomparable de ses possibilités créatrices. Vous tentez de lui faire croire que, devenu communiste, il ne serait plus un intellectuel, mais un « technicien » au mieux, un zéro au pire. C'est un mensonge contre lequel témoignent les milliers d'intellectuels membres du Parti Communiste. C'est un mensonge auquel répond, par exemple, dans un article que vient de publier *La Nouvelle Critique* (N° 52), notre camarade Annie Besse : « *Outre leurs responsabilités proprement politiques..., les intellectuels communistes sont invités à tenir le front qui leur est plus particulièrement réservé : celui de la pensée, de la science, de la culture. Appuyés sur le mouvement ouvrier tout entier, il leur faut, d'un même élan, travailler au rassemblement politique des intellectuels pour la défense de la culture, raison unificatrice des différents combats menés par les intellectuels pour la défense de la paix, de l'indépendance nationale, des libertés, et plateforme d'unité pour les intellectuels; mener une bataille idéologique dont l'objectif est de faire triompher dans le domaine de la littérature, de la science et de l'art les idées du Parti, les idées marxistes-léninistes, de façon à reprendre l'héritage culturel de notre peuple et à le porter plus avant, au compte de la classe ouvrière, au compte de la patrie... En vérité, Mascolo méprise cette dignité des intellectuels communistes, d'abord parce qu'il l'ignore et en est incapable, ensuite parce qu'il méprise profondément la réflexion théorique.* »

***

Combat, qui se fait le porteur enthousiaste de toutes les mascolinades imaginables, assure sans rire que sur ces questions nous sommes « muets »... Renvoyons-le à cet article de notre camarade, renvoyons-le à tout ce numéro de *La Nouvelle Critique*, renvoyons-le aux textes de Dimitrov que nous venons de publier [2] et au commentaire qu'en a fait ici même, il y a quinze jours, Jean Fréville! En vérité, ils n'ont même plus ce minimum de décence intellectuelle qui fait le partage entre l'aveuglement et la mauvaise foi.

2. Éditions de La Nouvelle Critique.

Ils veulent opérer « une révolution philosophique »? Las! Le malheur, pour eux, c'est que cette révolution philosophique, elle a eu lieu, et que c'est précisément en fonction d'elle que les intellectuels, toujours plus nombreux, se tournent vers le communisme. Ils « relancent » sous de nouveaux oripeaux un révisionnisme éculé, qui s'alimente aux sources de la social-démocratie blumiste et se pare des plumes de l'existentialisme.

***

Et à l'heure où la question à l'ordre du jour chez les intellectuels de France est celle de leur rassemblement pour la défense *d'abord* des valeurs nationales menacées par l'Amérique impérialiste et par un gouvernement servile — ces valeurs qui ont nom la paix, la souveraineté nationale, la démocratie, la culture française — à cette heure, les gens de *Preuves*, les Mascolo et les Texcier n'ont d'autre souci, eux, que la production accélérée de faux dilemmes comme autant d'ombres où ils voudraient égarer les pas de tous ceux qui, avec les communistes, veulent *une autre politique.* Ce pourquoi tous ceux-la, et pas seulement les communistes, repoussent leurs calomnies et estiment leur entreprise malfaisante, parce qu'animée d'abord de l'esprit de division, contraire aux intérêts conjoints du prolétariat et de la nation.

Jean KANAPA.

***

*Il faut plus d'une hirondelle pour ramener le printemps, plus d'un kanapa pour déshonorer un parti : s'il n'engage que son auteur, l'article précité est à mettre au panier sans commentaire. L'ennui, c'est qu'on l'a publié en deuxième page de l'*Humanité *: il est donc à craindre que la direction de ce journal n'y attache une certaine importance. Dans le doute — et puisque je dirige l'une des revues citées par Kanapa — je saisis cette occasion pour me tourner vers ceux qui président aux activités intellectuelles du Parti Communiste et pour leur parler avec franchise. « Si vous n'êtes pas engagés par cet article, qu'attendez-vous pour le désavouer? Ou pour le faire désavouer par Kanapa lui-même : il a l'habitude du désaveu et son insolence n'a d'égale que sa servilité. Si, au contraire, vous le cautionnez de votre autorité, voyons où cela nous mène.*

L'article de Kanapa traite « des rapports entre les intellectuels et le communisme. » De ce point de vue — et si nous laissons les anti-communistes de côté — il y a trois sortes d'intellectuels : ceux qui sont inscrits au Parti, ceux qui songent à s'y inscrire et ceux qui n'y songent pas. Kanapa est un représentant du premier groupe, il s'adresse au second et lui parle du troisième. Parlons un peu des

membres du deuxième groupe : ce sont des intellectuels « honnêtes mais effrayés » qui souhaitent rallier le parti mais qu'une cabale détourne d'y adhérer. Voulez-vous vraiment les rassurer? Avez-vous pour de bon l'intention de leur montrer qu'ils ne deviendront pas « des zéros »? Alors commencez par leur cacher Kanapa : ils le découvriront bien assez tôt. Vous désirez leur faire entendre qu'ils trouveront « dans la doctrine et dans la vie du Parti Communiste la source d'un renouvellement incomparable de (leurs) possibilités créatrices. » A la bonne heure : mais comment ne voyez-vous pas que cet article leur prouve tout juste le contraire? D'abord il ne fallait pas choisir pour héraut le plus authentique fruit sec de tous les partis communistes européens. Voyons ! Vous n'y croyez pas vous-même aux « possibilités créatrices » de Kanapa ! Kanapa créateur? Kanapa renouvelé? Allons donc ! Cela se saurait. Mis à part deux méchants romans, on ne connaît de lui que des bottes de calomnies mal ficelées. Et ce n'est pas son article du 22 février qui fera changer d'avis ses lecteurs : si les intellectuels sont « effrayés », croyez-vous les édifier par ce pédantisme scolastique qui résout les difficultés à coups de citations, par ce défilé monotone d'injures « éculées », par ce verbalisme qui cache sous les grands mots le vide de la pensée? Et s'ils sont « honnêtes », quel effet croyez-vous que puisse leur faire cet étalage ingénu de malhonnêteté? Pour ne prendre qu'un exemple, vous n'êtes pas sans savoir ce qu'on appelle amalgame : on le pratique couramment chez Franco, quelquefois chez nous et vous l'avez souvent dénoncé. Alors pourquoi laissez-vous votre collaborateur « amalgamer » Preuves, Les Temps Modernes, la N.N.R.F., l'École Libératrice *et le* Populaire-Dimanche? *Pourquoi le laissez-vous mettre dans le même panier les têtes fraîchement coupées de Texcier, de Colette Audry, d'Aron, de Mascolo et de Sperber? Etes-vous d'avis, comme les massacreurs de Toulouse, que « Dieu reconnaîtra les siens »? Tout le monde sait que « ces gens » n'ont pas une opinion commune (pas même celle que leur prête Kanapa) ; leurs différences sont d'ailleurs si criantes que l'auteur de l'article, après les avoir cavalièrement identifiés les uns aux autres, est forcé d'avouer qu'ils « ne sont pas très fixés ». J'entends : vous allez me dire que ce sont tous des ennemis du prolétariat et vous savez bien que je ne vous l'accorderai pas puisque Kanapa s'est arrangé pour me mettre implicitement dans l'amalgame. Mais tenez : supposons que cela soit. L'intellectuel honnête et timide qui veut rallier votre Parti, vous pensez bien qu'il a lu Marx ; il a donc appris que la bourgeoisie n'est pas*

toute d'une pièce, qu'elle comprend des milieux fort différents et que l'on y trouve de violents antagonismes, des conflits d'intérêts et, par voie de conséquence, des manières différentes de penser. Que les nécessités de l'action empêchent parfois de faire les distinctions nécessaires, je n'en disconviens pas. Mais si vous voulez convaincre des intellectuels, craignez de simplifier à l'excès : ce qu'on apercevrait entre les lignes, ce n'est pas « une source de possibilités créatrices » mais le gouffre fascinant de la bêtise. Il se peut que vous comptiez entraîner l'adhésion des hésitants en traitant d'intellectuels-flics certains de leurs confrères. Mais si vous voulez que cette étrange manœuvre réussisse, choisissez donc un porte-parole sans reproche : si basse que soit la besogne, il est encore au-dessous d'elle, le mouchard qui dénonçait Claude Roy à son propre parti, quitte à lui demander pardon, une fois le coup manqué.

Bien sûr, vous pouvez nous répondre que tout cela ne nous regarde pas et, d'une certaine manière, vous avez raison. Car nous appartenons, nous, au troisième groupe et nous ne songeons pas plus à entrer au P.C. que vous ne songez à nous y recevoir. Mais ce qui nous regarde, par contre, c'est la façon dont vous envisagez le rapport entre les intellectuels du troisième groupe et votre Parti. Comme Kanapa l'écrit lui-même, nous sommes « à l'heure où la question à l'ordre du jour chez les intellectuels de France est celle de leur rassemblement pour la défense d'abord des valeurs nationales... ces valeurs qui ont nom la paix, la souveraineté nationale, la démocratie, la culture française... » Bien. Colette Audry a pris position avec beaucoup d'autres intellectuels contre la C.E.D. et les accords de Bonn et de Paris, contre le Pacte Atlantique, pour l'ouverture immédiate de négociations en Indochine, pour la défense des libertés démocratiques ; quant aux Temps Modernes, on connaît assez leur point de vue. Or vous tolérez qu'on embarque Colette Audry dans le même fond de cale que Raymond Aron, qui écrit les leaders du Figaro et qu'on brûle dans un même autodafé les Temps Modernes et « la revue américaine en France, Preuves ». Qu'avons-nous fait? Eh bien Mascolo qui n'est pas du P. C. avait écrit un livre (un livre qui n'était à aucun titre anticommuniste mais que vous aviez condamné pour des raisons qui vous sont propres) et Colette Audry s'était permis d'en faire, dans les Temps Modernes, un éloge très nuancé. Voilà donc comment vous envisagez le « rassemblement des intellectuels honnêtes ». Il ne suffit pas d'être d'accord avec vous sur tous les grands chapitres de votre politique ; il faut couvrir de fleurs les livres que

vous aimez et traîner dans la boue ceux que que vous n'aimez pas. Et si l'on se permet d'apprécier les ouvrages d'un point de vue qui ne soit pas exactement le vôtre, on est aussitôt rangé dans la catégorie des intellectuels-flics ou des philosophes de Saint-Germain des Prés. Etes-vous fous? Est-ce que vous n'avez rien appris? Allez-vous sacrifier une fois de plus les alliances à cette morgue imbécile que vous entendez garder vis-à-vis de vos alliés? Est-ce que vous ne voyez pas les contradictions de votre attitude, quand elles crèvent les yeux de tous? Et Kanapa parle de division! Et vous le laissez parler! Mais dites-moi donc : où sont-ils, les diviseurs? Les dernières lignes de cet article, je les applique mot pour mot à l'opération Kanapa et je dis que les intellectuels honnêtes qui veulent enfin « une autre politique », *une politique que feraient de concert et dans la confiance mutuelle une gauche non-communiste et le parti communiste, « repoussent ces calomnies et estiment cette opération malfaisante parce qu'animée d'abord de l'esprit de division contraire aux intérêts conjoints du prolétariat et de la nation ».*

Que les intellectuels qui sont communistes ne partagent pas toujours l'avis de ceux qui ne le sont pas, cela va de soi. Qu'ils discutent ferme, durement s'ils veulent, c'est souhaitable — et nous serons aussi durs qu'eux : ce que l'on vous refuse absolument *c'est le droit de nous insulter. Vous vous en moquez? Vous le prendrez sans permission? Parfait : alors vous aurez saccagé de vous-même le rassemblement que vous souhaitez faire. Et puis, surtout, vous aurez bonne mine : si — pour prendre un cas parmi d'autres — je dirige une revue « américaine », si je suis un intellectuel-flic, si je prête « les plumes de l'existentialisme » à un « revisionnisme éculé », pourquoi avez-vous toléré ma présence au Congrès de Vienne et dans les meetings où vous preniez part? Il faut choisir : Si je suis un flic, vous êtes des crétins. Et si les communistes que j'ai rencontrés et que j'estime, ne sont pas des imbéciles, si, en particulier, le Parti doit être « une source de renouvellement pour les intellectuels », alors je ne suis pas un flic ni Colette Audry une « révisionniste blumiste » et le seul crétin, c'est Kanapa.*

Jean-Paul SARTRE.

Le Gérant : Francis JEANSON.

Imprimerie CHANTENAY, Paris. — Mars 1954
Dépôt légal : 1er trimestre 1954

BIBLIOGRAPHIE

I. — PHILOSOPHIE. RELIGIONS

ABELLIO (Raymond). **Assomption de l'Europe.**
(Au Portulan. 725 fr.)

BRIDOUX (André). **Le souvenir.**
P.U.F.,
coll. « Initiation Philosophique », 240 fr.)

CLAUDEL (Paul). **Trois figures saintes pour le temps actuel.**
(Amiot-Dumont,
« Bibliothèque catholique », 380 fr.)

Geste (la) du sang. Traduction et notes de A. Hamman, o.f.m.
(Fayard, « Textes pour l'histoire sacrée », 850 fr.)

GEX (Maurice). **Test caractériel pour un diagnostic rapide.**
(P.U.F., coll. « Caractères », 400 fr.)

GRŒTHUYSEN (Bernard). **Anthropologie philosophique.**
(Gallimard,
« Bibliothèque des Idées », 650 fr.)

JANKÉLÉVITCH (Vladimir). **Philosophie première.** Introduction à une philosophie du « presque ».
(P.U.F., « Biblio.
de Philosophie Contemporaine », 900 fr.)

MAINE DE BIRAN. Influence de l'habitude sur la faculté de penser. Introduction, notes et appendices par Pierre Tisserand.
(P.U.F., « Biblio.
de Philosophie Contemporaine », 900 fr.)

MESNARD (Pierre). **Kierkegaard.**
(P.U.F., coll. « Philosophes », 200 fr.)

NILSSON (Martin P.). **La religion populaire dans la Grèce antique.** Traduit de l'anglais par Frans Durif.
(Plon, coll. « Civilisations d'hier et d'aujourd'hui », 540 fr.)

PICARD (Max). **Le monde du silence.**
(P.U.F., « Bibliothèque de Philosophie contemporaine », 600 fr.)

PIEPER (Josef). **La fin des temps. Méditation sur la philosophie de l'histoire.** Traduit de l'allemand par Claire Champollion.
(Desclée de Brouwer, 480 fr.)

SCHELER (Max). **L'idée de paix et le pacifisme.** Traduit de l'allemand par R. Tandonnet.
(Aubier-Montaigne, coll. « Philosophie de l'esprit », 390 fr.)

TOYNBEE (Arnold J.). **Guerre et civilisation.** Traduit de l'anglais par Albert Colnat.
(Gallimard, coll. « Les Essais », 450 fr.)

VERMES (G.). **Les manuscrits du désert de Juda.**
(Desclée, 600 fr.)

VICTOROFF (David). **C.H. MEAD, sociologue et philosophe.**
(P.U.F., « Bibliothèque de Philosophie contemporaine », 600 fr.)

WAEHLENS (A. de). **Phénoménologie et vérité. Essai sur l'évolution de l'idée de vérité chez Husserl et Heidegger.**
(P.U.F., coll. « Epiméthée », 500 fr.)

II. — LITTÉRATURE

a) *Essais, histoire littéraire*

ALBÉRÈS (R.-M.). **Jean-Paul Sartre.**
(Éditions universitaires, coll. « Classiques du XX[e] siècle », 210 fr.)

BLOY (Léon). **Exégèse des lieux communs.** 1[re] et 2[e] série, réunis en 1 vol.
(Mercure de France, 570 fr.)

BOLLERY (Joseph). **Léon Bloy.** Essai de bio-graphie.
(Albin Michel, 980 fr.)

BRAY (René). **Molière, homme de théâtre**
(Mercure de France, 660 fr.)

CHALLAYE (Félicien). **Péguy socialiste.**
(Amiot-Dumont, 780 fr.)

COHEN (Marcel). **L'écriture.**
(Éditions sociales, coll. « La culture et les hommes », 425 fr.)

COUTON (Georges). **Réalisme de Corneille. La clef de Mélite. Réalités dans le Cid.**
(Les belles Lettres, 500 fr.)

CRITICUS. **Le style au misroscope.** Tome IV Les journalistes.
(Calmann-Lévy, 450 fr.)

DOYON (René-Louis). **Stendhal devant l'Amérique et l'Angleterre.**
(La connaissance, 400 fr.)

DUCAS (Albert). **Discours sur les Passions de l'amour de Pascal. Commentaire et authenticité.**
(Rivages, à Alger. Vrin. 850 fr.)

FARRÈRE (Claude). **Souvenirs.**
(Fayard, 600 fr.)

FIESCHI. **Comment devenir un écrivain.** Cours complet en 31 leçons. Dessins de Claude Verrier.
(La Table ronde, 450 fr.)

GAILLARD (Robert). **Alexandre Dumas.**
(Calmann-Lévy, 630 fr.)

Gazettes (les) d'Adrienne Monnier (1925-1945)
(René Julliard, coll. « Les lettres nouvelles », 690 fr.)

HALDA (Bernard). **Joseph Joubert ou De la perfection.**
(La Colombe, 390 fr.)

HOFFET (Frédéric). **Psychanalyse de Paris.** Lettre-préface de Bernard Grasset.
(Grasset, 540 fr.)

HUBERT (J.-D.). **L'esthétique des Fleurs du mal.**
(Pierre Cailler, 800 fr.)

JALOUX (Edmond). **Visage français.** Avant-propos par Henri Mondor.
(Albin Michel, 450 fr.)

JUNGER (Ernst). **Journal II, 1943-1945.** Traduit de l'allemand par F. de Towarnicki et H. Plard.
(René Julliard, 900 fr.)

MAUROIS (André). **Olympio ou la Vie de Victor-Hugo.**
(Hachette, 990 fr.)

MILOSZ (Czeslaw). **La pensée captive.** Essai sur les logocraties populaires. Préface de Karl Jaspers. Traduit du polonais par A. Prudhommeaux et l'auteur.
(Gallimard, coll. « Les Essais », 650 fr.)

PETIT (Léon). **La Fontaine et Saint-Évremond ou la Tentation de l'Angleterre.**
(Privat, à Toulouse, 1.210 fr.)

PRÉVOST (J.-L.). **Le prêtre, ce héros de roman. Tome 2 : D'Atala aux Thibault.**
(Téqui, 360 fr.)

ROBIN (Armand) **La fausse parole.**
(Éditions de Minuit, 150 fr.)

SIPRIOT (Pierre). **Montherlant par lui-même** 88 illustrations.
(Éditions du Seuil, 300 fr.)

VAILLAND (Roger). **Laclos par lui-même.** 72 illustrations.
(Éditions du Seuil, 300 fr.)

WALZER (Pierre-Olivier). **La poésie de Valéry.**
(Pierre Cailler, 1.500 fr.)

b) *Théâtre, poésie.*

AUDIBERTI (Jacques). **Rempart.**
(Gallimard, 390 fr.)

CHARASSON (Henriette). **Le sacrifice du soir.** Poèmes.
(Flammarion, 400 fr.)

CHEDID (André). **Textes pour le vivant.**
(G.L.M., 450 fr.)

CLANCIER (G.-E.). **De Rimbaud au surréalisme.** Panorama critique.
(Pierre Seghers, 960 fr.)

CORBIÈRE. Les amours jaunes. Édition augmentée de poèmes et proses posthumes. Introduction et appendice critique de Y.-G. Le Dantec.
(Gallimard, 590 fr.)

DECUGIS (Nicole) et **REYMOND** (Suzanne). **Le décor de théâtre en France du moyen âge à 1925.** 352 reproductions hélio.
(Cie Française des Arts graphiques. Un vol. 23 × 29,5 : 3.000 fr.)

DU BOUCHET (André). **Sans couvercle.**
(G.L.M., 500 fr.)

FOLLAIN (Jean). **Territoires.**
(Gallimard, 200 fr.)

FOMBEURE (Maurice). **Pendant que vous dormez...** Poèmes.
(Gallimard, 350 fr.)

GHELDERODE. Théâtre III.
(Gallimard, 575 fr.)

GROSJEAN (Jean). **Fils de l'homme.**
(Gallimard, 320 fr.)

HERIAT (Philippe). **Les noces de deuil.** Édit. orig.
(Gallimard, 490 fr.)

ACCOTTET (Philippe). L'Effraie, et autres poésies.
(Gallimard, coll. « Métamorphoses », 180 fr.)

KOSSODO Y WEHLE (Juan). Exil sur la terre. Traduit de l'espagnol par Xavier Fiala.
(G.L.M., 900 fr.)

LAPORTE (René). Poésie choisie. Préface de Claude Roy.
(René Julliard, 900 fr.)

PÉGUY (Charles). Un poète l'a dit... Inédits.
(Gallimard, 550 fr.)

PIRANDELLO. Théâtre V.
(Gallimard, 475 fr.)

ROBIN (Armand). Poésie non traduite.
(Gallimard, 390 fr.)

SCHÉHADÉ (Laurice). La fille royale et blanche.
(G.L.M., 420 fr.)

TOUCHARD (Pierre-Aimé). Six années de Comédie-Française.
(Éditions du Seuil, 480 fr.)

VALET (Paul). Matière grise.
(G.L.M., 400 fr.)

c) *Romans, récits, nouvelles*

ARNOUX (Alexandre). Royaume des ombres.
(Albin Michel, 375 fr.)

BOSCO (Henri). L'antiquaire.
(Gallimard, 690 fr.)

BORGES (Jorge Luis). Labyrinthes. Traduit de l'espagnol par Roger Caillois.
(Gallimard, 350 fr.)

BRISSON (Pierre). Les lunettes vertes. Récit
(Gallimard, 290 fr.)

CAPOTE (Truman). Un arbre de nuit. Traduit de l'américain par M.-E. Coindreau et S. Donbrovsky.
(Gallimard, coll. « Du monde entier », 590 fr.)

CHAPLIN (Charles). Limelight (les feux de la rampe). Roman de Roger Grenier d'après le scénario original de Charles Chaplin.
(Gallimard, coll. « L'air du temps », 650 fr.)

COCCIOLI (Carlo). La petite vallée du Bon Dieu. Traduit de l'italien par l'auteur et Henriette de Ganay.
(Éditions du Rocher, 450 fr.)

DELPEY (Roger). Parias de la gloire.
(André Martel, 210 fr.)

EHRENBOURG (Ilya). Lame de fond. III : Le neuvième flot.
(Les Éditeurs Français Réunis, 650 fr.)

DESOMBRE (Stéphane). Seigneur des sables.
(Bellenand, 480 fr.)

ELLISON (Ralph). Au delà du regard. Traduit de l'américain par Michel Chrestien.
(Denoël, 980 fr.)

EMMANUEL (Pierre). L'ouvrier de la onzième heure.
(Éditions du Seuil, 480 fr.)

FISSON (Pierre). Le mercenaire.
(René Julliard, 600 fr.)

GACHOT (François). Les amants de Budapest.
(Fasquelle, 500 fr.)

GAILLARD (Robert). Les conquérants de l'Eldorado. II. Les dieux sont revenus.
(André Martel, 870 fr.)

GARNIER (Christine). Les héros sont fatigués. Visages du Libéria.
(Grasset, 450 fr.)

GOES (Albrecht). Jusqu'à l'aube. Récit traduit de l'allemand par Pierre Bertaux.
(Albin Michel, 300 fr.)

GODDEN (Jon). La maison au bord de la mer. Traduit de l'anglais par Josette Hesse.
(Arthaud, 690 fr.)

GORDON (Gérald). Maudit soit ce iour. Traduit de l'anglais par Jean Rosenthal.
(Corrêa, 600 fr.)

GUIREC (Jean). Les faux abandons.
(Albin Michel, 390 fr.)

HARTOG (J n de). La petite arche. Traduit de l'anglais par Pierre Javet.
(René Julliard, 500 fr.)

JENS (Walter). Visages oubliés. Traduit de l'allemand par Jacques Nobecourt.
(Plon, coll. « Feux Croisés », 600 fr.)

JOUHANDEAU (Marcel). Mémorial IV. Apprentis et garçons.
(Gallimard, 350 fr.)

LAMBERT (Jean-Marc). Le moulin à galette.
(Denoël, 400 fr.)

LA VARENDE. Lise, fillette de France.
(Plon, 480 fr.)

LERNET-HOLENIA. Le régiment des Deux-Siciles. Traduit de l'allemand par Bruno Weiss.
(Calmann-Lévy, 630 fr.)

LONGHY (Claude). La mesure du monde. IV : Annabelle et Damien.
(Robert Laffont, 690 fr.)

LOU-SIN. La véritable histoire de Ah Q Traduit du chinois par Paul Jamati.
(Les Éditeurs français réunis, 200 fr.)

MAURON (Marie). A l'ombre soleilleuse. Contes.
(Amiot-Dumont, 520 fr.)

MAXWELL (William). Les miroirs du Nord. Traduit de l'américain par Marcelle Jossua.
(Gallimard, coll. « Du monde entier », 590 fr.)

MERRIEN (Jean). Missionnaires de la mer.
(La Table ronde, 590 fr.)

METAIS (Robert R.). Les coccinelles.
(Marcel Puget, 480 fr.)

MILOSZ (Czeslaw). La prise du pouvoir. Traduit du polonais par Jeanne Hersch.
(Gallimard, coll. « Du Monde entier », 500 fr.)

MONMOUSSEAU (Gaston). L'oncle Eugène selon Jean Brécot.
(Les Éditeurs français réunis, 200 fr.)

MONTHERLANT (H. de). L'histoire d'amour de la Rose de sable. Édition courante.
(Plon, 540 fr.)

MOURGUE (Gérard). La naissance de Vénus.
(René Julliard, 450 fr.)

PAUL-COURANT. Les meilleures histoires de théâtre.
(Éditions du Regard, 300 fr.)

PEISSON (Édouard). Ian Seifer du « Jordaan ».
(Flammarion, 375 fr.)

PHAM VAN KY. Celui qui régnera.
(Grasset, 450 fr.)

PHILIPPE (Henri). Chantebrise.
(Les Presses mondiales, 750 fr.)

POLLÈS (Henri). Journal d'un homme heureux.
(Gallimard, 690 fr.))

PORQUEROL (Elisabeth). La ville épargnée. (Éditions de Minuit, 570 fr.)

ROCHE (France). Paris, à nous deux ou Le Nouveau Rastignac. (Amiot-Dumont, 540 fr.)

ROSTAND (François). Jours à toi. (Gallimard, 320 fr.)

SAINTE-SOLINE (Claire). Reflux. (Grasset, 480 fr)

SAINT-EXUPÉRY. Œuvres. Note biographique. Préface de Roger Caillois. (Gallimard, « La Pléiade », 3.000 fr.)

VAN der POST (Laurens). Aventure au cœur de l'Afrique. Traduit de l'anglais par Denise Meunier. (Albin Michel, 700 fr.)

VAUGHAN (Richard). Le vent qui pleure. Traduit de l'anglais par Henriette de Sarbois. (Robert Laffont, 750 fr.)

ZILAHY (Lajos). Les Dukay. Traduit de l'américain par Pierre Singer. (Stock, 780 fr.)

III. — HISTOIRE. BIOGRAPHIES. GÉOGRAPHIE. VOYAGES.

ALBERT-BUISSON. Le Cardinal de Retz. Portrait. (Plon, 480 fr.)

Alsace (l'). 84 photos de M. Nicolas. Texte d'André Siegfried. (Del Duca, coll. « Mondes et visages », 800 fr.)

BARRAT (Robert). Justice pour le Maroc. Préface de François Mauriac. (Éditions du Seuil, 480 fr.)

BEAU DE LOMÉNIE (E.). Maurras et son système. (Éditions touristiques et littéraires, 550 fr.)

BERTAUT (Jules). Le roi Jérôme. (Flammarion, coll. « Les grandes biographies, » 600 fr.)

BRION (Marcel). Histoire de l'Égypte. (Fayard, coll. « Les grandes Études Historiques », 900 fr.)

CHARBONNEAU (Général Jean). Le Maroc à la croisée des chemins. (Éditions touristiques et littéraires, 450 fr.)

CHASTENET (Jacques). Histoire de la Troisième République. II : la République des Républicains. (Hachette, 900 fr.)

CHEGARAY (Jacques). Bonheur à Bali. (Amiot-Dumont, « Bibliothèque des voyages », 750 fr.)

CHURCHILL (Winston S.). Mémoires sur la deuxi me guerre mondiale Tome VI : Triomphe et tragédie. La victoire (5 juin 1944-3 février 1945). (Plon, 825 fr.)

CHURCHILL (Winston S.). Mémoires sur la deuxième guerre mondiale. Tome VI : Triomphe et Tragédie, vol. 2 : Le Rideau de fer. 4 février-26 juillet 1945. (Plon, 825 fr.)

Crépuscule inka. 80 photos de J.-L. Febvre, D. Vilfroy, J. Vellard. Texte de J.-L. Febvre. (Del Duca, coll. « Mondes et visages », 800 fr.)

D'ESTAILLEUR-CHANTERAINE (Philippe) Henri IV, Roi de France et de Navarre. (Robert Laffont, coll. « Figures anciennes, nouveaux visages », 750 fr.)

DINFREVILLE (Jacques). L'opération Indochine. (Éditions Inter-Nationales, 390 fr.)

DURNFORD-SLATER (J.), Commando (Denoël, 750 fr.)

FRANK (Waldo). Naissance d'un monde. Bolivar et ses peuples. Traduit de l'américain par Hélène Boussinesq. (Gallimard, coll. « Leurs figures », 690 fr.)

FREDET (Jean). Quand la Chine s'ouvrait... Charles de Montigny, consul de France. (Éditions Larose, 1.200 fr.)

GIONO. Voyage en Italie. (Gallimard, 450 fr.)

GOSSET (Pierre et Renée). L'Amérique aux Américains. II : De la Californie à la Nouvelle-Angleterre. (Denoël, 660 fr.)

GRATIEUX (A.). Le mouvement slavophile à la veille de la Révolution. Dmitri A. Khomiakov. Suivi du traité d'Alexis Khomiakov : L'Église est une. Traduit par R. Tandonnet. (Éditions du Cerf, 660 fr.)

HAYET (Armand). Us et coutumes à bord des long-courriers. (René Julliard, 690 fr.)

HERNANDEZ (Jésus). La grande trahison. (Fasquelle, 495 fr.)

KANAPA (Jean). Bulgarie d'hier et d'aujourd'hui. Le pays de Dimitrov.
(Éditions sociales, 300 fr.)

LABANDE (E. R.). L'Italie de la Renaissance.
(Payot, « Bibliothèque Historique », 1.500fr)

LANZMANN (Jacques). La glace est rompue.
(René Julliard, 450 fr.)

LUCAS-DUBRETON (J.). La Renaissance italienne. La vie et les mœurs (XVe siècle).
(Amiot-Dumont, coll. « Présence de l'Histoire », 730 fr.)

MIGOT (Dr André). Caravane vers Bouddha. Un Français à travers la Haute-Asie mystique.
(Amiot-Dumont, 870 fr.)

NABONNE (Bernard). La vie privée de Lucrèce Borgia.
(Hachette, coll. « Les vies privées », 500 fr.)

NOWELL (Charles). Histoire du Portugal.
(Payot, « Bibliothèque historique », 1.000 fr.)

PATRY (Maurice). En kayak du Gabon au Mozambique.
(René Julliard, coll. « La Croix du Sud », 690 fr.)

PAULME (Denise). Les gens du riz. Kissi de la Haute-Guinée française.
(Plon, coll. « Recherches en sciences humaines », 795 fr.)

PENIAKOFF (Vladimir). Mon armée privée Traduit de l'anglais par Suzanne Desternes et Aline Chaufour.
(Gallimard, coll. « L'air du temps », 750 fr.)

PERNOUD (Régine). Vie et mort de Jeanne d'Arc. Les témoignages du procès de rhéabilitation. 1450-1456. (Hachette, 500 fr.)

PERSON (Yves). La Nouvelle Calédonie et l'Europe, 1774-1854.
(Nouvelles Éditions Latines, 800 fr.)

PETTERSON (Hans). La croisière aux abîmes. Autour du monde avec l'expéditiou océanographique suédoise (1947).
(Amiot-Dumont, « Bibliothèque de la mer », 760 fr.)

PIETRI (François). Mes années d'Espagne, 1940-1948. (Plon, 840 fr.)

PREVAUDAN (Albert). Joost van Vollenhoven, 1877-1918.
(Éditions Larose, 200 fr.)

RICHARD (Jean). Le royaume latin de Jérusalem
(P.U.F., 800 fr.)

RICHARD (Pierre). La vie privée de Louis XV.
(Hachette, coll. « Les vies privées », 600 fr.)

ROUGEMONT (Denis de). La Confédération helvétique.
(Éditions du Rocher, 450 fr.)

ROUX (Jean-Paul). La Turquie. Géographie - économie - histoire - civilisation et culture.
(Payot, « Bibliothèque historique », 750 fr.)

SAINTENY (Jean). Histoire d'une paix manquée. Indochine 1945-1947.
(Amiot-Dumont, 850 fr.)

SAINT-PHALLE (Alex. de). Tour du monde. III : De Mahomet à Godefroy de Bouillon.
(Gallimard, 650 fr.)





SAVANT J(ean). **Tel fut le Roi de Rome.**
(Fasquelle, coll. « Tels qu'ils furent », 500 fr.)

TOVAR (Antonio). **Socrate. Sa vie et son temps.**
(Payot,
« Bibliothèque Historique », 1.700 fr.)

TROTSKY. Ma vie Traduction de Maurice Parijanine. Introduction et appendice d'Alfred Rosmer
(Gallimard, 1.150 fr.)

VALLENTIN (Antonina). **Le drame d'Albert Einstein.**
(Plon, 540 fr.)

Vie (la) parisienne sous la Restauration. Journal de Delécluze, 1824-1828. Texte publié avec une Introduction et des notes par Robert Baschet.
(Grasset, 585 fr.)

WAUGH (Evelyn). **Edmond Champion, martyr.** Préface d'André Maurois.
(Amiot-Dumont,
« Bibliothèque catholique », 520 fr.)

ZELLER (Gaston). **Les temps modernes. I : De Christophe Colomb à Cromwell. Tome 2 de l'Histoire des Relations Internationales.**
(Hachette, 850 fr.)

IV. — SCIENCES

CHEESMAN (E.). **Les insectes maîtres du monde.**
(Payot,
« Bibliothèque scientifique », 700 fr.)

FEINBERG (J.-G.). **Histoire de l'atome.** Traduit de l'américain par Stephan Spriel.
(Corrêa, 690 fr.)

HOWARD (Len). **L'oiseau, cet inconnu.** Traduit de l'anglais par Geneviève Brallion.
(Hachette,
coll. « La vie de la nature », 700 fr.)

LE DANOIS (Ed.). **La vie étrange des rivages marins.** 80 planches hélio avec 150 illustrations, 16 planches hors texte couleur.
(Horizons de France,
coll. « La nature vivante », 2.950 fr.)

LENZ (Dr Ludwig). **Souvenirs d'un sexologue** Traduit par Georges Martin.
(Corrêa, 480 fr.)

Léonard de Vinci et l'expérience scientifique au XVIe siècle.
(P.U.F., C.N.R.S., 1.500 fr.)

LUMIÈRE (Auguste). **Mes travaux et mes jours.**
(La Colombe, 590 r.)

MATTHEWS (L Harrison). **L'éléphant de mer.** Traduit de l'anglais par M. Faguer et C. Marty.
(Stock,
« Les livres de nature illustrés », 480 fr.)

PALAISEUL (Jean). **Chez les guérisseurs qui guérissent.**
(Robert Laffont, 750 fr.)

ROSTAND (Jean). **La vie, cette aventure.**
(La Table ronde, 600 fr.)

ROUSSEAU (Pierre). **Notre soleil.**
(Hachette,
coll. « Le roman de la science », 650 fr.)

WHITAKER (Sir Edmund). **Le commencement et la fin du monde** Traduit de l'anglais par Pierre Humbert.
(Albin Michel,
coll. «Sciences d'aujourd'hui », 275 r.)

V. — BEAUX-ARTS

BAZIN (Germain). Histoire de l'art, de la préhistoire à nos jours. 630 reproductions, 4 hors-texte couleur.
(Garamond. Un vol. 14 × 22 : 1.950 fr.)

CŒUROY (André). Weber.
(Denoël, 580 fr.)

DU COLOMBIER (Pierre). Les chantiers des cathédrales. Ill. de 19 figures in texte et 32 planches hors texte.
(A. et J. Picard.
Un vol. 28 × 22,5 : 2.400 fr.)

Gauguin. Introduction de Jean Taralon. Ill. de 76 reprod. en noir et 16 planches en couleur.
(Société nouvelle des Éditions du Chêne. coll. « Les maîtres de la peinture ».
Un vol. 38 × 27 : 1.500 fr.)

GENAILLE (Robert). Brueghel l'Ancien. 40 planches coul. et 120 planches en noir.
(Pierre Tisné.
Un vol. 28 × 22,5 : 4.800 fr.)

LAVEDAN (Pierre). La représentation des villes dans l'art du moyen âge.
(Vanoest.
Un vol. 22 × 28 : 2.000 fr.)

LIMBOUR (Georges). L'art brut de Jean Dubuffet. Ill. de 91 reproductions.
(René Drouin.
Un vol. 20,5 × 25 : 2.400 fr.)

Mon Paris. 112 photos de Sanford H. Roth, texte de Aldous Huxley.
(Éditions du Chêne.
Un vol. 23 × 31 : 1.850 fr.)

Œuvre (l') de Bourdelle. Sculptures et dessins présentés par Paul Lorenz. 77 reproductions pleine page.
(Rombaldi. Un vol. 29 × 35 : 6.500 fr.)

OURSEL (Charles). L'art de Bourgogne 253 hélios.
(Arthaud, coll. « Art et Paysages ».
Un vol. 17,4 × 22,7 : 1.790 fr.)

Regards neufs sur le cinéma. 120 illustrations.
(Éditions du Seuil,
coll. « Peuple et culture », 750 fr.)

RIEUPEYROUT (Jean-Louis). Le Western, ou le cinéma américain par excellence.
(Éditions du Cerf, coll. « 7e Art », 480 fr.)

SCHLOEZER (B. de), **GOLEA** (A.), etc. Musique russe, tome 2.
(P.U.F., « Biblio-internationale de musicologie », 700 fr.)

SCHMALENBACH (W.). L'art nègre. Ill. de 130 reproductions noir et couleur.
(Charles Massin.
Un vol. 24 × 32 : 2.900 fr.)

SONTHONNAX (Paul). La photographie, cette inconnue. Ill. de 73 photos noir et coul
(Arthaud, coll. « Connaître ».
Un vol. 18 × 22 : 1.300 fr.)

THÉODORE-VALENSI. Le romantisme de Schumann.
(Les Éditions ludographiques françaises, 500 fr.)

THIERY (Yvonne). Le paysage flamand au XVIIe siècle. Ill. de 86 planches en noir.
(Elsevier, coll. « Les peintres flamands du XVIIe siècle ».
Un vol. 23 × 31 : 3.200 fr.)

TILMANS (Émile). Porcelaines de France, 32 reproductions couleur, 160 hélios.
(La diffusion française.
Un vol. 22 × 31 : 3.900 fr.)

SOMMAIRE